On n'est maitre à la fois des âmes et des corps que tant que dure la crainte ou l'espoir. Crainte ou espoir enlevé, l'homme reste son maitre.
SPINOZA

LE 14 JUILLET

N° 1 — 14 JUILLET 1958 TOUS LES DEUX MOIS PRIX : 100 Frs

SOMMAIRE

RESISTANCE

Que le général de Gaulle soit au pouvoir, à cela seul nous pouvons déjà mesurer l'étendue de notre défaite.

Nous n'avons pas atteint le fond. Nous l'atteindrons à coup sûr si nous ne nous mobilisons pas dès aujourd'hui. En laissant se consolider l'actuel pouvoir, nous irions de défaites en défaites, et de plus en plus graves. Il est douteux qu'au XXe siècle un pouvoir personnel ne conduise pas finalement au fascsime. Il n'y a déjà plus rien qui nous en garantisse immédiatement. Toutes les barrières levées, des bêtes jusqu'ici tenues en respect commencent à se montrer, dans le vide qui s'est fait d'un bout à l'autre de la société.

A la hauteur d'une telle défaite, à la hauteur d'un tel danger, la lutte à mener doit prendre une forme nouvelle. Elle doit être une lutte acharnée, constante, morale et pratique, intellectuelle et stratégique, d'agitation et de critique, sans autre terme que la victoire complète sur un adversaire qui a pris l'avantage, puisqu'il a le premier passé les bornes de la légalité, et qu'il fortifie sous nos yeux l'arbitraire. Cette lutte se nomme résistance. Elle sera l'œuvre de tous ceux qui se sentent atteints dans leur dignité plus gravement que jamais depuis le 1er juin 1958. En tout état de cause, nous ne voulons pas d'un sauveur suprême. Nous sommes héritiers d'un peuple qui tint à honneur le régicide, quand il s'agissait de fonder la liberté.

C'est la résistance qui doit s'organiser, non plus cette fois contre l'occupation par des éléments extérieurs, mais bien contre une oppression interne préparée, elle, de longue date. Sournoise ou franche, prudente ou cynique, tolérante, mieux, « rassurante », nous subissons dès maintenant cette oppression. Il serait insensé de ne pas la nommer par son nom. Nous n'attendrons pas, en esclaves anticipés, pour en pouvoir fournir la preuve, de nous trouver totalement réduits au silence. Le répit que la tyrannie naissante est contrainte de nous accorder ne restera pas inutilisé. Nous ne saurions prédire le rythme du processus selon lequel l'actuel régime doit aboutir un jour au fascisme pur et simple. Mais dès aujourd'hui, sans aucun risque d'erreur, nous pouvons poser que le régime de Gaulle est, dans la France contemporaine, une étape nécessaire à l'instauration d'un fascisme.

L'alliance entre tous les hommes résolus à s'opposer à la tyrannie, même s'ils étaient hier séparés sur le choix des moyens, et même s'ils ne s'entendaient pas sur les fins dernières, est aujourd'hui une nécessité vitale. Nos divisions d'hier étaient elles-mêmes l'expression d'une certaine liberté. La soumission aveugle et le mutisme n'en sont pas le remède. Les cimetières à part, ce n'est que dans les casernes que cessent de s'élever les voix discordantes. Nous refusons cet ordre-là.

***

L'heure n'est plus à l'analyse psychologique. De Gaulle complice, tout à fait complice ou à demi-complice, de Gaulle jouet des fascistes ou jouet d'eux à-demi, inconscient ou à demi-conscient, de Gaulle « corrompu » quelque peu par le système, c'est-à-dire devenu quelque peu démocrate, il n'importe. Le fait est qu'il a conquis le pouvoir par surprise ,grâce à un odieux chantage, et contre la volonté du peuple. La guerre civile n'a pas eu lieu. Mais qu'on ne s'y trompe pas. Les démissions successives des diverses institutions et magistratures de la République lui ont permis de s'emparer du pouvoir sans combattre. De tout temps, des places sont ainsi tombées par ruse et trahison. La violence faite au peuple, c'est-à-dire à chacun d'entre nous, n'en est pas moins flagrante, et l'Etat gaulliste n'a d'existence qu'en sursis de guerre civile.

Il ne s'agit donc pas de chercher à savoir ce que cet homme peut bien penser de la République, de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. Il n'y a pas si longtemps, beaucoup choisirent d'attendre, d'une attente lâche, que rien ne nous fera confondre avec le jeune

POUR UN COMBAT NON DOUTEUX

Rien ne semble changé et pourtant tout est autre. La France baigne dans une atmosphère irréelle et, pour ainsi dire, ouatée. Les partis s'agitent, mais c'est en rêve. Les opinions s'expriment, mais restent sans force. Le gouvernement, qui détient la totalité du pouvoir et peut en user hors de tout contrôle, s'est contenté de désamorcer la liberté : nous pouvons encore tout dire, parce qu'il peut dès maintenant tout faire. Les journaux paraissent et, si certains sont saisis, ce n'est pas une nouveauté. La guerre, enfin, continue comme avant, et, comme avant, une issue mirifique est promise pour demain : la « fraternisation » a remplacé la « pacification ».

La confusion est à son comble. De Gaulle qui est au pouvoir grâce à ceux qui ont brandi la menace de la guerre civile, apparaît à certains comme l'homme qui a permis de l'éviter. Ceux qui voient en lui un arbitre ou qui du moins le distinguent des militaires et des ultras d'Alger, espèrent infléchir son action ; du même coup ils reconnaissent son pouvoir et désarment l'opposition qu'ils prétendent exprimer. Il en est même pour faire de lui le sauveur de la République et pour attendre avec patience les décisions qui justifieraient leur confiance. Pendant ce temps, ceux qui l'ont réclamé et qui l'auraient imposé par la force si la décomposition de la gauche n'avait rendu la violence inutile, trouvent que la France met trop de temps à s'aligner sur l'Algérie. Les uns et les autres comptent en somme sur de Gaulle pour des raisons opposées, ils attendent de lui qu'il justifie leur action ou leur ralliement. Mais par là même, ils lui apportent tous leurs cautions contradictoires et affermissent son autorité. De Gaulle ne demande pour l'instant rien de plus et ses partisans entretiennent la confusion : elle le fait paraître indispensable et lui assure le soutien populaire, dont la faiblesse ou la trahison des hommes qui constituaient un gouvernement encore républicain lui a permis de se dispenser pour accéder au pouvoir. Etape vers l'installation du pouvoir autoritaire ou répit à la faveur duquel on peut encore l'éviter, telle est l'équivoque de la situation actuelle. De Gaulle en joue pour obtenir l'adhésion d'une majorité dont l'hétérogénéité lui permet de se présenter comme le garant de l'unité nationale.

Le problème est alors de savoir s'il faut entrer dans ce jeu, accepter l'ordre gaulliste dans l'espoir de l'infléchir, ou au contraire refuser la soumission qui serait au cœur de cet espoir. Pourquoi donc accepterait-on de Gaulle ? Les mots et, si l'on veut, le style changent, mais la politique de son gouvernement reste celle de Mollet à laquelle nous nous sommes opposés parce qu'elle conduisait à la primauté de l'armée et permettait aux ultras d'exercer leur chantage. Pourquoi changerait-elle de signification avec l'homme dont elle a provoqué le retour ? Au moins, dit-on, la présence de de Gaulle évite à la France de connaître le régime d'Alger. « Entre la République et le fascisme il n'est présentement qu'un rempart : la personne même du général de Gaulle. » (1) Ce rempart n'est qu'une claire-voie ! L'opposition entre de Gaulle et Alger n'est que de méthode ; elle est entre la duperie et la violence, entre les détours et l'impatience. Peut-être est-il plus aisé de résister au mensonge qu'à la force. Encore faut-il ne pas consolider le premier sous prétexte de résister à la seconde.

C'est pourquoi il ne faut pas rentrer dans le nouveau « système », ne pas fournir la caution à gauche, dont cette entreprise d'aliénation a besoin pour réussir. C'est contre le gaullisme et non pas en son sein que la gauche doit se regrouper. Mais, où est aujourd'hui la gauche ? C'est sa division qui l'a empêchée de mettre fin à la guerre coloniale et qui a permis le triomphe du gaullisme ; plus encore : c'est l'idée absurde que pour remédier à cette division, il fallait ajouter à la corruption socialiste la stérilité communiste. Bien sûr, on ne fera rien contre de Gaulle sans les communistes et sans les socialistes. Mais, de Mollet ministre et du P. C., défendant les institutions — dont il est faux de dire que de Gaulle les a renversées, car il en est le produit naturel — il n'y a rien à attendre. Un regroupement ne servira de rien, s'il n'est pas aussi une régénération. Mais d'où peut venir celle-ci ? Il est peu probable que ce soit des communistes, qui se cramponneront toujours à la rigidité de leur organisation, tant qu'ils ne verront autour d'eux que dispersion et faiblesse ; ils craindront de se démocratiser pour rien. On peut le regretter, mais on doit surtout en tenir compte. C'est pourquoi, une fois de plus et peut-être la dernière, les minoritaires socialistes tiennent entre leurs mains le sort, au moins immédiat, de toute la gauche, communiste et non communiste. S'ils s'inclinent, le P. C. risque de se figer dans un combat narcissique, et les non-communistes ne pourront opposer à de Gaulle que leurs irréductibilités individuelles. Mais qu'ils reconstituent un parti socialiste et l'unité d'action retrouvera un sens parce qu'elle aura une réalité.

Marcel PEJU, Jean POUILLON.

---

(1) Jacques Fauvet, dans le *Monde*, 29 et 30 juin 1958.

ASSASSINS DE

Assassins de Budapest, vous venez d'assassiner Nagy. Cet assassinat a été le seul fait divers, ces temps derniers, en France.

Assassins de Budapest, il ne faut plus croire que votre cas soit hiérarchiquement plus intéressant, j'allais dire plus cliniquement aristocratique, que celui des autres assassins. Non. Faut-il le redire ? sans doute ! Votre cas a cessé d'être particulier. Il n'y a plus deux façons d'être assassiné — par vous et par les autres — il n'y en a plus qu'une désormais. C'est l'assassinat, pur et simple.

Votre singularité majeure résidant depuis des années dans l'assassinat, vous avez cru dans l'ordre de rafraîchir cette singularité, une nouvelle fois, en assassinant Imre Nagy. Vous avez fait là une erreur très grave. Car votre singularité était à ce point de chancellement qu'elle inspirait encore suffisamment de consciences, de consciences présumées être claires, pour que vous eussiez dû vous en contenter. Vous n'aviez plus à faire les difficiles, il fallait vous contenter des consciences que vous troubliez encore. Vous n'auriez pas dû assassiner Nagy.

Car, avec Nagy, votre dernier espoir, votre illusion dernière, je veux parler précisément de votre foi dans la singularité de votre crime, cette singularité a disparu. Tout à fait.

C'en est fini de cette singularité. La goutte de sang qui fait déborder l'intérêt, vous venez de la verser. Mesurez-vous la gravité de votre situation ? Nous, nous le savions que vous étiez devenus des assassins tout court. Mais maintenant, les autres le savent aussi. Vous êtes devenus des assassins de nuit. Exsangues de peur. Des assassins sans imagination.

C'est là la chose la plus grave qui pouvait vous arriver. Vous avez commencé à nous ennuyer. Vous allez mourir d'avoir trop répandu la mort. Vous feriez croire à un type nouveau de la mort. Celle par contamination de la mort même.

En mai, vous avez été heureux. Comme ils n'ont plus rien à manger, pensiez-vous, ils reviendront vers nous. Comme le marché regorge des fades légumes du fascisme et qu'ils s'anémient, ils reviendront vers nous.

Non.

Ah ! vos voies furent impénétrables ! Et comme au Moyen Age, les autres tentaient de mettre nos consciences en cendres, vous avez essayé.

Fini.

Il y a longtemps que nous sommes ressuscités de nos cendres. N'espérez plus rien. Vous n'êtes plus que les porte-parole de votre propre histoire, courte, celle-ci, et funèbre désormais. Vos voies sont pénétrables. Votre histoire se referme sur elle-même. Regardez-vous les uns les autres. Vous jouez à être vivants, mais votre agonie a commencé.

Pauvres de vous. Je dis bien : pauvres de vous. Vous avez déjà perdu votre cœur comme on perd une jambe. C'était là, autrefois, votre plus grande fierté. Et de disposer d'un cœur mort est maintenant votre infirmité. C'est curieux comme ces choses se voient. Vous boitez ! Au moment où vous devriez courir, vous boitez !

Vous avez essayé de faire que des hommes se réveillent étrangers à eux-mêmes, et leur

DE L'HYPNOSE AU CAUCHEMAR

« Dormez, je le veux », déclara le prestigieux magnétiseur.

Et de Bruxelles, peu ou prou capitale d'une Europe qui serait décidément plutôt vaticane qu'américaine, un autre Parlement prit le départ. La farouche rivalité de ses leaders passionnait l'opinion, comme d'habitude. « Les Verts (par exemple) n'accepteront d'être conduits que par le roi de la montagne » ; « Nuit dramatique pour le pressenti N° 1 » ; « L'équipe arc-en-ciel entend régler ses problèmes à son heure ». J'ai à peine amélioré le style de la seule institution qui fasse l'unanimité dans ce pays, le Tour de France. Ce n'est point par hasard qu'il rime avec ce mot que le putsch du 13 mai avait failli rayer du vocabulaire : les vacances.

A l'exception de Thorez, tous les sauveurs suprêmes entourent le général-président, et la science-fiction, comme on a dit, continue. Le spécialiste des « successifs mondes de vérité » grâce auxquels l'homme est devenu rationaliste et non singe (1), bref M. André Malraux, dresse son musée politique imaginaire — Pinay sauvera le franc, l'armée a déjà sauvé l'Algérie, et les juristes cafards du M.R.P., derrière leurs piles de traités de droit, ne désespèrent pas de sauver le parlementarisme.

Seulement pour sauver l'essentiel, c'est-à-dire le néo-capitalisme du pétrole saharien, la télévision pour tous et les subventions à l'enseignement diocésain, il ne suffit pas de la bénédiction du Pape ; il faut que la droite « raisonnable » — celle du Figaro — réduise à une brillante inaction les colonels. Elle ne dispose pour ce faire que de cent jours, au bout desquels se profile Waterloo... Aussi parierais-je qu'en retrait, la plupart des technocrates étudient l'art de se rendre indispensables, la première stupeur passée, même à une junte fasciste.

« Quittez ce ton de persiflage » me dit un ami peut-être marxiste et sûrement sociologue. « Dénoncez plutôt la mystification, le règne des mythes, etc. ».

Malheureusement, on n'a trouvé jusqu'à présent à opposer au soi-disant mythe gaulliste qu'une République réduite à sa plus simple écorce mystificatrice. Comment les grands mythes jacobins de la lumière et de la justice universelles ne se seraient-ils pas dissous, dès lors qu'on oubliait l'axiome fondamental de Robespierre : « Périssent les colonies plutôt qu'un principe » ?

D'ailleurs, je respecte trop les mythologies, toutes les mythologies, pour leur assimiler les misérables mythes de remplacement que nous dispensent aujourd'hui le catholicisme des parachutes, le sport — qui est d'essence « revancharde » — et le « socialisme » de la Sainte Communauté romaine-germanique. Bien au contraire, je professerais volontiers qu'un certain romantisme nous est indispensable pour faire sauter la chape de « plein emploi » et d'ennui que l'on va tenter de sceller sur nous à coups d'encensoirs, histoire d'éviter qu'elle le soit à coups de mitraillettes. J'entends le romantisme de la colère, de l'exigence morale naïve et même de l'utopie.

...Avant ce déluge-ci, tout allait pour le mieux dans la plus immobile des France. On censurait l'érotisme (par exemple) juste assez pour faire sourire. Les Syndicats retenaient avec zèle les ouvriers d'être trop « à gauche », et les technocrates empêchaient les patrons d'être trop « à droite ». Le désespoir presque pur de quelques brigands de l'Aurès jeta ce bel édifice par terre.

Aujourd'hui que certains s'emploient à le replâtrer dans la dignité et la mégalomanie hallucinatoire, qu'on ne vienne pas d'un autre côté me parler de dénoncer des mythes (n'importe quels mythes), comme si la notion même du mythe était entachée d'une suspicion légitime et sans appel par les fameux développements de l'Histoire.

Dans la pénombre où nous nous avançons désormais, ce sont les condensations traditionnelles de la « réalité » politique qui ont basculé pour moi. Je n'aperçois plus que des fantômes. Les uns crispés par la haineuse sottise, les autres fardés par la peur, et d'autres enfin, — encore rigoureusement anonymes — qui sont prêts à lâcher sur les belluaires comme sur les clowns un monstre déraisonnable, un monstre qu'on croyait en voie de disparition : la conscience sans limites de la liberté.

Gérard LEGRAND.

---

(1) *Sic* : « La Métamorphose des Dieux ».

BUDAPEST

douleur vous était exquise. Vous avez essayé de faire que des hommes se découvrent des activités jusque-là inconnues de leur mémoire. De faire que des Juifs se découvrent juifs à un degré inconnu. Que des hommes tentent de se vicier l'intelligence, de se défaire de leur imagination.

Hélas, oui, je dis bien hélas, c'est vous qui, à ce faire, vous retrouvez l'intelligence viciée, l'imagination morte. Vous haïssiez comme on adore. Et vous voici éreintés jusque dans votre faculté de haïr. Voici que, même dans votre perspective moribonde, vous faites des erreurs. Dans votre perspective moribonde, le meurtre de Nagy est une erreur.

Après Budapest, le petit gibier des objecteurs — qui traînait derrière lui la nostalgie de notre erreur à nous — vous a offert sa banque du sang. Encore une erreur : vous avez fait les difficiles, vous n'avez pas voulu du sang de ce gibier des objecteurs. Vous ne vouliez qu'une seule sorte de sang, le nôtre. Vous étiez encore difficiles dans le choix du sang. Vous auriez dû vous faire une raison et accepter ce qu'on vous offrait. Qu'allez-vous vous mettre sous la dent, maintenant ?

Evidemment, vous avez eu le gala d'Octobre 1956, à Budapest. Mais là encore, nous vous manquions. Il y eut moins de « curieux » qu'à vos précédents banquets. Alors vous avez dévoré à Budapest une chair amère. Vous en avez même été malades. Le sang hongrois vous a empoisonnés. Et le petit gibier des objecteurs a eu beau faire. Il ne vous a pas consolés du temps où vous disposiez, mais électivement, de la mort.

Mais voici que maintenant, même le petit gibier des objecteurs vous lâche.

Vous donnez à penser encore, cependant, d'une certaine façon. Par exemple, vous nous faites nous demander ce qui est le plus répugnant dans les stades successifs de la déchéance de l'homme en vie : est-ce le moment où l'intelligence infirme sa règle d'or, et qu'elle bave sur les régions du cœur et du sentiment parce qu'elle est à court d'elle-même ? ou est-ce le moment où l'intelligence s'épouvante tellement d'elle-même qu'elle égorge, de nuit, l'intelligence même ?

Le moment que nous venons de vivre avec la conférence de presse d'André Malraux ? ou le moment que nous venons de vivre avec l'assassinat de Imre Nagy ?

Au fond, à y réfléchir une seconde, ces moments ont un coefficient commun : la mort. Il n'y a pas de vrai problème.

On peut encore vomir, en France. C'est là un acte positif. Contrairement à ce que l'on croit.

Le moment où Malraux affirme que la France « se mourait de ne plus avoir de mission » est le moment où l'intelligence se corrompt jusqu'à faire douter de sa définition même. Et le moment où vous pendez Nagy dans la nuit de Budapest, est le moment où l'intelligence cesse — j'entends même celle du crime — et déserte l'homme.

Reste le droit de vous mépriser à égalité, de vomir sur ce que nous appellerons, cela vous étonne ? votre souvenir.

Marguerite DURAS.

« Parmi nous, la finesse des esprits est un grand obstacle à la liberté... ».

SAINT-JUST.



« Ce qui se nomme crainte de l'erreur se fait plutôt soi-même connaître comme crainte de la vérité. »

HEGEL.

Elio VITTORINI :

Lettre de Milan

Je ne me sens pas capable, dans la situation dramatique que traverse la France, d'écrire à aucun de mes amis français. Je ne me sens simplement pas capable de leur parler.

Je voudrais plutôt pouvoir participer aux circonstances dans lesquelles ils se débattent, et partager leur angoisse comme si j'étais l'un d'entre eux. Pouvoir être une sorte de Français. Et c'est pour cela que, trois jours après le « pronunciamento » d'Alger, j'ai pris le train pour Paris afin d'essayer d'être d'une manière quelconque français en vivant avec mes amis français ce qui leur arrivait. Je n'y suis d'ailleurs resté que quelques jours, mais il me semble probable que j'y serais encore s'ils avaient fait, *comme aux moments universels de leur histoire*, quelque chose à quoi un étranger aurait pu participer sans se sentir étranger, et s'ils avaient tenté de défendre pratiquement l'inviolabilité d'un système qui n'est pas seulement un bien à eux, rudimentaire, primordial et de plus en plus inadéquat (surtout par rapport à l'accroissement continuel des moyens employés par les organes du pouvoir) mais qui est encore le seul système capable pour l'instant de permettre l'exercice d'un certain contrôle populaire sur les activités de l'Etat.

Même si l'on parvenait à transformer en une véritable démocratie directe les organismes de la Société actuelle, en effet, nous n'aurions pas encore le droit de renoncer avant longtemps à l'exigence d'avoir des partis politiques, des élections permettant un choix politique, un parlement politique, pour tenir en respect la menaçante survivance de l'Etat, toujours prêt à réduire toute institution démocratique à des besognes bureaucratico-policières, comme cela s'est vu dans les pays soviétiques.

***

Au lieu de cela, je n'ai trouvé à Paris que l'habituel acharnement à saisir en hâte le plus possible de ce qu'offre la vie, et sur le plan politique, rien d'autre que des impulsions et des états d'âme.

Je n'oublierai jamais la scène de « vacance » totale à laquelle j'ai assisté, en déjeunant tard, à trois heures de l'après-midi, sur un trottoir du sixième arrondissement, pendant que de Gaulle se préparait à tenir à l'hôtel du Palais d'Orsay sa conférence de presse d' « homme du destin » le lundi 19 mai. Autobus et taxis circulaient dans tous les sens comme à une heure de pointe, malgré le mot d'ordre de grève, le long du boulevard voisin ; et deux bandes de jeunes gens entre vingt-cinq et trente ans, l'une installée à trois tables à la droite de la mienne et l'autre à quatre tables à gauche, s'amusaient « comme des fous », garçons et filles, à s'envoyer réciproquement un mendiant idiot qui raclait lamentablement sur un violon l'air qu'il chantait faux, et que les premiers payaient pour qu'il aille casser les pieds des autres, et que ces derniers payaient à leur tour pour qu'il aille casser les pieds des premiers. Ce manège dura tout le temps de mon repas et Dieu sait combien de temps encore après. Et je n'oublierai jamais non plus le nombre ahurissant, presque celui d'une foule indienne, de couples qui prenaient des bains de soleil le long des rives de la Seine, enlacés par terre, indifférents comme les feuilles des arbres à ce danger civil dont, pourtant, il est difficile de penser que ne leur parvenait pas l'odeur, venue des pelotons de police qui occupaient, à vingt mètres audessus de leurs têtes, les ponts et les quais du centre de Paris : à tel point que je me suis surpris à penser : « On est bien accordé ici à la bombe atomique », c'est-à-dire à penser que seule désormais la menace annoncée par la radio du lâcher imminent d'une bombe atomique sur les Champs-Elysées pourrait peut-être arracher la population parisienne, jadis si sensible, à l'inertie de ses plaisirs.

***

Je n'oublierai jamais non plus quel désarroi j'ai aperçu, jour après jour, rencontrant certains hommes parmi les plus engagés dans les diverses tendances antifascistes, lisant les journaux ou assistant à des manifestations. Face à Alger qui avait lancé son défi et avait franchi le Rubicon, pas un seul journal (*Humanité* en tête) qui n'ait proclamé chaque jour qu'il fallait absolument éviter la guerre civile, qu'il fallait dire non à la guerre civile, sans même s'apercevoir qu'ainsi on acceptait d'emblée la victoire de ceux qui avaient déjà déclenché la guerre civile : et les communistes, qui ne se sont pas donné la peine d'essayer d'offrir ces « garanties » qu'ils offrirent pourtant après le 6 février 1934, et qu'ils savaient pourtant ne pas pouvoir ne pas offrir et offrir encore, s'ils voulaient que l'on commence à parler sérieusement d'un Front populaire ; et certains intellectuels qui préparaient des appels dans lesquels, ayant évidemment honte d'appeler tout court à la défense de la démocratie parlementaire, ils plaidaient la cause d'une démocratie inexistante ; et certains « types à la page » qui jugeaient ridicules les manifestes dans lesquels de simples écrivains ou journalistes invitaient à la grève générale, parce que, selon eux, il appartenait seulement aux professionnels de l'agitation de lancer de telles invitations ; et la tendance de beaucoup à attendre, à ne rien faire avant d'avoir vu s'il s'agissait vraiment de fascisme, *comme si le danger du fascisme était d'un genre devant lequel on peut se permettre de ne pas se dresser sur-le-champ pour l'affronter et de ne pas crier « au loup ! », même au risque (risque bénin) de devoir reconnaître ensuite que ce n'était pas « le loup » et de rentrer chez soi, contents d'avoir eu de la chance* ; et l'incapacité de tous de tenir compte de ce que l'expérience italienne, allemande ou espagnole peut enseigner; et l'inconsciente présomption nationaliste de presque tous de croire que le fascisme en France ne pourrait en tout cas pas être du fascisme. Etc., etc.

A cause de tout cela, comme à cause de tout ce qui a précédé dans les événements depuis 46 (et je dirais que même le refus français de faire entrer son armée dans une armée européenne pourrait être considéré aujourd'hui comme un événement négatif), on en vient à éprouver l'impression terriblement amère que la France n'a pas encore su se tirer, dans sa conscience et dans sa volonté politique de peuple, de l'état de profond déchirement (entre un vieil orgueil et l'ennui de continuer à accomplir, en la développant, sa tâche universelle) à cause duquel, en 40, elle s'adapta au pétainisme.

***

On peut avoir cette tragique impression que le fond inavoué de l'état d'âme français est encore, dans ses grandes lignes, celui à cause duquel, en 40, la France se mit (comme remède à son déchirement) entre les mains de Pétain qui était lui aussi l'homme glorieux, lui aussi un « homme seul » et « l'homme qui n'appartenait à personne » et « l'homme qui appartenait à tout le monde », etc., etc. Et que les buts de la Résistance n'étaient, ni pour les communistes ni pour les gaullistes, des buts proprement antifascistes. Que l'événement de la libération a libéré seulement du mal extérieur des Allemands et non en même temps du mal intérieur que la conquête allemande du pays avait facilité. Que la victoire elle-même n'a jamais été considérée dans sa réalité de victoire alliée et que, transformée par contre en un nouveau panache national, elle a opéré dans un sens falsificateur, rendant impossible la modernisation du pays dans ses rapports avec les peuples de ses anciennes colonies. Que, en somme, les quatorze ans qui se sont écoulés de 44 à aujourd'hui ont été vécus par la grande majorité des Français non pas dans leur réalité rénovatrice mais dans une série de fausses significations, dans un enchaînement de mensonges dont il faut dire que même les intellectuels les plus lucides et les plus soucieux d'être véridiques portent la responsabilité d'avoir avalisé, au moins quelques-uns : visant tous, en somme, quelque chose d'autre que la « liberté », et se servant presque tous de la liberté pour amener à quelque chose qui l'excluait ou qui l'ignorait, pour la faire donc désapprendre, pour en valoriser le mépris ou l'ennui, pour en avilir la présence et l'idée.

Comment pourrais-je écrire à mes amis français en leur taisant cette angoissante impression ? Je devrais peut-être me borner à leur dire que désormais une sage ligne de conduite pourrait être celle, illustrée par Mauriac, de s'efforcer d'empêcher que de Gaulle devienne vraiment le Pétain des gens d'Alger ? Ou tout bonnement que le totalitarisme a besoin aussi d'une certaine hypocrisie sexuelle pour vivre, et que par suite il ne pourra sans doute pas durer très longtemps chez eux.

Je m'assignerais là des bornes mensongères...

En conséquence, je n'ai aucune envie de leur écrire, et je préfèrerais plutôt partager leurs malheurs en tant que Français que leur écrire en tant qu'Italien.

P.-S. — J'apprends par les journaux que viennent d'être assasinés Nagy, Maleter et deux conseillers du pouvoir populaire hongrois renversé par l'intervention soviétique de novembre 56. C'était donc cet *acte fasciste*, cette manifestation de haine stalinienne qui couvait sous la récente campagne sino-russe contre les communistes yougoslaves ? Chinois et Russes ont-ils voulu rompre idéologiquement avec les Yougoslaves avant de leur jeter au visage ces quatre cadavres, pour éviter que l'indignation de Tito, envers qui ils s'étaient engagés à ne pas condamner Nagy, explosât *comme l'indignation d'un communiste* au sein du monde communiste et puisse y avoir des suites ?

Il est clair qu'on doit se demander maintenant si ce nouveau crime du régime soviétique n'est pas avant tout un acte de provocation qui rend impossible toute tentative de promouvoir une entente antifasciste dans les pays d'Europe occidentale. Les précédents crimes *fascistes* des Soviétiques n'ont pas empêché, depuis 34, que l'on lutte contre le fascisme avec les communistes et que se forment des Fronts populaires et des Fronts de libération. Mais c'est là un crime plus impudemment *fasciste* que les autres et, venant après le XX[e] Congrès, d'une signification infiniment plus grave. Il nous fournit la preuve définitive que l'on ne peut plus arriver à une entente antifasciste du type de celles de 36 ou de 41, réalisées à travers les appareils des partis, lesquels se prévalaient d'ailleurs de ces ententes pour cacher ce qu'il y avait de fasciste dans leur sein. Cela néanmoins n'exclut pas la possibilité d'une entente antifasciste d'un autre type. Je dirai même que cela en pose mieux encore la nécessité et l'urgence. Mais il faut tout de suite préciser que la recherche d'une telle entente doit se faire à l'extérieur des partis, sur le plan populaire des simples adhérents de base et des sympathisants des divers partis.

Il est plus clair que jamais aujourd'hui que le danger de fascisme ne se présente pas allié à une force qui professe une idéologie explicitement fasciste, et qu'en réalité il couve, dans tous les pays de l'Europe occidentale, comme une tendance implicite, inavouée, souvent informe et parfois carrément inconsciente, à l'intérieur de tous les organismes ou de toutes les institutions qui sont en possession d'un pouvoir quelconque et de tous les partis politiques qui peuvent se flatter d'avoir l'assentiment de grandes masses. Plus que jamais, le fascisme est aujourd'hui un « adjectif » qui peut se joindre à n'importe quel substantif. Il existe pourtant dans tous les partis, en même temps que cette menaçante disposition des appareils, une sincère exigence démocratique et antifasciste qui monte (même si elle est impuissante) de la base des électeurs. C'est pourquoi je pense que l'on peut arriver à une entente permettant de veiller contre un danger aussi insidieusement imprécisable, en instaurant un rapport élémentaire d'unité antifasciste d'homme à homme, de citoyen à citoyen, indépendamment des partis, et néanmoins ni contre ceux-ci, ni pour se substituer à ceux-ci, de façon plutôt, que l'on réussisse à faire pression sur ceux-ci et à hâter la rénovation des plus importants d'entre eux aussi bien que le développement des partis mineurs. Seule une entente de ce genre peut inclure aussi les communistes. Les quatre cadavres d'aujourd'hui sont précisément ceux de communistes-antifascistes victimes de la haine des communistes-fascistes.

Lettre de Madrid

La lecture des journaux français depuis le coup de force du 13 mai a cessé d'avoir, pour nous Espagnols, ce charme presque exotique des choses qui arrivaient dans une République aussi bourgeoise, aussi rangée que la République française.

Tout cela pour nous est vieux, déjà vu. Les « Moi, Massu », les parachutistes posant sur des tanks, les jeunes gens qui klaksonnaient sur les Champs-Elysées, les « Patrie, Dieu, Famille », cette prolifération de bérets rouges et de vestes de cuir, ces appels à la virilité, au Renouveau, à la Jeunesse, c'était l'atmosphère espagnole des années 1939-1944 : les défilés de chemises bleues et de bérets rouges, les mains levées, la promesse d'un avenir magnifique, qui devait faire retrouver à l'Espagne son rang de grande puissance, sa nouvelle jeunesse et sa volonté impériale...

Ceux qui s'étonnent des propos du général Chassin (il faut « démarxiser la France, 90 % des professeurs sont des communistes », etc.) ont oublié sans doute le cri d'un général à nous, Millau Astray : « A bas l'intelligence, vive la mort ! », qui préludait à la persécution, à l'emprisonnement, à la liquidation systématique de nos artistes, de nos écrivains, de nos poètes. Parmi des milliers d'autres : Lorca fusillé, Hernandez mort en prison, toute l'intelligentzia espagnole condamnée à un double exil, exil intérieur des intellectuels privés de liberté, exil extérieur des écrivains séparés de leur peuple.

Dans les deux cas, les propos sont les mêmes, le jargon identique. Ce que nous, Espagnols, connaissons depuis 1936, les Français risquent de le connaître demain.

Mais puisque le rapprochement s'impose, puisque nous connaissons déjà ce que la France risque de connaître, il faut rappeler le résultat de ce « sursaut providentiel », de cette «renaissance», après 20 ans d'expérience. Où est le renouveau, la noblesse, où est l'Empire dont les Massu, les Chassin et les Lagaillarde espagnols de 1939 nous rebattaient les oreilles ? Notre bourgeoisie qui avait sacrifié la liberté à l'ordre ne connaît plus maintenant ni ordre, ni liberté. L'Espagne traverse la pire crise économique, sociale, intellectuelle et morale qu'elle ait connue depuis cent ans. Elle a le pourcentage le plus grand d'analphabètes d'Europe — si l'on excepte le Portugal où règne un « ordre » semblable au nôtre depuis 1936. Cela ne l'a pas empêché de laisser périr ses dernières possessions d'outre-mer, qui devaient déjà retrouver une grandeur dont M. Soustelle affirme maintenant qu'elle est la vocation de la France.

En 1958, nous pouvons dire sans nous tromper ce qui se cachait sous les slogans : Dieu, Patrie, Renouveau, Vocation de grandeur et Mission de l'Espagne : la réaction la plus obscurantiste, l'égoïsme sans bornes d'une minorité dont l'unique but était de garder le pouvoir entre ses mains, l'arbitraire le plus absolu, le mépris du peuple, et, seul moyen de se maintenir, la terreur.

Vingt ans ont passé, l'édifice échafaudé sur un million de morts et un million d'exilés s'effondre de jour en jour, et nulle injection de dollars, nulle promesse d'aide ou d'amitié de tous les Pinay et de tous les Duchet de la terre ne pourra le sauver. Voici deux ans que, défiant tout, la prison, l'électricité, les camps, les étudiants, les mineurs, les intellectuels protestent, font grève et organisent leur révolte. La bourgeoisie même qui avait nourri le nouveau pouvoir s'effraie du vide qu'elle voit s'ouvrir devant elle.

Il n'est pas difficile aux Français de savoir d'ores et déjà ce qui les attend. Il leur suffit de jeter un coup d'œil sur l'Espagne.

XXX.

OU EN SOMMES-NOUS ?

Pourquoi je ne suis pas avec ceux qui sont contents, mais parmi ceux qui sont inquiets ? Il y aurait pourtant de quoi se rassurer. On n'a pas eu la guerre civile. Mais cette solution de prudence est intervenue dans un pays, le nôtre, qui, d'autre part, stupéfie par son manque de maturité politique, et sans doute de maturité tout court. Il est impossible de croire qu'une réforme de la Constitution, acte aussi incertain que superficiel, suffise à redresser notre situation.

La fin de la quatrième République a été provoquée par la défaite. Cette défaite n'était que la dernière en date après beaucoup d'autres, depuis Waterloo : Sedan, Charleroi, Mai 1940, Dien Bien Phu. On dira que Charleroi et Mai 1940 ont été réparés par la Marne, la fin de 18 et la Libération de 44-45. Mais qui ne voit la différence ? On avait perdu par incapacité, militaire surtout, puisqu'il s'agissait d'erreurs de doctrine sur les moyens de la guerre. Ce qu'on a regagné c'est par l'héroïsme, la présence d'esprit et l'appui des alliés. Ni le sacrifice des individus ni les secours extérieurs ni même l'ingéniosité ne peuvent guérir de l'incapacité chronique. De 1814 à maintenant nous avons changé je ne sais combien de fois de régime et de constitution, allant de l'Empire ou de la Monarchie à la République, mais hésitant entre le nationalisme soi-disant raisonnable, mettons à la Louis-Philippe, et l'internationalisme à la Renan, entre la conservation et les réformes. La courbe est restée descendante. Il doit y avoir de vraies causes à cela. Une seule ligne nette : notre désir de la République, notre attachement à l'idée de la République, avec une grande maladresse à l'organiser et la maintenir.

Cette fois-ci les renverseurs se sont recrutés dans l'armée et non pas parmi les troupes, apparemment, mais parmi les officiers supérieurs, dans la bourgeoisie d'Algérie, et dans des groupes de nationalistes en France. L'intervention de l'armée a été décisive. Sans elle, le coup n'aurait pas pu réussir. C'est l'événement nouveau dans notre vie nationale. Cette armée n'avait su ni déconseiller d'entreprendre la guerre de partisans dans laquelle elle s'est engagée, ni la gagner. D'où lui est venue la prétention de régenter la vie politique du pays ? Je vois à cela deux raisons. D'abord notre défaite de mai 40 nous a introduits sournoisement dans une situation de guerre civile, comme il était inévitable après une humiliation de cette importance. Mais le mouvement ainsi provoqué a été contrarié et réduit à la confusion. Nous étions occupés, et le communisme repoussait autant qu'il attirait. On a donc subi les passions plus qu'on ne les a pensées. En second lieu notre pays avait perdu définitivement une grande partie de son indépendance, l'Europe occidentale n'étant plus qu'une sorte de péninsule balkanique entre les deux empires russe et américain, et la France n'étant plus, dans cette péninsule, après ses deux guerres funestes, qu'une nation moyenne parmi d'autres. L'armée, donc, ne pouvait plus être une armée nationale à proprement parler, ou plutôt elle ne pouvait plus être une armée nationale que dans la mesure où la nation existait encore, c'est-à-dire dans une faible mesure. En fait elle n'a eu à s'occuper depuis treize ans que de guerres coloniales. Or les guerres coloniales corrompent les armées. En plus les guerres coloniales d'aujourd'hui prennent tout de suite l'allure de guerres civiles puisqu'elles sont des guerres de libération pour les peuples qui se soulèvent contre notre domination. Notre armée, en conséquence, est devenue surtout une armée de guerre civile. Elle agit maintenant selon cette vocation qu'elle s'est donnée malheureusement.

Quant aux Français d'Algérie, qu'avaient-ils fait pour prévenir la catastrophe ? Qu'on regarde la liste des grands arabisants de France depuis la conquête. Quelle est leur part dedans ? Qu'on nous raconte leurs initiatives propres, en dehors des décisions gouvernementales, pour préparer un rapprochement avec les populations musulmanes, soit dans la ligne de l'assimilation, précédemment, soit dans celle de l'intégration, maintenant. Faut-il en revenir, aujourd'hui, aux mariages de raison, sous l'œil attentif de parents qui ont pensé à tout, sauf aux goûts de ceux qu'ils veulent mettre à vivre ensemble ? Nous aimons trop le paternalisme, décidément.

Les traits de génie, les improvisations ont leurs envers dans l'avarice, si ce n'est pas dans la maladie. On fournit la clef du problème, et on va se reposer, aux autres de continuer les calculs. Mais les créations de la vie se font beaucoup plus lentement, avec beaucoup plus de patience. Notre individualisme qui est lié à un moralisme assez borné n'est pas une bonne condition pour les réussir. Si la France est présentement ingouvernable, c'est qu'elle traverse une grave crise de pensée. Depuis les principes de 89, elle s'est attardée dans leur contemplation. Mais ce ne sont pas des recettes si faciles à appliquer. Des trois termes de la devise, qui devaient être inséparables, nous n'avons à peu près cultivé qu'un seul, celui de la liberté. Or, isolé, il devient irréel. Les deux autres ont été négligés par outrecuidance, ou sécheresse de cœur, et l'on ne s'en aperçoit guère que maintenant, sous l'influence des épreuves et des littératures étrangères, parce que les protestations des peuples humiliés se font de plus en plus pressantes, et parce que nous lisons enfin des romans plus généreux que les nôtres. Mieux vaut tard que jamais, cependant.

Que s'est-il produit contre nous aux XIXe et XXe siècles ? D'abord la formation de la grosse industrie. Comme nous n'avons pas été parmi ses inventeurs, pour ce qui est de sa structure, nous nous essoufflons maintenant un peu à nous rattraper. A cause de cela notre agriculture est restée désuète pour plus de sa moitié. C'est un de nos drames d'aujourd'hui. Notre faiblesse industrielle avait failli déjà nous coûter l'indépendance en 1914. Elle désorganise à présent notre économie. Avec le même contentement de soi, avec la même absence de curiosité et d'ouverture à la vie d'autrui, nous nous sommes mis très tard à apprendre les langues étrangères. Nous ne nous en occupons guère sérieusement que depuis une vingtaine ou une trentaine d'années. A cause de cela nous n'avons bien regardé jusque là, ni la philosophie allemande, ni la pensée messianique russe. C'est encore un joli retard à notre compte. Or il y a 150 ans, nous étions la nation la plus peuplée et la plus forte de l'Europe occidentale. Maintenant, non, de loin. Nous avons surtout à cohabiter courtoisement, correctement, élégamment. Nous avons plus à nous entendre qu'à diriger. Nous avons autant à comprendre qu'à juger. Pourquoi n'avons-nous pas accepté il y a quatre ans l'internationalisation de la question algérienne ? Par amour-propre uniquement, je pense. Notre manière actuelle de ne vouloir retenir que les résidus utilisables des grandes entreprises du XIXe siècle, le romantisme sans la folie, le socialisme sans la dictature du prolétariat, le communisme sans la terreur, le nihilisme sans le suicide, le colonialisme sans les revendications d'indépendance serait le fin du fin du raisonnable, ce n'est peut-être pas conforme à la vérité de la vie. On n'a guère à soi que ce dont on a payé le prix.

On peut se dire : une république est morte, il en reviendra une autre. Je le crois volontiers. Nous n'avons peut-être plus en France qu'une ambition solide, celle de vivre en République. Mais nous ne pouvons déjà plus nous vanter d'être des modèles dans le genre. Nous aurons la République si nous savons la refaire. Nous ne saurons la refaire que si nous savons comment et quoi mettre dedans. A nous de nous construire une idée cohérente de ce que nous voulons et de ce qui est possible aujourd'hui. La défaite de la IVe République a été d'abord une défaite de notre pensée.

Brice PARAIN.

L'appel à l'action consciente : « Travailleurs de tous les pays, unissez-vous ! » a été remplacé, depuis la première guerre mondiale, par les cris de bataille : « Allemagne, réveille-toi ! », « France, réveille-toi ! », « Italie, réveille-toi ! » — l'appel à la résurrection.

. . . . .

Mais, sur le plan de l'engagement positif, n'y a-t-il pas quelque chose de banal, de profondément ennuyeux dans ces hommes qui supplient qu'on les trompe et qu'on les captive ? Tout cela est déjà arrivé — et toujours au nom du neuf.

Harold ROSENBERG (1948).

LA MAGIE ET L'HISTOIRE

« La France paralytique veut marcher », Malraux l'annonce, le 25 juin. Sur les causes de la paralysie, silence. Il suffit que la France veuille marcher.

Le passé proche est noyé dans la brume. Les conflits qui, hier encore, déchiraient les groupes sociaux et les forces politiques n'étaient rien, sinon les effets d'une maladie de l'Esprit. « La France, apprenons-nous, est depuis longtemps malade de n'avoir pas de mission ».

La guerre d'Indochine, celle d'Algérie, la lutte des intérêts, l'antagonisme des classes, tout ceci est accident, le cortège *vil* d'un devenir qui n'a pas nom d'histoire. Seul l'Esprit est noble et seul l'Esprit a une histoire. « La France, dit encore Malraux, est la France, lorsqu'elle assume une part de la noblesse du monde ».

Le présent n'a donc pas d'identité. Enoncer un programme, définir une action serait trivial. Il vaut mieux confier à la mémoire et à l'imagination en transes le soin de nous ouvrir les portes du monde nouveau. De la réalité ne doivent émerger que les lointains du passé et de l'avenir. Malraux choisit : les croisades, la Révolution, la mission nouvelle...

Appel à la Résurrection, Illumination, voici donc les thèmes éternels de la magie politique, auxquels, hommes du XX[e] siècle, nous sommes une fois de plus confrontés.

Pas de magie sans magicien. Malraux, appliqué à jouer le rôle du bonimenteur, ne fait que commenter le travail du shaman, et annoncer les métamorphoses à venir. Les yeux de tous sont fixés sur l'Apparition — d'autant plus efficace qu'elle est Ré-apparition, qu'elle témoigne de la Répétition essentielle de l'histoire —, dans l'attente du miracle. De Gaulle fera que la France puisse marcher.

Magie et contre-magie. A peine de Gaulle apparu, voici la gauche en proie au cauchemar fasciste. Les fantômes d'Hitler et de Mussolini encombrent la scène... D'un plus ancien passé surgit la figure démoniaque du Dictateur, obsédante comme si les hommes n'avaient jamais cessé d'en sentir l'imminence. A l'histoire réelle se substitue un *imaginaire* de l'histoire, aux exigences de l'action ou du savoir les mécanismes de l'identification. A gauche, l'Opposant est Rome, la Convention, l'Antifascisme, la Résistance. Il défend la République...

Que de Gaulle ait pris le pouvoir dans la légalité, que le régime parlementaire se soit écroulé en raison de sa propre corruption, que les partis « de gauche » aient eux-mêmes conduit ou couvert la guerre coloniale, que le parti communiste ait achevé de discréditer le communisme par sa complicité avec ceux qui ont écrasé les Conseils hongrois, que les syndicats aient entravé les luttes et étouffé les revendications, tout ceci compose une histoire tumultueuse et anecdotique, une histoire qui rampe au ras du sol, comme disait Hegel, et ne participe pas de la gloire de l'Antifascisme.

A droite, on crie : Résurrection. A gauche : Unité. La gauche paralytique se persuade aussi qu'elle veut marcher...

Cependant, la population française, toutes classes confondues, suit du regard le tour de France cycliste, et prend ses vacances. A quel niveau l'histoire se joue-t-elle donc ?

Les procédés magiques du gaullisme sont, certes, fastidieux, accablants, mais, et ceci rassure, ils s'exercent sur un mode mineur. Economie de symboles, de contorsions et de prodiges. La bourgeoisie française se paie un supplément d'âme aux moindres frais.

Il faut beaucoup de naïveté ou d'hypocrisie pour confondre gaullisme et fascisme.

Le héros fasciste simule, mais ce simulateur est authentique, c'est-à-dire ambigu. Il *joue* la passion des masses, l'élève à son paroxysme, combat pour imposer aux névroses collectives la cohérence de son propre délire et compose astucieusement au cœur de l'irrationnel un système d'oppression ordonné. De Gaulle *joue* la simulation. Face aux foules, de l'autre côté de la Méditerranée, il est la proie de la passion algérienne, mais ruse avec elle, tentant d'en modifier le cours et de dissiper son pouvoir d'agression. Comme on peut en juger sur le thème des « Français à part entière », les artifices gaullistes évoquent plus une technique de *détournement* qu'une technique de *possession*. En d'autres termes, les effusions symboliques ont elles-mêmes une fonction *réaliste*. C'est au cœur d'une politique bourgeoise *rationnelle* que de Gaulle fait sa place au pathos du pouvoir personnel.

Réformer l'Etat, imposer une discipline aux partis et aux groupes d'intérêts qui hier encore entravaient toute initiative du pouvoir, accorder la prédominance aux secteurs industriels les plus avancés, maîtriser au moins provisoirement la résistance ouvrière, bref tout ce que la bourgeoisie est incapable de faire dans le sérieux de sa vie quotidienne — privée qu'elle est du sens de son identité — l'occasion lui est offerte de la réaliser dans la crise actuelle, à la faveur du brouillard mystique que répand le gaullisme. L'occasion n'est pas celle du fascisme : l'expansion économique, la richesse des couches bourgeoises, la paix sociale, la position internationale de la France tracent des limites à la magie politique.

S'étonner, dans de telles conditions, de l'épanchement de cette magie et que l'efficacité d'un de Gaulle soit plus grande que celle d'un Mollet ou d'un Gaillard, c'est ne pas voir qu'il appartient à l'essence même de la bourgeoisie de n'accéder à la représentation de sa propre unité qu'en s'évadant dans l'imaginaire d'un pouvoir au-dessus des classes, délivré du poids des intérêts particuliers. La fabulation mythique et les tours de sorcier sont le complément d'une spéculation machiavelienne : rétablir l'autorité de l'Etat, adapter les institutions politiques aux exigences d'une société et d'une économie modernes, ménager les relations de la métropole et des pays colonisés en fonction des rapports de force nouveaux qui règnent dans le monde.

Entre le prophétisme gaulliste et le visionnarisme fasciste on mesurera la distance en écoutant encore Malraux. Parlant de la mission nouvelle de la France et de la possibilité qui lui est donnée de « signifier quelque chose ». Malraux ne peut mieux faire que d'évoquer l'exemple de la Suisse et de la Hollande.

C'est en Algérie, il est vrai, que se dessinent certains traits du fascisme : hystérie collective, troupes de choc, volonté d'agression. Si la métropole n'offre pas, dans le présent, les conditions de leur cristallisation, si la crise n'a pas encore atteint la société dans ses profondeurs, on ne peut certes exclure la menace d'une dictature militaire. Il suffit que les classes exploitées demeurent passives, que la « réforme » gaulliste échoue, que la lutte de l'U.R.S.S. et des U.S.A. bouleverse la situation internationale actuelle.

Dès maintenant, nous sommes confrontés à l'essor d'un nouveau fascisme. Mais déjà le visage singulier qu'il offre nous fait pressentir les contradictions propres de l'histoire présente. Le fascisme « algérien » n'a pas d'idéologie, il est incapable d'intégrer dans un système mythique cohérent les thèmes pathologiques qui précipitent les masses dans la guerre sociale. Non qu'il manque de maturité, comme on le dit. Il est aveugle dans son essence. En vain les Massu, Trinquier, Godart s'agitent-ils pour « voir » l'avenir. Il n'y a rien à voir. La France ne saurait se lancer à la conquête du monde, ni même d'une partie du monde : son nationalisme est sans emploi. La « vocation impériale » est elle-même périmée. Le mythe de la grandeur nationale, l'idéal de la violence sont si abstraits qu'en Algérie même, les colonels parachutistes ne savent rien faire de mieux que de parler d'intégration, de fraternisation et de pacification. La fiction des termes ne doit pas nous cacher la pauvreté de l'inspiration militaire fasciste.

L'Armée a découvert la réalité de la guerre subversive, les techniques de manipulation des masses, et elle se comporte comme si la possibilité lui était offerte de s'emparer du pouvoir, mais sa tête demeure désespérément vide. Elle ne parvient pas à dissimuler ce qu'elle est : l'organe, redoutable sans doute, mais seulement l'organe de la répression.

Le gaullisme offre l'apparence d'un mythe fasciste, mais son identité dément cette apparence. L'armée tend à se conduire comme un groupement fasciste, mais elle est privée de toute idéologie : *nous n'avons pas à ignorer l'ironie de l'Histoire.*

Ce que nous appelons, pour notre part, *communisme* commence avec la critique des apparences et la réflexion qui restitue aux choses leur identité. Mais seule l'action du prolétariat peut restituer réellement aux choses leur identité, dissiper les fictions dont se nourrit l'histoire abandonnée à l'initiative des classes dominantes. Aujourd'hui encore dans l'incertitude, les travailleurs ont accueilli avec une méfiance *réaliste* les slogans d'antifascisme lancés par ceux qui avaient contribué à les précipiter dans la crise. Les fantômes du passé ne les hantent pas, la magie politique excite leur mépris : le problème de leur organisation autonome domine l'avenir de la société.

Claude LEFORT.

"Jeune Nation"
ou de la République fascisante au fascisme dictatorial

Les démocrates ont crié « Le fascisme ne passera pas ! », mais n'oublions pas qu'en fait le fascisme avait déjà envahi, à l'intérieur même des institutions républicaines, la vie publique française. C'est moins à un début qu'à une conclusion que nous devons nous opposer aujourd'hui. Nous risquons d'assister, nous assistons déjà au passage d'un semi-fascisme, masqué en république, au fascisme ouvert de la dictature militaire. Le fascisme honteux et menteur de Mollet et de Lacoste avait porté à la liberté des coups d'autant plus destructeurs, que, sans oser contester le principe même de cette liberté, il s'acharnait sans cesse à en réprimer les manifestations. Désormais, la droite engage la lutte contre les institutions elles-mêmes. De Gaulle est déjà débordé par les partisans du fascisme totalitaire.

A aucun moment, certes, la démocratie parlementaire bourgeoise n'a été la démocratie effective. Toujours les institutions ont été trahies. Mais le fascisme proprement dit commence lorsque cette trahison des institutions n'est plus seulement une façon habile d'utiliser les imperfections de la loi ou l'ignorance du public, mais consiste à anéantir le principe même de la loi. Or, il faut le souligner si l'on veut agir demain avec lucidité, c'est à cela que nous tendons en France depuis le début de la guerre d'Indochine. Toute la politique coloniale française d'après guerre a été conduite, en effet, en marge de la légalité, puisqu'elle a toujours été soustraite à la fois au contrôle du suffrage universel, et à la libre information. A cette situation, fasciste depuis longtemps, devaient correspondre une idéologie et des organisations fascistes qui n'ont pas manqué de se développer. Elles ont osé pour la première fois dire leur nom et proclamer ouvertement leur programme à la suite de l'échec de la répression sanglante en Algérie. C'est là le fait nouveau. Mais les causes n'en sont pas nouvelles.

Seule une action révolutionnaire profonde, dirigée contre le colonialisme et le capitalisme tout entiers, sous toutes leurs formes, peut donc prévenir ou pourra renverser la dictature. Action impraticable, d'ailleurs, sinon inconcevable, sans une transformation radicale de l'inspiration et des méthodes du Parti Communiste, qui n'est pas conduit actuellement comme un parti révolutionnaire, mais comme un futur parti unique de gouvernement, et s'avère constamment incapable — malgré cinq millions d'électeurs ! — d'empêcher le plus petit abus au sein de la société capitaliste. Si du moins l'on réserve le nom de partis d'opposition aux partis qui réussissent à s'opposer effectivement...

Dans l'esprit d'une bourgeoisie fascisée, on le voit clairement depuis quelques mois, la Libération a été un accident, la victoire des démocraties en 1945 un retard. Bidault, Laniel, Mollet, domestiques dociles, ne lui suffiraient pas. De Gaulle, venu au pouvoir pour « restaurer l'autorité », n'a même pas celle de rappeler à des officiers rebelles que, comme tous les fonctionnaires ils sont des employés payés par les contribuables, et dont les soldes auraient dû être suspendues au moment où ils ont cessé d'obéir aux administrations centrales chargées de gérer les intérêts des citoyens. De Gaulle, maintenant, sert de liftier à un régime dont Soustelle deviendrait le nouveau Laval, Boutang le nouveau Philippe Henriot ; et quant à son nouveau Darnand, je ne le désigne pas, étant donné que le nombre des concurrents en piste décourage le pronostic.

Le peuple français fait une fois de plus à ses dépens l'expérience que la droite sait attendre et attaquer, tandis que la gauche, nous le savons depuis le Front Populaire, n'a jamais su, je ne dis pas attaquer, mais même se protéger. L'essor du mouvement Jeune Nation, par exemple, qui opérait depuis deux ans avec la complicité active de la police, et cela pendant une législature socialiste, prouve que l'effondrement du nazisme n'avait pas suffi à éliminer le maurrassisme.

Qui aurait pu penser, en 1944, que les maurrassiens recommenceraient à bref délai à utiliser de la pâte à papier, dans la composition de laquelle entre probablement quelque chose des millions de cadavres juifs qu'ils ont contribué à amonceler ? Dans les périodes fascistes, l'arrestation et l'exécution des démocrates constituent une opération quotidienne et normale. Dans les périodes de retour à la légalité, la punition des crimes de haute trahison et des assassinats massifs ne saurait être qu'un horrible abus... Deux ans après la Libération, le mythe des « horreurs de l'épuration » était déjà exploité en France, par d'anciens assassins professionnels, des spécialistes de l'excitation au meurtre et à la haine raciale, et par leurs complices, les assassins indirects : délateurs, spéculateurs, mondains dinant chez Maxim's avec Abetz, bourgeois épris d'ordre, petits parasites fréquenteurs d'officiers nazis, vieilles ganaches désireuses de « servir », affameurs avides de se servir, constructeurs du mur de l'Atlantique, fournisseurs de listes d'otages. Il serait trop facile de répondre à ces messieurs que le meilleur moyen de couper court aux « injustices de l'épuration » eût été de ne pas trahir sous l'occupation. Mais à quoi bon ces arguments ? Certes, l'épuration a été injuste — par l'énorme quantité de criminels qu'elle a laissés impunis. Les morts, les ruines, la dégradation et les souffrances restent : les neuf dixièmes de ceux qui s'en sont engraissés passent au travers, jusqu'au jour de l'amnistie, de la justification, du retour au pouvoir.

Vingt ans après la guerre d'Espagne, des Républicains traînent toujours en prison, en résidence surveillée ou en exil, humiliés, désespérés, abandonnés. La répression demeure le seul article de la politique intérieure de Franco. — Si les Républicains avaient gagné la guerre civile, la répression des factieux aurait duré un an. Pendant dix ans, on aurait entendu les franquistes geindre à la barbarie, à la persécution. Mais il est sûr qu'au bout de deux ans ils auraient été tolérés. Au bout de trois, une fois rétablie la liberté de la presse, ils auraient recommencé à attaquer la République. Un parti franquiste se serait reconstitué sous un autre nom, aurait fait élire des députés au Parlement, et au bout de quinze ans, il aurait tenté un nouveau coup d'Etat.

Lorsque la gauche est au pouvoir, les complots de la droite sont des opinions ; lorsque la droite est au pouvoir, les opinions de la gauche sont des complots.

Toute l'idéologie « jeune nation » tient dans ce principe. A quoi tend aujourd'hui le complot de la droite ? A utiliser la faillite de la politique coloniale française en faisant croire à l'opinion que cette faillite est due aux institutions démocratiques, alors qu'elle est la faillite de la droite elle-même, puisque la France n'a jamais appliqué outre-mer d'autre programme que la répression. On veut faire payer l'échec de la force aux ennemis de la force. Ce n'est pas tant pour « garder » l'Algérie que la droite veut la dictature en France : elle veut surtout établir la dictature à Paris pour compenser l'échec de sa répression sanglante en Algérie, et de toutes les répressions sanglantes qui l'ont précédée. Les guerres coloniales, causes directes du dépérissement de notre puissance économique et de notre influence dans le monde, — absurdes, donc, même dans une perspective capitaliste, ont par contre permis les regroupements, les réveils de vieilles idées, la formation de paras-robots prêts à les appliquer, et à préparer le coup d'Etat dans la métropole.

Ce but, la droite peut l'atteindre d'autant plus aisément que, par les soins du Parti Socialiste, il n'existe plus d'information honnête en France depuis de nombreuses années. J'entends d'information qui touche les masses, car, il faut bien le dire, les quelques journaux indépendants n'ont pas une diffusion capable de combattre le bourrage de crâne de la grande presse, et les journaux communistes ont failli à leur mission d'éducation politique du peuple. Aussi, dans un récent libelle, Pierre Boutang peut écrire en substance : « Il n'y a pas de parti de la guerre et de parti de la paix. Il y a, d'une part, un parti de la défaite, et, de l'autre, la France ». Or, il est facile de répondre qu'il existe bien, d'une part, un parti de la guerre, fort actif depuis fort longtemps, d'autre part que les Français ralient ce que Boutang appelle « le parti de la défaite » dès qu'ils ont la possibilité d'être informés des causes exactes et des conséquences criminelles des guerres coloniales ; et cela, non point parce qu'ils deviennent défaitistes, mais pour s'apercevoir que les véritables bradeurs sont les bellicistes, qui n'ont jamais provoqué jusqu'ici que des catastrophes en série ; enfin entre ces deux « partis », flotte une énorme masse qui n'est pas informée, une masse anesthésiée depuis quinze ans par le ParisienLibéré, Ouest-France, Paris-Match ou La Voix du Nord, mais surtout par la radio, la télévision, les actualités. C'est pour réprimer les réactions inévitables le jour du réveil de cette masse, que la droite veut établir aujourd'hui la dictature fasciste.

C'est une nouvelle anarchie — car le fascisme c'est l'anarchie en couveuse — que préparent de Gaulle et Malraux, dans leur style démodé et guindé, en se gargarisant de « missions universelles de la France » et de « restauration de l'Etat », — quand ils ne sont même pas capables de rappeler à l'ordre Thomazo ! Franco parle aussi de « jeunesse » et de « mission universelle » de l'Espagne : la mission, en effet, d'être famélique, calotine, misérable, analphabète, stérile, mais sanguinaire s'il le faut, et surtout pas républicaine.

J.-F. REVEL.

Robert ANTELME

Les principes à l'épreuve

Cette tentation de tout laisser, de ne plus rien dire, de renoncer à nos critères habituels de la vérité, c'est la raison qui maintenant la sollicite. Mais c'est la raison aussi qui analyse, qui n'a jamais cessé d'analyser, qui impose sa critique et qui, aujourd'hui même, peut faire voir un mirage de construction à travers des ruines. C'est elle qui dit que tout est possible toujours, mais elle qui dit aujourd'hui que rien n'est possible. Ce qui porte le plus à écrire, c'est sans doute la pensée que rien n'est possible. Et c'est cette évidence qui déclenche le besoin de la réfutation. Submergée par le désordre théorique, fascinée par ce que Morin appelle les « monstres sociaux » qui s'ébauchent, impuissante devant les crimes, la pensée qui s'épuisait à prévoir, à espérer, se saisit aujourd'hui comme à une sorte de moment ultime et s'oblige à se reconstituer à partir de rien. Si usée soit-elle, c'est face à ce qui la nie le plus qu'elle se retrouve, comme si elle n'avait rien dit ni imaginé avant, intacte. Elle impose l'équivalent d'un premier regard sur les choses. C'est à cette vision qu'on se fiera.

La guerre que l'on fait au peuple algérien est bien un « massacre de pauvres » comme le dit François Mauriac. Il n'est aucune de nos idées, de nos structures, de nos œuvres, pas une de nos « beautés », notre patrimoine entier et jusqu'à nos propres peines, qui ne soient réduits à rien si l'on ne reconnaît qu'aujourd'hui l'âme du peuple algérien, au combat ou silencieux, participe à l'être même de ces œuvres, à notre être même.

On n'oublie pas que l'histoire de chacun se fait à travers le besoin d'être reconnu sans limite ; l'amitié désigne cette capacité infinie de reconnaissance. Imaginer que ce besoin soit constamment celui d'autrui, que l'autre comme nous-mêmes soit livré à cette exigence et acharné à obtenir réponse, qu'il se dévore lui-même et qu'il soit comme une bête si la réponse ne vient pas, c'est à quoi on devrait s'obliger et c'est l'enfer de la vie quand on y manque. Le chemin de la reconnaissance, c'est l'infini : on fait deux pas, on-ne-peut-pas-tout-faire, mais personne n'ose justifier autrement que par un petit cynisme le recul devant une telle tâche. Reconnaître autrui est le souverain bien, et non un pis-aller. La philosophie, la littérature universelle sont en grande partie le spectre de ce mouvement de reconnaissance qui est constitutif d'elles. Ce qui est tacite dans l'univers humain, c'est cela et non le contraire. Mais tacite au point que cet univers s'est constitué en caricature de cette reconnaissance. Et cette caricature se nomme « compréhension ». Les Européens les plus acharnés d'Algérie disent qu'eux seuls connaissent les Arabes et que nous ne pouvons pas comprendre, ni les comprendre. Les Arabes étaient censés vivre dans un certain « accord » avec ceux qui les « comprenaient qu'il ne fallait pas les traiter comme des hommes. De cet accord, les Européens ne pouvaient se passer, parce qu'il assurait le confort et qu'en dehors c'était la guerre.

La guerre d'Algérie c'est la rupture de cet accord, la fin de cette comédie. Dans un secteur de l'univers, l'accord tacite, autrement dit la mystification, a été brisé et ça ne pouvait être que par les armes. Ce que les Algériens ont décidé de faire, c'est *prendre au mot* — et pas seulement la France et ses principes, mais le monde entier tel qu'il se dit d'une part, et tel qu'il fonctionne de l'autre — prendre au mot non pas ceux qui les opprimaient directement, avec lesquels ils ont décidé de cesser de parler, mais tous ceux qui dans le monde parlent de la liberté et de l'indépendance des peuples. D'où chez ceux-ci un mélange d'admiration, d'effroi, de gêne. D'où l'admiration des peuples anciennement colonisés à l'égard de ceux qui, aujourd'hui, seuls, tentent « l'impossible ».

Le mouvement de la pensée la plus rigoureuse, la plus généreuse, n'avait pas été plus spécialement éveillé par le scandale de cette colonisation qu'il ne l'est ordinairement par le scandale du monde. Le travail libérateur des écrivains se poursuivait ; travail séculaire : explication du monde, reconnaissance et contestation du monde, travail infini et qui s'achève dans chaque parole. En décidant d'entreprendre la guerre, les Algériens s'installent sur le territoire éclairé par la philosophie, et, aveugles et acharnés, c'est pourtant au devant des philosophes qu'ils vont : parce qu'ils veulent être nommés, ils veulent dé-



(Piranesi ; Les Prisons).

« Vous dites que vous croyez à la nécessité de la religion ? Soyez sincères ! Vous croyez à la nécessité de la police ».

NIETZSCHE.

cider de leur sort, ils veulent avoir de l'infini une autre expérience que leur prière ; ils veulent « l'impossible » — notre vie quotidienne — et que nous nommerons : une autre connaissance du monde.

Ce au devant de quoi ils vont, ce qu'ils sollicitent des autres hommes, c'est le meilleur, c'est la faculté qui ne s'aliène jamais définitivement de considérer, un jour, autrui comme soi. Cette guerre est la réponse de la violence à la violence ; mais ce qui lui donne son sens, c'est qu'ici l'adversaire, pour qu'elle cesse, sollicite des forces de la France, non leur bassesse mais leur vertu. Qui pourrait dire que la guerre qui est menée par les forces françaises contre les Algériens sollicite de ceux-ci, pour cesser, leur vertu ? Personne n'a osé soutenir que ce ne serait pas par lassitude mais par libre consentement que du côté algérien la guerre cesserait, si l'objectif n'était pas atteint.

Cette guerre menée par des prolétaires exsangues n'a été soutenue que par leurs frères de sort, les hommes qui hier encore étaient sans nom, les anciens colonisés. Les femmes et les hommes de notre monde, qui sont morts ou sont emprisonnés à leur côté, sont des héros.

Mais le mouvement communiste international, celui dont la devise est « prolétaires de tous les pays, unissez-vous », n'a pas mobilisé ses forces dans cette bataille. Il n'a pas considéré que, s'engager dans cette bataille à ce moment-là, c'était faire face à sa raison d'exister. Il n'a pas considéré que, s'il existe un parti communiste dans un pays qui mène une guerre coloniale, ce parti ne doit pas pouvoir la tolérer. Le Parti Communiste français a passé les compromis qui, là précisément, ne pouvaient pas être passés. Tout l'opportunisme sur le dos des combattants algériens pour poursuivre la sinistre S.F.I.O. vers le mythique front populaire. Toute la « rigueur » pour justifier l'écrasement de Budapest au mépris d'ailleurs des « chances » de ce front populaire.

Les cris du peuple algérien en armes et ceux du peuple hongrois se perdent dans le désert des diverses administrations soviétiques.

Aujourd'hui, au seuil du fascisme français, on pend encore à Budapest. Et on ment, et tout recommence. Et les dirigeants chinois sont joyeux. Et ici, rigoureusement, on reproduit ce que dit Budapest.

Le parti d'Alger inspire l'horreur. Le parti communiste inspire l'horreur. Et que dire de l'insondable marais. Ce jumelage provoque un sentiment d'épouvante. Ce sentiment, bien particulier, fait mesurer l'étendue de la menace. Ce ne sont pas des forces minces ni innocentes qui nous encerclent. Quelle multitude, quelle lucidité, quel acharnement pour avoir raison d'elles!

Le 28 mai, en France, était un jour que le peuple volait à ses dirigeants officiels, qui étaient pourtant là, mais ne comptaient pas, auxquels personne ne pensait ou qu'on tâchait d'oublier. Jour grave, mais si nouveau qu'il était léger, comme hors du temps ; un dimanche d'une année de l'idée communiste. Juste et fraternel (« paix en Algérie »). Pas hargneux (« de Gaulle au musée »). Pas cruel (l' « les paras à l'usine »). Conscient (l' « Internationale », le « Chant du Départ » et aussi la « Marseillaise » de tous). Peut-être le meilleur de chacun. Le communisme était un peu comme une « idée neuve ». On a ouvert le poing et ce jour s'est envolé. Puis le régime sous lequel nous vivions a disparu sans cri. Il nous reste cette image tendre et affreuse de la défaite.

Le pire, demain, n'est pas impossible.

Aux travailleurs du monde qui ne sont pas écrasés par les polices, les Algériens « partis » à quelques-uns contre les avis de leurs propres organisations — ils sont aujourd'hui des centaines de milliers — montrent qu'un peuple peut toujours prendre ses affaires en main. Cette guerre a cette vertu. La leçon ne sera pas perdue.

Le communisme est aujourd'hui étouffé, défiguré, ensanglanté dans le crime. L'idée reste. Les forces de la république universelle, latentes, immobiles sont là. Le besoin de cette république s'affirmera.

Les travailleurs de nos pays sont dans une situation privilégiée. Mais s'ils prennent conscience des ressources qu'offre une telle situation, s'ils décident eux aussi, et avec leurs moyens propres, de prendre leurs affaires en main, ce sont eux, et on est tenté de dire eux *seuls aujourd'hui* qui, par les conséquences énormes de leur action, pourront mettre fin au temps de l'imposture, du mensonge et du crime.

R. A.

PARACHRONISME

Le Littré nous apprend qu'un anachronisme, au sens propre, est une « erreur de chronologie ». Mais il y a deux façons de commettre une telle faute. L'une consiste à placer un événement plus tôt qu'on ne le doit : c'est le véritable anachronisme. L'autre consiste à le placer plus tard que réellement : c'est le parachronisme (bien que le mot soit tombé en désuétude). Par extension, nous avons pris l'habitude de traiter, improprement, d' « anachronique » tout comportement qui nous paraît périmé, qui fait figure de vieillerie, qui appartient à des temps révolus. Dans ce sens il serait plus exact de dire qu'il est parachronique. Ce n'est donc pas seulement se livrer à un facile jeu de mots que de baptiser parachronisme le coup d'Etat du général Massu et de ses prétoriens. Le fait qu'ils nous menaçaient (et nous menacent encore) très précisément de la guerre civile à partir du ciel, l'audace de leurs sauts dans l'espace, le bariolage de leur accoutrement futuriste qui séduit une certaine prime jeunesse et, dans les bazars, tend à remplacer les traditionnelles panoplies, tout ce faux modernisme, cette fausse virilité, ce faux clinquant, ne suffisent pas à dissimuler que nous avons affaire à des revenants.

Pour ma modeste part, je crois bien les avoir déjà de mes yeux vus à l'orée du Troisième Reich, en 1933, harnachés, bottés, claquant des talons, jouant au « mâle », prétendant incarner la jeunesse et l'avenir, croyant enterrer le passé parce qu'ils brûlaient sur les places publiques les livres, les journaux, les insignes de l'Allemagne ouvrière démocratique et humaniste, et criaient qu'ils étaient là pour mille ans. Leur éphémère parachronisme s'est assez vite effondré dans le sang et les ruines.

Et, sous Vichy, nous avons retrouvé leurs émules, L.V.F. et miliciens, tout aussi piaffant de jactance, jusqu'au jour où, pâles comme la mort, on vit monter ces jouvenceaux dans les camions qui les transportaient au poteau d'exécution.

Et les voici qui ressurgissent une fois de plus, non pas tant sous nos yeux puisque, pour l'instant, ils prolifèrent surtout de l'autre côté de la Méditerranée, mais sur nos écrans cinématographiques. La gesticulation désordonnée, le vacarme obsédant qu'ils font en couleur, en tricolore, aux « actualités », par les soins de ce ministre de la Propagande qu'est devenu feu André Malraux, ne doivent pas nous faire perdre la tête. Où sommes-nous ? Que sommes-nous ? Nous sommes en 1958, en république, en France, c'est-à-dire nous appartenons à une société qui, dans sa large majorité, aspire au progrès social et se soucie davantage d'élargir que de mutiler les libertés démocratiques ; nous sommes à l'âge de la grande industrie, de la maturité ouvrière, d'un syndicalisme qui, malgré sa désunion et ses déficiences, va bientôt dépasser l'étape transitoire de la revendication à la gestion ; nous sommes à l'âge atomique, à celui de l'exploration interstellaire, de la marche irrésistible des terriens vers l'unité de leur globe. Et ces parasites sociaux, ces « durs » à manches courtes, ces fiers-à-bras ignares et brutaux, ces tortionnaires dont les « techniques » viennent de scandaliser le monde entier, prétendraient dicter leur loi à cette fraction avancée de l'humanité contemporaine qu'est le peuple français ? Le parachronisme est flagrant.

Et leur servant de couverture, et ne répugnant pas à accepter d'eux le pouvoir, voici un autre revenant, le Prince des Revenants, le disciple attardé de Richelieu, de Louis XIV, de Charles Maurras et de Philippe Pétain — un personnage déjà quelque peu périmé et démodé en 1940, pas beaucoup moins que son double et antipode, le déliquescent Maréchal. Aujourd'hui, le temps a cruellement accentué ses traits caricaturaux, et nous assistons, bouche-bée, à la réapparition de ce spectre creux et théâtral, aux gestes de pantin, aux harangues ampoulées et vides, à l'égocentrisme d'un autre âge, se mystifiant lui-même, enfermé qu'il est dans un rêve de « grandeur », de SA grandeur. Et sollicitant pour Lui-la-France la bénédiction papale. Le parachronisme est flagrant.

Mais allons au fond des choses. Dépassons les personnes. Nous assistons, sur le plan sociologique, au chant du cygne de deux phénomènes jumeaux, étroitement liés et dont ces revenants ne sont que le produit, l'incarnation repoussante et temporaire : le fascisme et le colonialisme. Tous deux sont des parachronismes. Il est absurde, en effet, il est impossible, il est contre-nature de prétendre imposer de façon durable aux sociétés évoluées du milieu du XXe siècle la dictature d'une personne, ou d'une bande de voyous, ou de chefs militaires que leur métier même et leur formation rejettent en dehors de notre temps. Il est absurde, il est impossible, il est contre-nature de prétendre freiner, bloquer, dénaturer l'irrésistible élan qui, en ce milieu du XXe siècle, pousse les ex-colonisés du monde entier à s'affranchir du vieux joug. Ce qui se déroule devant nos yeux médusés, dans la France provisoirement algérisée et gaullisée d'aujourd'hui, c'est le dernier sursaut, le dernier râle d'un énorme et frêle parachronisme, quelque chose, si l'on tient absolument à se référer à un précédent historique, comme les Ordonnances de Charles X.

Mais, dira-t-on, c'est une mince consolation de crier au « parachronisme », quand on subit la question, comme Henri Alleg et Maurice Audin, quand les locaux des syndicats ouvriers sont, comme à Pau, saccagés par la horde des bérets rouges, quand sur les républicains d'Auxerre sont lancés des militaires affublés, par les soins de leur colonel, d'oripeaux civils, quand le fascisme algérois s'apprête à quadriller la métropole. En attendant, nous, les républicains, nous risquons fort de « dérouiller ». Ils sont, peut-être, le passé et nous l'avenir. Mais, pour le moment, c'est le passé qui l'emporte.

Tout d'abord, n'exagérons ni leur victoire ni notre défaite. Et si nous voulons puiser l'énergie nécessaire à la résistance et à la riposte, ayons devant les yeux des perspectives plus lointaines que la seule légitime défense. On combat moins aisément, même si l'on a du courage, un adversaire que l'on croit durable, et fort du fait qu'il marche dans le sens de l'histoire. Nous devons puiser, au contraire, un surplus de confiance dans la perception que ce haut képi suranné, que ces bérets martiaux coiffent des revenants.

Alors, me dira-t-on, si vous voyez juste, comment et pourquoi ces ombres ont-elles pu, même pour un court instant, reprendre forme ? Ne serait-ce pas que vous aussi, en dépit de vos savantes dialectiques, vous vous êtes placés hors des courants de l'histoire ? Ne serait-ce pas que vous aussi, vous vous êtes tout bonenment momifiés ? Et si parachronisme il y a, n'êtes-vous pas les plus impénitents des parachroniques ?

Cette objection, la seule valable, nous oblige à un examen de conscience total. A l'âge de la grande industrie, déjà collectivisée par la « force des choses », de l'auto-gestion ouvrière, de l'unité de la planète, il est hélas ! vrai que la rentrée en scène, même éphémère, des forces régressives les plus archaïques est le produit d'une carence. Pas seulement celle des pitoyables déserteurs de la IVe République, mais la nôtre. Carence vis-à-vis des hommes et surtout vis-à-vis des « choses ». N'avons-nous pas (beaucoup d'entre nous tout au moins) contribué, depuis le 18 juin 1940, avec quelle naïve imprudence, à tisser le mythe du « libérateur » ? Et cette imposture, n'avons-nous pas continué à l'entretenir en laissant le personnage s'installer dans la IVe République comme un prince consort, pourvu d'une petite cour, rendant des oracles, inspectant en souverain les territoires d'outre-mer, s'offrant à l'avance comme arbitre et sauveur suprême ? Mais notre carence est beaucoup plus profonde et plus grave. Carence non seulement à l'égard d'un « Moi » abusif, mais à l'égard d'un régime social. Le monde contemporain crève d'avoir déchaîné des forces productives colossales et de n'avoir pas su encore trouver pour elles un mode d'appropriation qui ne soit ni privé ni étatique. La crise fondamentale qui mine la société terrienne appelle impérieusement le socialisme. Et le socialisme se dérobe à l'appel. Il est mort honteusement dans le camp de la social-démocratie. Et dans celui du jacobinisme autoritaire il ne se survit que par la force brutale, chaque jour un peu plus discrédité aux yeux des masses. Mollet et Krouchtchev, Suez et Budapest, l'assassinat de la IVe République et celui d'Imre Nagy sont au même titre des parachronismes. Chez nous, dans le vide ainsi créé, les petits paras ont, subrepticement, logé le grand Charles. Cette Restauration sera d'autant plus courte que nous n'attendrons pas que les revenants s'évanouissent d'eux-mêmes. Mais nous ne les renverrons pour toujours au « musée » que si, sur nos propres ruines, nous reconstruisons, sans tarder, expression adéquate des besoins du monde d'aujourd'hui, un socialisme révolutionnaire et libertaire.

Daniel GUERIN.

La France est tout de même encore le pays qui a le phare le plus puissant du monde, le plus grand hangar d'aviation, la plus moderne gare de triage, la voûte de barrage la plus haute, le premier télescope électronique, le four solaire.

(MALRAUX)

Le train le plus rapide est français

La suprématie de la technique française

Et allez donc !

La connerie est française
Les porcs sont français

(ELUARD)

Responsabilité des oppositions

par J.-F. ROLLAND

Les souffrances endurées par les communistes allemands sous le régime nazi, le martyr d'un grand nombre de ses militants ne doivent pas empêcher l'historien d'établir la responsabilité historique du K.P.D. (et du Komintern) dans l'avénement d'Hitler au pouvoir en 1933.

Il va de soi que le crime des Noske et Scheideman contre la classe ouvrière allemande, au lendemain de la première guerre mondiale, doit figurer également en bonne place parmi les causes de la victoire hitlérienne.

Mais le K.P.D. a pratiqué une politique de suicide en dénonçant, presque jusqu'au dernier moment, la social-démocratie comme l'ennemi numéro un.

Les menaces qui pèsent aujourd'hui sur le P. C. français (et nous devrons *tous* nous battre dans les mois qui viennent contre les mesures qui pourraient être prises à son égard) ne doivent pas nous empêcher d'établir les responsabilités historiques du P.C.F. (et du Communisme international) dans la montée actuelle du fascisme en France.

Il va de soi également que l'appui direct donné à l'installation du pouvoir personnel par Mollet-Lacoste, n'a plus besoin d'être démontré et dénoncé. Mais eux sont déjà passés de l'autre côté. Tandis que les communistes, dans la situation politique actuelle, restent de ce côté : du nôtre ; c'est pourquoi la question du P.C. est actuellement, pour toute la gauche, le problème fondamental.

Or, il y a lieu aujourd'hui d'être davantage pessimiste en ce qui concerne la situation française qu'on ne pouvait l'être en Allemagne, à la veille de l'incendie du Reichstag, même si le fascisme français, encore indécis, inorganique, a des aspects moins immédiatement redoutables que ceux que présentaient les sections de meurtre des S.A. et des S.S., même s'il prend la forme d'une dictature paternaliste, « éclairée », sans excès.

Je veux dire par là que les conditions d'unité d'action avec les communistes sont beaucoup plus difficiles à réaliser. En 1933, le K.P.D. était outrancièrement, démentiellement sectaire, mais il était encore auréolé du romantisme révolutionnaire et l'on pouvait croire que l'U.R.S.S. était encore celle de Lénine. Depuis, il y a eu la sanglante période stalinienne, et, dans le monde soviétique, Poznan et Budapest, hier, le meurtre de Nagy et de ses compagnons, qui démontre que les vieilles méthodes de terreur sont toujours là, en sommeil, prêtes à ressurgir avec leur visage hideux. Avec Nagy disparaissent également d'autres espoirs : le mythe d'une Chine communiste modératrice, humaniste. Le bon sourire de l'oncle Mao arrosant les cent fleurs de son jardin fait place à l'ignoble phrase du Jen Min Pao saluant les exécutions de Budapest : « C'est une bonne nouvelle pour tous. »

Le déchaînement de la campagne anti-yougoslave, les cris hystériques contre le « révisionnisme » ressuscitent une époque que l'on avait crue un instant à jamais abolie. Silencieux le plus longtemps possible. Gomulka lui-même est contraint de parler de la culpabilité de Tito. Et nous voici à nouveau interdits, effrayés, au seuil du monde de la terreur.

—o—

On pourrait répondre à cela que les communistes français ne sont pas responsables de cette funeste évolution, qu'ils n'ont pas été consultés sur le destin de Nagy (ce qui est exact). Mais que font-ils en ce moment ?

Au cours du mois qui a précédé le coup de force d'Alger, l'activité principale de la direction du P. C. sur le « front idéologique » consistait à *traquer* les intellectuels du parti qui avaient écrit dans « Voies nouvelles » ou ceux qui étaient soupçonnés d'être en relation avec ces dangereux fractionnels.

Après le 13 mai, alors que la direction du parti appelait les intellectuels à se grouper pour défendre les libertés, le P.C. excluait Henri Lefebvre qui avait donné trente ans de sa vie au parti, les docteurs Sapir et Abramovitch. Leur crime ? Celui d'avoir participé au « Club de la gauche », groupement très large destiné à organiser des confrontations entre intellectuels et hommes politiques pour étudier les conditions possibles d'un regroupement de la gauche.

Jamais, au moment où périssait la République, la machine ne s'est arrêtée un seul jour : interrogatoires, menaces, mise en train des procédures d'exclusion dont on verra bientôt d'autres résultats.

Aussi, qui peut avoir envie, pour préserver l'indépendance et la dignité des intellectuels, de se tenir aux côtés de ceux qui viennent d'exclure Henri Lefebvre ? Qui donc, sans rire (et d'un rire particulièrement sinistre) pourrait se concerter avec un Kanapa sur les moyens de défendre la liberté d'expression ?

Voilà pourquoi aujourd'hui *la gauche est glacée*, et tant que cette situation se prolongera, il n'y aura aucun espoir.

D'ailleurs, admettons un instant que l'on écarte ces objections ; admettons, comme certains sympathisants ou comme certaines « potiches », que l'on cède à la litanie habituelle « laissons de côté ce qui nous oppose, parlons plutôt de ce qui nous unit. Ce n'est pas le moment, etc. »

Que propose *l'Humanité ?* Elle répète « Vigilance, Unité ». *Mais quelle sorte d'unité ? A quelles conditions ? Vers quels objectifs ?* Il y a des années que les communistes répètent « Soyons unitaires pour deux » en restant tout seuls.

Courtade, par exemple, dit : « Rétablir la République. » Laquelle ? La IVe, avec son impuissance parlementaire, dont meurt la France. Il ajoute encore : « elle peut être rendue meilleure ». Mais il se garde de dire comment. Croit-il sérieusement entraîner des masses apathiques ou découragées avec de tels mots d'ordre ?

Tant que la gauche n'aura pas défini des perspectives, un programme précis et les moyens de le rendre applicable,

on n'avancera pas d'un pouce.

Je ne vois pour ma part qu'une issue : la formation d'un grand parti à programme socialiste, intégrant plusieurs courants, des tendances réformistes au marxisme révolutionnaire. Et seules les deux oppositions, socialiste et communiste, peuvent réaliser ce regroupement indispensable.

L'opposition socialiste, la plus nombreuse, la mieux organisée, la plus avouée, réunit les meilleures conditions pour faire la scission. Avant tout, qu'elle se débarrasse de cet effroyable complexe vis-à-vis de l'appareil, des illusions qu'elle entretient de conquérir la place forte molletiste. En quittant en masse la S.F.I.O. et *seulement comme cela*, en annonçant bien haut sa volonté de refaire un vrai parti socialiste, elle bénéficierait *d'un choc psychologique* qui ne se produirait pas dans l'hypothèse peu probable d'une conquête intérieure des Bureaux du parti, au prix de compromis dans l'art desquels les social-colonialistes sont passés maîtres. Et je me permets de dire avec le plus de force, le plus de franchise possibles à mes camarades oppositionnels du Parti Communiste : *qu'est-ce que vous attendez ?* Vous *savez* maintenant que vous ne transformerez pas le parti de l'intérieur. Vous savez que sa *nature même* rend impensable une telle transformation et que cette situation immobilise, stérilise, retranche en fait des luttes possibles les meilleurs éléments de l'intelligentzia et de la classe ouvrière.

Vous perdez votre temps et vous compromettez l'avenir ; vous allez vous faire exclure sans bruit, sans gloire, sans bénéfice, les uns après les autres. Je sais vos raisons ; elles sont honorables. Vous ne voulez pas avoir l'air de quitter le parti au moment du danger. *Mais vous ne désertez pas la lutte antifasciste.* Vous la reprendrez ailleurs, en la rendant dix fois plus efficace et le danger pour vous sera aussi grand. Quand le parti sera hors la loi, vous savez bien que les autres organisations démocratiques le seront aussi.

Certains d'entre vous croient pouvoir tenir encore longtemps, *et pour rien.* Même cela est faux : vous êtes tous connus, vous serez tous exclus, implacablement. Si, à l'occasion d'une nouvelle affaire Nagy, vous partez en groupe, avec éclat, en proclamant votre volonté de poursuivre la lutte révolutionnaire, *il y aura quelque chose de nouveau en France.*

Si ce rassemblement, vous oppositionnels socialistes, vous oppositionnels communistes, ne le faites pas, si un grand parti de gauche n'est pas constitué *avant les batailles d'octobre*, si la gauche non stalinienne reste désunie, donc paralysée devant Alger et craintive devant les perspectives d'un Front populaire qui pourrait conduire à une démocratie populaire de type tchèque ou hongrois, alors il n'y a plus qu'à attendre les parachutistes.

J.-F. R.

POUR UN «NEW DEAL» DE LA GAUCHE

On dit que le fascisme nous menace. J'en doute ; je le regrette même : le fascisme, c'est clair. Nous l'avons combattu, nous en possédons les clefs...

Ce qui menace est plus dangereux et subtil car nous sommes privés des idées les plus élémentaires pour le comprendre. Lente strangulation de la presse, orientation des cerveaux, anesthésie des classes moyennes et des masses, encadrement des intellectuels, exaltation d'une « mission » officielle de l'Etat, fanatisation de la jeunesse, organisation rationnelle de la vie publique contenue dans les limites d'une bonne et saine médiocrité — demain, et aujourd'hui déjà, se forme sous nos yeux une Tyrannie éclairée.

Si l'on veut — et sans aimer les comparaisons historiques — je pense à un régime comparable à celui qui sortit de la Révolution de 1830, régime mou et dur à la fois, respectueux des « valeurs éternelles » et impitoyable pour la spontanéité des masses, conservateur dans ses assises, « révolutionnariste » dans ses rêves ; ce serait une société de l'ordre moral, de la réaction sociale mais aussi de la prospérité officielle, du progrès technique — et de l'ennui !

En ce sens, nous nous sommes trompés : en voyant paraître Monsieur de Gaulle, tout le monde évoquait « l'ombre des Bonaparte », mais cette silhouette épaisse et bonhomme appelle irrésistiblement le fantôme de Louis-Philippe et de Monsieur Thiers.

Et bientôt, si les choses continuent à se développer en ce sens, notre société ressemblera à celle qui tue Julien Sorel et conduit Lucien Leuwen au suicide...

•

On discute beaucoup pour savoir quelle est la véritable idéologie des « hommes du 13 Mai », des colonels politiciens, de Monsieur de Gaulle, de ses supporters. Comme si ces hommes avaient la possibilité de transformer la société française au nom de cette idéologie !

Car tout est là : les gens qui, depuis un mois, sont apparus ou réapparus sur la scène ignorent complètement le sens et la portée réelle du mouvement qu'ils ont déclenché ; produits eux-mêmes du système qu'ils combattent, ils sont bien incapables d'en modifier les assises.

Nous avons été si profondément imbibés par la philosophie latente du siècle dernier que nous pensons encore expliquer les évènements de l'histoire et le développement des sociétés à partir des idées et des idéologies : nous demandons naïvement à Nietzsche de nous expliquer Hitler, à Marx de nous expliquer Staline.

Comme si les sociétés n'avaient pas leur vie à elle, indépendante des idéologies et même des volontés individuelles : que peut nous faire le « système de pensée » des hommes qui ont déclenché la révolte et de ceux qui en ont momentanément profité ? Que s'établisse un régime de « Tyrannie éclairée », un « Etat-Garnison » encadré par une armée qui revendique des tâches économiques sociales et politiques ou un fascisme traditionnel, ce qui sera ne ressemblera point à ce qu'auront voulu les premiers agents.

Ils entrent comme nous, les yeux fermés, en somnambules dans une aventure qu'ils ne connaissent pas et ne peuvent plus freiner.

•

Certes, cette affaire du 13 Mai et ses suites consacrent la défaite de la Gauche déjà touchée à mort par le stalinisme. Mais c'est que la Gauche est dominée encore par des idées et des mythes qui appartiennent au matériel idéologique du siècle dernier. Elle ne s'est pas aperçue qu'elle entrait dans le XXe siècle.

Il en va toujours ainsi : les espoirs et les idées survivent aux situations qui les ont rendus nécessaires. Et puis, il faut les tuer dans leur existence de fantôme...

Or, la Gauche rêve encore de « grève générale », de « front populaire », sans comprendre que ces mots restent attachés aux anciennes définitions du capitalisme libéral ou impérialiste. Les choses ne sont plus aussi simples : pour comprendre ce qui nous menace, il faut se délivrer des songes qui pèsent d'un poids très lourd sur notre cerveau, oublier l'image de l'avenir que s'était formée le XIXe siècle.

Un radicalisme critique seul peut réussir ce tour de force. C'est généralement à cela que servent les reflux dans l'histoire, à permettre aux gens dont c'est le métier de réfléchir, d'entreprendre les remises en question fondamentales. Rien dans ce que nous répétons chaque jour dans les bulletins, les comités, les journaux, les revues, ne correspond en réalité à la réalité vivante et ne nous permet de comprendre ce qui se prépare.

C'est pour cela que je ne crois pas à la valeur des « programmes » proposés ici et là. Certes, ils permettent aux diverses oppositions socialistes ou communistes de s'accrocher à une illusion de rassemblement. Mais ces remembrements sont vains s'ils ne s'appuient sur un vaste courant de masses et sur des idées-forces nouvelles.

Mieux vaut — c'est le devoir des intellectuels — se livrer à un travail plus difficile et plus courageux aussi : abandonner les vieux mythes politiques, réviser les anciennes idéologies, faire table rase des idées qui se sont révélées fausses ou inutiles, constituer des réseaux d'information, capables de comprendre et peu à peu de ronger une société en formation, bref, se préparer pour le jour où de grandes masses, après avoir achevé leur retraite, sortiront de leur apathie.

La résistance à l'oppression, aujourd'hui, signifie un « New Deal » de la pensée révolutionnaire, une refonte des idéologies, une révision des concepts, un renversement des valeurs. Aujourd'hui — et plus encore demain peut-être — le radicalisme critique, voire le nihilisme mental, sont le meilleur moyen de lutter contre une torpeur habilement préparée par le pouvoir.

Si nous sommes enfermés dans un Etat-Prison, nous tâcherons de faire ce que les révolutionnaires d'autrefois faisaient dans les prisons : les livres d'où sortaient ensuite les révolutions.

Jean DUVIGNAUD.

LES NOUVEAUX PENSEURS

par Maurice Nadeau

« Permanente, universelle et totale, la guerre révolutionnaire implique de notre côté une stratégie qui ne peut être conçue, adaptée et mise en œuvre qu'à l'échelon gouvernemental ; lui seul, en effet, peut et doit prévoir, préparer et conduire l'action politico-militaire. Ceci était déjà vrai dans les guerres du passé, mais ce qui est nouveau, c'est que **« l'état de paix n'existe plus** et que **les activités politique et militaires sont désormais intimement mêlées** jusqu'aux plus bas échelons (...)

« Comme conséquence immédiate de cette constatation et puisque l'état de paix n'existe plus, le gouvernement doit en permanence bénéficier d'une partie au moins des pouvoirs exceptionnels qui lui ont toujours été reconnus en temps de guerre : il devient évident qu'il faut permettre à l'Exécutif de mener la guerre avec autorité et continuité.

« Seul, en effet, un gouvernement libre de ses actes, fort et stable, pourra vraiment concevoir et conduire l'action à mener dans toute l'Union française et à l'étranger pendant les années à venir. Seul il pourra renoncer aux improvisations qui coûtent si cher, définir une politique dans tous les domaines, diplomatique, psychologique, social, économique, culturel, militaire (...), seul il sera capable de remédier aux « contradictions internes » sur lesquelles l'ennemi fonde son action (...) »

Qui parle ? Le commandant Jacques Hogard dans la **Revue de défense nationale** de janvier 1957, il y a plus d'un an et demi déjà, sous le règne de Guy Mollet. Ce qu'il dit paraît si raisonnable à ses chefs qu'ils rassemblent ses écrits sur « la guerre révolutionnaire » et les moyens de s'y opposer par une « révolution dans l'art de la guerre », et les font paraître sous le titre **Documentation à l'usage des officiers instructeurs**, officiellement distribuée aux officiers d'active et de réserve.

Le commandant Hogard parle en technicien militaire qui a réfléchi sur la tactique de la prise du pouvoir par Mao Tse Toung, sur la guerre de Corée, sur la victoire des Viets, et qui appelle la guerre d'Algérie par son nom. Les leçons qu'il a tirées de ses études sont nombreuses et variées.

1) Il a découvert que depuis dix ans au moins nous sommes en guerre contre le communisme international. Celui-ci a successivement conquis la Chine, la Corée du nord, le Vietnam ; il s'attaque présentement à l'Afrique avant de subjuguer l'Europe occidentale. Cette « guerre révolutionnaire », poursuivie dans la fiction d'un état de paix et sous divers déguisements nationalistes, est une guerre « totalitaire » à laquelle participent des militaires, des civils, des politiciens, des administrateurs, des techniciens, des populations entières. Elle se déroule sur tous les plans. Elle ne prendra fin qu'avec la victoire mondiale sur le capitalisme.

2) Espérer vaincre cet ennemi gigantesque et protéiforme par les armes seules, au cours de guerres « classiques », apparaît comme une billevesée et un non-sens. C'est dans les consciences qu'il faut le vaincre, en lui soustrayant les populations qu'il veut pourrir, en les conquérant « à nos idées » et en menant contre l'appareil qu'il installe chez elles une « guerre d'anéantissement ».

3) Dans ce but, il faut retourner contre l'adversaire ses propres armes, c'est-à-dire adopter « momentanément » et pour des fins louables, ses techniques de « pénétration », de « cristallisation », d'« organisation » des masses, sa stratégie de combat et en tout état de cause prévenir ses attaques plutôt que d'attendre d'y riposter. La guerre « classique » est morte. Nous entrons dans l'ère de la « guerre psychologique ». Professée aujourd'hui à l'Ecole de Guerre, la théorie de la « guerre psychologique » succède à celle de « l'offensive à outrance » d'avant 1914, à celle de la « guerre défensive » d'avant 1939. Un numéro spécial (50.000 exemplaires) de la **Revue militaire d'information** (février-mars 1957) nous renseigne abondamment sur le sujet. Il comporte l'étude de cas concrets : Chine, Grèce, Corée, Iran, Indochine, Algérie par divers spécialistes qui, sous la conduite du colonel Lacheroy, se reportent très souvent aux articles du commandant Hogard.



Ame en voie d'intégration

Le commandant Hogard semble, en effet, avoir remonté très loin dans l'étude des techniques « marxistes-léninistes » de la « guerre révolutionnaire », jusqu'à Trotsky lui-même, dont il fait tenir l'enseignement en cinq propositions essentielles : agitation et propagande, organisation par le moyen des « hiérarchies parallèles », guerilla, création de bases d'appui, contre-offensive générale. Avec l'esprit de généralisation propre aux militaires, il leur donne une portée universelle : « Le processus des cinq phases de Trotsky s'applique aussi bien au monde dans son ensemble qu'au Vietnam hier, ou qu'à la base locale de tel douar pourri de l'Algérie d'aujourd'hui. » Ce sont ces cinq propositions qui doivent constituer le catéchisme de la « guerre psychologique ».

Il ne s'agit, dira-t-on, que de technique militaire. Libre à l'Armée de mener son combat comme elle l'entend. Il semble toutefois étonnant que le commandant Hogard ne s'interroge pas un seul instant sur le **contenu** politique de la technique de guerre des communistes (fussent-ils déguisés selon lui en nationalistes), et qu'il veuille simplement emprunter cette mirobolante découverte à l'exclusion de ce qui la nourrit et l'accompagne. Quels mots d'ordre lanceront ses propagandistes ? Sur quel programme se fonderont ses organisations parallèles ? Quel avantage existe-t-il à transformer les soldats d'une armée régulière en guerilleros ? etc. Une technique militaire se fonde sur une politique, une idéologie. Bien entendu, le commandant Hogard possédait les siennes, qu'il ne pouvait pas exposer tout de go en 1957. Il les découvre toutefois suffisamment pour que nous nous rendions compte que « le 13 mai » n'est pas tombé du ciel. Par surcroît, nous pouvons apprendre dans les lignes qu'il traçait à cette époque ce qui nous menace aujourd'hui directement.

La première condition d'une riposte efficace à la « guerre révolutionnaire » était, nous l'avons vu, la formation d'un « gouvernement libre de ses actes, fort et stable », pourvu de « pouvoirs exceptionnels ». Avec la venue du général de Gaulle au pouvoir, cette condition est réalisée.

La deuxième réclame la fusion des pouvoirs civil et militaire : « l'idéal serait une hiérarchie unifiée administrativo-militaire » qui ne placerait pas forcément les civils sous la coupe des militaires, pour peu que les premiers soient obéissants et veuillent collaborer avec les seconds dans la recherche du « renseignement », dans son exploitation, ainsi que dans « l'action psychologique indispensable ». Dans les territoires d'outre-mer, « les « états-majors mixtes devraient devenir une réalité vivante ». Dans la métropole, la mobilisation étant rendue aléatoire par une « guerre révolutionnaire permanente », il serait utile de songer à créer « des unités locales, formées de réservistes politiquement sûrs... chaque officier tenant en permanence le contrôle de ses hommes, les réunissant périodiquement pour des exercices, et pouvant disposer, dans un délai très court, de son matériel et de son armement. De telles unités fourniraient automatiquement un excellent réseau de renseignements ; elles pourraient travailler en liaison étroite avec les autorités civiles et la gendarmerie. Certaines d'entre elles pourraient même être formées et vivre dans le secret. » Nul doute que certaines associations d'anciens combattants et les Comités de salut public, là où ils sont formés, se préparent d'ores et déjà à ce rôle.

Ces deux conditions sont cependant insuffisantes si une troisième n'est pas remplie : l'action psychologique elle-même qui doit viser à nous débarrasser d'un « formalisme qui sert l'adversaire », d'un « juridisme dépassé ». Le commandant Hogard s'étonne que, « sous le prétexte que la guerre n'est pas **déclarée** », la trahison ne soit « sanctionnée que par quelques mois de prison, la désertion avec emport d'armes par une peine légère ». « L'Etat, constate-t-il, ne peut éliminer ses fonctionnaires qui servent ouvertement l'ennemi. La presse et la radio gênent souvent l'action des troupes. Certains maîtres sont libres d'élever la jeunesse dans la négation de la patrie ». Un gouvernement « fort et stable » ne saurait donc suffire : ce sont toutes les institutions qu'il faut rénover, les élites qu'il faut ramener au sentiment du devoir, la population qu'il faut tout entière soustraire à l'emprise des « mauvais bergers ».

Il s'ensuit diverses mesures à prendre le plus tôt possible : « supprimer » le parti communiste, mettre hors d'état de nuire ses alliés « inconscients ou bénévoles » (y compris certains milieux catholiques, évidemment restreints, mais qui ont une influence disproportionnée avec leur importance). Après quoi, « guidé et informé par le gouvernement, débarrassé de l'intoxication intense qu'il subit actuellement (le commandant écrivait ces lignes il y a un an et demi), le peuple français retrouvera vite son patriotisme traditionnel, plein de mesure et de bon sens, infiniment supérieur en noblesse et en réalisme à toutes

On peut voir ces jours-ci dans les salles parisiennes, hors-programme, une bande intitulée Dix millions de Français, et qui, dans un montage délirant, clame les volontés de l'Algérie dite française en associant de Gaulle à Clémenceau. L'apathie du public devant cette pilule monumentale souligne bien que les Français depuis près de cinq ans ont pris coutume de ruminer, d'assimiler sans nul écart de digestion cette propagande filmée que le nouveau gouvernement, sans doute sous l'impulsion d'André Malraux, semble vouloir manier avec une roublardise plus impressionnante encore que celle de ses prédécesseurs.

L'esprit critique du spectateur, émoussé par un affadissement progressif des sujets, surtout par les vetos périodiques d'une censure plus idéologique que morale, s'accommode à plaisir des vérités de confection. Le sein de Brigitte Bardot est-il devenu en France l'extrême pointe de la liberté intellectuelle ? question frivole, en apparence, mais je crains bien qu'elle n'entérine l'état actuel du cinéma français, ce détenu couvert de chaînes et bâillonné, que confronte dérisoirement le spectacle d'une carte postale pornographique. Les touristes de l'étranger chuchotent d'aise devant les croupes nues de notre production courante, qui tout au plus ravale notre culture au rang de l'italienne et de la suédoise : ils ne réalisent pas encore

... ET POURTANT

que le plus petit cockney de Soho, le plus arriéré pachuco de Brooklyn, la dernière gouape de Rio peut s'asseoir dans un permanent et jouir pour sa gouverne de spectacles-problèmes que notre censure très gauloise interdit à ses plus éminents intellectuels.

La France, mère des lettres et des arts, est le seul pays du monde où l'on ne puisse pas parler, fût-ce en 16 millimètres et en sépia, de l'Affaire Dreyfus. La vie d'Emile Zola de Dieterle y a toujours été considérée indésirable, et le J'accuse de Ferrer nous est caché : ses extérieurs ont dû être tournés dans la libre Belgique, parce que cette histoire martienne ne concerne pas les petits Français, et que l'antisémitisme renaissant ne peut, pour les contemporains de Mendès-France, être exposé dans son jardin des oliviers. Les sentier de la gloire, un film américain sur l'affaire notoire des Fusillés pour l'exemple du 336 d'infanterie, provoqua à Bruxelles un commando de l'Armée Française immaculée, tout en donnant un avant-goût aux distributeurs français de l'état de leurs salles, s'ils s'avisaient d'importer ce film trop révélateur.

Les récents événements ayant illustré la sublime corruptibilité de notre police, on comprend que l'Affaire Seznec n'ait jamais pu être tournée par Cayatte, tout comme l'étouffement des cas d'insoumission dans le contingent pour l'Algérie explique la malchance persistante du scénario d'Aurenche sur l'objection de conscience. D'ores et déjà, quiconque conçoit de s'exprimer en homme libre préférera, ironie ! prendre l'avion pour les Etats-Unis où l'on tourne (honnêtement ou non) des films sur le racisme, les procès Mac Carthistes, les turcoats de la guerre de Corée, l'Affaire Fuchs, le Ku Klux Klan, les gangs syndicaux ou la corruption électorale ; pour l'Angleterre où l'on filme (avec ou sans parti-pris) l'histoire des Mau-Mau. Voyez-vous nos metteurs en scène tenter, même sur le papier, d'évoquer l'Affaire Dides, le cas Poujade, l'aspirant Maillot, l'hystérie biaggiste ou la question d'Henri Alleg ? Comme dirait Allais : on y pense toujours, mais on n'en parle pas. Si vous brûlez de conter l'idylle, disons d'un fellagha et d'une institutrice française, allez donc en Russie : les amours d'une jeune fille rouge et d'un officier blanc y font partie de la littérature la plus rudimentaire. Si vous voulez faire le procès de la guerre atomique, en dépit des projets d'une bombe saharienne, allez au Japon, en Tchécoslovaquie ou en Pologne où pour des raisons multiples, ce sujet peut être abordé sans une intervention de la D.S.T.

En France nous en sommes réduits aux colloques de l'autruche. A peine pouvons-nous parler avec les mains. Ce qui n'empêche pas nos salles obscures de retentir de beaux couplets lyriques sur le pétrole d'Afrique du Nord, le rôle d'éducateur de nos troupes d'occupation, la générosité proverbiale du colon ; la place est toujours nette pour des bandes racistes comme la fameuse Algérie Nouvelle qui présentait en parallèle la « solution israélienne » et la solution concentrationnaire, sans doute sous le prétexte que le pays de Ben Gourion s'alimente des rescapés du crématoire. Pour tout homme libre, la vision hebdomadaire du journal filmé est devenue une véritable épreuve. Alors qu'à la télévision, certaines prises de vues sont parfois projetées avant censure, et passent au moins en première édition, avant d'être sur contre-ordre exclues de la seconde, les actualités nous imposent, sans autre recours qu'une promenade au fumoir, un amalgame savant de vues triées, tronquées, se contredisant le plus souvent d'un mois à l'autre, et où l'accent se porte très immanquablement sur l'exaltation de l'arbitraire.

Lors du soulèvement algérois, nous n'eûmes droit qu'à quelques vues du défilé de la Bastille (un gros plan de Duclos), cependant qu'un montage grandiloquent semblait multiplier par mille les manifestants des Champs-Elysées, que toute une mise en scène exaltait selon le plus beau style d'Esparbès. Un plan presque incroyable mis au point sous l'Arc de Triomphe présentait la montée des jeunes filles du seizième en compromis entre la liberté de 48 selon Delacroix et Jeannette Mac Donald soulevant les rescapés de San Francisco. Dans la bande Dix millions de Français, on est surpris de retrouver les mêmes images qui, il y a deux, trois ans, illustraient le triomphe libéral des colons algériens (notamment le fameux « arbre de Chateaubriand » planté dans le néant par nos vaillants pionniers), mais cette fois dans un montage inverse. L'ordre n'est plus : bidonville, gratte-ciel, mais gratte-ciel,

ELLE TOURNE

bidonville. Ceci pour souligner l'auto-critique généreuse de l'Etat, qui utilise le symbole avec une maestria chaque jour plus accomplie.

Que nous promet, au cinéma, un régime fasciste ? La chose est simple, bien que paradoxale : les films de résistance, interdits de longue date en Afrique du Nord, le seront bientôt en métropole, de peur qu'ils n'incitent à la lutte souterraine : Nuit et Brouillard ne fut-il pas considéré comme subversif, parce qu'il sous-entendait l'existence contemporaine d'un régime concentrationnaire français ? Peut-être verra-t-on, comme sous l'occupation allemande, les issues interdites pendant la projection du quart d'heure réservé à notre Big Brother. On peut aussi prévoir la réalisation sous le manteau de films qui refléteront encore la pensée libre, et qu'on projettera dans des salles privées, puisque toute liberté d'expression sera considérée comme une obscénité. On peut craindre également que nos plus grands metteurs en scène n'aillent chercher à l'étranger un mode de vie non-censurable, comme l'Allemagne nazie, pendant les années trente, se vidait de ses Fritz Lang et de ses Preminger. Le tableau vous paraît trop noir ? Examinez un peu le programme des co-productions, vous verrez que la désertion est déjà en bonne voie.

Seule la production des séries noires, et des films de strip-tease est assurée de conserver ses effectifs, qui sans doute augmenteront. Le cinéma, mode majeur de divertissement, peut encore jouer le rôle d'un stupéfiant. Etes-vous disposé à rire ?

Robert BENAYOUN.

---

les fumeuses idéologies que des clercs fourvoyés tentent aujourd'hui de lui imposer ». Voilà le programme du « renouveau » tel que l'imagine le commandant Hogard. Encore prend-il soin de préciser : « Ce renouveau n'est possible que si l'ennemi intérieur est réduit au silence ! **Le premier geste, le plus essentiel, est donc celui-là ; il est la clef du salut ».**

On voit que le commandant Hogard a largement débordé le plan de la technique militaire. Il serait aventureux de qualifier ses vues de « politiques » ou même d' « idéologiques », mais on ne peut douter, selon la forte image dont use le colonel Lacheroy, que « dans une vase solidement tenu en main, on peut mettre ce que l'on veut », et que la première chose à faire est de façonner le vase, la seconde de le tenir en main. Après, n'importe quel Soustelle y mettra ce qu'il voudra. Nos militaires ne voient pas si loin : le régime « totalitaire » qu'ils veulent nous imposer se passe des trompeuses justifications de la démagogie fasciste comme des mystifications du communisme stalinien. Ces « psychologues », qui ne se mettent pas en frais d'imagination, pensent sans doute que pour un peuple jusqu'à présent apathique le plus bel idéal est encore celui de la caserne. S'ils parvenaient à nous enfermer dans leur séduisant bâtiment, il est tout de même douteux que ce soit au terme d'une conquête uniquement « psychologique ».

M. N.

LA FRANCE FOSSILE

par Edgar MORIN

INTEGRATION FRANÇAISE

La chiquenaude d'Alger a déterminé la désintégration en chaîne de l'édifice politique français. En même temps, les institutions de la gauche, partis et syndicats, se sont fossilisés sur place.

La cause immédiate de la crise fut la guerre d'Algérie. Mais la guerre d'Algérie n'est que le moment de virulence extrême d'un problème de fond qui se trouve posé à la société française depuis quinze ans par la crise du système colonial.

Après la seconde guerre mondiale, les grandes nations coloniales ont opéré leur reconversion : le système impérial anglais s'est transformé en Commonwealth, les Pays-Bas, perdant leurs colonies, se sont tournés vers l'intégration européenne. La France a été incapable d'option. Pourquoi ?

1°) L'option européenne impliquait pour la société française des transformations beaucoup plus profondes que pour la société hollandaise par exemple ; sur le plan économique, un important secteur de l'industrie et du commerce n'était pas adapté à la concurrence européenne ; sur le plan politique, les partis français s'articulaient mal avec les modèles dominant en Europe de l'Ouest ; sur le plan militaire, l'armée française, devenue essentiellement coloniale, refusait farouchement l'intégration continentale. Aussi l'option européenne a-t-elle profondément divisé tous les partis politiques de la IVe République, à l'exclusion du M.R.P. et du P.C.F., et cette division a trahi la difficulté d'une société à s'engager dans la voie nouvelle. Aujourd'hui, la France n'est que très partiellement engagée dans le processus européen.

2°) L'option d'un Commonwealth français était beaucoup plus aléatoire pour la France que pour la Grande-Bretagne. Notons seulement ici que la solidité du Commonwealth repose sur la force financière britannique et un réseau serré d'échanges. La France ne dispose pas d'une puissance financière analogue et n'a pas tissé avec ses colonies des rapports économiques aussi évolués. Aussi des rapports du type Commonwealth appliqués à l'Union française conduiraient à une rapide désagrégation, au profit d'une prépondérance économique américaine.

L'option extra-européenne implique donc, soit une recolonisation militaire de l'Empire, ce qui appelle la transformation de la France en Etat-Caserne, soit la création d'un système fédéral multinational, ce qui appelle l'intégration de la France dans un ensemble dont elle deviendrait province, province certes dirigeante pour une certaine période comme la Russie est la province dirigeante de l'U.R.S.S., mais province. Dans l'un et l'autre cas, c'est une restructuration révolutionnaire de la société française qui doit s'opérer. Or la IVe République s'est laissée mollement entraîner à la fois dans ces deux voies divergentes, sans oser s'aventurer au-delà du point critique où commence la mutation, mais sans savoir qu'elle était déjà entrée dans la zone de mutation.

Les forces sociales qui, plus ou moins obscurément, tendent à l'établissement du nouveau système multinational, se sont avérées impuissantes à entraîner le pouvoir politique dans ce sens. Il a été même impossible de réviser l'article VIII de la Constitution. Comme devant l'option européenne, les partis traditionnels se sont trouvés divisés et paralysés devant l'option multinationale.

Dans l'un et l'autre cas, il s'agit de franchir un Rubicon pour intégrer l'hexagone français dans un espace économique plus vaste, en même temps que dans un espace politique nouveau. A la difficulté de franchir le Rubicon s'ajoutait la difficulté de choisir l'un des Rubicons. Certes, il aurait été concevable de franchir les deux Rubicons à la fois, et de dépasser l'alternative dans une sorte de synthèse eurafricaine dont la France aurait été la plaque tournante. Le mendésisme, qui tenta l'ébauche, ne put surmonter l'alternative et fut broyé par elle, d'abord dans la bataille d'usure de la C.E.D., ensuite dans le conflit nord-africain.

3°) Tout cela signifie que la reconversion française au sein des nouveaux espaces multinationaux s'est trouvée stoppée sur place et asphyxiée. Cela signifie que la IVe République était impuissante à assurer cette mue, et aussi que les courants évolutionnistes étaient impuissants à se frayer leur voie dans le système. D'où l'immobilisme et la fossilisation politiques.

RECONVERSION SOCIOLOGIQUE

L'incapacité du régime à assumer les grandes reconversions multinationales a pour racine son incapacité à assurer la reconversion interne de la société française.

Depuis 1789, la France évolue beaucoup plus par mutations brusques — révolutions et contre-révolutions — que par adaptation lente, à la manière britannique. Les forces conservatrices sont souvent ultra-réactionnaires, et par contre-coup les forces progressistes prennent un caractère radical ou révolutionnaire. La France de ce demi-siècle subit encore l'héritage de cette double tradition : un fort parti communiste est l'héritier du radicalisme révolutionnaire, une puissante armée est l'héritière du bonapartisme. Mais le potentiel révolutionnaire français s'est complètement bloqué dans la mythification stalinienne. Le parti communiste, loin d'orienter la reconversion, a mené une politique de verrouillage qui a finalement laissé la voie libre à l'armée. Toutes les possibilités d'une reconversion de gauche ont été étouffées.

Mais tout ne se réduit pas à une simple malignité stalinienne. Si l'on considère le rapport des forces sociales en France, on comprend que les difficultés d'une mue sociologique aient provoqué une véritable asphyxie politique.

La France est entraînée dans le mouvement général des sociétés occidentales. Ce processus tend à développer :

1°) le renouvellement des élites dirigeantes sur le mode néo-capitaliste dans le secteur privé et sur le mode techniciste-bureaucratique dans le secteur public, ces deux élites tendant à une sorte de symbiose sur le plan supérieur des élites du pouvoir.

2°) l'accroissement continu du secteur salarié au détriment des secteurs autonomes. Il se forme une gigantesque couche sociale salariée où tendent à s'estomper les anciennes différences sociologiques entre classe ouvrière et classes moyennes. Dans la couche salariée s'interpénètrent les attitudes petites-bourgeoises d'une part, les revendications socialistes ouvrières de l'autre, pour constituer une idéologie mixte qui trouve son expression la mieux dessinée dans le travaillisme britannique, la social-démocratie suédoise ou allemande.

3°) la constitution de rapports politiques fondés sur l'opposition modérée entre deux grandes forces qui se disputent le pouvoir d'Etat, la première dans un sens réformateur, la seconde dans un but conservateur : une force travailliste de contrôle et de gestion par délégation bureaucratique, une force traditionnaliste qui s'efforce de maintenir le pouvoir des anciennes élites.

En France, nous assistons à ces développements, mais beaucoup moins amples qu'en Angleterre ou en Allemagne. Le secteur salarié englobe 55 % de la population active, contre 90 % en Angleterre et en Suède, 80 % en Allemagne de l'Ouest. Les couches sociales intermédiaires, à la ville et à la campagne, demeurent encore numériquement fortes. Le secteur capitaliste ne s'est que récemment lancé dans les voies de la nouvelle expansion, avec les reconversions sociologiques qui lui sont liées : attitudes « modernes » de rationalisation, de collaboration avec l'Etat, de « relations humaines », de paix sociale sur le front ouvrier. Cette reconversion a surtout affecté les domaines sidérurgique et chimique où apparaissent les traits les plus évolués d'une industrie capitaliste à l'américaine.

Ce qui explique la faiblesse relative des deux grands courants d'évolution : le courant du salariat et le courant néo-capitaliste. Le premier incapable de restructurer la gauche politique, le second incapable d'imposer ses normes à l'ensemble du secteur capitaliste, l'un et l'autre incapables de contrôler véritablement l'Etat.

Bien plus, ces deux courants. nés d'un même processus, s'affrontent l'un l'autre par le jeu de leurs antagonismes et s'entre-paralysent mutuellement.

Ainsi la nouvelle droite ne peut sortir de la chrysalide de la vieille droite, la nouvelle gauche ne peut sortir de la chrysalide de la vieille gauche. Mais leur travail souterrain désagrège à la fois la vieille droite et la vieille gauche.

A ceci s'ajoute le jeu autonome du parti communiste qui, pour empêcher la mue, a, depuis 1947, pris la défense des structures archaïques : petit commerce, petite industrie, intérêts locaux.

Dans cette situation, les Assemblées nationales, depuis la fin du tri-partisme, ont été le théâtre de la neutralisation mutuelle des antagonismes extrêmes et de la paralysie des forces nouvelles. **Les couches intermédiaires ont exercé le pouvoir sans être capables de l'utiliser. Les couches intermédiaires ont été les arbitres immobilistes des contradictions bloquées.**

Les dernières années de la IVe République ont vu le règne des états-majors particuliers, des lobbies, bref des intérêts les plus bornés. Les plus grands problèmes furent expédiés au jour le jour comme des affaires courantes. La guerre d'Indochine et la guerre d'Algérie furent traitées en affaires courantes.

DISSOCIATION ET EMIETTEMENT

Ce bloquage entraîna une dislocation et un émiettement continus des superstructures politiques. Après l'échec de la première tentative droitière de restructuration (le R.P.F.), la vieille droite se pulvérisa en groupes particuliers. Les indépendants entrent triomphalement en scène. Avec les indépendants campent au parlement les groupes locaux, les notables de petite ville et de province, dont les horizons politiques dépassent à peine leur circonscription. Avant et après l'échec de la deuxième tentative de restructuration — le mendésisme — laquelle s'effectue à gauche — la gauche se disloque et s'émiette elle aussi. Le parti radical se dissocie en tronçons. Le parti socialiste se divise sur toutes les questions-clés. Le M.R.P. se racornit définitivement. Seul le parti communiste qui est hors du circuit conserve son unité monolithique et entretient son assurance dans la protestation verbale. Il mythifie complètement le besoin de changement qui vient de la gauche ouvrière et transmute cette poussée dynamique en fantasmes staliniens.

Les grands partis, qui se voient irrigués par le flux électoral périodique, sont en fait coupés des réalités vives. Seuls fonctionnent des comités qui pompent les voix tous les quatre ans. En fait ces comités sont insensibles à toutes les transformations profondes qui s'opèrent. Mais ils forment écran et empêchent les transformations sociologiques de déboucher sur le plan politique.

**

En même temps le processus de dislocation s'est attaqué à l'Etat lui-même. L'Etat se fossilise entre les mains des couches sociales intermédiaires qui ne savent qu'en faire sinon maintenir le statu quo. Le pouvoir politique n'est plus qu'une croûte s'amincissant et se rétrécissant sur la réalité sociologique. Le pouvoir économique des élites financières, industrielles et techniciennes

LES ENGAGES VOLONTAIRES

Maurice CLAVEL (Combat, 30 mai) :

« L'homme qu'on disait le plus fier de France est candidat. L'homme qu'on disait le plus impassible a parlé à la face du monde de son chagrin.

Le reste est silence.

Ce n'est pas nous qui le romprons en criant : Aux armes !

Mais que ceux qui auront provoqué le sang périssent. Qu'il ne leur soit pas pardonné, car ils savent ce qu'ils font. »

SAINT-LAURENT (Combat, 24 mai) :

« Ils parlent de faction, de complot, de sécession pour essayer de cacher au monde l'éclat d'une victoire de la pensée française qui a été remportée contre eux, parce qu'eux, ils avaient joué contre elle. »

DE BOISDEFFRE (Combat, 2 juin) :

« Mais c'est surtout le général de Gaulle qui mérite notre hommage. Certes, il aurait pu clairement indiquer (du moins pour les aveugles), dès le premier jour, sa volonté de ne rien entreprendre hors du cadre de nos institutions, déplorables certes, mais perfectibles. »

BOUTANG (Nation Française) :

« Tout, du moins, est devenu clair. Il y a d'un côté de Gaulle, l'armée, l'Algérie française, et la France qui n'est plus républicaine qu'au sens fort et profond du bien commun national et du salut public. »

La Nation française publie un appel signé notamment de MM. Daniel Halévy, Gabriel Marcel, Jean Paulhan, Pierre Boutang, Jules Monnerot, et qui, affirmant que le nom de de Gaulle « symbolise à présent la solution de l'unité française retrouvée », ajoute :

« Entre les manières constitutionnelles d'appeler aux affaires le général de Gaulle, les hommes, à commencer par le président de la République, que leur place actuelle met en mesure de le faire, n'ont que l'embarras du choix.

» Nous en appelons à ce qui reste en ces hommes de raison politique et de patriotisme. Qu'ils aient recours sans délai au fédérateur nécessaire. »

Maryse CHOISY (Combat, 26 juin) :

« Le dictateur délivre de ce mal, de ce carrefour des risques, de cette terreur : la liberté. »

Le Monde :

« Le Comité républicain pour l'appel au général de Gaulle, qui se déclare « composé de militants ayant fourni en toutes circonstances, et notamment en 1940, la preuve de leur attachement à la démocratie », adjure les pouvoirs responsables de « mettre fin à la crise atroce qui déchire la patrie, en recourant immédiatement à l'arbitrage du restaurateur de la République, Charles de Gaulle, investi de la confiance du peuple français et des peuples associés ».

« Cet appel est signé de MM. Jean-Annet d'Astier de La Vigerie, colonel Barberot, Cherif Benhabyles, Georges Cattaui, Dioméde Catroux, Aimé Clariond, Pierre Clostermann, Jacques Debû-Bridel, Philippe Encausse, Bernard Farbman, André Gillois, Joseph Kessel, Roger Kaouza, Jean de Lipkowski, Yvon Morandat, Albert Olivier, Jean Paulhan, Lucien Rachet, R. Sanson, Henry Torrès, Henri Ulver, François Victor Hugo, Alban Vistel et de nombreux hauts fonctionnaires. »

Le Monde, 17 mai :

« ...Un gouvernement de salut public s'impose de toute urgence. Cette urgence est une question de jours.

» Nous demandons à M. René Coty, président de la République, d'inviter le général de Gaulle à former ce gouvernement, au Parlement de ratifier ce choix, au général de Gaulle d'en accepter la charge.»

« Cet appel est notamment signé de MM. Gabriel Marcel, Louis Massignon, Pierre Emmanuel, Mme Germaine Tillion, MM. François Lehideux, Gilbert Grandval, Stanislas Fumet, Henri Delpech, Pierre Lebon, le général Zeller, le colonel Bourgoin, etc. »

LES DISPONIBLES

Fr. MAURIAC (*L'Express*, 12 juin 58) :

« Notre grand homme, en plus, est malin. Que Dieu le bénisse ! »

Jean AMROUCHE (*Le Monde*, 6 juin) :

« Mon général, je suis de ceux qui vous croient sur parole ».

Pierre EMMANUEL (*Le Monde*, 18-19 mai) :

« Vous avez vu ma signature au bas d'une adresse qu'ont signée comme moi des partisans notoires d'une réconciliation en terre algérienne. Cette adresse fut rédigée voilà quelques jours. Elle parait à l'heure où le nom du général de Gaulle sert de caution à la rébellion de certains éléments factieux d'Algérie. Est-il besoin de dire — en mon nom personnel du moins — que le nom du général de Gaulle ne peut être que le signe de l'unité de la République, et non le cri de guerre appelant à la déchirer ?. »

D'autre part, Mme Germaine Tillion, MM. Gabriel Marcel et Louis Massignon, signataires du même appel, nous prient de signaler qu'ils ont signé ce texte entre le 26 avril et le 3 mai.

LES INSOUMIS

SERVAN-SCHREIBER (L'Express, 29 mai) :

« Se battre tout de suite, se battre plus tard — c'est la seule alternative qui soit offerte à ceux qui ne peuvent pas se plier aux ordres des légionnaires. »

Jean-Paul SARTRE (L'Express, 22 mai) :

« Lorsque le général de Gaulle se déclare prêt à assumer les pouvoirs de la République, il a déjà reçu l'investiture prétorienne, la seule qui compte à ses yeux. Les officiers et les civils européens l'ont désigné pour exercer au nom des colons une dictature inconditionnée sur les indigènes métropolitains. »

Le Monde, 17 mai :

« Des professeurs de l'enseignement supérieur, parmi lesquels MM. Lefèvre, Marrou, Mayoux, Prenant et Wahl, et plusieurs organisations universitaires, « affirment leur volonté de défendre la République contre le coup d'Etat d'Alger. »

Maurice DUVERGER (Le Monde, 15 mai) :

« ...Ils ont formé ce Comité de salut public local, dont le nom, en ce deuxième centenaire de Robespierre, prend une saveur d'amère dérision : car le vrai Comité de salut public ne badinait pas avec la subordination du pouvoir militaire au pouvoir civil, et savait maintenir la discipline des généraux par les moyens les plus énergiques. »

Maurice MERLEAU-PONTY (Le Monde, 2 juin) :

« Car enfin, les parachutistes à Paris, une fois détruit le « système » et mis en prison les intellectuels de gauche, on ne voit pas ce qu'ils feraient d'un pays retranché et absent, ce qu'ils diraient à Bourguiba, au roi du Maroc, au F.L.N., aux hommes du Caire. »

Claude BOURDET (Le Monde, 1er juin) :

« Il exerce un chantage particulièrement odieux, car il utilise la révolte éventuelle pour parvenir au pouvoir, tout en prétendant s'en distancer, et en parlant de son « chagrin » d'une façon qui soulève le cœur ; maniant l'épouvantail de la guerre civile, il dicte sa volonté au Parlement, qu'il traite comme jamais une Assemblée populaire ne l'a été, et prétend nous imposer, par un référendum organisé sous le régime des pleins pouvoirs, le régime de son choix. Quel que soit ce choix, le procédé est infâme. »

Pierre-Henri SIMON (Le Monde) :

« Vérité des faits : le peuple français n'est pas né pour la servitude ; la classe ouvrière est majeure et n'acceptera jamais aucune forme de fascisme ; l'Europe tend à l'unité ; les peuples sous-développés et colonisés exigent de vivre dignes et libres. »

LES TEMPS MODERNES (juin) :

« La question reste de savoir si la gauche, en s'abandonnant elle-même, va lui permettre de se présenter sous le déguisement du « rassembleur » et du sauveur, ou bien si elle va l'obliger, en maintenant son refus jusqu'au bout, à apparaître enfin pour ce qu'il est vraiment : un général de pronunciamiento qui, en dépit de ses aspirations à la « grandeur », réduit la France au rang d'une dictature sud-américaine du siècle dernier. »

LES LETTRES NOUVELLES (juin) :

« Nous ne pouvons croire, en dépit des assurances qu'il veut bien nous donner, que le général de Gaulle sauvegarde ces libertés démocratiques qui constituent pour nous la condition nécessaire à une libre recherche, à une expression littéraire et artistique sans entraves, à la manifestation d'une vérité sensible qui soit celle de l'homme même. Nous savons, par les exemples de maints pays et par ceux de notre histoire en ses plus sombres périodes, que tout régime de pouvoir personnel dégénère en césarisme, en bonapartisme ou en fascisme qui réclament l'approbation des artistes et des écrivains, et qui au besoin la forcent, soucieux de plier les intelligences à leurs propres fins, de corrompre les cœurs et d'énerver les courages. »

---

mord à peine sur le pouvoir politique et ne peut l'infléchir. Ni Mendès-France, ni Edgar Faure, ni Gaillard, qui sont tous des Necker, c'est-à-dire des premiers ministres financiers, n'arrivent à imposer leurs vues à l'agrégat gouvernemental. Enfin et surtout le pouvoir militaire se dissocie silencieusement, lentement, inexorablement du pouvoir politique.

La crise éclate : une fois de plus le pouvoir économique — symbolisé par Félix Gaillard — est battu en brèche. Alors il suffira d'une chiquenaude, et d'un complot, pour que l'armée se dissocie complètement de l'Etat. En Algérie, elle assume la rébellion. En France, elle refuse d'obéir.

J'ai déjà insisté dans d'autres articles (1) à la suite des analyses de Claude Lefort, sur le caractère particulier de la crise ouverte le 13 mai, c'est-à-dire l'opposition entre le processus algérois et le processus métropolitain.

La guerre d'Algérie a provoqué la décomposition de ce qui, sans elle, aurait été sans doute évolution et métamorphose dans le cadre du régime. Elle a provoqué le réveil du danger bonapartiste et livré la France paralysée à la merci — partielle ou totale — nous le saurons bientôt — de l'armée. Elle enferme présentement le gouvernement de Gaulle dans une étonnante contradiction. Elle risque de transformer la mue française en mutation franquiste.

E. M.

(1) cf. « Arguments » n° 8. La Crise Française. — cf. « France-Observateur » du 19 juin 1958, Le Double-Je du général.

OPPOSITION OU COMPLICITÉ ?

La crise qui vient de trouver une solution provisoire dans la prise du pouvoir par le général de Gaulle aura eu pour résultat immédiat de décevoir grandement les travailleurs quant à l'efficacité des organisations politiques et syndicales qui prétendent abusivement les représenter. Il en résulterait un grand avantage si, à la faveur de cette situation, on pouvait attirer l'attention des travailleurs sur des mots d'ordre simples répondant à leurs préoccupations profondes et susceptibles de les rassembler. Ceci restera cependant très malaisé, voire impossible tant que le prolétariat ne sera pas pénétré des raisons véritables de la dérobade des organisations auxquelles il accordait quelque créance. La première tâche consiste donc à montrer comment et pourquoi les partis et les syndicats ont démérité de sa confiance.

Le remarquable reportage de Mothé, dans l'Express, *montre l'état d'indifférence et de dégoût traversé d'accès de colère des ouvriers des usines Renault envers partis, syndicats et gouvernement. Mieux encore, il révèle que les staliniens ne croyaient pas à la valeur des mots d'ordre qu'ils étaient chargés de répandre et qu'ils récitaient comme un curé son bréviaire. Si les militants staliniens ne sont pas pénétrés de l'efficacité de leur tâche et de la justesse des mots d'ordre de leur parti, comment pourraient-ils insuffler à la classe ouvrière l'énergie qui lui fait aujourd'hui défaut, en grande partie par la faute de leur organisation ? On peut s'étonner de cet état d'esprit si l'on se souvient qu'à chaque élection un quart environ du corps électoral vote pour les candidats de l'agence stalinienne en France. C'est que voter pour le stalinisme — dont la véritable nature n'est pas encore nettement perçue par les électeurs — a un sens d'hostilité envers l'état de choses actuel, sans représenter la moindre adhésion à la doctrine prêchée par les candidats. C'est donc, en définitive, un acte négatif. En échange, lorsque les staliniens vont à la classe ouvrière, en lui demandant d'agir selon les directives du parti, celle-ci s'esquive car il s'agit alors d'un acte positif, d'un engagement de sa part, d'une reconnaissance de la justesse des positions politiques du parti et la classe ouvrière le considère, à juste titre, avec une méfiance presque égale à celle qu'elle éprouve pour le M.R.P. par exemple. Il en est de même pour la C.G.T. dans laquelle les travailleurs voient avec raison une simple succursale du parti dit communiste. La même constatation vaut pour la S.F.I.O. et F.O., qui ont, comme on dit, « la trahison dans le sang ».*

Or Moscou vient, après une période de réserve polie envers de Gaulle, de prendre position à sa manière dans le conflit français en ordonnant l'assassinat d'Imre Nagy, Pal Maleter et leurs camarades. Selon la presse, le « procès » aurait duré douze jours. Son début se place donc dans la semaine qui a immédiatement suivi l'investiture du général. Kadar a tout juste eu le temps de recevoir l'ordre de Moscou et de constituer le « tribunal » en hâte. J'estime que par cet assassinat des révolutionnaires hongrois Krouchtchev dit à de Gaulle : « Nous ne voulons pas d'un front unique ouvrier, pas même d'un front populaire qui, aujourd'hui, comporte trop de risques ; aussi faisons-nous l'impossible pour empêcher l'un et l'autre en creusant un fossé de sang entre notre agence en France et le prolétariat de ce pays. A vous d'en tirer les conséquences. Nous sommes de cœur avec vous. Nous n'avons pas plus d'intérêt que vous à ce qu'une situation révolutionnaire s'instaure en France. Ayez confiance en nous. »

Avant d'en venir à cette extrémité, Moscou n'avait cependant pas manqué d'agir avec discrétion à travers son ambassade à Paris. Cela seul suffirait à expliquer les hésitations des Duclos et Cie si elles n'avaient déjà une cause profonde dans la nature même du parti stalinien. Contraint à une gymnastique incessante, sans cesse écartelé entre les buts qu'il sussurre en secret et ceux qu'il affiche en public, entre la nécessité de conserver sa clientèle prolétarienne et de la maintenir en laisse, condamné à une surenchère perpétuelle à laquelle personne ne croit et ceux qui la pratiquent moins que quiconque, réclamant la démocratie pour mieux appliquer la dictature sur la base, ce parti est manœuvré par un état-major de bureaucrates pour lesquels la révolution équivaut au royaume des cieux pour les calotins. En vérité, ils la craignent plus encore que les réactionnaires. Ceux-ci n'ont aucun moyen de duper la classe ouvrière et la révolution triomphante non seulement retirerait à ceux-là toute raison d'être mais, en révélant au prolétariat toute l'étendue de l'escroquerie dont il a été victime, vaudrait aux responsables du stalinisme un châtiment impitoyable. Leur terreur de la révolution prolétarienne reflète celle qui, parfois, doit s'emparer des maîtres du Kremlin devant l'apparition d'un nouvel Octobre. La préoccupation dominante des bureaucrates staliniens à Moscou, Paris, Budapest, ou tout autre point du monde est identique : éviter la révolution prolétarienne. C'est donc avec cette mesure qu'on doit jauger la politique stalinienne à l'échelle nationale et internationale sous ses divers aspects.

Selon ce critère toute la démarche stalinienne depuis le 13 mai devient d'une parfaite clarté. Le P.C. n'a pas cessé depuis cette date d'appeler au front populaire.

Mais le front populaire a fait ses preuves partout, en toutes circonstances et d'abord dans ce pays, en 1936. Il a montré à cette époque comment on pouvait arrêter net l'élan révolutionnaire des masses et le canaliser vers des voies inoffensives, tandis que l'appareil politico-syndical du stalinisme acquérait un poids écrasant lui permettant de dominer aisément ses rivaux en trahison. Depuis le 13 mai, il n'a pas cessé non plus de lancer des ordres de grève partielle à tort et à travers — tout en sachant qu'ils ne seraient pas suivis — dans le but de se créer des alibis auprès du prolétariat (notre ligne était juste mais on ne nous a pas suivis). Sans parler des comités de défense républicaine destinés à aboutir au front populaire par une voie détournée ! Sans parler non plus des « Attention aux provocateurs ! Vigilance ! », dont le sens n'est autre que « regarder les fascistes agir sans rien faire ». Enfin, le 1er juin, on a vu les organisations staliniennes de la région parisienne mobiliser toutes leurs forces et les lancer contre la police, par petits groupes, sans points de rassemblement, sans mots d'ordre, en un mot les faire matraquer sans autre utilité que de fournir au parti un nouvel alibi en lui donnant des martyrs. En un mot, le parti stalinien n'a pris pendant cette période que des mesures étrangères à tout esprit révolutionnaire, destinées à maintenir les masses dans leur présente apathie dont le stalinisme est le principal responsable. Pourquoi ? Parce que toute autre attitude risquait de conduire à une situation révolutionnaire que la stalinaille n'était pas certaine de dominer.

Benjamin PERET.

Ceci, en réponse aux objections d'un ami.

REFUS INCONDITIONNEL

Je vous ai dit que notre entreprise, échec ou non, avec ou sans portée, aurait un sens en tout cas : celui du refus inconditionnel. Elle l'aura.

Au milieu de la foule pensante qui s'égaye, poissons effrayés, comme sur les places historiques à travers lesquelles on tire à rafales — laissant s'accomplir la débandade, non sans la photographier au passage cependant ; laissant les porteurs de **oui** se bousculer aux portes des palais et les petits ralliés honteux raser les murs vers les entrées des officines, au milieu de ces mouvements divers, de ces remous, de ces glissements et de ces fuites, il importait de proférer ce **non** avec toute la fermeté possible. Point fixe. C'est sur l'assise de cette dénégation **aveugle**, les yeux fermés, parce qu'il n'y a plus rien à voir que nous ne sachions déjà, plus rien à voir de nouveau que quelques sollicitations ignobles, ou simplement distrayantes, que nous prétendons fonder ici notre réflexion.

A égale distance des attitudes de la niaiserie qui s'obstine à chercher un appui ou seulement quelque réconfort sur des espoirs depuis longtemps pourris, et des attitudes de l'absolu désespoir, qui se refuse à rien entreprendre, et renonce par là au pur et simple droit d'ouvrir la bouche, notre attitude est et doit rester celle du refus inconditionnel. Il est peut-être nécessaire d'espérer pour entreprendre, du moins si l'on n'est pas un homme d'action professionnel. Il n'est certainement pas nécessaire d'espérer pour tenter de comprendre, et moins encore pour trouver la force de dire : je ne peux pas — je ne pourrai jamais accepter cela. **Non possumus.** Cette impossibilité, ou cette impuissance, c'est notre force même. Il est donc difficile d'imaginer ce qui pourrait en venir à bout.

Nous sommes déniaisés. Et d'autant moins enclins à nous taire. Quand même la parole serait sur le point de nous être retirée, quand même certains estimeraient qu'il est déjà devenu impossible de parler dans l'actuelle situation, un monde insensé, toutes les perspectives classiques dépassées, il nous reste les moyens d'affirmer envers et contre tous le droit à la parole, et de prouver sa possibilité.

Toutes vos objections nous viennent ainsi en renfort. Oui, vous avez raison de dire que nous sommes **envers et contre tous.** Vous avez raison de dire que les perspectives classiques, auxquelles nous avons été formés, sont dépassées. Vous avez raison encore de dire que nous sommes dans une situation impossible. Et vous avez raison de dire que la pire misère serait de tirer de cette situation impossible un bavardage impuissant.

Notre situation est telle (dites-vous) que nous avons aujourd'hui à choisir entre ce bavardage oppositionnel et l'acceptation d'avoir **à faire face à la fois de tous les côtés.** Très bien. Cette situation n'est pas tellement incommode. Elle est simple, ou nous réduit à la simplicité. Que notre parole d'abord, notre plus forte et plus faible, notre plus lucide et notre plus naïve, notre plus volontaire et plus injustifiable, que notre premier et notre dernier mot soit **NON.** Nous lui ferons dire ce qu'il veut dire : notre absence d'espoir dans ce qu'elle a précisément d'irréductible, notre parfait dénuement et notre puissance retrouvée.

Parler ainsi, en effet, répondre non, et motiver ce refus, c'est comme **refuser de parler** — je veux dire refuser de parler comme à l'interrogatoire, et, s'il est permis

Le droit à la vérité

Il appartient à l'écrivain de lutter avec ses propres armes contre ceux qui partout dans le monde, à des fins inavouables, mésusent du langage. Dénoncer les impostures, discréditer le vocabulaire de propagande qui recouvre une marchandise douteuse, faire voir dans sa louche nudité ce qui se cache sous le matériel séduisant des formules, c'est contribuer à faire échouer les mauvais desseins des hommes politiquement sans aveu qui font servir les mots à leur ambition personnelle quand ce n'est pas à de sordides intérêts.

En dehors de ceux d'entre nous qui, sans accepter de se laisser ainsi abuser, assistent d'une manière toute passive à l'exécution d'actes dont le sens absurde et criminel ne leur apparaîtra que plus tard, qui s'abstiennent même de faire porter sur les responsables toute espèce de jugement moral, ce qui revient à s'en remettre à eux du soin de les guider (les invite-t-on à se prononcer, ils prétextent le peu d'intérêt qu'ils portent à la chose publique ou, plus souvent encore, l'insuffisance de leurs informations), il en est d'autres qui, tout en refusant de se laisser enfermer dans le secteur privé de leur activité professionnelle, reculent devant l'énormité d'une tâche qu'ils ne s'estiment pas en mesure d'assumer tout seuls. Et il est vrai que, se limiterait-elle à dénoncer les impostures et les mensonges, il ne faudrait pas moins pour y suffire que la mobilisation de toutes les énergies, tant ces impostures et ces mensonges, chaque jour, se renouvellent ou se répètent : on en est comme saoûlé, on en deviendrait vite accablé. Tout au plus se risqueraient-ils, s'ils avaient le don et le goût de la polémique, à entreprendre le procès de ceux qui prétendent parler et agir en leur nom. L'un des plus illustres d'entre nous y excellait, au temps où il n'en était pas encore réduit à faire, les yeux fermés, un acte de foi et, pour masquer ses contradictions, à appeler assez niaisement sur l'objet de sa nouvelle dévotion la bénédiction de Dieu. D'autres enfin, qui estiment n'avoir rien à gagner à se placer directement sur le terrain de la politique, usent à bon droit du rappel aux principes. Ils savent que, sur le plan de l'efficacité, ils jouent perdant ; ils perdent tout, en effet, sauf l'honneur, qui leur est indifférent, d'avoir raison devant l'histoire, car il n'est pas sûr que n'importe quelle action intellectuelle, si elle est juste, se matérialise quand il faut. De même qu'aucun écrivain ne saurait honnêtement justifier son expectative par le simple fait de la conscience qu'il en a, mettre en avant une attitude morale, cela peut-il suffire si cette attitude ne lui apporte, dans les délais souhaités, aucune conquête positive ?

Devant la remise en cause, et par ceux-là mêmes qui avaient charge de les défendre, des principes tenus jusqu'ici pour intangibles, devant la carence des partis de gauche rendue plus éclatante que jamais, à l'occasion des récents événements, par l'impuissance de leurs mots d'ordre et le désistement de leurs chefs, comment ne serait-on pas amené à mettre gravement en doute l'efficacité de toute action pratique ? Chacun s'interroge avec angoisse sur le peu de chance qui lui reste offert aujourd'hui de changer quelque chose à un monde dominé par la corruption, la bêtise et le crime. A un grand nombre d'entre nous ces difficultés apparaissent insurmontables au point qu'il n'y aurait aucune exagération à parler ici de drame intellectuel. Nous serions mal venus de faire le procès sans examen de ceux qui, désespérant à tort ou à raison de modifier si peu que ce soit dans le domaine des faits le fondement actuel des choses, choisissent de donner à une œuvre le sens qu'en d'autres circonstances historiques ils aimeraient voir prendre à leurs actes. Qui sait si, dans la période présente, le devoir d'un écrivain, un de ses premiers devoirs, n'est pas de se placer sur son terrain d'élection où il a le plus de chance de mener et de faire aboutir une action que d'autres, selon le mode d'agir et de penser qui leur est propre, poursuivent ailleurs en vue de la même fin ? Mais ceux qui se sont donné pour règle, et avec la volonté de la respecter, de faire en sorte que, selon la belle formule de Leiris, leur parole soit toujours vérité, sont en droit d'exiger des dirigeants qui ont pour devoir d'informer l'opinion qu'ils s'imposent la même rigueur et ne s'en écartent jamais, ils sont en droit, avec tout ce qu'il peut entrer d'agressif dans ce dessein, de dénoncer publiquement la mauvaise foi et le cynisme qui sont, avec l'égoïsme, chez les puissants sans limite, de chercher par tous les moyens en leur pouvoir à rétablir dans leur vérité certains faits que d'autres ont intérêt à masquer et à trahir, de démonter en les soumettant à une sévère exégèse tous les slogans qui, à droite comme à gauche, servent de véhicules à la plus basse propagande et qui d'ailleurs se révèlent presque toujours à l'examen d'une inconsistance flagrante, c'est leur rôle enfin de réclamer que tout éclaircissement soit donné sur certaines formules à propos desquelles on a pu parler sans rire d'initiation tant leur sens est ambigu, et dont il y a souvent tout lieu de croire qu'elles en sont entièrement dépourvues. Pour ne s'en tenir qu'à la dernière en date, et qui n'est pas la moins suspecte : l'intégration des âmes. Il faut beaucoup de naïveté pour découvrir sous cette formule hypocritement chrétienne, mais qui sonne comme une menace, autre chose qu'une pure et simple domestication des esprits.

Tout se passe, à un certain échelon du pouvoir, comme si le signe survivait misérablement à la chose signifiée : on n'y parle plus que pour séduire, flatter, corrompre, asservir. Il en résulte qu'ayant bientôt perdu tout contact avec les réalités concrètes et avec les évidences qui sont à la base de la pensée, prisonnier de ses propres surenchères, on se trompe soi-même et que, pour avoir abusé trop longtemps de la crédulité des autres, on n'est cru désormais de personne.

Ceux d'entre nous qui aspirent à agir dans le sens d'un monde où la vérité aurait raison du mensonge se doivent à tout prix de ruiner cette monstrueuse inflation verbale qui, dans tous les domaines où elle sévit, n'est qu'une nouvelle forme d'oppression, plus insidieuse et plus généralisée. Aux écrivains donc, aux écrivains surtout en raison de l'aptitude qui est la leur de déceler sous le clinquant des mots les incertitudes, les trahisons et les reniements de la pensée, de trouver en eux la lucidité et le courage nécessaires pour s'opposer à ce qui, en matière politique comme en toute autre, est de nature à discréditer le langage. Car, dès lors qu'on se formule à l'égard du langage une exigence totale, il ne saurait être question d'en dispenser ceux qui, par l'autorité et les moyens de diffusion officiels dont ils disposent, ont le plus de chance de se faire entendre.

C'est à cette volonté d'exigence qu'il faut en appeler d'abord si l'on veut que la vérité devienne notre pain quotidien et que chacun retrouve devant les faits le libre exercice de son jugement, faute de quoi notre histoire ne cessera pas d'être celle d'une infortune continue.

LOUIS-RENE DES FORETS

---

de l'avancer, sous la torture. Tel est le sens du refus à partir duquel nous acceptons de prendre la parole. Telle est la marge dans laquelle nous nous sentons obligés de le faire. « **Il ne faut parler que lorsqu'on n'a pas le droit de se taire.** » Cette pensée au moins doit nous retenir, et de nous taire, et de nous mettre à bavarder.

Que cette attitude soit jugée irréaliste, inefficace, idéaliste, purement négative, utopique ou impuissante, prétentieuse ou misérable, il n'importe. Qu'elle soit peu commode, encore une fois, cela même n'est pas sûr. Nous n'avons pas le choix. Nous sommes le dos au mur. Un redépart à zéro, dans de telles conditions, n'exige pas d'héroïsme, ni même un exceptionnel courage. Un peu de rigueur y suffit. Et pourquoi ne profiterions-nous pas des circonstances qui nous y forcent, pour faire preuve d'un peu de rigueur ? Réjouissons-nous plutôt d'y être contraints. **Envers et contre tous,** cela n'est pas la solitude. Cela se dit d'une certaine manière d'être ensemble, à plusieurs. Nous sommes moins seuls que jamais.

D. M.

Le gérant : Dionys MASCOLO — *Distribué par les N.M.P.P.* — Imprimerie E.P., 232, rue de Charenton. Paris-12e

Il y a des temps où il faut troubler cette possession de l'erreur que les méchants appellent paix.
PASCAL

LE 14 JUILLET

N° 2 — 25 OCTOBRE 1958 — TOUS LES DEUX MOIS — PRIX : 100 Fr.

SOMMAIRE

LA FRANCE SANS PEUPLE ?

Il arrive qu'un peuple s'éclipse derrière une réalité mineure. Il arrive qu'il quitte pour un temps la scène de l'histoire. C'est peut-être qu'il est las d'y jouer les figurants. Mais la scène après cela reste irrémédiablement vide. Les contorsions des personnages devant lesquels il s'est effacé sont impropres à faire illusion. Il semble que l'histoire ait disparu avec lui de la scène.

Cette disparition, pourtant, n'est jamais parfaite. Un peuple peut bien supprimer sa présence, il ne peut réellement disparaître. L'histoire qui continue à vide, mais qui continue, puisqu'elle est alors le temps, sans autre signification, ne cesse de l'appeler comme son corrélatif. Absent, d'une absence incomplète, qui ne laisse plus de repos, on se met à l'attendre comme ce qui viendrait donner un sens aux agissements qui ne font plus en effet que consommer du temps. Il devient réellement l'objet intentionnel de toute conscience, qui commence à guetter quelle rumeur se lève peut-être des coulisses, annonçant que la réalité va faire à nouveau irruption dans le jeu.

***

Sans doute fallait-il que cela s'accomplît. Une longue suite de trahisons y menait. Donc, depuis le 28 septembre, il n'y a plus de peuple français. Il a remis son âme entre les mains du Père. L'a-t-il remise vraiment ? Les agonies des peuples sont toujours douteuses, équivoques leurs endormissements, peut-être vides les tombeaux où l'on a cru les déposer, comme dans les imaginations divines. Tout est ici douteux, à commencer par le sacrifice, d'ailleurs ; la victime n'a rien de sublime, veulerie et lâcheté l'ont conduite au supplice. Elle n'en est pas moins le sacrifié. Comme tel, puisqu'il s'agit d'un peuple, il est en même temps véritablement capable de résurrection à tous les instants. Cette disparition était nécessaire. Mais maintenant nous sommes très légitimement comme dans l'attente d'une réapparition, où douleur et espoir se confondent absolument, l'un né sans fin de l'autre.

***

Lorsqu'un peuple se livre ; lorsqu'il s'efface devant un homme ; lorsqu'il laisse s'endormir la conscience qu'il avait de lui-même et se perdre l'idée qu'il avait de son destin, ce peuple n'est plus un peuple. Il devient autre chose : l'idée de quelques hommes qui ne sont pas du peuple, qui s'en sont mis à part, la matière d'une œuvre qui n'est pas son œuvre, la créature de divinités infiniment éloignées d'être à son image, bref, quelque chose d'autre que ce qu'il est. Il n'est de peuple que libre, ou en lutte pour le devenir, ou en lutte pour le demeurer. Un peuple qui choisit sa servitude devient simplement une abstraction. Il n'a plus de réalité que conceptuelle. La lâcheté ici n'est même plus la lâcheté. Ce qui arrive en ce cas échappe au jugement moral. Un peuple, même s'il « choisit sa servitude », ne peut jamais, tout seul, et de soi-même, renoncer à son identité ; plutôt, de sujet, il devient objet, à force de trahisons.

***

Nous parlons ici du peuple. Peut-être faudrait-il parler de la classe ouvrière (réduction du peuple à l'une seule de ses facultés, celle de transformer immédiatement le monde, selon le schéma classique). Mais nous voulons être compris. Et soulever pour commencer un problème dont l'importance est extrême, qui peut nous aider à comprendre ce qui est arrivé, pourvu que nous ne l'esquivions pas. Nous qui parlons ici du peuple sommes du peuple sans doute, non de la classe ouvrière. Et si la classe ouvrière, trahie certainement, mais trahie par les chefs qu'elle s'était donnés ou qu'elle avait reconnus, et qu'elle n'a pas su désavouer, avait, se trahissant, trahi le peuple tout entier avec elle ? Si elle nous avait trahis ? Le respect quasi-sacré que nous avons entretenu autour d'elle nous oblige à poser la question. Si la juste confiance qu'il faut mettre en elle avait dégénéré en foi sans exigence ? et si nous n'avions fait ainsi que l'abandonner à elle-même ? C'est alors qu'il faudrait rompre avec certaines facilités de pensée, certains systèmes d'explication qui ont fait leur temps, et qui mènent à trahir, d'une trahison « innocente », parce qu'à partir de là, tout est déjà faussé. Si

nous en étions au point où la tâche qui s'impose est la laïcisation du socialisme, qui est notre exigence, et qui s'est trouvé détourné en dogmes, puis érigé en monuments obscurs, où nous ne pouvons entrer ?

⁂

La classe ouvrière est cette part du peuple qui, en principe, doit se trouver porteuse naturellement d'exigences universelles, donc valables pour le peuple entier. L'histoire des quarante dernières années, néanmoins, l'expansion du totalitarisme stalinien, dont nous ne sommes pas dégagés, justifierait peut-être quelques rectifications et quelques remises en place des notions que nous sommes accoutumés d'employer en politique, s'il est vrai pour commencer que l'emploi d'un certain vocabulaire entretient les erreurs dont ce vocabulaire lui-même est une expression.

La classe ouvrière s'est trouvée dans sa majorité, avec ses énergies, captée par le mouvement stalinien. Et cela était inévitable, et même juste, ou plus juste que faux, mais en tout cas inévitable, jusqu'à un certain point. Mais qu'en est-il de la majorité des intellectuels ? Le cas des intellectuels de Pologne et de Hongrie, dont les inquiétudes idéologiques ont amorcé un renouveau au mouvement communiste (voir, dans ce numéro, la Lettre de Varsovie) est venu admirablement illustrer cette vérité difficile, toujours perdue de vue dès que les circonstances s'y prêtent, et cependant vitale : que l'alliance des intellectuels avec la classe ouvrière est la condition absolue sans laquelle celle-ci ne peut prétendre parler au nom du peuple entier, ni rallier effectivement à elle les autres couches de la société qui pourraient se reconnaître elles-mêmes comme appartenant au peuple (mais c'est à condition que l'image au peuple leur soit déjà présentée concrètement dans cette alliance des intellectuels avec la classe ouvrière).

L'un des interdits qu'il est le plus urgent de lever, parce qu'il doit régulièrement frapper de mort, s'il est respecté, toute grossesse de révolution, c'est précisément cette défense absurde faite aux intellectuels : de se présenter comme les alliés naturels et les égaux des hommes que leur situation dans le monde du travail est censée désigner comme les révolutionnaires privilégiés.

⁂

Contrairement à ce qui s'est passé pour la classe ouvrière, il n'y a pas eu détournement de la majorité des intellectuels par le mouvement stalinien. Mais d'abord le plus grand nombre des intellectuels antistaliniens l'ont été pour de mauvaises raisons, se situant ainsi en deçà du problème posé dans le stalinisme, en régression donc par rapport à lui. Leur antistalinisme n'avait pas d'intérêt. Ensuite, de même que la classe ouvrière, trahie, et se trahissant, nous a par là trahis (aspect triple d'un mouvement indécomposable) — de même il faut dire maintenant que les intellectuels, se trahissant eux aussi dans leur ensemble, nous ont trahis, et qu'ils ont trahi avec nous la classe ouvrière, autant qu'il était en eux de le faire. Il n'est pas sûr d'ailleurs qu'ils ne continuent pas à le faire aujourd'hui. Cette mutuelle trahison s'est accomplie de part et d'autre dans et par le même respect d'une certaine réalité qu'il n'est pas aisé de définir : respect d'une direction issue de la classe ouvrière, mais devenue bientôt semblable à une autorité spirituelle, dont les membres par suite, s'étant dégagés de la classe ouvrière, étaient devenus comme des intellectuels, sans proprement avoir part à l'intelligence toutefois, et profitaient, consciemment ou non, mais non sans complaisance, de leur situation humainement indéfinissable, pour intimider d'une part la classe ouvrière par les vertus « théoriques » dont ils affectaient d'être doués, tels des détenteurs du pouvoir de promulguer les dogmes, tandis qu'ils se présentaient d'autre part aux intellectuels comme les demi-dieux de l'efficacité pratique, retenant ou déchaînant à leur gré les éléments de par le monde, seuls capables de lancer les tonnerres de la réalité.

En fait, depuis la guerre (pour ne pas remonter plus loin), ces grands-prêtres se sont employés plutôt à retenir, à enchaîner, à soumettre. Ce n'est pas le lieu ici de faire l'historique du stalinisme. Quelque jugement que l'on soit amené à porter sur lui, une époque du mouvement révolutionnaire — l'époque stalinienne — est révolue. Cela au moins peut être posé en toute certitude. Lorsque nous parlons de peuple, nous n'esquissons donc pas un retour aux idéologies du XIXe siècle, que la critique marxiste a depuis longtemps et définitivement rejetées au passé — loin de là ; et nous n'entendons pas réduire le rôle que doit de toute nécessité et que peut uniquement jouer la classe ouvrière dans le mouvement de libération de l'humanité — tout à fait loin de là. Mais nous n'acceptons pas d'en rester, ou d'en retourner, à la vision léniniste des choses, alors que quarante ans ont passé, et que nous savons désormais où peut mener la simplification léniniste, puisque le totalitarisme stalinien en a été un aboutissement normal (et non pas seulement la déformation monstrueuse, comme veulent s'en persuader certains esprits qui pensent en termes de malchance historique, et qui n'aperçoivent pas qu'à ce compte il y aurait lieu de craindre une répétition indéfinie des mêmes malchances) ; alors, surtout, que nous avons pu voir surgir en réponse le phénomène inédit et multiple du fascisme (inconnu de Lénine), et que par suite la situation des hommes dans le monde doit être définie de tout autre manière qu'il n'était possible de l'imaginer du vivant de Lénine.

Admettons même que le stalinisme ait été nécessaire — peu nous importe en l'occurrence ; qu'il ait été nécessaire ou parfaitement accidentel, le fait est que nous en sommes à un moment dialectique où il doit être nié par cela même qu'il a constamment nié à l'intérieur de lui-même, et qui peut-être n'est devenu vrai qu'en raison de la longue négation ainsi supportée.

⁂

Qu'est-ce donc, de la part du « parti de la classe ouvrière », que trahir la classe ouvrière ? C'est par exemple d'atténuer de quelque manière ou de laisser s'assoupir en elle l'esprit internationaliste ; c'est de lui inculquer si peu que ce soit d'esprit national ; c'est prétendre l'enrichir en lui annexant les gloires nationales — ce qui revient en fait à l'annexer aux gloires nationales, proprement inoculer en elle le mal nationaliste, sinistre exploit si l'on songe qu'elle est naturellement réfractaire à ce mal, mais non pas à jamais, on l'a bien vu le jour du plébiscite : gloires nationales ? Eh bien, le général de Gaulle n'en était-il pas une ? Il en était une, incontestablement. C'est de la mettre dans la situation, ou de se renier elle-même, ou d'avoir l'air de donner imbécilement dans d'énormes mensonges disciplinaires ; c'est, dans tous les cas, de la persuader que l'œuvre politique n'est pas son affaire, est un mystère réservé aux grands dirigeants diplomates et stratèges qui doivent pouvoir décider souverainement de tout pour elle, et que par suite son rôle se borne à leur faire une fois pour toutes confiance. C'est enfin de la déshonorer comme classe ouvrière, en la faisant participer aux profits de l'exploitation des prolétariats colonisés, lui donnant à entendre par surcroît qu'elle peut le faire avec bonne conscience, comme classe ouvrière supérieure.

Qu'est-ce, de la part des intellectuels, que trahir la classe ouvrière ? C'est, par souci « d'efficacité », s'abstenir de dénoncer ce qui précède. C'est d'entrer dans ce jeu. C'est d'être trop conscient de son indignité (indignité factice, qui se réduit en fait au sentiment d'une impuissance pratique peu gênante) pour oser formuler des exigences. C'est d'essayer en conséquence de guérir de l'impuissance naturelle par l'impuissance volontaire de la raison. C'est, pour se préserver de la tentation du non-agir, ne rien trouver de mieux que le renoncement mystique à la vérité. C'est, de fatigue, aller se jeter pour finir aux pieds de l'Efficacité corruptrice, et, croyant ainsi humilier son orgueil, y perdre simplement toute rigueur.

Lénine lui-même fut toujours plus « intellectuel », moins « dirigeant » que ces intellectuels qui se forcent à imaginer ce que peut être l'intériorité d'un dirigeant, la pensée immédiatement efficace. Il disait ce qu'il pensait être le vrai — puis ce qu'il fallait faire dans le moment, qui n'était pas le vrai, pour réaliser peut-être quelque chose du vrai qu'il disait. Lorsqu'il disait que la paysannerie dans son ensemble n'était pas digne de confiance, il le disait aux paysans, non seulement aux ouvriers. Sans ce minimum de clarté, aucune action collective n'a plus de sens : autant s'en remettre aux techniciens.

⁂

Lorsque nous décidons ici de dire ce que nous croyons vrai sans nulle considération d'efficacité, qu'on ne s'y trompe pas, il s'agit d'un calcul. Nous sommes persuadés ce faisant d'agir au mieux pour conserver toutes ses chances à l'efficacité qui nous est propre. Une pensée réaliste nous guide. Les voies de l'efficacité sont impénétrables. On voit bien que ceux qui la recherchent à tout prix ne réussissent le plus souvent qu'à se mutiler ; on ne voit pas que qui que ce soit puisse se permettre de décréter à coup sûr que ceci ou cela sera inefficace. C'est trop de prétention. Ou trop de prétention se cache sous cette humilité. Que la bataille d'hommes vienne à son temps ; ce n'est pas en désertant le combat spirituel, ou en le dégradant (c'est encore le déserter), qu'on préparera mieux cette bataille d'hommes ; c'est au contraire s'il est poursuivi aussi longtemps qu'il est possible avec la même rigueur, fût-ce au risque de paraître inactuel aux regards impatients, que la bataille, le moment venu, garde ses chances d'être d'hommes.

⁂

C'est dans cet esprit que nous avons pris le parti de dire ce qui nous semble juste avec simplicité : sans dissimulation. Lorsque, dans l'envoi spécial du 14 Juillet, en date du 21 septembre, nous disions par exemple que nous reconnaissions comme juste le combat du peuple algérien pour son indépendance et pour sa liberté ; lorsque nous déclarions illégal (mais sans doute eut-il été plus juste de dire illégitime) le gouvernement de Gaulle et Charle de Gaulles usurpateur ; lorsque nous annoncions que nous refusions de reconnaître les résultats du référendum, que nous tenions à l'avance pour nul et non avenu ; lorsque nous énoncions que le civisme aujourd'hui ne serait qu'une soumission sans honneur à un régime de fait que nous nous refusons à servir — nous ne péchions pas par outrance. Qu'il ait pu sembler à certains que nous exagérions n'est peut-être qu'un indice entre d'autres d'un abaissement général. Que plutôt ceux-là prennent garde que d'ores et déjà, dans l'actuelle situation, le fait de dire ce qu'ils pensent, s'ils y songeaient sérieusement, risquerait de leur apparaître, à eux les premiers, outré, ou provocant, et par suite ce dont il vaut mieux s'abstenir, pour de bonnes raisons. L'emploi d'un langage diminué, la parole qui s'assourdit, l'esprit qui se censure lui-même sans presque s'en apercevoir, « tout naturellement » — ces transformations légères, d'abord insensibles, se précisent, et sont l'annonce du pire. Faut-il baisser le ton ? Nous ne le croyons pas. Dire les choses avec précautions, pas davantage. Nulle audace n'y est nécessaire. Pas même du courage. Seulement cette crainte, qu'une lente dégradation du ton n'entraîne progressivement au langage allusif, puis au murmure, puis au chuchotement respectueux, et pour finir, au silence. Et ce calcul : qu'il est bon que les choses soient une fois dites, sur le ton qui convient, et sans autre précaution que celles à quoi la rigueur oblige — de sorte que d'autres puissent peut-être se sentir par là encouragés à dire ce qu'ils osent penser, et d'abord à continuer de le penser. « Nous n'avons parlé que quand nous n'eussions pu nous taire sans crime » : ainsi se rassurait Pascal. Rassurons-nous de même. Là serait le crime, et le seul.

LE 14 JUILLET.

MF

Maurice BLANCHOT :

Ce petit texte est surtout destiné à affirmer mon accord avec vous (...). Le refus dont je parle s'endort aisément, et il faut se lier par une décision qui ensuite ne cèdera plus. La tâche est d'abord de ramener les intellectuels, qui ne sont pas politiquement engagés, à ce respect de ce qu'ils sont, qui ne peut leur permettre ni le consentement, ni même l'indifférence: quelque chose s'est passé. La difficulté sera sans doute de les empêcher d'être eux-mêmes, comme il arrive parfois lorsqu'ils sont conduits à prendre parti dans les événements publics (...).

Comprendre ce qui est arrivé reste le plus nécesaire, et aussi le mouvement qui inéluctablement en résulte. Le passé ne nous éclaire pas trop, il y a là quelque chose de différent, une promesse d'oppression nouvelle. Nous risquons d'aller au pire par de bizarres chemins, mais il dépend de nous, toutes les voies nous étant pour l'instant fermées, de trouver, précisément à partir de là, une issue, en refusant à tout moment et en tous ordres de céder.

M. B.



(DAUMIER)

Tous les arts ont produit leurs merveilles. L'art de gouverner n'a produit que des monstres.

SAINT-JUST.

LE REFUS

A un certain moment, face aux événements publics, nous savons que nous devons refuser. Le refus est absolu, catégorique. Il ne discute pas, ni ne fait entendre ses raisons. C'est en quoi il reste silencieux et solitaire, même lorsqu'il s'affirme, comme il le faut, au grand jour. Les hommes qui refusent et qui sont liés par la force du refus, savent qu'ils ne sont pas encore ensemble. Le temps de l'affirmation commune leur a précisément été enlevé. Ce qui leur reste, c'est l'irréductible refus, l'amitié de ce Non certain, inébranlable, rigoureux, qui les rend unis et solidaires.

Le mouvement de refuser est rare et difficile, quoique égal et le même en chacun de nous, dès que nous l'avons saisi. Pourquoi difficile ? C'est qu'il faut refuser, non pas seulement le pire, mais un semblant raisonnable, une solution qu'on dira heureuse et même inespérée. En 1940, le refus n'eut pas à s'exercer contre la force envahissante (ne pas l'accepter allait de soi), mais contre cette chance que le maréchal Pétain, avec bonne foi certes, s'affirmait être et contre toutes les justifications dont il pouvait se réclamer. Aujourd'hui, l'exigence du refus n'est pas intervenue à propos des événements du 13 mai (qui se refusaient d'eux-mêmes), mais face à ce pouvoir qui prétendait nous réconcilier honorablement avec eux, par la seule autorité d'un nom.

Ce que nous refusons n'est pas sans valeur ni sans importance. C'est bien à cause de cela que le refus est nécessaire. Il y a une raison que nous n'accepterons plus, il y a une apparence de sagesse qui nous fait horreur, il y a une offre d'accord et de conciliation que nous n'entendrons pas. Une rupture s'est produite. Nous avons été ramenés à cette franchise qui ne tolère plus la complicité.

Quand nous refusons, nous refusons par un mouvement sans mépris, sans exaltation, et anonyme, autant qu'il se peut, car le pouvoir de refuser ne s'accomplit pas à partir de nous-mêmes, ni en notre seul nom, mais à partir d'un commencement très pauvre qui appartient d'abord à ceux qui ne peuvent pas parler. On dira qu'aujourd'hui il est facile de refuser, que l'exercice de ce pouvoir comporte peu de risques. C'est sans doute vrai pour la plupart d'entre nous. Je crois cependant que refuser n'est jamais facile, que nous devons apprendre à refuser et à maintenir intact, par la rigueur de la pensée et la modestie de l'expression, ce pouvoir de refus que désormais chacune de nos affirmations devrait vérifier.

ENTRÉE des FANTOMES

par Jean SCHUSTER

On pensait généralement que les quinze cent mille voix perdues par le parti communiste le 28 septembre seraient récupérées en majeure partie aux prochaines élections législatives. On n'ignorait pas qu'un savant découpage frustrerait les staliniens de la moitié de leurs sièges mais, le cas échéant, forts d'un nombre de voix sensiblement égal à celui obtenu le 2 janvier 1956, ils eussent pu crier victoire et arguer, de bonne foi, contre le nouveau régime, d'une loi électorale injuste. On affirmait que cette fraction importante de la clientèle du parti, qui avait répondu **oui**, reviendrait à de meilleurs sentiments lorsqu'il s'agirait de choisir entre les hommes, entre un candidat fasciste, un candidat social-traître et un candidat « ouvrier ». On imaginait ces foyers prolétariens où le mythe (de Gaulle) avait facilement mis sous le boisseau un embryon de conscience politique : voulez-vous que cela change, oui ou non ? Ils avaient répondu **oui**, en dépit de la propagande communiste. Pourquoi ? Indépendamment de toutes les raisons secondaires tournies par les commentateurs (lassitude, hostilité au terrorisme, espoir que soit mis fin à la guerre d'Algérie) le **oui** de quinze cent mille électeurs communistes était un **non** à la Quatrième République, un **non** à Pleven, Edgard Faure, Gaillard et Mollet. Et peu important, d'ailleurs, que ceux-ci aient également recommandé le **oui**. Ils disent toujours « oui » à tout, aux gifleurs de la place de l'Etoile comme aux lanceurs de tomates d'Alger. Donc ces quinze cent mille **oui** étaient un **non** au précédent pouvoir, et pas un **non** au parti communiste qui n'avait pas exercé le pouvoir. Ils se séparaient provisoirement sur une option simpliste, mais ils se retrouveraient ; le **oui** de la classe ouvrière était un **oui** affectif : un petit flirt avec le général, de quoi lui donner chaud au cœur pour faire basculer la Quatrième dans le néant. Le parti n'était pas cocu pour autant. Une escapade n'a jamais brisé un couple. A moins que...

A moins que le partenaire qu'on aurait souhaité provisoire et qu'on avait seulement choisi pour rompre avec la médiocrité de la vie quotidienne sache des caresses inédites et liquide quelques ennuis.

C'est pourquoi les mesures spectaculaires prises par le général de Gaulle risquent de provoquer des résultats, aux prochaines élections, qui confirmeraient ceux du référendum. Il est probable que la majorité des quinze cent mille « oui » s'abstiendront d'envoyer à la Chambre des députés qui combattent une politique qui leur paraît aujourd'hui nettement dessinée et qui leur semble satisfaisante. Il est probable qu'ils s'abstiendront purement et simplement.

⁂

De Gaulle peut faire la paix en Algérie. Il tentera de profiter de l'épuisement certain d'un peuple qui lutte depuis quatre ans dans les conditions que l'on sait. Quelques promesses pourront être tenues. Un statut algérien, libéral, sera promulgué, après qu'une paix « honorable » aura été signée, peut-être, avec le F.L.N. Honorable pour qui ? Des centaines de milliers d'Algériens sont morts pour l'indépendance de leur pays. Cette indépendance, si les leaders algériens sont contraints aujourd'hui de n'en plus faire un préalable à la négociation, croit-on qu'ils y renoncent, et se contentent d'une tutelle plus souple que la précédente ? La révolution algérienne était fondée sur un principe : celui de l'indépendance ; ce n'est pas la révolution algérienne qui sera vaincue par cette paix, c'est le principe de l'indépendance. Voilà ce qui est grave. Le génie personnel du général de Gaulle est de préserver physiquement l'adversaire en le détruisant moralement, de ne pas lui ôter les armes, mais le cœur de les tenir ; ce serait d'un grand politique, et mériterait examen, si le but de l'entreprise n'était, en définitive, de sauver ce qui peut l'être d'un Empire qui menace ruine, en usant d'un certain réalisme pour mieux imposer du même coup une conception mystique de la grandeur nationale.

Voilà. Notre « non » du 28 septembre n'était pas circonstanciel. Nous n'avons même pas dit « non » à un homme, mais à une mystique, « non » aux noces mystiques de de Gaulle avec la France ; quand bien même ces noces, aujourd'hui, laisseraient présager quelque équivoque rameau d'olivier, quand bien même elles pourraient soulager les esprits avides de repos, nous continuerions de dire « non ».

Si le philosophe a raison, qui prétend, après mille autres, mais comme s'il s'agissait d'une découverte géniale, que l'on ne doit pas mêler la politique et la morale, eh bien ! laissons la politique aux stratèges, aux petites têtes mal faites qui choisissent la science contre la conscience, le fait accompli contre la vérité, le soulagement contre l'exigence.

C'est vrai ; il serait sans doute **politique** d'exprimer quelque satisfaction du fait que de Gaulle ait levé l'hypothèque de sa complicité personnelle avec le parti des fascistes français. Nous ne le ferons pas car ce serait immoral. Quelque chose a changé depuis le 13 mai : un homme a pris le pouvoir de manière telle que ce pouvoir, si nous le reconnaissions, si nous acceptions de cautionner quelque peu la moindre de ses manifestations, se verrait conférer une **essence** particulière, quelque chose comme un **droit divin** mis au goût du jour. Nous croyons que de Gaulle a la suprême ambition d'incarner la France. Nous nous en consolerions volontiers si la France n'était aussi 44 millions d'hommes dont, brusquement, de Gaulle au pouvoir deviendrait le corps glorieux. Depuis le 13 mai, nous ne sommes plus exactement dans la politique. La magie a saisi l'histoire à son plus bas période.

Rien, hélas ! pour l'heure, ne vaut plus la peine d'être défendu sur le plan de la revendication relative. On nous contraint d'évoluer dans l'absolu, dans une région où l'esprit et le cœur sont affrontés à des fantômes. Permettez ! pour les dialogues entre « fins stratèges », il ne manque pas de libéraux enclins à bien peser le pour et le contre. Ici, notre rôle est différent.

⁂

La gauche française est la plus bête du monde. Ses intellectuels, fascinés par le parti « communiste », ont pensé, pendant douze ans, avec le parti, en termes d'efficacité ; résultat : 80 % du corps électoral plébiscitent de Gaulle. Nos bons docteurs se sont toujours trompés : de 1944 à 1950, ils furent incapables de définir un antistalinisme qui n'aurait pas été purement et simplement un anticommunisme. De 1950 à 1956, ils se sont ralliés au parti, parce que c'était le parti de la classe ouvrière, que la classe ouvrière avait toujours raison, etc... C'était précisément l'époque où la classe ouvrière se détachait du parti, votait pour lui aux élections, mais n'aurait pas donné une goutte de son sang (une heure de son salaire) pour le défendre ou pour se défendre elle-même en tant que classe. De 1956 à ce jour, ils ont toujours paru garder la Hongrie sur l'estomac, sans qu'on sache s'ils en voulaient aux insurgés de Budapest ou aux tanks russes d'avoir rompu l'idylle.

Au lendemain du référendum, le ton général de la réflexion était le suivant : le gaullo-capitalisme multiplié par le national-molletisme, cela donnait 80 % à la nouvelle Constitution. Mais pas un mot sur la politique désastreuse du parti communiste. Pas un mot sur sa collaboration de classe, sur son nationalisme effréné, sur ses ordres de grève à contre-temps, sur cette tactique apparemment absurde mais certainement intentionnelle qui a abouti, en douze ans, à réduire le prolétariat de ce pays à l'état de « zombi ».

Un homme dont le nom seul écœure, Guy Mollet, s'est réjoui que la classe ouvrière ait été désintoxiquée ; une fois de plus, Guy Mollet ment. De Gaulle est un fantôme qui a reçu l'approbation des fantômes. Il est arrivé à point pour s'installer à la tête d'une nation dont les forces vives étaient devenues virtuelles. La classe ouvrière s'est alignée sur la bourgeoisie ; son « oui » du 28 septembre est la preuve, a tout le moins, qu'un parti politique extrêmement bien structuré, extraordinairement discipliné, n'a réussi qu'à lui ôter, en près de quarante ans, la conscience politique qui était l'honneur du prolétariat de ce pays.

Nous en sommes là. Nous sommes dans le mensonge. Toute l'histoire de la IVe République se développe sur le mensonge. Cela continue. Soustelle ne peut pas dire deux phrases sans parler de sa conscience ou de sa caution morale. Malraux évoque Saint-Just à propos de... ce régime. Seul, le général ne ment pas. Mais il rêve. J'aime les rêveurs ; à condition qu'ils rêvent seuls, à condition qu'ils ne m'enferment pas, qu'ils n'enferment pas 44 millions d'hommes dans leur fiction. Le général rêve et pour que son rêve passe, il consent à faire quelques concessions à la réalité diurne.

⁂

Alger l'avait fait roi ; il fallait donc régner, mais aussi choisir ; choisir entre un million de « pieds noirs » et 44 millions de métropolitains ? Pas même. En laissant fonctionner normalement les C.S.P., de Gaulle auscultait les dissensions qui s'y manifestaient. Quinze jours après l'éclatant succès du référendum, le problème se posait de cette manière : que représentaient Lagaillarde et le docteur Lefèvre, à Alger, voire Soustelle et Bidault à Paris, face à la population française presque unanime, face à l'armée sur quoi un de Gaulle peut compter, face à l'opposition même qu'ils rencontraient sur place de la part d'éléments actifs et influents, type Neuwirth et Delbecque ? Les activistes ne représentaient rien, à peine une petite excitation fasciste comme peut en tolérer tout régime. Le choix était donc possible sans risque de sécession. La belle unité du 13 mai n'existait plus. Alger neutralisée, il valait mieux compter sur la dévotion de ses sujets que sur le fanatisme de quelques meneurs. Dans l'opération, on récupérait même de Sérigny. C'est dire combien toute cette histoire est pure.

⁂

Une des phrases les plus étonnantes qui aient retenti aux oreilles des peuples et écorché celles des maîtres est cette affirmation de Saint-

Just : « On ne règne pas innocemment ». A partir de ce précepte, la dialectique révolutionnaire entrait dans une sphère morale et ne pouvait en sortir qu'à peine de se nier, car cette sphère contient toutes les autres.

⁂

Au « 14 juillet », nous n'attendons pas de Gaulle « au tournant ». Ses actes ne nous intéressent que médiocrement. L'homme lui-même nous est indifférent. Il est peut-être regrettable que le couteau de l'Histoire se soit abattu sur la nuque d'un Capet « faible et bon ». Ce qui a été tranché, le 21 janvier 1793, c'était autre chose que la tête d'un homme. Il n'y eût ni victime, ni bourreau, mais un édifice monstrueux, absurde qui s'écroula parce que l'esprit avait pris conscience qu'un tel pouvoir n'était plus réel. Cette chute fut définitive et parfaite ; par là même, toutes les tentatives de restauration enregistrées depuis lors ne furent que caricatures et ne correspondaient à rien d'autre qu'à une utilisation plus ou moins habile d'un effondrement passager de la conscience. De même la tentative de Gaulle.

Ce que nous contestons, c'est le pouvoir de de Gaulle, non seulement sa légitimité mais sa réalité en dehors d'une situation de faits précise ; qu'un peuple, pour un temps, ait consenti à être mineur, à être traité comme mineur signifie seulement qu'il s'est retranché de l'Histoire, qu'il est entré dans un sommeil provisoire. La conscience n'est pas obligée de lui emboîter le pas. Pourquoi, soudain, admettrait-elle une vérité transcendante sous prétexte que ce pouvoir prétend la détenir et tend à la faire avaliser par les « stratèges politiques », moyennant quelques primes concédées dans le domaine de l'immanence ?

⁂

Nous avons dit, nous le répétons, qu'il n'y a plus personne à ménager. **La faculté de démission des intellectuels est insondable.** Je parie qu'il y aura des ralliés au régime, charette par charette. Ou des écœurés qui se tairont à jamais. Sans compter les bons docteurs qui continuent à vivre sur l'idée réconfortante qu'il y a encore en France un parti de la classe ouvrière. Ainsi, cet éminent savant m'objectant : « Croyez-vous que c'est le moment de faire de l'anticommunisme ? ». Je pense à Vigier, à ses propositions d'unité d'action, aux scrupules qu'il entend lever, et à son silence sur la Hongrie. 1956. Insurrection de Budapest. C'est si loin... Dans le temps et dans l'espace...

Je vous dis, messieurs : « Nagy et Maleter nous sont aussi chers qu'Audin et Alleg. Victimes de deux totalitarismes différents, ils sont au même degré de la conscience humaine. Rien ne peut faire que nous les opposions en passant sous silence le meurtre des premiers pour le bien fallacieuse raison que le dénoncer, ce serait favoriser les bourreaux des seconds. Votre attitude ne serait défendable que si vous étiez prêts à reconnaître que, pour vous, la peau d'un Hongrois ne vaut pas la peau d'un Français ».

Budapest, pour nous, n'est pas si lointaine. Ni dans le temps, cela fait tout juste deux ans, ni dans l'espace, c'est aussi proche qu'Alger.

⁂

J'irai plus loin. Je dirai que le vrai combat c'est entre vous et nous qu'il devrait avoir lieu — si nous n'en étions pas détournés par la lutte actuelle, nécessaire et médiocre. De Gaulle, Massu, Soustelle ? Quelle misère, en 1958. Nous résistons à des gens d'un autre âge qu'une certaine foi ou qu'une certaine intelligence animent, comme ce squelette d'un conte fantastique, auquel des rats, dans la pénombre, prêtaient un mouvement qu'on eût dit organique.

Le vrai combat n'est pas contre les idées qui tiennent actuellement, en France, le haut du pavé, mais contre la dégradation de nos idées. Je ne souhaite qu'une chose : c'est qu'un jour, il ne soit plus question que de cette dégradation et de la manière d'y mettre un terme.

Jean SCHUSTER.

UNE ATTENTE SANS FAIBLESSE

Je viens de fêter un anniversaire : celui du jour où j'ai crié : « Vive de Gaulle ! » place de la Concorde, quand certaine fusillade y éclata. L'époque qui commença alors et qui vient de se clore ne mérite, c'est entendu, aucun regret. Mais ici, — où l'électricité est une timide nouvelle venue, où la mer use des siècles à grignoter l'accueil d'une roche sauvage, où l'herbe avec son cortège d'insectes et de lézards reparaît à chaque pli du sol, — je ne puis m'empêcher de penser que cette période fut (déjà) ma jeunesse. J'y ai acquis ma conscience de moi-même et elle m'aura donc façonné irrévocablement.

Retombé très vite l'élan qui m'avait saisi au sortir de l'enfance et de l'occupation nazie, je fus abstentionniste en matière électorale. Avec le paisible entêtement lié à une exigence morale : je ne me sentais nullement tenu d'apporter ma pierre, quelle qu'en fût la couleur de « moindre mal », à un édifice dont l'architecture ne m'intéressait pas.

J'en parle sans la moindre vanité, mais sans le moindre renoncement. Je suis loin de croire les individus interchangeables dans le cadre abstrait de je ne sais quelle « raison » étatique au anti-étatique. Mais c'est estimer les hommes que de leur préférer les idées, car c'est leur reconnaître le droit et le devoir presque surhumains de porter et de concrétiser ces idées. Au contraire, la théorie selon laquelle les institutions ne valent que par les hommes qui les appliquent, contribue en tout état de cause à créer un climat pré-fasciste, et étend à la médiocrité ambiante les agréables chatouillements du culte de la personnalité. Sa vogue console le désarroi des politiciens professionnels, en même temps qu'elle masque le vide idéologique d'un appareil constitutionnel compliqué, soi-disant « à la mesure des problèmes modernes ».

L'investiture n'était pas acquise, qu'on nous invitait déjà à ne pas nous figer dans « une opposition stérile et symbolique ». Je n'ai aucun goût pour les impératifs de fécondité, et par contre j'aime assez les symboles, sinon tel « Symbole » particulier qui entreprend de faire sur lui une unanimité bigote, par des procédés de « retape » auprès desquels le fétichisme qui auréole certaines stars de cinéma apparaît comme un modèle de discrétion. Aujourd'hui, mon tour d'esprit anarchisant se satisfait, par exemple, de constater que M. Merleau-Ponty n'attend même pas la fin d'une honteuse tournée publicitaire en Afrique noire pour chanter les bienfaits de la présence française et technocratique à Madagascar. Vide pour l'heure de tout parachutiste, l'aérodrome d'Orly lui apparaît comme un bon exemple pour les nègres : la banlieue laborieuse de Paris tourne avec magnificence autour d'une chaire au Collège de France, qu'il s'agit de maintenir. *Qui contredira bien ce « philosophe » ? Sous une forme ou sous une autre, est-ce que 99 % de la gauche ne se rend pas coupable de messianisme civilisateur à tendances scientifiques, fussent-elles progressistes ?*

Devant le plébiscite, il y avait une tactique peu soutenable, mais en tout cas noble, et probablement habile : « la terre brûlée ». Du jour au lendemain, les leaders de la gauche se condamnaient au silence, s'évanouissaient dans le vide, se refusaient à la partie de cartes truquées de la propagande. Ils ont préféré tomber dans le panneau du dialogue, du « non » *constructif qui, même avec la meilleure bonne volonté, signifie « Assemblée ».*

Or, sans que la majorité y mette plus de violence qu'il ne s'en débite dans les boîtes de chansonniers, tout le public de ce pays est atteint d'antiparlementarisme : cadeau empoisonné de la droite la plus traditionnelle à la gauche « socialiste » ou se prétendant telle. Les analyses économiques appliquées à la bourgeoisie du XIXe ìècle me laissent sceptique : Baudin n'est pas mort pour ses vingt-cinq francs. Mais s'il est vrai que nous ne sommes plus à l'âge romantique, la gauche organisée ne retrouvera aucun éclat par sa seule contradiction oratoire au « oui » de l'inertie.

Néanmoins, j'imagine mal quel sens pourrait s'attacher à mon abstention le 28 septembre : en votant NON, je m'accorderai la satisfaction rare de contredire à la fois la dictature en marche, et l'accusation de frivolité que les lignes précédentes auront pu faire naître. Quant à la portée tactique de ce vote, je ne m'illusionne pas : il n'est qu'un élément parmi d'autres, d'une « histoire » qui s'écrira hors de nous assez longtemps. La formation des « tendances » au sein du gaullisme en sera la période la plus importante (1) *même si ces tendances masquent leur affrontement sous une pression à la fois plus forte et plus maladroite. L'abcès n'est pas mûr : mais c'est de l'impatience des activistes que dépendront un jour les chances d'un renversement du « nouveau système ».*

...Renversement auquel ne manquerait point, peut-être, le grain de la révolte, au nom de laquelle je ne suis tout de même pas le seul à n'avoir jamais voté.

Ile d'Ouessant, août 1958.
Gérard LEGRAND.

---

(1) En 1934, dans leur bouquin fasciste *Demain la France*, où entre parenthèses tous les théoriciens français de la matraque semblent avoir puisé quelques « idées ». Thierry Maulnier et J.-P. Maxence remarquaient qu'en l'absence d'une restauration monarchique, un dictateur ne devrait être que « provisoire », sans quoi le « régime des partis » recommencerait de plus belle à son ombre.

SUR L'OPPOSITION COMMUNISTE

Considérée comme la somme des refus, des exigences et des attentes du plus grand nombre des hommes de ce pays, la gauche française représente sans conteste, en France, la volonté générale. La situation cependant est telle que cela même qui correspond réellement et indéniablement à la volonté générale : la gauche française donc, en est à se demander si elle existe encore. Riche à millions au niveau des existences individuelles, sa réalité politique est à peu près nulle, parce qu'elle n'a pas, ou n'a plus — mais peut-être n'a jamais eu, depuis un très long temps, de représentation politique valable. Elle a beau apparaître, sur le plan des relations directes entre les hommes, comme la réalité même et la substance de ces relations, substance probablement impérissable, puisqu'elle a déjà pris corps dans les mœurs, et que ce qui est acquis par les mœurs est définitivement acquis ; c'est un fait que sous les apparences de sa représentation politique, elle est proprement pulvérisée, réduite à rien. Sans cesse renvoyée à n'être que l'existence des individus séparés qui la composent, empêchée de se constituer non seulement comme esprit commun ou génie populaire, mais encore comme force politique cohérente et comme mouvement révolutionnaire efficace, elle languit, reléguée dans les limbes des possibilités humaines idéales, quand l'état de choses brut se présente d'emblée aux regards comme le monument de l'humanité réelle.

Les forces sociales qui avaient réussi à se dégager, en tant que telles, du milieu informe de la communauté, y sont retombées, comme il arrive que des formes de vie retournent à une nuit plus que nocturne : souterraine, selon le jeu des cataclysmes géologiques. Il s'agit maintenant, comme au début d'un Age politique, de trouver à nouveau comment extraire d'un minerai recommencé ce que nous savons bien qu'il contient.

Cela pourrait se faire très vite. Depuis quarante ans, le mouvement de recherche de la vérité, sous ses espèces politiques — c'est-à-dire les hommes dont la révolution sociale est le motif, se trouvent intimidés par un parti communiste *qui fut toujours pour eux, jusqu'ici, quoi qu'ils en eussent, l'Autorité, sorte de Père dont la contestation même épuisait. L'émancipation est aujourd'hui possible et s'impose. Un manque d'imagination (ou de courage, mais cela revient au même), la rendait malaisée. Ces empêchements sont levés. On a pu voir quelle masse parfaitement apolitique mêlait, aux consultations électorales, ses voix à celles des communistes convaincus (c'est incontestablement* un bon signe *que la direction du parti communiste ait trouvé opportun de dresser le constat de ce fait, plutôt que d'en dissimuler la réalité, pour n'avoir pas à l'expliquer. Il reste donc à tenter, par les moyens qui nous sont propres, de venir en aide au peuple, ou à la classe ouvrière, dans le travail auquel elle est vouée, et qui consiste à extraire d'elle-même son potentiel révolutionnaire. Il reste à fonder à nouveau le parti de la classe ouvrière consciente (avec tous ceux, sans exclusive, qui sont jusqu'ici restés fidèles au parti, et qui sont prêts aujourd'hui à choisir, entre une direction discréditée, expression de la période « stalinienne » du socialisme, et la fidélité véritable à l'esprit du mouvement communiste), sans omettre en aucun cas de tenir compte du fait que puisqu'il s'agit de la part* consciente *de la classe ouvrière, il ne saurait être question de tenter de la mobiliser selon d'autres voies que celle de la vérité.*

***

Dans cette perspective, le mouvement dont témoigne la Voie communiste *doit être suivi avec la plus grande attention. Il inaugure une exigence de clarté qui dissout la méfiance.*

Opposition communiste *: l'expression elle-même est nouvelle, et correspond à une réalité politique nouvelle. Se disent* communistes, *désormais, et de plein droit, sans que personne y ait à redire, des hommes qui n'appartiennent pas nécessairement au P.C.F., et qui se disent, en même temps que* communistes, d'opposition. *Cela n'est possible — ou recevable — que depuis peu. Mais rien sans doute n'était vraiment possible avant cela.*

***

Le bulletin « La Voie Communiste », diffusé jusqu'ici clandestinement à l'intérieur du P.C.F., ayant annoncé son intention de faire prochainement une apparition publique, nous avons demandé à l'un des animateurs de ce bulletin, Gérard Spitzer, de préciser le caractère et l'objet de leur action.

D. M.

Question. — *Nous n'avons pris connaissance que tout récemment de votre existence et du contenu de vos six premiers numéros. Pouvez-vous nous dire dans quel sens et avec quels résultats vous avez travaillé jusqu'à présent ?*

Réponse. — Un historique détaillé n'aurait qu'un médiocre intérêt pour ceux qui n'ont pas vécu notre expérience ; il suffit donc d'indiquer ce qui est indispensable pour comprendre ce que nous sommes et ce que nous voulons.

L'opposition communiste est née il y a plus de deux ans à l'intérieur du P.C.F. Elle prolonge un certain nombre de courants diffus qui existaient déjà depuis beaucoup plus longtemps, mais qui n'avaient jamais réussi à se relier d'une façon cohérente, ni à plus forte raison à s'organiser.

Les événements de l'année 1956 : rapport Khroutchev au XXe congrès, vote des pouvoirs spéciaux en Algérie à Guy Mollet, Pologne et Hongrie, ont été ressentis par un grand nombre de militants du P.C. comme une succession de chocs très violents. Les courants de mécontentement qui existaient déjà (contre l'opportunisme de la politique « nationale » et coloniale du parti, contre le manque de démocratie intérieure, contre la tactique syndicale de « freinage » des luttes ouvrières, contre l'attitude de la Direction sur la Yougoslavie, contre le « Kanapisme » sévissant dans toutes les disciplines chez les intellectuels) ont désormais tendu à s'unifier, à rechercher une synthèse.

Q. — *Ce courant d'opposition a-t-il atteint tout le parti, ou s'est-il limité aux milieux intellectuels ?*

R. — Il est naturel que les intellectuels aient joué à la première étape un rôle important. Dans la crise qui commençait à secouer *tout* le parti, il leur était simplement plus facile qu'à d'autres, à la fois par leur formation, leur situation et leur audience d'établir un lien entre plusieurs séries de critiques partielles et de parvenir ainsi à esquisser une critique d'ensemble de la « ligne » et des méthodes du Parti. Dans d'autres secteurs, la prise de conscience a été plus lente, et elle s'est faite souvent à partir d'expériences personnelles assez limitées, portant parfois sur des questions relativement secondaires.

Q. — *Quelles perspectives et quels moyens d'action l'opposition communiste concevait-elle ?*

R. — La perspective sur laquelle la plupart des opposants étaient d'accord peut se définir en gros par la formule assez vague « pour le redressement démocratique et révolutionnaire du Parti ».

Malgré son caractère un peu ambigu, cette formule avait le mérite de tracer à la fois un cadre et une orientation générale. Concrètement, l'activité de l'opposition s'étendait sur deux plans : la rédaction et la diffusion parmi les militants de bulletins clandestins qui tout en abordant quelques problèmes théoriques, étaient essentiellement consacrés aux questions politiques d'actualité ; la discussion dans les organismes réguliers du Parti, pour tenter d'apporter un certain nombre de changements partiels là où cela paraissait possible, et provoquer une prise de conscience chez le plus grand nombre possible de militants.

La démarche suivie pendant ces années n'a d'ailleurs pas à être justifiée. On ne peut que la considérer comme une expérience réelle, et essayer d'en tirer quelques enseignements. Il ne servirait à rien de regretter aujourd'hui telles erreurs ou telles faiblesses, telles occasions perdues, etc.

Q. — *Avez-vous l'impression, en faisant le point aujourd'hui, que vos efforts aient donné des résultats proportionnés à ceux que vous attendiez ?*

R. — Il n'est pas facile de répondre pour tout le monde. Pour ceux qui interprétaient à la lettre, et en croyant à une évolution très rapide, l'objectif de « redressement démocratique et révolutionnaire », la déception était inévitable. Ces camarades avaient en somme l'illusion de pouvoir livrer une bataille victorieuse contre une Direction disposant d'un

appareil puissant, sans sortir du cadre des « organismes réguliers » du Parti, par le seul moyen de la discussion, soutenue et en quelque sorte coordonnée par l'édition d'un bulletin. Ils imaginaient en somme un développement linéaire à court terme, dans lequel le renforcement de l'opposition et l'affaiblissement de la Direction se seraient produits simultanément, au même rythme et d'une façon complémentaire. Leur schéma était fondé en outre sur une appréciation optimiste de la situation internationale, en particulier de la possibilité de trouver appui dans les directions de plusieurs grands partis communistes étrangers. Quand ce schéma a été démenti par les faits, certains des camarades qui l'avaient adopté ont cédé soit au découragement pur et simple, soit à la tentation de rechercher des formes nouvelles de lutte qui n'étaient parfois que de simples retours en arrière.

Peu importe le détail de cette « petite histoire » de l'opposition. Le fait est que nos idées n'ont cessé de gagner du terrain dans le Parti en ce sens que toute une série de critiques souvent très importantes sont aujourd'hui beaucoup plus répandues qu'elles ne l'étaient en 1956, y compris parmi ceux qui ne se considéraient pas eux-mêmes comme des « opposants ». Il est d'ailleurs sûr que cette évolution doit plus à l'expérience personnelle des uns et des autres dans l'action pratique qu'à l'influence directe de ce qui a été écrit dans les bulletins d'opposition. Mais il est aussi sûr que ceux-ci ont pu, dans de nombreux cas, accélérer des prises de conscience, ou ranimer une volonté de lutte chez des camarades écœurés, prêts à abandonner toute activité.

Un autre fait est que l'opposition a connu des moments de stagnation et de recul, parce que certains des opposants « de la première heure » ont renoncé en chemin à une forme de lutte qu'ils jugeaient trop pénible ou sans espoir.

Nous avons connu une de ces périodes difficiles dans l'automne 1957. A la suite de divergences qui apparaissent aujourd'hui relativement minces, le bulletin « L'Etincelle-Tribune de discussion » venait de suspendre sa parution. C'est à ce moment que nous avons fondé « La Voie Communiste ». Son existence est trop brève pour que nous puissions dresser des bilans. L'essentiel, c'est sans doute d'avoir pu maintenir, pendant des mois particulièrement critiques pour le Parti Communiste et le mouvement ouvrier, le contact avec les militants engagés dans les luttes, participer activement à ces luttes et en même temps avancer une position ferme et claire en faveur d'une politique nettement différente. Nous avons pu vérifier à cette occasion que notre position se justifiait doublement : d'une part, le sentiment de l'insuffisance, de l'inefficacité ou de l'impuissance de la Direction du Parti est largement répandu parmi ceux qui continuent plus ou moins à le suivre ; d'autre part les critiques élevées contre la politique et les méthodes de cette Direction ne sont écoutées réellement que lorsqu'elles viennent de l'*intérieur* du mouvement, lorsque ceux qui les élèvent apparaissent comme des camarades de lutte, et surtout lorsqu'ils essaient, dans la mesure du possible, de montrer concrètement, dans l'action, comment pourrait se traduire une orientation différente.

Q. — *Qu'est-ce qui vous a décidé à faire de votre bulletin une publication accessible à tous ?*

R. — Nous avons voulu tenir compte de la situation réelle au lendemain de la crise ouverte le 13 mai. La défaite subie, sinon par la classe ouvrière (qui ne s'est pas battue dans son ensemble et qui donc n'a pu être battue), du moins par ses organisations « traditionnelles », a certainement eu des répercussions considérables dans le Parti et autour de lui, dans la masse des ouvriers qui lui conserve une confiance de plus en plus mêlée de réserve.

Bien sûr, par rapport aux autres organisations politiques, et en particulier à la S.F.I.O., la direction du Parti conserve sa place à *part*, et sa faillite n'est pas mise sur le même plan que celle des autres. Autrement dit, beaucoup de communistes en sont venus à admettre que la Direction du Parti commettait des erreurs, des fautes, ou n'était pas à la hauteur de la situation, mais sans mettre en doute sa volonté de mener une lutte effective, tandis que les reproches faits à la Direction de la S.F.I.O. s'exprimaient en termes de trahison. La place tenue par le P.C. dans la campagne du « Non » au référendum et les attaques verbales violentes lancées contre lui par la propagande officielle ne font que renforcer cet état d'esprit.

Mais il reste que la confiance dans la sagesse et la lucidité de la Direction, si importante dans la conception stalinienne du parti, est sérieusement ébranlée. Or, à partir du moment où cet élément mystique disparaît, le militant devient plus sensible à des arguments rationnels.

La crise a également permis de constater qu'il était urgent de toucher et d'associer activement à notre lutte tout un secteur de communistes qui se trouvent à présent en dehors du Parti. Les uns parce qu'il sont été exclus en raison de leur activité « d'opposants ». Les autres, parce qu'ils ont démissionné ou se sont retirés sans éclat quand ils ont eu perdu toute confiance dans les possibilités de redressement uniquement par « l'intérieur ». Les militants syndicaux qui se sont « réfugiés » dans ce travail parce que le Parti tel qu'il était ne correspondait pas ou plus à leurs aspirations. Les jeunes qui se refusent à adhérer à un parti dont la ligne politique et la structure actuelles les réputent. Tout cela représente beaucoup de monde, et parmi tout ce monde, un grand nombre de gens désireux de participer aux luttes prochaines et de le faire dans un cadre communiste.

L'idée du « redressement démocratique et révolutionnaire du Parti », utopique quand on la conçoit uniquement comme la lutte de militants isolés opposant la force de leurs arguments à celle d'un appareil, devient une perspective réelle si on fait appel à l'intervention de tous ces communistes qui n'ont pas *aujourd'hui* leur carte du Parti.

C'est cette situation qui devait nous amener à décider l'apparition publique de notre journal et la construction d'un véritable *mouvement* d'opposition communiste, dont la structure devra être à la fois suffisamment solide pour faire face aux nécessités d'une longue lutte qui s'annonce difficile, et suffisamment souple pour s'adapter à la grande diversité des situations réelles.

Q. — *Pouvez-vous nous préciser cette conception ?*

R. — Il est difficile d'être trop précis, parce qu'il s'agit d'une construction à peine commencée, et que nous voulons vraiment *démocratique*. C'est-à-dire que nous ne prétendons pas nous ériger au départ en une espèce de direction de rechange qui fixerait à l'avance un cadre. Nous ne voulons ni établir à l'origine une « plateforme » générale qui serait forcément élaborée par quelques-uns puis soumise à l'approbation des autres, ni « lancer des mots d'ordre » qui ne seraient pas susceptibles d'être appliqués à un moment donné. Autrement dit, nous voulons absolument éviter le travers de ces organisations et sectes d'extrême gauche qui multiplient les consignes et les directives à la classe ouvrière sans s'occuper de savoir si elles correspondent à des possibilités réelles et sans se soucier le moins du monde du fait qu'elles ne sont ni lues ni entendues, qu'elles tombent dans le vide.

Nous essaierons donc de faire un journal largement ouvert au récit des expériences réelles des militants ouvriers. A notre avis, cette confrontation permanente devra refléter l'existence des « niveaux » très divers d'opposition qui existent dans la réalité. Au moment où certains militants remettent en cause *toute* la ligne politique du Parti, d'autres limitent leur désaccord à la seule question algérienne, par exemple. On ne fera pas avancer ceux-ci d'un pouce en leur servant de grandes tartines théoriques sur la liaison de tous les problèmes entre eux, mais par contre on pourra, en les laissant s'exprimer et en mettant sous leurs yeux les résultats d'autres expériences analogues aux leurs, les aider à rechercher eux-mêmes les liens qu'ils n'ont pas encore vus. La question des « mots d'ordre » se pose de la même façon : c'est seulement dans la mesure où un mot d'ordre donné apparaîtra effectivement capable, dans la pratique, de susciter un écho réel, que l'on pourra songer à le mettre en avant. A plus forte raison, lorsqu'il s'agira de mettre sur pied un programme, il faudra susciter la discussion la plus large autour des éléments de ce programme, car tout indique que dans les circonstances actuelles, « la base » accueille avec indifférence ou méfiance toutes les initiatives de ce genre qui lui viennent toutes prêtes d'un « sommet », quel qu'il soit.

Est-ce à dire que nous entendrions nous borner à une critique anémique, prudente et sans vigueur, qui donnerait un simple reflet de la confusion des esprits ? En d'autres termes, qu'avons-nous à répondre à ceux qui nous demandent, préalablement à tout en-

J'ai ouï dire à un habile homme que tous ces Etats que le roi d'Espagne possède dans des pays éloignés, détachés les uns des autres lui sont plus à charge, qu'ils ne lui servent, et que s'il connaissait ses véritables intérêts, il serait dans les sentiments du roi Antiochus, qui ayant été contraint, après la perte de la bataille de Magnésie, de céder aux Romains tout ce qu'il possédait au deçà de mont Taurus, déclara qu'il s'estimait fort obligé à ces Messieurs de ce qu'ils l'avaient déchargé du soin de garder un grand pays, qu'il n'eut pu défendre qu'avec des peines et des pertes cruelles.

Il est sûr que S.M.C. gagnerait beaucoup à faire cession des Pays-Bas qui lui restent, car outre qu'elle se délivrerait de la peine de conserver un pays, d'où elle ne retire rien, et qui pour tout revenu n'envoie en Espagne depuis plus de 50 ans, que des nouvelles à blanchir les cheveux à tous les ministres d'Etat, il lui serait bien plus glorieux de s'en défaire de bonne grâce, que de s'en voir dépouiller peu à peu en cent manières honteuses.

Pierre BAYLE.

gagement : Où allez-vous ? Que voulez-vous au juste ?

Il serait évidemment absurde de tricher avec cette question essentielle en disant simplement : « Nous allons où vous voudrez bien aller avec nous ». La réponse implique le choix d'une certaine direction, d'une orientation claire. Cette exigence n'est nullement contradictoire avec l'impossibilité de subordonner tout travail en commun à un accord *préalable* sur un *programme complet*. C'est en partant de prises de position très nettes sur les grands problèmes politiques *actuels* que nous pouvons définir une orientation suffisamment claire pour ne laisser place à aucune équivoque sur nos intentions.

Aujourd'hui plus que jamais, c'est par rapport à la question *algérienne* qu'il faut tout d'abord se situer. Une chose est d'admettre, du bout des lèvres, l'évidence — pratiquement niée par la direction du Parti durant des mois — que l'Algérie domine toute la vie politique française. Autre chose est d'en tirer les conséquences, de placer *effectivement* au centre de toute l'action du mouvement ouvrier (et pas seulement de sa propagande) l'organisation d'une véritable *lutte* contre la guerre d'Algérie. Dès maintenant, les « opposants » organisés ne sont plus seuls à penser que la solidarité des travailleurs français avec le peuple algérien ne peut rester un simple thème de discours et d'articles électoraux, comme cela fût le cas jusqu'à présent — sauf pendant la brève période des manifestations spontanées de 1958 contre les départs des rappelés. De nombreux militants sont en train de prendre conscience de la stérilité d'une simple agitation menée sous le mot d'ordre de « solution pacifique ». Ils ont compris la nécessité de mettre en avant avec la plus grande franchise les conditions de toute paix négociée : l'*indépendance* algérienne, et maintenant la reconnaissance du gouvernement algérien comme seul interlocuteur. Nous avons affirmé, dans tous les numéros précédents de la « Voie Communiste », que les communistes français ne pouvaient accepter sur cette position de principe aucun compromis tactique — car même si l'éventualité d'une formule provisoire de transition n'était pas écartée, il appartiendrait au F.L.N. et au peuple algérien — pas à nous — d'en juger, suivant les nécessités de leur lutte. Pour nous, le seul problème actuel est d'apporter à la révolution algérienne un soutien proportionné aux moyens, au courage, aux sacrifices que les combattants de la résistance algérienne ont jetés dans la bataille. L'extension au territoire français des opérations militaires de l'armée de Libération Nationale n'est qu'une conséquence prévisible depuis longtemps, de l'aggravation de la guerre et de son acceptation passive par les Français. A cette nouvelle étape de la lutte, la capitulation de la quasi-totalité de ceux qui prétendent diriger la gauche française devant la campagne d'intimidation du gouvernement et de la presse mérite d'être condamnée comme la pire des indignités. Ceux qui se répandent en lamentations aussi hypocrites que vaines, ceux qui vont chuchotant que les Algériens « nuisent à leur propre cause », oublient leurs propres responsabilités, écrasantes, dans le développement du racisme en France. Ceux qui feignent un étonnement douloureux quand les Algériens portent la guerre en France, alors que depuis quatre ans, une armée française de près d'un demi-million d'hommes fait la guerre en Algérie, montrent qu'ils ne croient pas leurs propres paroles sur l'indépendance de l'Algérie. En faisant le silence sur le sort des travailleurs algériens soumis à un régime de répression sans précédent depuis l'occupation nazie, en les laissant dans l'isolement, ils ont failli aux devoirs les plus élémentaires de la solidarité internationale et même de la simple humanité. *La Voie Communiste* sera l'interprète des nombreux militants qui s'indignent de cet état de choses et refusent de laisser le champ libre à l'installation des camps de concentration.

Après les résultats du référendum, il devient de plus en plus clair que l'opportunisme, qui invoque des considérations électorales pour sacrifier l'essentiel, a perdu toute espèce de justification. Qui osera défendre, du simple point de vue de l'efficacité, la « sagesse » de l'absurde campagne menée sous le signe de la « défense des Institutions républicaines » contre la « Constitution monarchique », en reléguant l'Algérie à l'arrière-plan ? Qui osera sérieusement prétendre que les résultats du 28 septembre eussent pu être pires si le problème algérien avait été placé nettement, et *courageusement*, au centre de la campagne ? L'avertissement du 28 septembre traduit dans les chiffres l'ampleur de la défaite que le P.C. avait subie en mai dernier, mais que la politique de sa direction depuis plus de deux ans (pour ne pas remonter plus loin) avait largement contribué à provoquer. Aussi est-il permis d'espérer que, malgré la situation très grave créée par le succès du plébiscite gaulliste, un grand nombre de communistes prendront conscience pleinement de la faillite de leur direction et de sa politique, révélée à l'issue de ce qui leur avait été présenté comme une bataille décisive.

Bien sûr, dans la période difficile qui s'annonce, les dirigeants du Parti essaieront de se soustraire au jugement *politique* des militants en faisant jouer le vieux réflexe : « Nous sommes menacés, serrons les rangs ». Déjà, ils s'efforcent de tirer le meilleur parti possible des résultats du référendum, en insistant sur le fait que le Parti apparaît comme le noyau essentiel des forces de résistance au fascisme. Demain, ils sont prêts à exploiter dans le même sens les mesures qui pourraient être prises par l'Etat gaulliste contre le Parti dans son ensemble. Ils dénonceront l'action de l'opposition comme tendant à dresser, en pleine bataille, la « troupe contre les chefs ».

Il appartient à l'opposition de faire la preuve que cet « état-major » est incapable de conduire aux succès les luttes qu'il prétend diriger. Mais c'est au cours de ces luttes elles-mêmes que se fera cette démonstration. Nos arguments les plus justes ne porteront que dans la mesure où, participant nous-mêmes activement à ces luttes, les suscitant partout où c'est possible, nous parviendrons à démontrer concrètement la *possibilité* d'une politique plus efficace — parce que plus conforme aux aspirations des masses.

Les grandes lignes d'une telle politique apparaissent déjà. Elles pourraient s'ordonner autour de quelques idées simples : soutien actif de la révolution algérienne, et des autres luttes d'émancipation des peuples colonisés, résistance effective au renforcement du pouvoir de l'Etat en France, défense du niveau de vie et de l'emploi des salariés (et abandon de la démagogie visant à ménager les couches parasitaires de la population). L'essentiel est que les batailles politiques et syndicales soient livrées à l'usine et dans la rue, et non pas sur le papier, que les groupuscules fascistes, les « paras », la police dont le poids actuel dans la vie politique française est dû à la faiblesse de leurs adversaires trouvent en face d'eux des forces organisées, prêtes à la riposte.

Nous savons tous qu'il faut prévoir un combat long et difficile. Il est impossible de mener ce combat avec quelque chance de succès, d'espérer une participation massive de la classe ouvrière, si nous ne le plaçons pas dans la perspective du socialisme. Il reste à préciser les formes de transition, à définir concrètement le contenu d'un régime socialiste en France. Le mot a souffert du double discrédit jeté sur lui par la pratique d'un Guy Mollet d'une part, celle de Staline de l'autre. Pour lui rendre tout son sens, il faut montrer clairement comment le visage d'une démocratie socialiste serait différent à la fois de la bouffonnerie parlementaire et de la dictature policière à la Rakosi.

...En admettant que les Orientaux, qui ont fait preuve jusqu'ici d'une incroyable patience, veuillent enfin être les maîtres chez eux, qui donc pourrait songer sincèrement à les en blâmer ? Il est vrai que, quand certaines passions s'en mêlent, les mêmes choses peuvent, suivant les circonstances, se trouver appréciées de façons fort diverses, voire même toutes contraires : ainsi, quand la résistance à une invasion étrangère est le fait d'un peuple occidental, elle s'appelle « patriotisme » et est digne de tous les éloges ; quand elle est le fait d'un peuple oriental, elle s'appelle « fanatisme » ou « xénophobie » et ne mérite que la haine ou le mépris. D'ailleurs n'est-ce pas au nom du « Droit » et de la « Liberté », de la « Justice » et de la « Civilisation » que les Européens prétendent imposer partout leur domination et interdire à tout homme de vivre ou de penser autrement qu'eux-mêmes ne vivent et ne pensent ?

René GUENON.
(La Crise du Monde Moderne).

Supposé qu'un homme d'Etat mette son peuple dans la situation de faire de la « grande politique », à quoi il est, de nature, mal doué et mal préparé : il aurait alors besoin de sacrifier ses vieilles et solides vertus pour l'amour de nouvelles médiocrités douteuses (...) — en admettant qu'un tel homme d'Etat aiguillonne les passions et les convoitises latentes de son peuple, qu'il lui fasse un reproche de sa timidité d'hier et de son plaisir à rester spectateur, un crime de son exotisme et de son goût secret de l'infini, qu'il déprécie devant lui ses penchants les plus intimes, qu'il lui retourne sa conscience, qu'il rende son esprit étroit, son goût « national » — comment ? un homme d'Etat qui ferait tout cela, un homme dont un peuple devrait expier les fautes jusque dans l'avenir le plus lointain, en admettant qu'il ait un avenir, un tel homme serait grand ?

NIETZSCHE.

Considérations mineures sur la grandeur française

Rarement on aura tant entendu parler de la France, de la nécessité pour elle d'un prestige et d'une grandeur retrouvés, que durant la campagne d'intimidation et de chantage qui précéda la consultation du 28 septembre. Grandeur, puissance et gloire d'une France enfin libérée du « système » et promise aux plus hautes destinées que les technochrates puissent rêver pour une nation moderne : celles de puissance atomique — tel demeure à ce jour le thème de la propagande officielle. Bien entendu, on se garde de dire par quel miracle s'opérerait un si foudroyant redressement. L'essentiel est qu'il devienne article de foi pour tout citoyen bien-pensant. A l'adresse des quelques millions de mal-pensants que compte encore ce pays, les services psychologiques métropolitains et leurs auxiliaires bénévoles se contentent de broder sur le même thème, à coups de mensonges et à coups de gueule, quand ce n'est pas à coups de matraque ou à coups de feu. Voilà pour « l'argumentation », qui n'est nuancée qu'autant que M. Malraux diffère de la brute bornée dont le général Chassin incarne le type accompli.

Mais quel que soit leur caractère, persuasifs ou violents, hypocrites ou cyniques, couverts ou non de l'autorité spirituelle — celle du cardinal Roques, primat de Bretagne, par exemple, qui recommandait par lettre diocésaine de répondre « oui » au référendum — ces moyens ont tous ceci de commun qu'ils dégradent jusqu'à l'idée de la grandeur nationale qu'ils prétendent servir. Voulez-vous, *oui* ou *non*, une jeunesse saine et forte, demandait le journal filmé de M. Soustelle, deux semaines avant le 28 septembre? Le « oui » tombait naturellement sur des images de stade, de préparation militaire, d'écoliers studieux, frères jumeaux de ceux que les actualités allemandes montraient il y a quinze ans, en train d'écrire en classe une lettre au Maréchal. Ces écoliers de M. Soustelle, on frémit à la pensée de ce qu'ils pourraient apprendre à ne plus apprendre et qui dicta sans doute en partie la très ferme opposition des syndicats d'enseignants à la nouvelle constitution.

En un temps où M. Léon Delbecque peut s'intituler « commissaire général de la Convention républicaine », pourquoi la date de la prise de la Bastille ne serait-elle pas remplacée dans les prochains manuels d'histoire, par celle de l'assaut donné au gouvernement général d'Alger? Pourquoi pas, puisqu'il s'agit de faire de la France le symbole de l'acquiescement de tout un peuple repenti aux joies « viriles » du sport, de la guerre coloniale et de la course aux armes nucléaires?

Si l'on sait de reste que la référence à la « grandeur » de l'Etat est constante dans tous les régimes totalitaires, il faut également se souvenir que ces régimes poussent l'hypocrisie jusqu'à se prétendre désignés pour accomplir une *mission spirituelle*. Restauration de l'ordre civique romain, en Italie fasciste ; régénération du genre humain par la « race aryenne » en Allemagne nazie ; préparation de l'âge d'or « socialiste » en Russie stalinienne : défense de la foi catholique en Espagne franquiste : dans tous les cas et compte tenu du fait qu'en Russie nous avons affaire au détournement d'une révolution authentique et à l'exploitation de son idéal par ceux-là mêmes qui l'ont trahie, c'est chaque fois à une nouvelle *croisade* que les états totalitaires entendent conduire les peuples qui leur sont soumis. Que ces croisades aient un caractère essentiellement militaire, comme en Allemagne hitlérienne, ou qu'elles se donnent pour objectif de profondes transformations économiques et sociales, comme en Russie stalinienne, il serait simpliste d'affirmer que les peuples n'y marchent jamais que l'épée dans les reins. Si cela est vrai de l'Espagne de 1936, c'est moins sûr de l'Allemagne de 1933 où la croisade rêvée par Hitler, exploitant le sentiment de frustration diffus dans toutes les couches de la société, fournit à beaucoup d'Allemands l'occasion de libérer une agressivité qu'il n'est pas question d'interpréter, ainsi que certains l'ont voulu, comme un trait spécifique de l'ethnie germanique, mais dont il nous faut bien constater l'explosion, sous la pression des événements qui ruinèrent la République de Weimar.

Qui pourrait raisonnablement affirmer que nous ne sommes pas, en France, à la veille de voir se produire un phénomène analogue? Si l'on en croit la description que Sartre fit des diverses catégories sociales dans un récent article de « *l'Express* », le sentiment de frustration doit y être développé à l'ex-

QUELLE ABERRATION DE DEMANDER A UN PLEBISCITE DES CHANGEMENTS A LA CONSTITUTION ! SI LE PEUPLE DIT : OUI, C'EST UNE ILLUSION. S'IL DIT : NON, C'EST UNE REVOLUTION.

Prince Jérôme BONAPARTE
(Discours au Sénat,
1er septembre 1869)



TOUJOURS DEMANDER L'APPROBATION DONT ON POURRAIT SE PASSER ; C'EST UN MOYEN TRES SUR DE DEROBER AU PEUPLE SA SERVITUDE.

DIDEROT



LES TYRANS ONT TOUJOURS RAISON; CE SONT CEUX QUI LEUR OBEISSENT QUI SONT RIDICULES.

STENDHAL



(Fou jouant de la flûte - Angoulême).

Je brûle de voir le jour où nos poètes constitueront un corps officiel et distinct, qui assistera, aux côtés du Lord-Maire, comme d'autres nobles citoyens...

SWIFT.

Lettre de Varsovie :

LES RESISTANCES ANTITOTALITAIRES

Ce sont des raisons identiques, morales, intellectuelles, politiques même, qui incitent à la résistance contre les formes du totalitarisme : que ce soit celui de droite ou celui de gauche (disons plutôt : issu de la tradition de gauche). C'est aussi cette ressemblance, voire cette identité des motifs de résistance, qui nous trompe trop facilement quant à la nature de la réalité politique à laquelle on résiste. Les analogies, superficiellement frappantes, des deux totalitarismes dont notre monde nous a donné l'expérience, sont en effet suffisantes pour provoquer les mêmes attitudes de la révolte, vaguement ressentie dans les consciences individuelles comme une révolte de l'humanisme abstrait contre le monde inhumain. Et pourtant, il y a trop d'expériences historiques, souvent évoquées d'ailleurs, qui démontrent la vanité de la révolte dont l'humanisme pur épuise le contenu ; dont les sujets s'imaginent incarner l'essence nue de l'homme, dressée contre son existence réelle : en fin de compte, c'est l'existence qui l'emporte inévitablement dans une lutte pareille. L'homme qui ne veut être que l'homme en tant que tel, est condamné d'avance dans la lutte contre le monde qu'il croit inhumain et qui l'est en effet, mais qui existe, qui donc ne justifie pas son existence par appel à une essence devant le déterminer entièrement. Les deux totalitarismes connus et toujours menaçants ne sont identiques que dans leur opposition à l'humanisme pur, donc considérés comme objets d'une résistance vouée à l'échec, d'une résistance de l'essence. C'est la perspective essentialiste, des plus inefficaces dans la vie pratique, qui porte à identifier toute la réalité politique que l'on condamne pour les raisons morales identiques ; c'est cette perspective qui a pour arme unique l'affirmation que le totalitarisme est inhumain... Or, l'essence de l'homme qui se contente de répéter cette vérité peu contestable vaut encore moins que cette vérité même énoncée par chacun des totalitarismes contre l'autre. N'oublions pas que nous vivons dans le monde où les meurtriers d'Algérie s'indignent contre les meurtriers de Budapest, où ceux de Budapest donnent des leçons de morale à ceux d'Algérie ; où c'est l'humanisme des Lacoste qui accuse les crimes des Sierov et celui des Sierov qui juge ceux des Lacoste. Dans son mouvement d'indignation même, chacun d'eux est plus efficace que ceux qui les condamnent tous deux au nom de l'essence de l'homme. Il ne s'en ensuit pas la conclusion désespérée qu'un totalitarisme ne peut être combattu qu'au nom d'un autre totalitarisme ; il s'ensuit simplement qu'il est dangereux d'oublier que tout totalitarisme est réalité, non essence.

Dans la crise actuelle, mondiale, du mouvement de gauche, il est stérile de toujours rechercher et exposer les raisons abstraitement valables de la résistance contre le totalitarisme — stalinien ou fasciste. La gauche ne pourra jamais définir, même intellectuellement, sa position, si elle n'entreprend pas de la déterminer séparément à l'égard de chacune des formes concrètes de l'oppression, donc, si elle ne cesse pas de se contenter d'une perspective essentialiste.

La résistance antifasciste a une histoire longue et douloureuse ; la résistance consciente antistalinienne de gauche, moins riche d'expériences, en est à une confusion que nous sommes encore loin de pouvoir dissiper. Il existe quand même des conclusions générales dont la formulation, même sans grande utilité pratique immédiate, pourrait n'être pas tout à fait stérile.

L'illusion la plus primitive et la plus fréquente de ceux qui se déclarent antistaliniens consiste à croire que c'est la police et la pression physique qui constitue la force essentielle, sinon unique, du stalinisme comme système politique. Il n'en est pas de même pour ceux qui ont vécu le monde stalinien de l'intérieur. Le stalinisme aurait été impensable s'il n'avait eu pour le soutenir, même dans ses périodes les plus sinistres, une couche de gens suffisamment endoctrinés pour être staliniens d'une façon désintéressée, et pour cultiver, en même temps que les mystifications les plus folles, les valeurs idéologiques qui ont donné naissance au mouvement socialiste moderne. Par sa tradition même, le totalitarisme « de gauche » ne peut ni renoncer à une idéologie faisant appel aux valeurs universellement humaines et internationales, ni éviter de recourir à la couche importante des gens qui prennent au sérieux cette idéologie comme déterminant leurs propres attitudes pratiques. Ce qui fait que la partie la plus active des appareils politiques des régimes staliniens — compte tenu de toute la corruption de ces appareils et de leur dégénérescence dans une quasi-classe nouvelle dirigeante — est composée de gens essentiellement différents, par la formation mentale, de ceux qui forment les appareils politiques des Etats fascistes. La façade idéologique traditionnelle du stalinisme reste indispensable pour des raisons évidentes : et pourtant, en la maintenant, on risque sans cesse de la voir un jour prise au sérieux par certains qui lui donneront vie et vigueur autonome, dangereuse pour le système. Le stalinisme n'a jamais su se débrouiller de cette contradiction : il était obligé d'éduquer ses cadres dans une idéologie qu'ils devaient un jour retourner contre lui. Les idéologies fascistes, telles que nous les connaissons, sont infiniment plus adéquates à la pratique politique des fascismes. Nul doute que l'affaire des « médecins-assassins » en U.R.S.S. et le procès Slansky étaient de grandes aventures antisémites, déclenchées dans l'esprit qui est à l'origine de toutes les entreprises antisémites du monde ; il n'en est pas moins vrai qu'il a fallu les organiser de façon à les rendre digestibles pour les staliniens profondément convaincus et endoctrinés qui n'étaient vraiment pas des antisémites. Il en allait tout autrement des pogromes organisés chez les hitlériens. Il était, il est toujours possible, pour des communistes convaincus, de croire à la mission civilisatrice, libératrice et socialiste qui détermine la politique soviétique dans les pays de l'Europe de l'Est ; cette croyance, qui plus est, est nécessaire au maintien du système soviétique de domination. Il ne semble pas qu'une foi pareille, par contre, se soit développée chez les colons d'Algérie, ni surtout qu'elle soit nécessaire pour qu'ils conçoivent de prolonger indéfiniment leur domination. L'expérience a prouvé que même les tortionnaires de la police stalinienne peuvent parfois se sentir déçus et trompés dans leur foi d'être les instruments de la justice historique. On peut difficilement imaginer qu'une déception idéologique puisse choquer un jour les tortionnaires de l'armée colonialiste.

C'est cette susceptibilité aux expériences idéologiques qui constitue une différence non négligeable entre les deux totalitarismes, quelle que soit l'identité des expériences physiques qu'éprouvent les torturés dans les deux systèmes. Elle n'a, cette différence, aucune, absolument aucune importance pour l'appréciation morale des tortures et des tortionnaires ; il est, par contre, nécessaire de la prendre en considération dans la réflexion politique.

Une telle différence peut seule expliquer ce phénomène — à jamais incompréhensible pour les anticommunistes professionnels de la propagande occidentale — que la stabilité politique des régimes totalitaires « de gauche » (sauf les cas de guerre) dépende tellement peu de l'attitude des masses populaires à l'égard du régime, aussi longtemps que les appareils politiques ne sont pas touchés par une désintégration interne, dont l'apparition d'inquiétudes idéologiques est la condition nécessaire. Les révoltes populaires — telle la révolution hongroise ou les émeutes de Poznan — n'ont pas éclaté seulement pour la raison que la population était hostile au régime. Elle l'était en effet et elle l'était depuis longtemps, sans que cette hostilité se soit manifestée d'une façon dangereuse ; elle se manifesta paradoxalement dans les conditions d'une libéralisation du régime. Le développement révolutionnaire en 1956 dans les pays de l'Est n'aurait jamais eu lieu s'il n'avait pas été accompagné et précédé par la décomposition idéologique des appareils politiques, s'aggravant lentement à partir de la fin de 1954 environ (révision de la politique anti-yougoslave soviétique), et violemment accélérée après le 20[e] Congrès du P.C.U.S. Ce sont ces changements internes du mouvement communiste que l'on peut considérer comme la cause véritable de la vague de révolte qui a traversé les démocraties populaires. Pour qu'ils puissent, ces changements, provoquer des effets pareils, il fallait, évidemment, que l'opposition politique latente fût déjà bien enracinée dans la conscience sociale. Cette

opposition ne pouvait pourtant en venir à s'exprimer sous forme de résistance pratique tant que les appareils politiques restaient dans un état de fermeté idéologique. Pour les régimes totalitaires « de gauche », il n'est pas vrai que la résistance non organisée ne compte pas ; il est plutôt vrai que la résistance ne compte pas qui n'est pas appuyée par la désorganisation idéologique des appareils. Les dirigeants de ces régimes font sans doute preuve d'expérience lorsqu'ils tournent leurs attaques davantage contre les tendances révisionistes dans les rangs des partis, que contre les forces réactionnaires énormes qui menacent toujours de revivre dans la population. En effet, bien qu'il puisse paraître insensé de consacrer tant d'effort à combattre une poignée de gens isolés, non organisés, ne disposant d'aucune force politique, au lieu de la diriger plutôt contre les éléments réactionnaires puissants et nombreux, une telle tactique n'est pas sans fondements réels. Ce sont précisément les tendances dénoncées comme révisionistes qui trouvent parfois accès à cette fraction de la population dont la stabilité assure le maintien du régime : les appareils. Ceux-ci, insensibles à la propagande qui vient des pays capitalistes et des glorificateurs des démocraties bourgeoises de tous bords, restent parfois ouverts aux idées socialistes hétérodoxes, lesquelles procèdent de principes qu'ils reconnaissent eux aussi comme les leurs. Tout l'effort donc de la propagande orthodoxe tend à identifier ces deux formes de la critique politique dirigée contre le régime : celle de la critique socialiste authentique, et celle que la radio américaine ou la presse bourgeoise répandent ; à présenter les critiques de gauche comme une espèce particulière de cet esprit de revanche que le monde capitaliste nourrit à l'égard du bloc socialiste. Une fois cette identification opérée dans les rangs de l'appareil, celui-ci devient presque automatiquement insensible aux influences périlleuses, qu'il traite dès lors avec le même mépris que les programmes de « l'Europe libre », avec la même insensibilité, quel qu'en soit le contenu. C'est ce qui garantit définitivement la stabilité du régime, peu soucieux alors des attitudes de la population dans sa masse. Ce qui explique aussi pourquoi les dirigeants du Kremlin ont en effet, en 1955 et 1956, incomparablement plus contribué à la décomposition interne des régimes staliniens que toute la propagande occidentale n'aurait pu faire pendant des dizaines d'années. Il est vrai aussi, et cela n'est pas accidentel, que l'opposition valable et efficace contre le stalinisme se recrute depuis longtemps chez les gens de formation stalinienne.

Il n'en est pas de même dans les régimes fascistes ou, généralement, dans les régimes totalitaires de droite. Issu ou non, à sa naissance, d'un mouvement de masses, tout régime fasciste se passe, une fois établi, des cadres idéologiquement éduqués qu'il pourrait recruter en majeure partie parmi ceux que la conscience politique ou idéologique pousse à participer à l'appareil. S'il est vrai que la police se ressemble beaucoup, dans tous les régimes autoritaires, du point de vue de ceux qu'elle persécute, elle n'est pas pour autant toujours pareille en elle-même. Ni la tradition des régimes fascistes ni leur fonction sociale ne les obligent à justifier le pouvoir policier par une idéologie dont les appareils soient vraiment imprégnés. Le pouvoir est justifié par le fait même d'être le pouvoir ; et c'est de même façon que la participation à l'appareil du pouvoir se justifie. Cet appareil ne court nullement le risque de s'effondrer ou de se décomposer en raison d'inquiétudes nées dans les consciences de ses participants, leur formation mentale n'admettant pas de situations pareilles.

Le fascisme ne s'instaure pas nécessairement, comme ce fut le cas notamment de la république de Weimar, dans les conditions d'une grande misère du peuple, du chômage massif, etc. Il exige pourtant, comme sa condition, une situation que le peuple éprouve comme sans issue, une pourriture des institutions vivement ressentie dans les masses, une paralysie du système démocratique, la situation d'une double impuissance : aussi bien celle des dirigeants du régime à assurer le fonctionnement du pouvoir que celle de la gauche à s'en emparer. Il élève en apparence son pouvoir au-dessus des classes et des partis politiques, pour établir des appareils politiques fonctionnant au profit d'une couche de la bourgeoisie, et pour assurer le fonctionnement de ces appareils, il racole des gens de classes différentes aux yeux de qui les privilèges du pouvoir se justifient d'eux-mêmes. (C'est aussi l'arbitraire du régime qui permet de donner l'illusion de participer au pouvoir à un nombre de gens beaucoup plus grand que ne peuvent la donner les systèmes démocratiques.)

Cette distinction générale, dégagée des expériences récemment fournies par les mondes totalitaires, permet de préciser quelles différences essentielles existent, entre les résistances qui peuvent efficacement s'opposer à eux, aussi bien que les dangers qui menacent différemment chacune de ces résistances.

Ce qui menace surtout la critique politique de gauche dans le régime stalinien, c'est l'appel à l'antistalinisme en tant que tel, réduit à lui-même, et conçu comme une base suffisante de résistance. Fréquemment, dans les systèmes staliniens, les sentiments de révolte revêtent tout d'abord des formes réactionnaires de même que dans l'histoire presque tous les mouvements populaires dirigés contre un régime nouveau d'oppression s'exprimaient au commencement par une nostalgie à l'égard du régime antérieur, dépassé par l'histoire, mais conservé dans la mémoire, en face d'une oppression nouvelle, et parfois plus rude, comme Age d'or. Les masses ouvrières des pays communistes se comportent parfois, à l'égard du régime, comme ces ouvriers du début du XIX[e] siècle, qui, dans la juste résistance contre l'exploitation capitaliste, démolissaient les machines, soupçonnées d'être la source de leurs malheurs. On peut trouver regrettable ce phénomène, qui paraît pourtant fatal au début de toute révolte populaire contre un système récemment instauré. On le retrouve d'ailleurs au cours de toute l'histoire humaine, à commencer par les révoltes d'esclaves.

Mais c'est aussi ce caractère de la résistance populaire qui interdit aux éléments de gauche de s'identifier avec toute la masse de la critique sociale, pour cette raison seule qu'elle se dresse contre le régime stalinien. Et cela aussi bien parce que cette critique prend souvent une allure réactionnaire, que parce qu'elle est pratiquement inefficace. Etant donné que la critique, non seulement justifiée, mais aussi efficace, comme nous venons de l'indiquer, est celle qui trouve l'accès aux appareils, donc une critique socialiste, et non simplement « antitotalitaire » dans le sens le plus général, la résistance antistalinienne doit revêtir un caractère « doctrinaire », c'est-à-dire avoir un contenu idéologique clairement formulé comme contenu socialiste. La gauche antistalinienne risque trop souvent de s'identifier, ou au moins de se détacher mal de cette résistance qui n'a d'autre origine qu'une certaine inertie populaire en face du capitalisme. Il n'est pas question, il ne peut être question, d'un « front » universel ayant l'antistalinisme comme base unique ; d'un « front » composé des tendances les plus opposées, et accidentellement, voire artificiellement unies dans l'opposition ; il est question au contraire, et précisément, de créer une base de résistance capable d'influencer les appareils du régime en partant de leurs propres prémisses idéologiques. Le caractère trop large et trop étendu des idées et des mots d'ordres est donc, par-dessus tous les autres, le danger qui menace la gauche dans les régimes staliniens.

C'est l'inverse qui a lieu dans la résistance antifasciste, et non seulement du point de vue de la « justesse » théorique, mais aussi du point de vue de l'efficacité pratique. Dans la résistance contre un totalitarisme de droite, c'est l'esprit « sectaire » qui est plus dangereux que les toutes autres fautes possibles. Il s'agit alors de trouver la base la plus large possible et la moins doctrinaire ; il s'agit d'une organisation de la résistance, et non d'une recherche d'influence idéologique sur les appareils ; d'une résistance pratique contre l'oppression, et non d'une opposition de doctrines. Le mouvement communiste ne fut jamais capable d'affronter efficacement et de vaincre effectivement, de l'intérieur, les systèmes fascistes. Nulle part le fascisme déjà instauré n'a été détruit par la pression du mouvement communiste. N'est-ce pas surtout le caractère doctrinaire du mouvement qui l'a condamné à cette impuissance ? Impuissance à se faire des alliés authentiques, issue de son impuissance à se montrer capable d'unité démocratique sans hégémonie totale, avec toutes les conséquences que cela comporte ?

Il est plus que probable que nos réflexions s'accomplissent dans le vide de la théorie. Une crise universelle des mouvements de gauche, dont l'analyse dépasse les remarques présentes, se manifeste partout, et à l'égard des deux formes du totalitarisme, également par l'incapacité, sans espoir, de tenir tête aux entreprises épouvantables qui se développent incessamment dans les deux hémisphères politiques du monde. Risibles apparaissent ceux qui tentent encore de dissimuler cette crise sous des slogans impuissants, au lieu de l'analyser. Nous nous permettons de penser, quant à nous, que cette crise est due avant tout à la décomposition, qui va s'aggravant, du mouvement communiste dans sa forme existante, totalitaire ; et donc qu'en augmentant le danger du totalitarisme, elle a aussi ses racines, paradoxalement, dans l'inefficacité même du totalitarisme. Je ne crois pas qu'il soit raisonnable de se consoler du fait que tomber au fond du malheur peut rapprocher du seuil d'une époque absolument heureuse, d'un règne du Saint-Esprit. Et pourtant, je crois qu'il y a dans cette crise et par elle des faits qui sont définitivement établis, faits positifs donc, irréversiblement inscrits dans la conscience de la gauche, et qui donnent l'espoir, hasardeux peut-être, de sa renaissance.

J'ai insisté sur le fait que la résistance socialiste contre le totalitarisme stalinien n'est pas seulement justifiée dans les cadres d'une vision du monde que j'accepte, mais qu'elle est aussi la seule efficace. Autrement dit : que le stalinisme ne peut être dépassé que par le socialisme. C'est aussi cette observation qui confirme notre croyance dans une inévitable évolution socialiste du monde ; croyance que c'est vraiment la réalité socialiste qui devient la Réalité par excellence, qu'elle n'est pas seulement un produit nécessaire de l'histoire, mais qu'elle est l'histoire même.

Norman BABEL.

MAIS, DIRA-T-ON (...) LES MALHEURS DE LA GUERRE CIVILE SONT SI GRANDS QU'IL EST PLUS UTILE DE NE L'EXERCER JAMAIS. COMMENT PEUT-ON DIRE CELA ? LES PRINCES SONT MORTELS ; LA REPUBLIQUE EST ETERNELLE. LEUR EMPIRE EST PASSAGER ; L'OBEISSANCE DE LA REPUBLIQUE NE FINIT POINT. IL N'Y A DONC PAS DE MAL PLUS GRAND, ET QUI AIT DES SUITES SI FUNESTES, QUE LA TOLERANCE D'UNE TYRANNIE, QUI LA PERPETUE DANS L'AVENIR.

MONTESQUIEU

trême. Il ne manque peut-être que l'annonce d'une nouvelle croisade pour galvaniser tous les repentis, les refoulés, les diminués, dont douze ans de « pourrissement » politique et militaire, douze ans de stagnation économique et sociale, douze ans de régression morale enfin, ont considérablement accru le nombre. Ce n'est pas à nous d'imaginer ce que pourrait être cette croisade. Les précédents historiques que j'ai rappelés, enseignent que plus le prétexte en sera aberrant, plus délirants les motifs, plus criarde l'injustice, ou encore que plus la contradiction sera flagrante entre les moyens qu'elle mettra en œuvre et les fins qu'elle avouera, et plus elle aura chance de séduire nombre de gens qui, s'ils n'ont pas par vocation le goût du fascisme, auront sans doute perdu le goût de s'y opposer et qui s'y jetteront comme Gribouille. Mais c'est à nous de veiller à tuer dans l'œuf le projet qu'on en caresse en haut lieu. S'il se peut ; mais rien ne prouve, au contraire, qu'il ne se puisse pas, si l'on admet que le fascisme n'est assuré de rien, tant qu'il n'a pas accompli la *perversion de la culture* qui est une de ses marques distinctives et dont la perversion du langage constitue la première et décisive étape.

Or, il est sûr qu'est déjà entamé en France le processus par lequel les mots, préalablement vidés de leur substance, comme doivent être « lavés » les cerveaux auxquels on les destine, servent à signifier le contraire de ce qui demeure leur sens vrai. Le mot « pacification » fut un des premiers atteints. L'usage éhonté, et heureusement dénoncé ici même, que les rebelles d'Alger et de Corse firent des termes « salut public » laisse présager le sort qui attend le mot « république ». Et voici, parmi d'autres, que le mot « grandeur » devrait signifier tout ce qui rampe, s'appuie sur la police et les troupes de choc, ce qui ment autant par intérêt que par mépris de l'interlocuteur.

Qu'un régime fasciste ait besoin de pervertir le langage suffirait à rappeler qu'en touchant au signe, on atteint le signifié, qu'à travers leurs noms, ce sont les choses elles-mêmes qu'on modifie ; et cette simple constatation nous indique assez la tâche que nous pouvons, que nous devons remplir aujourd'hui, ou plutôt elle nous y confirme. Cette tâche, elle est de *détromper* par tous les moyens à notre disposition, la conversation, la presse, les revues, les livres, etc., une opinion que la bigoterie civique tente d'investir de toutes parts. A la mythologie tricolore que les services officiels préparent à l'usage des citoyens respectueux de l'ordre, il serait probablement vain d'opposer la passion de la liberté et la volonté d'émancipation sociale, si l'une et l'autre ne devaient nous armer de tous les moyens dont dispose l'esprit critique au sens le plus fort du terme, j'entends un esprit qui mette au premier rang des droits et des devoirs la recherche et la défense de la vérité. Nous savons qu'il n'y a pas de vérité absolue, en politique et ailleurs. Un régime qui se veut sinon absolu dans sa structure, du moins absolutiste dans ses prétentions, ne peut donc, par définition, qu'engager son existence dans la lutte, ouverte ou sourde, qu'il mène contre une vérité qui a toujours l'avenir devant elle. A nous donc, de rapprocher autant que possible cet avenir. J'ignore s'il y aura un prochain jour de nouvelles barricades et de nouveaux maquis, mais il est certain que nul ne peut s'en remettre à ces héroïsmes imprévisibles du soin d'enrayer le mal qui ronge peu à peu la vie politique, économique et *spirituelle* de ce pays. Combattre ce mal au niveau de l'expression, ce n'est sans doute pas en extirper la racine. Mais c'est peut-être empêcher que cette racine ne pousse plus en profondeur. Au reste, les deux thérapeutiques sont complémentaires.

Jean-Louis BEDOUIN.

Une lettre d'Etiemble

« Je n'ai rien de plus à vous dire que ce que j'écrivais ces mois-ci dans **Evidence** (1), sur la gauche et la droite ; mais j'ai relu cet été bien des livres, tous antérieurs à Marx, que je sache, et j'y ai trouvé confirmation de mes postulats » :

FLORILÈGE

« Ou le roi aura une armée, ou l'armée aura un roi. »

« L'Assemblée nationale, en écrasant tous les corps intermédiaires, n'a fait qu'achever en France l'ouvrage des rois. Dès que l'Etat pourra donner une armée au prince, cette armée lui donnera l'Etat. »

« J'éprouve de jour en jour que les matières politiques sont d'une toute autre difficulté que les abstractions métaphysiques ; il est plus aisé d'analyser que de composer, et le corps politique ne vit que de composition. L'esprit purement analytique lui est funeste, comme j'espère le prouver. »

« Si la cour avait été aussi éclairée que le moindre petit cercle provincial, qui ne l'était guère, les désirs du peuple auraient été devinés ; quelques satisfactions utiles en auraient brisé la force. Ces désirs, trop longtemps insatisfaits, sont devenus des idées, et, comme telles, invulnérables. On ne tire pas des coups de fusil aux idées. »

RIVAROL

« Il ne suffit pas d'envisager l'influence du système de conquête, dans son action sur l'armée et dans les rapports qu'il établit entre elle et les étrangers. Il faut le considérer encore dans ceux qui en résultent, entre l'armée et les citoyens.

Un esprit de corps exclusif et hostile s'empare toujours des associations qui ont un autre but que le reste des hommes. Malgré la douceur et la pureté du christianisme, souvent les confédérations de ses prêtres ont formé dans l'Etat des Etats à part. Partout, les hommes réunis en corps d'armée se séparent de la nation. Ils contractent pour l'emploi de la force, dont ils sont dépositaires, une sorte de respect. Leurs mœurs et leurs idées deviennent subversives de ces principes d'ordre et de liberté pacifique et régulière, que tous les gouvernements ont l'intérêt, comme le devoir, de consacrer.

Il n'est donc pas indifférent de créer dans un pays, par un système de guerres prolongées ou renouvelées sans cesse, une masse nombreuse, imbue exclusivement de l'esprit militaire. Car cet inconvénient ne peut se restreindre dans de certaines limites, qui en rendent l'importance moins sensible. L'armée, distincte du peuple par son esprit, se confond avec lui dans l'administration des affaires.

Un gouvernement conquérant est plus intéressé qu'un autre à récompenser par du pouvoir et par des honneurs ses instruments immédiats. Il ne saurait les tenir dans un camp retranché. Il faut qu'il les décore au contraire des pompes et des dignités civiles.

Mais ces guerriers déposeront-ils avec le fer qui les couvre l'esprit dont les a pénétré dès leur enfance l'habitude des périls ? Revêtiront-ils avec la toge, la vénération pour les lois, les ménagements pour les formes protectrices, ces divinités des associations humaines ? La classe désarmée leur paraît un ignoble vulgaire, les lois des subtilités inutiles, les formes, d'insupportables lenteurs. Ils estiment par-dessus tout, dans les transactions, comme dans les faits guerriers, la rapidité des évolutions. L'unanimité leur semble nécessaire dans les opinions, comme le même uniforme dans les troupes. L'opposition leur est un désordre, le raisonnement, une révolte, les tribunaux, des conseils de guerre, les juges, des soldats qui ont leur consigne, les accusés, des ennemis, les jugements, des batailles (...) Nos neveux ne croiront pas, s'ils ont quelque sentiment de la dignité humaine, qu'il fut un temps où des hommes illustres sans doute par d'immortels exploits, mais nourris sous la tente, et ignorants de la vie civile, interrogeaient des prévenus qu'ils étaient incapables de comprendre, condamnaient sans appel des citoyens qu'ils n'avaient pas le droit de juger. Nos neveux ne croiront pas, s'ils ne sont le plus avili des peuples, qu'on ait fait comparaître devant des tribunaux militaires des législateurs, des écrivains, des accusés de délits politiques, donnant ainsi, par une dérision féroce, pour juge à l'opinion et à la pensée, le courage sans lumière et la soumission sans intelligence. »

Benjamin CONSTANT, *De l'esprit de conquête.*

« Qui ne sait la puissance des préoccupations de l'esprit humain ? Quand une idée le possède, quand il s'acharne à quelque projet, tout s'y rattache, tout en dépend. Le plus faible lien, le rapport le plus éloigné, lui offrent l'apparence d'un incontestable et rigoureux enchaînement. Voilà le pouvoir judiciaire lancé dans un certain ordre de faits qui excitent sa méfiance ; hommes, actions, paroles, tout ce qu'il y

(1) Nous reproduisons ci-contre le « Décalogue » d'Etiemble, extrait de « Hoche ! roite ! Hoche ! roite ! » in *Evidences*, n° 72, juin-juillet 1958 (N.D.L.R.)

apercevra lui sera suspect. A défaut de faits particuliers, ses soupçons seuls lui serviront de point de départ. Le nom d'un individu lui suffira pour qu'il dirige vers lui toutes ses pensées. Je ne suppose aucune intention perverse ; je décris le cours naturel d'un égarement.

Rencontrer un homme dans la sphère où on cherche un crime et parce qu'on l'y rencontre, être tenté de le poursuivre, entre ces deux faits le passage est court et glissant. Poussée par la politique, la justice l'a souvent franchi. Que fait-elle alors ? elle oublie sa condition ; elle abandonne sa boussole légale ; elle n'instruit plus sur des faits ; elle instruit contre des personnes.

Instruire contre des personnes ! qui s'arrêtera dans cette route ? quel guide y sera fidèle et sûr ? Quand l'hérésie était un crime et l'inquisition un tribunal, c'était ainsi que l'inquisition procédait contre l'hérésie. Sans cesse fouillant dans ce fait général, dès qu'un homme semblait y tenir par quelque fil, elle saisissait cet homme, scrutait sa vie, ses relations, ses discours, ses manuscrits, ses pensées, et lui découvrait bientôt quelque hérésie particulière qui l'envoyait au bûcher. Ainsi procédait le comité de salut public, quand, parmi les suspects, il cherchait des coupables. »

François GUIZOT, *Des conspirations et de la justice politique.*

« Il ne fera point arrêter un homme sur le simple rapport d'un alguazil, d'un secrétaire ou d'un commis. Il sait trop bien que ces sortes de gens, pour la plupart, ont l'âme vénale, et sont capables de faire un honteux trafic de son autorité. C'est pourquoi, lorsqu'il est question d'enfermer un accusé, il approfondit l'accusation jusqu'à ce qu'il ait démêlé la vérité. Aussi n'envoie-t-il jamais des innocents dans les prisons. »

Alain-René LE SAGE, *Le Diable boîteux*

« Car le droit de la vertu doit prévaloir le droit de notre obligation. J'ai autrefois logé Epaminondas au premier rang des hommes excellents : et ne m'en dédis pas. Jusques où montait-il la considération de son particulier devoir, qui ne tua jamais homme qu'il eût vaincu ; qui, pour ce bien inestimable, de rendre la liberté à son pays, faisait conscience de tuer un tyran, ou ses complices, sous les formes de la justice. »

MONTAIGNE, *Essais,* III, 1.

« Ce vague, cette incertitude, ces grandes choses qui ne produisent rien, ces petites causes d'où sortent tant de grands résultats, ces illusions, cette puissance de l'opinion si souvent trompeuse se retrouvent dans tout ce qui touche aux gouvernements, dans tout ce qui prend place dans l'histoire. Par exemple, n'est-on pas toujours tenté de supposer des talents supérieurs à l'homme qui joue un rôle extraordinaire ? Souvent cet homme est moins que rien. La gloire a ses méprises comme la vertu. Il y a des temps surtout où la fortune célèbre ses fêtes, espèces de saturnales où l'esclave s'assied sur le trône du Roi. Quand on vient à regarder de près les hommes qui conduisent le monde dans ces temps de délire, on demeure plus étonné de leur néant, qu'on n'était surpris de leur existence ; on est frappé du peu de talent qu'il faut pour décider du sort des empires ; et l'on reconnaît qu'il y a dans les affaires humaines quelque chose de fatal et de secret, qu'on ne saurait expliquer. »

M. de CHATEAUBRIAND, *Réflexions politiques sur quelques écrits du jour et sur les intérêts de tous les Français.*

« Voilà-t-il pas l'essentiel d'une politique de gauche ? Que j'en aie trouvé les éléments chez Rivarol et Chateaubriand, chez Guizot et Constant, n'est certes pas pour me décourager ; au contraire. Car, en ce qui concerne la droite et la gauche officielles, quel mot leur convient mieux que celui-ci, de Rivarol : « Ces gens de droite qui si sont gauches, et ces gens de gauche qui sont si peu droits » ? Quant à nous autres gribouillards, puissions-nous mériter nous aussi ce jugement que le même Rivarol portait sur soi, sur ses amis :

« Les écrivains sont tous plus ou moins corrompus par l'événement. On ne nous fera sans doute pas le même reproche. Nous avons écrit sans prédilection et sans amertume, sans crainte et sans témérité, mais non sans obstacle et même sans péril. »

ETIEMBLE.

DECALOGUE

1) Tout régime, quel qu'il soit, qui n'inscrit pas dans sa constitution et dans ses codes quelques articles rigoureux contre toute propagande raciste, toute discrimination raciale, de quelque race qu'il s'agisse, et dans quelque sens que s'exerce le crime, ne mérite que le mépris et le désaveu des hommes de gauche ;

2) Tout régime, quel qu'il soit, qui n'inscrit pas dans sa constitution, dans ses mœurs, que les généraux et l'armée doivent au pouvoir civil une obéissance non moins disciplinée que celle qu'un officier exige de ses subordonnés, ne mérite que le mépris et le désaveu des hommes de gauche ;

3) Tout régime, quel qu'il soit, qui prétend détenir la Vérité, et l'imposer par un enseignement, un clergé, un parti uniques, confond insidieusement le pouvoir civil et la vie religieuse ; il ne mérite que le mépris et le désaveu des hommes de gauche ;

4) Tout régime, quel qu'il soit, qui considère que 50,1 % des citoyens, du fait qu'ils sont majoritaires, ont le droit de brimer, d'opprimer, de spolier les 49,9 % qui forment la minorité, ne mérite que le mépris et le désaveu des hommes de gauche ;

5) Tout régime, quel qu'il soit, qui n'inscrit pas dans sa constitution, dans ses codes, quelques articles rigoureux pour proscrire la torture, et qui ne veille pas à l'application de l'*habeas corpus*, liberté fondamentale faute de quoi s'évanouissent toutes les autres, ne mérite que le mépris et le désaveu des hommes de gauche (*) ;

6) Tout régime, quel qu'il soit, qui n'accorde pas à tous les citoyens le droit de mener comme ils le peuvent leur vie privée, notamment leur vie charnelle, pourvu qu'en soient exclus le dol et la violence, ne mérite que le mépris et le désaveu des hommes de gauche ;

7) Tout régime, quel qu'il soit, qui ne reconnaît pas aux travailleurs le droit de se mettre en grève pour défendre leurs intérêts professionnels contre l'Etat ou le patron, ne mérite que le mépris et le désaveu des hommes de gauche ;

8) Tout régime, quel qu'il soit, qui ne garantit pas les libertés publiques essentielles : droit de réunion et d'association, droit d'imprimer sans autorisation ni censure, droits syndicaux, ne mérite que le mépris et le désaveu des hommes de gauche ;

9) Tout régime, quel qu'il soit, qui par des promesses fallacieuses, encourage les citoyens à procréer des enfants dont il n'assure ni le logement ni la scolarité jusqu'à 16 ou 18 ans, ne mérite que le mépris et le désaveu des hommes de gauche ;

10) Tout régime, quel qu'il soit, qui ne condamne pas la toute-puissance de l'argent, tout régime par conséquent qui tolère ou produit l'indigence de beaucoup au milieu de la prospérité du grand nombre et du faste de quelques-uns, ne mérite que le mépris et le désaveu des hommes de gauche.

(*) Nous pensons qu'Etiemble sera d'accord avec nous : une telle revendication implique l'abolition de la peine de mort. (N.D.L.R.).

LA PART IRRÉDUCTIBLE

L'athéisme en politique est l'honneur de l'homme.

Dieu s'offrirait à résoudre sur-le-champ la tragédie selon laquelle l'espèce humaine, dans son ignorante recherche de l'unité, se prend elle-même pour ennemi, il faudrait repousser sans examen son offre. Nous sauver ainsi serait nous promettre à la pire perdition : celle qui retire jusqu'au désir d'être sauvé, qui fait s'en éprouver indigne.

La pensée et l'action politiques — le travail politique en général, est une occupation médiocre autant qu'on voudra. Il s'agit là d'une besogne d'homme, dont aucun homme ne peut être relevé sans qu'on lui retire en même temps quelque chose dans l'âme. C'est précisément un tel vide intérieur qui vient de se faire en France, dans toutes les consciences.

Indifférence volontaire ou lâcheté, confusion, tristesse d'esprit ou démission lucide, voire amusée (la passion de spectateur : jouir de cela comme d'un cérémonial selon lequel la bêtise humaine s'offre elle-même aux regards, est une attitude tentante), ce vide est partout constatable. Quelque chose s'est produit, qui a produit ce vide. La pensée peut bien se rebeller à cette vue, nier que certains événements publics puissent jamais la bouleverser à ce point. C'est un fait que l'avènement du nouveau régime a bouleversé toutes les consciences, retourné tous les esprits, et jusqu'aux plus assurés d'eux-mêmes. Tout privilège ici s'abolit. Personne n'est au-dessus de cela. Il n'est déjà plus possible de penser regagner ce qui a été perdu que **tous ensemble.** Nous sommes ici dans l'ordre de la grande égalité incontestable, où les dons de l'intelligence, les chances, la certitude intime, et même la profondeur irréductible des valeurs souveraines comptent pour rien, comme devant la mort. Du plus démuni au plus comblé des hommes, la perte est exactement la même, et l'un n'est pas moins intéressé que l'autre à la racheter. Aucun bien n'est plus sûr lorsque la liberté, « ce bien qui fait jouir des autres biens », est elle-même menacée.

⁂

L'un des écrivains-ministres du nouveau régime énonçait récemment : « Nous sommes dans un état de grâce historique, il faut en profiter. » C'est fort bien dit, et il n'est que de dire le contraire pour dire la vérité, ici dessinée comme à la gifle. Nous sommes dans un état de disgrâce historique, dans une situation de honte historique. Nous sommes dans un moment de décadence politique, intellectuelle et morale. Nous sommes dans un monde politique d'une vanité folle, sous le règne d'une inintelligence sûre d'elle-même qui n'est pas la sottise, qui est l'étroitesse d'esprit désespérante, annonciatrice de toute tyrannie. **Il faut en profiter** cependant, dirons-nous pour essayer de voir ce que c'est qui vient de subir une défaite, ce que c'est qui en éprouve en chacun de nous la honte, ce que c'est qui exige en chacun de nous la réparation de cette honte, quel sens doit être redonné à notre existence d'hommes en société.

⁂

Toute activité politique est de morale, engage avec soi l'univers des valeurs morales, et relève par suite du jugement moral. Tout pouvoir, tout régime, tout gouvernement peut toujours être réduit à son contenu moral et à la portée morale de ses actes. Les rapports entre les hommes, l'organisation de ces rapports, sont une affaire de morale. Toute activité intellectuelle, et même simplement littéraire, d'autre part, est de morale, et relève du jugement moral. Il n'y a pas d'exercice de la parole — si ce n'est dans une inimaginable pureté descriptive — qui n'ait une portée morale. La parole même est un certain genre de pouvoir, que l'on n'a jamais qu'après avoir fait ce qu'il fallait pour le prendre. En d'autres termes : on ne peut ni régner, ni parler ou écrire innocemment. Cela s'explique.

Il n'est pas un écrivain, par suite, qui puisse se taire devant la modification décisive récemment apportée aux rapports entre les hommes tels qu'ils étaient établis dans ce pays depuis près d'un siècle. Car l'exercice de sa parole s'en trouve modifié avec le reste. Se taire signifierait donc que sa propre parole ne lui importe pas. Il faudrait qu'il se taise vraiment à jamais.

Il n'est peut-être pas nécessaire de s'expliquer longuement sur ce point. Que chacun s'en persuade, « se mêler de cela » aujourd'hui n'est pas se mêler de politique. Ce qui est en jeu est infiniment plus grave. Prendre parti aujourd'hui n'est plus prendre parti. Se taire, en même temps, n'est même plus se taire. Le juste recul devant la misère des opinions en politique, n'est plus soutenable. L'attitude d'abstention, faite autant de dégoût que d'intimidation, devant un monde où tout ce qui s'agite, sous l'accumulation des déguisements et des masques, apparaît au premier regard indentifiable, cette attitude cesse d'être respectable. Nous avons réellement perdu jusqu'à la possibilité de nous taire. Ceux qui auraient décidé de garder le silence ont encore à dire les raisons de leur silence. Si nous nous taisons, quelque chose existe, en effet, qui guette avec un intérêt passionné le développement de notre silence. On a l'oreille sur lui comme sur un discours. Se taire est devenu remarquable, nulle modestie qui tienne. C'est crier : voyez mon silence.

⁂

Qu'on le veuille ou non — cela n'est pas un choix politique, c'est une exigence, et cette exigence, morale, est dans le monde un fait : un besoin — l'organisation politique du monde est désormais **l'œuvre de tous et de chacun.** Cela signifie que le seul problème qui se pose en politique est maintenant celui de la réalisation de la démocratie. Certes, « l'art de gouverner » se survit. L'art de gouverner, pourtant, n'a plus de sens que dans la mesure où il associe les hommes aux décisions du gouvernement. Sous cet angle déjà, le nouveau régime est une absolue régression. Il n'appartient pas au monde moderne. Il est le gouvernement d'hommes qu'il méprise. Il n'en est pas conscient sans doute. En serait-il conscient, il s'apercevrait que son absurdité est totale, que la tâche entreprise est une tâche insensée, épuisante et vaine, parce qu'il ne peut aboutir qu'à s'apercevoir soi-même comme **incompris.** L'aberration qui le fonde est flagrante — comme de s'obstiner à éduquer des enfants qu'on n'aime pas. En vérité, il n'est pas un gouvernement d'hommes. Il est la réalisation d'un rêve métaphysique du pouvoir. Le rôle qu'il s'assigne, sa vocation, son génie, son intention et son but déclaré, et la justification de son existence, c'est **de faire de l'Histoire.** Travail pour ainsi dire technique, en même temps qu'inspiré, celui de la création « historique ». Et il est nécessaire que **les hommes** cessent de lui venir en gêne dans l'accomplissement de cette œuvre. Cela, bien entendu, n'a aucun sens. Ou cela n'a qu'un sens : jamais, dans ce pays du moins, ne s'était affirmée avec autant de force l'intention de mettre un terme à l'exigence moderne des hommes, de participer à leur propre histoire ; jamais, la volonté de les réduire à n'être que la matière inerte d'un art « historique », spécialité de quelques-uns. Que le motif de ces chirurgiens-poètes soit de sauver malgré elle la malheureuse humanité, cela va de soi, et n'a pas d'intérêt. Cette fureur abstraite se condamne d'elle-même. Le gouvernement qui prétend interdire à l'humanité commune la fonction « historique » ne fait que se désigner par là comme gouvernement non humain.

⁂

Lorsque l'écrivain célèbre qui s'est laissé nommer ministre du rayonnement français criait, aux micros d'une place publique, au cœur de Paris : « Ici Paris », comme on disait : « Ici Londres », du temps où les armées de Hitler occupaient le territoire français, ce cri n'était pas poussé de Paris, mais d'une très lointaine région de l'esprit ; et il ne s'adressait pas à Paris, mais à l'obscure divinité qui sanctifie peut-être les hommes du pouvoir et doit les protéger du peuple. Quelle catastrophe justifiait cet appel sans espoir ? quel naufrage, ce message de S.O.S. ? où était l'élément ennemi submergeant qui autorisait ce pathétique ? Cette détresse, cette angoisse et cette peur, pourtant, n'étaient pas imitées tout à fait. Le radeau imaginaire a sa réalité. Cela se nomme solitude et mépris, et conscience de ce qu'a d'irrémédiable cette solitude du mépris. Pour l'ennemi, c'est nous. Vous et moi, l'humanité commune, autrement dit la simple exigence, survivante en chacun, de rester capable d'une existence morale. L'occupant ainsi désigné, non nommé (mais comment le nommer ?), c'était Paris lui-même, occupé par Paris. La cause menacée : indicible. Rêvée. Monstre engendré par la solitude exaltée du mépris, sommeil de la raison.

⁂

Les gouvernements antérieurs n'étaient pas choquants en ce sens. Combles de médiocrité, ils exprimaient à leur manière une situation vraie : les contradictions d'une société qui sut développer en elle une véritable **culture de la liberté** — en aucun lieu du monde **les mœurs** ne sont sans doute aussi libres qu'en France — en même temps qu'elle n'était capable de se donner pour l'extérieur qu'un appareil d'Etat oppressif, esclavagiste et conquérant. Supprimer violemment cette contradiction n'est pas impossible. Ce n'est pas venir à bout du mal. C'est le perpétuer au contraire, en supprimant l'autre terme. En l'occurrence, c'est vouloir étouffer ce qui, en France, est doué d'une portée universelle.

M. Gaillard, par exemple, nous représentait. Les gens de cette espèce trahissent régulièrement les idées dont ils se sont servis pour se véhiculer au pouvoir. Cette trahison, avouée, évidente, connue et reconnue de tous, définie, qualifiée et classée comme telle dans tous les esprits, ne peut être confondue avec une valeur. Elle n'essaie même pas. Elle est sans équivoque, et peut toujours être nettement combattue. Une pareille médiocrité mesure exactement la dégradation que doivent subir les idées dans le monde, du moins en dehors des périodes révolutionnaires. La difficulté de traduire dans la réalité politique les valeurs qui nous permettent individuellement de vivre, l'énorme distance qui les sépare, cette difficulté est notre problème. Le supprimer, c'est poser qu'il est bon de renoncer à le résoudre.

Les hommes de l'actuel pouvoir ne trahissent rien : ils n'ont rien à trahir. Ce n'est pas notre œuvre — l'œuvre de tous et de chacun — qu'ils entreprennent de réaliser pour nous. C'est leur œuvre, envers et contre nous. Ils n'expriment ce faisant aucune des difficultés

LE TEMOIGNAGE DE CEUX QUI CROIENT UNE CHOSE ETABLIE N'A POINT DE FORCE POUR L'APPUYER ; MAIS LE TEMOIGNAGE DE CEUX QUI NE LA CROIENT PAS A DE LA FORCE POUR LA DETRUIRE. CEUX QUI CROIENT PEUVENT N'ETRE PAS INSTRUITS DES RAISONS DE NE PAS CROIRE ; MAIS IL NE SE PEUT GUERE QUE CEUX QUI NE CROIENT POINT, NE SOIENT PAS INSTRUITS DES RAISONS DE CROIRE.

FONTENELLE

vraies de l'œuvre. Ils se sont mis hors du jeu où les vraies difficultés apparaissent. C'est là leur falsification première. Ils ne nous représentent pas. Ils ne représentent qu'eux-mêmes. Les autres nous faisaient l'honneur de nous tromper. Etre trompés ainsi n'est ni déshonorant ni stérile. Ceux-ci ne nous trompent même pas. Ils exigent que nous nous en remettions à eux, que leurs caprices se substituent à nos pensées, que nous fassions en sorte, à l'avance, de ne pouvoir pas même réclamer, puisque nous aurons renoncé à toute exigence, et qu'ils ne nous auront rien promis.

L'absence d'idée est leur raison d'être politique, la pierre sur laquelle ils pensent construire leur Eglise. Ils ne traduisent pas en actes nos exigences, nos désirs, nos besoins. Ils ne traduisent que leur propre désespoir, privé de sens et ennuyeux. Il suffit certes de renoncer à toute exigence, pour passer de l'état d'impuissance à l'efficacité. La Bêtise, c'est-à-dire la force des choses, dans l'humanité, est ce qui résiste en elle à la réalisation de ces exigences. Au lieu de s'opposer à la Bêtise, l'actuel pouvoir a décidé de jouer sur elle.

Pareille détermination ne pouvait naître qu'en des têtes intellectuelles. De fait, l'actuel pouvoir est détenu, pour l'essentiel, par des intellectuels.

***

A cela tient évidemment son indécence, qui touche à l'obscénité. Les valeurs qui ont cours en littérature, directement mises en avant par les hommes au pouvoir, et appliquées sans conversion à un ordre de choses différent, viennent en dérision, et de l'activité politique, et de l'activité intellectuelle et littéraire. Une telle confusion des genres conduit véritablement à une certaine espèce de folie. Nous n'avons plus affaire en ce sens à des politiques, ni même à des intellectuels. Nous avons affaire à des insensés. Un certain style paranoïaque mérite déjà de caractériser cette période de notre histoire. Parler de soi à la troisième personne, cela n'est pas sublime. C'est simplement anormal, sauf dans la petite enfance, avant la découverte de l'intériorité. Et peu importerait, si seulement « le peuple le plus spirituel de la terre » répondait à cela par le rire. Le peuple le plus spirituel de la terre semble plutôt prendre cela au sérieux. Serions-nous déjà retombés en enfance ?

Essayiste militaire et mémorialiste, écrivain dont la critique littéraire a toujours surfait le talent, évidemment par déformation nationaliste, le chef de l'actuel gouvernement est cependant un écrivain. Penseur politique tout à fait borné, qui n'eut pour s'épanouir que le cachot intellectuel de la pensée de Maurras, il est cependant un « penseur » politique. De surcroît, les circonstances, autant que le caractère, ont fait de lui un homme d'action. A-t-il jamais soupçonné cependant que la simplification merveilleuse de la défaite de 1940, et elle seule, lui avait donné de devenir cet homme d'action ? Il faut en douter. Si nous savons bien, nous, que les simplifications sont toujours des défaites, lui n'a jamais cessé d'en appeler le retour. Dans de pareilles dispositions, s'il advient qu'on se trouve devant une situation qui n'est pas simple, on sera tout naturellement porté à en accuser la mauvaise volonté des hommes. C'est ainsi qu'on se met à chercher des coupables, pour s'expliquer son propre malheur ou ses échecs, ou ses déboires, lesquels ne tiennent cependant qu'à la nature des choses, qui est complexe, et non pas simple.

***

Les avatars du mot « indépendance » en Afrique noire illustrent bien l'esprit du nouveau pouvoir. Un homme politique assez convaincu de son importance pour dire ce qu'il pense — c'est-à-dire, sans nulle offense, **ce qui lui passe par la tête**, comme tout le monde — en quoi il fait l'admiration des petits politiciens professionnels, disciplinés à ne jamais dire ce qu'ils pensent, suicide pour eux — un tel homme, sûr de lui, s'avise un jour de **menacer d'indépendance** des peuples opprimés. Il ne fallait que les imaginer suffisamment brisés, donc heureux d'accepter une raisonnable prolongation de leur servitude, en échange d'avantages matériels. De très haut, notre homme offre donc à qui la veut l'indépendance prometteuse de misère, de famine et de délaissement.

Cette démagogie méprisante est prise au mot. On accepte son offre. Atteinte imprévue, grandiose détresse, et, dit le chroniqueur, mélancolie profonde : que faire dans un monde où l'on est parti ordonner des objets, et où l'on tombe sur des hommes ? et qui parlent de dignité ? Que leur répondre ? Ils ne jouent pas le jeu (le jeu « historique »). Dignité ? On ne trouve, de dépit, qu'à les mettre en garde, en réponse à ce gros mot, contre leurs **passions**, leurs **préjugés**, leurs **exagérations** (1). Tout jésuitisme à part, il y a un puissant humour dans cette sorte de gaffe historique, qui aura joué son rôle dans la future indépendance africaine. Voilà sans conteste les bons côtés du pouvoir personnel. Tout est possible. Mais que le pire soit possible en même temps, qui ne le voit ? Et que le nouveau règne est celui de l'abstraite et sotte présomption ?

***

Que des intellectuels assument aujourd'hui le pouvoir, il ne se peut pas que les esprits ne s'en trouvent contaminés plus ou moins. Même divisés entre eux, les intellectuels composent d'habitude, au regard du pouvoir politique, une société de complices. En dépit de leurs divergences d'opinions, ils usent à peu près du même langage pour contester, critiquer, voire attaquer ce pouvoir, qui les conteste aussi de son côté, eux-mêmes et leurs pouvoirs, et les tient à l'écart. Cette complicité continue subtilement de jouer. On s'imagine que l'on pourrait — enfin ! — être compris. On songe à s'adresser personnellement à ces écrivains-ministres, écrivains-gouverneurs, écrivains-potentats. On imagine qu'il n'est pas impossible d'être entendu d'eux. On rêve ainsi de pouvoir faire passer directement (sans avoir à subir le ralentissement de l'universelle acceptation) quelque chose de soi dans la toute-puissance créatrice. C'est l'efficacité retrouvée de la prière.

> *J'AVOUE LE PEU DE SYMPATHIE QUE J'EPROUVE POUR CES PENSEURS QUI SEMBLENT TOUJOURS ETRE CERTAINS DE CE QU'ILS AVANCENT. (...) CES HOMMES, EN EFFET, QUI, EN TEMPS DE PAIX, SE DONNENT COMME PHILOSOPHES, SORTE DE MATAMORES INTELLECTUELS QUI EN IMPOSENT AUX PAUVRES D'ESPRIT SANS PROFIT POUR QUICONQUE, SE DECLARENT TOUJOURS, DANS LES PERIODES DE LUTTE, AU-DESSUS DE LA MELEE.*
>
> Antonio MACHADO

Il en résulte une dégradation intellectuelle et morale qui risque de s'étendre par des voies obscures à toute l'intelligentsia. Les cas de ralliement déclarés sont d'une autre nature. Autrement pernicieuse est la légère corruption qui court, non manifeste, souvent inconsciente, et qui engourdit les cœurs, amollit les esprits et freine les réflexes : quelque chose d'un oxyde de carbone empoisonne l'air intellectuel.

***

C'est contre ce danger d'abord que nous devons réagir. Si nous avons la force de le faire, si nous parvenons à secouer l'engourdissement qui gagne, et il faut à cela un effort exceptionnel, puisque les résistances en général sont déjà diminuées, la menace pourra avoir été finalement bénéfique. Le mouvement ainsi déclenché devrait nous entraîner assez vite à rompre avec des habitudes de pensée anciennes, dans lesquelles il est impossible de ne pas voir l'un des vices qui sont à l'origine du nouveau cours des choses. Qu'on le veuille ou non, un saut s'est produit, un monde est révolu. Le temps de l'affirmation commune nous a été enlevé, dit Maurice Blanchot. Il se pourrait qu'il faille s'en féliciter pour finir. A quoi d'ailleurs avons-nous employé ce temps où l'affirmation commune nous était offerte ?

Mais cela n'est imaginable qu'après **une rupture rigoureuse avec le passé**. Certains doutent que nous puissions pour notre part (au **14 juillet**), et que quiconque puisse peut-être, en France, accomplir cette rupture, et craignent que nous ne **retombions dans les bagarres habituelles, quand un combat décisif doit être mené**, et qu'il ne peut être mené qu'à la condition d'abandonner ces habitudes de combattre et de penser (combat, pensée privés de conviction, abâtardis, ou bureaucratisés eux-mêmes, pour ainsi dire).

Ces craintes sont justes. Il serait inutile de rien entreprendre en ce domaine selon nos démarches anciennes. Inutile pour commencer de nous signaler à l'attention, comme mus par l'enfantin appel au martyre — si nous devions nous borner à remettre en avant des perspectives classiques dans lesquelles nous n'avons fait que végéter, des années durant, apportant tous nos soins à les enrichir, avec une patience d'anges et des raffinements inouïs, et qui se sont trouvées d'un seul coup périmées. Ces amis ont raison de nous mettre en garde contre un tel risque. Il serait l'aveu, si nous y tombions, que nous sommes décidément situés loin au-dessous du niveau où se joue réellement le drame. Cette rupture avec le passé doit donc être accomplie. Elle ne devrait même pas coûter d'efforts exceptionnels. Nous y sommes contraints en quelque sorte, et c'est pour nous y dérober qu'il faudrait plutôt faire effort. Nous sommes effectivement réduits pour le moment à développer un constat de défaite, et, dans un même mouvement, à approfondir un refus qui doit être tel qu'il n'ait pas eu même, à l'origine, à donner ses raisons : cela va de soi. C'est ensuite, s'il se peut, que viendront les propositions positives. Il n'est pas nécessaire, malgré les mises en demeure malignes, d'être capable de dire ce que l'on veut, pour savoir ce dont on ne voudra jamais à aucun prix. Cela est tout simple. Si simple même qu'il est possible, pour la première fois depuis longtemps, de se sentir tranquille dans cette situation. Il n'y a pas ici de ces risques d'erreur qui nous ont si longtemps retenus.

Ont raison donc ceux qui posent la nécessité de cette rupture avec le passé, qui s'impose tellement que sans elle il ne nous serait même pas loisible de refuser catégoriquement le présent.

— « Il y faut, nous disent-ils, une résolution difficile. Mais d'une part, **il est temps**, il est largement temps de prendre une telle résolution. D'autre part, **les circonstances sont favorables**. Nous entrons dans un monde où les connaissances acquises permettront généralement de changer l'homme en moyen. Nous devons définir ce qui n'est pas réductible à cette transformation. Nous devons le créer, le rendre sensible. Il est temps de mettre en œuvre un **enseignement de l'irréductible**. Le reste est anachronique. »

***

Anachronique est en effet une démarche de pensée qui se survit aujourd'hui encore, qui va son train, sur sa lancée, faisant comme si de rien n'était, ou feignant qu'il ne soit rien arrivé. Et de fait, pour les esprits **avertis** et **lucides**, dont le nombre est si grand en France, qu'est-il donc arrivé de si bouleversant ? Cela s'analyse, même assez aisément. Il ne s'est rien passé d'imprévisible. Au contraire. A l'examen, il apparaît plutôt que ce qui s'est passé était parfaitement prévisible. Pour ainsi dire, c'était **prévu**. L'explication donnée, en effet, le phénomène étant donc rétrospectivement analysé comme prévisible, bientôt, dans la pensée, où les différents moments se confondent, il semble avoir été **prévu**. Inutile de demander pourquoi il n'en a rien été dit **avant**. C'est qu'il n'y a de science que du rétrospectif, et qu'il faudrait, autrement, prophétiser.

Ainsi la hâte mise à expliquer l'événement majeur qui est intervenu a pour effet de le rendre admissible. Ou, pour mieux dire, le

> *LES TABLETTES DE CHOCOLAT ET D'ARSENIC SUR LESQUELLES SONT INSCRITES LES LOIS.*
>
> LICHTENBERG

---

(1) Discours de Conakry, réponse à Sékou Touré.

temps manque pour se demander s'il est ou n'est pas acceptable : il se trouve d'ores et déjà **assimilé**, parce que la pensée digère trop vite (et qu'elle digère tout). Pour finir, il ne s'est rien passé. Ou presque rien. Pas de changement radical en tout cas. Le saut, passage d'un monde à l'autre, enfantement désolant, est aussitôt rayé des mémoires, comme une simple douleur. On se retrouve en conséquence, immédiatement au-delà du saut, habitué déjà au nouveau cours des choses, soumis, en somme, d'avoir trop vite compris. C'est passer de l'illusion de comprendre à la résignation directement ; ou plutôt de la compréhension tout court à la résignation. Car il s'agit bien d'une compréhension, la situation est correctement analysée. Mais cette compréhension pseudo-scientifique laisse échapper le principal. Elle ne passe pas la surface des choses.

Nous en sommes au point où personne presque ne commet **d'erreurs de jugement**, mais où tout le monde presque est coupable d'une vaste, profonde et constante **erreur de conscience.**

***

La plupart des intellectuels en France ont cessé de parler comme des intellectuels. Ils n'osent plus. Des technocrates de la bourgeoisie aux « techniciens » du socialisme, c'est la même timidite affreuse, déguisée en prétention « scientifique ». Il n'est pas niable que l'économisme, que l'idéologie du socialisme prétendu scientifique, a joue le plus grand rôle dans cette lente démission.

Un homme atteint de fatigue prématurée se mit à étudier l'astrologie et bientôt n'étudia plus rien d'autre. Las d'essayer de comprendre par les voies habituelles, il ne supportait pas d'ignorer plus longtemps ce qu'est l'homme. Comme on s'étonnait : « J'ai compris ceci — dit-il : vous êtes des littéraires. Je suis un scientifique. » Attitude frequente dans les « sciences humaines ».

Pour prendre un exemple récent, lorsque le detenteur de la chaire de philosophie au Collège de France entreprend de remontrer aux peuples colonisés que l'indépendance ne serait pas un remede à leurs maux, attendu que, pour élever le niveau de vie de 1 % en pays sous-développé, il leur faudrait épargner 12 à 20 % du revenu national — et autres empêchements de ce genre, il n'avance rien que de raisonnable, et scientifiquement établi, et ce qu'il néglige n'est pourtant rien de moins que l'essentiel : cela même que l'activité philosophique, au moins, devrait en tout cas preserver. Mais déjà la reponse péremptoire était venue. « Nous preferons la pauvreté dans la liberté à la richesse dans l'esclavage. Nous avons un premier et indiscutable besoin : celui de notre dignité. Or il n'y a pas de dignité sans liberté », dit l'Africain. L'Africain en est sans doute au stade philosophique, où l'on tente « encore » de définir ce qui n'est pas réductible. Mais le philosophe ? Il en est « déjà » au stade techno-philosophique, certainement.

***

Le philosophe non africain est conséquent, d'ailleurs. Il pose en effet, pour commencer, que les convictions politiques qui ne sont que des attitudes morales n'ont pas d'intérêt. Et de regretter que **beaucoup d'hommes reportent sur les pays colonisés l'idéologie révolutionnaire** (laquelle, remarquons bien, serait dépassée, puisque **l'idée même d'un pouvoir prolétarien est devenue problématique).** Pour nous, nous savons très bien, au contraire, que l'énorme **absence d'esprit** des ideologues révolutionnaires est de n'avoir jamais fait de sérieux effort pour appliquer aux pays colonisés l'idéologie révolutionnaire. Et si c'était faute d'avoir fait cet effort précisément qu'elle se meurt ? ou, ce qui revient au même, qu'elle se discrédite à ses propres yeux, et perd courage ?

***

Où donc commencera ce qui peut être tenu pour irréductible ? Beaucoup tremblent encore de donner prise à l'ironie léniniste. Elle date ; mais beaucoup en sont à la découvrir, air vif, au sortir de l'habituelle séquestration idéaliste. Ils sont encore étourdis de son choc, d'une brutalité confondante il est vrai. C'est elle qui a permis au stalinisme de s'édifier, et de durer longtemps après la disparition de ce qui l'avait rendu peut-être nécessaire, elle qui lui permet de se survivre aujourd'hui encore, en France notamment. Donner du communisme une définition qui ne soit pas purement intellectualiste — sociologique — économique — cela fait peur. Va-t-on recommencer par hasard à prêcher l'efficacité directe des valeurs morales dans le monde ?

Contre toutes les définitions intellectualistes du communisme, qui permettent de s'accommoder des pires inégalités, et de passer sur les injustices les plus monstrueuses, on posera comme seule digne d'intérêt, que ce soit chez un homme, ou dans un groupe, une école, un mouvement, ou un parti, l'exigence d'égalite, la passion de l'égalité, la volonté d'être l'égal de tous et de chacun, du premier au dernier, l'irréductible besoin de ne pas être **à part** du dernier des hommes. La souveraineté sans limites, au moment de s'accomplir comme souveraineté, ne peut que se renoncer elle-même, pour rester souveraine, et elle ne le peut que par ce mouvement qui la reconduit à l'egal de ce qu'il y a au monde de moins souverain, dont elle ne peut supporter d'être privée.

> *SI JE SAVAIS UNE CHOSE UTILE A MA NATION QUI FUT RUINEUSE A UNE AUTRE, JE NE LA PROPOSERAIS PAS A MON PRINCE, PARCE QUE JE SUIS HOMME AVANT D'ETRE FRANÇAIS, PARCE QUE JE SUIS NECESSAIREMENT HOMME, ET QUE JE NE SUIS FRANÇAIS QUE PAR HASARD.*
>
> MONTESQUIEU

Aucune crainte ne doit donc retenir de poser comme fondement l'obligation de l'égalité, le **dogme** de l'egalité, cette exigence et ce devoir d'egalité. L'egalité est une passion, autant qu'une notion, une exigence utopique autant qu'une pensee pratique, une foi autant qu'une raison. Elle est l'autorité, la seule, parce qu'elle est la négation de toute autorité. Elle est l'âme de tout comportement ethique possible, puisqu'elle est la negation indefinie de toutes les morales constituées. Elle reconcilie l'homme rationnel et l'homme qui, des siècles durant, prêta vie aux religions.

***

Pour la France, il n'est pas impossible que nous nous mettions aujourd'hui à aimer ce que ce mot peut désigner d'un bien qui est commun à l'humanité. Une certaine manière d'être est menacée. Nous avions négligé jusqu'ici de l'exalter, et sans remords, précisément parce que nous étions sensibles à **la chance** que nous avions d'être Français : il y a quelque chose dans le milieu français, nous semblait-il, qui invite fortement à surmonter l'ignominie « nationale », ou, pour employer le seul mot qui convienne, à la trahir (la malchance des Allemands à cet égard est évidente : ils furent empêchés de trahir même Hitler). Nous ne parlions donc pas de cela. C'eut été le diminuer. « Nous qui ne nous aimons pas » — ainsi pourraient dire ceux qui, dans l'amour même, ne peuvent se passer tout à fait de style. Nous pouvons en parler aujourd'hui, parce que c'en est fini maintenant. Elle a perdu jusqu'à la possibilité d'être la « seconde patrie » des hommes libres. La chance que nous avions d'être Français, c'est que pour nous aussi la France était une seconde patrie, et qu'elle nous épargnait ainsi d'avoir une patrie première, et nous rendait libres. On nous parle aujourd'hui de grandeur, et nous nous sentons déjà refoulés vers le fond du terrier : nationalisme. De résurrection, et le monde est en deuil de nous.

Ce que la France était quand nous, Français, ne songions pas à parler de la France en tant que telle, est une image ternie du passé, une jeunesse perdue. Il nous faut maintenant, de ce petit canton du monde occupé par des Français qui veulent être Français contre le monde, nous tourner vers le monde pour nous sauver d'une particularité honteuse.

***

A commencer par les Algériens.

Au point où nous en sommes, les socialistes français ralliés à un bonapartisme, le parti communiste français, deux ans et demi après la dénonciation officielle du stalinisme, demeuré stalinien, le prolétariat français démobilisé, et dans l'immédiat, hors-jeu (mais il faut ici poser en principe que d'imprévisibles réveils sont à chaque instant possibles), la seule force politique certaine, actuellement, en France, est le mouvement révolutionnaire algérien.

Les Algériens sont nos prolétaires. Ils se battent pour conquérir le droit de n'être pas français. C'est leur affaire et non la nôtre ? leur cause, non la nôtre ? Abstraitement, oui, en effet. Mais en réalité cette affaire est la nôtre et cette cause est la nôtre. Du moins nous n'en avons pas d'autre à mettre en parallèle. Rigoureusement, cette guerre est pour les Algériens une guerre d'indépendance. Elle est rigoureusement pour nous une guerre civile. Cette double signification n'est plus une équivoque. Le terrorisme en France l'a dissipée. Une guerre de sécession est guerre d'indépendance et guerre civile à la fois. La valeur morale du terrorisme peut être mince, ou contestable. Sa portée démonstrative : servant à faire comprendre — est hors de doute. Dans une guerre civile, l'indifférent lui-même étant concerné, ses yeux s'ouvrent à la réalité qu'il négligeait. (Mais généralement de telles distinctions sont périmées ; il n'y a plus de guerres **militaires,** toutes sont nécessairement **civiles.)** C'en est fini maintenant de donner des conseils, de se répandre en réserves, de demander des garanties, de marchander un soutien qui n'a jamais cessé d'être méfiant, présomptueux et lointain. L'appauvrissement a cela de bon qu'il facilite la générosité. Encore faut-il se rappeler que « pour être un gueux dans les formes, il en coûte au plus riche aspirant jusqu'à son dernier sou », comme en avertissait Swift.

***

Jusqu'à nouvel ordre — jusqu'à ce que les Algériens aient conquis leur indépendance — le **parti algérien** est en France même la seule force politique capable de s'opposer efficacement aux menées de l'actuel régime, la seule capable de l'atteindre vraiment au petit cœur avare qui travaille à le prolonger. Les démocrates français pouvaient peut-être hier (ce n'est pas sûr) faire les difficiles. La cause de l'indépendance algérienne se confond désormais avec celle de la liberté française.

Dionys MASCOLO.

LE 14 JUILLET

Direction :

Dionys MASCOLO, Jean SCHUSTER

Rédaction - Administration :

37, rue Pergolèse, PARIS (16e)

Abonnements : 1 an (6 numéros) : 500 fr.

Abonnements de soutien : à partir de 2.000 fr.

C.C.P. : C. GARRIGUES 11.627.65, Paris

Le Gérant : Dionys MASCOLO. Distribué par le N.M.P.P. Impr. Edit. Polyglottes, 232, rue de Charenton

Ce que nous voulons, ce n'est pas « connaitre », c'est qu'on ne nous empêche pas de croire ce que nous savons déjà.

NIETZSCHE

LE 14 JUILLET

N° 3 18 JUIN 1959 Prix : 100 Fr.

REPONSES à l'enquête auprès d'intellectuels français :

Arthur ADAMOV, Roland BARTHES, François-Régis BASTIDE, Jean BEAUFRET, Jean-Louis BEDOUIN, Yvon BELAVAL, Jean-Louis BORY, Jean CASSOU, Noël DEVAULX, Marguerite DURAS, Bernard FRANK, Pierre GARRIGUES, Pierre GASCAR, Julien GRACQ, Jean GROSJEAN, Daniel GUERIN, Pierre KLOSSOWSKI, Armand LANOUX, Gérard LEGRAND, André Pieyre de MANDIARGUES, Jean-Jacques MAYOUX, Edgar MORIN, Brice PARAIN, Jean PAULHAN, Jean REVERZY, Georges RIBEMONT-DESSAIGNES, Alfred ROSMER, Henri THOMAS

LE TEXTE SUIVANT A ETE ADRESSE LE 10 AVRIL 1959 A QUATRE VINGT DIX NEUF INTELLECTUELS FRANÇAIS

I. — Ce qui s'est passé le 13 mai 1958, ce qui s'est passé ensuite constitue un ensemble dont l'importance nous paraît avoir été généralement sous-estimée. Croyez-vous qu'il s'agisse d'événements relevant du seul jugement politique ? Ne s'agirait-il pas d'un changement de sens plus grave, représentant, notamment pour la pensée, d'une manière manifeste ou encore cachée, comme un changement d'horizon ?

II. — Si vous en jugez ainsi, ne trouvez-vous pas surprenante la passivité quasi unanime des écrivains en face de ces événements, en rupture avec le tradition intellectuelle la plus constante de ce pays ? Quelle explication donnez-vous d'une abstention si prolongée ?

III. — S'il est vrai que la pensée s'affirme comme contestation de ce qui est et en particulier comme contestation du Pouvoir, le sens profond de l'exigence démocratique n'est-il pas dans ce mouvement, mode fondamental de la recherche de la vérité, qui oppose la pensée au pouvoir, les exigences humaines à l'état de choses ?

IV. — A partir de là, le pouvoir issu du 13 mai n'est-il pas déjà en dehors de la démocratie, non parce qu'il lutterait ouvertement contre la pensée, mais parce que, se fondant sur une forme singulière de la souveraineté, mettant en jeu le destin privilégié d'un homme, la puissance d'un nom providentiel, le caractère religieux de son prestige, il se présente comme un Pouvoir échappant, par son origine et son essence, aux contestations de la pensée ?

V. — Un mouvement de résistance intellectuelle à un tel régime vous paraît-il souhaitable ? Possible ? Sous quelle forme ?

Maurice BLANCHOT, André BRETON, Dionys MASCOLO, Jean SCHUSTER.

Jean-Jacques Mayoux

Les événements dont la série s'est déclenchée le 13 mai relèvent-ils du seul jugement politique ? Je répondrais à cette question avec plus d'assurance si j'étais sûr de ce qu'inclut et aussi bien exclut le jugement politique. Je pense en tout cas que c'est seulement par l'effondrement radical dans ce pays de toutes les valeurs qui entre elles constituent l'individu responsable que le choix après le 13 mai de la passivité et du silence peuvent s'expliquer. Effondrement prévisible. Il s'agit du même ordre d'abdication entre les mains d'un chef paternel que nous avons connu en 1940. C'est celui qui arrangera les choses, qui mettra fin à la bagarre ou qui évitera qu'elle ne commence. Rien ne vaut que l'on se batte, à plus forte raison que l'on se fasse trouer la peau. Le peuple français n'a plus une seule révolution dans le ventre. L'armée au contraire, constamment employée à de drôles de guerres, à des entreprises malheureuses, insuffisantes, grotesques et odieuses à l'occasion depuis 1939, a nettement de l'agressivité à revendre, le besoin d'une revanche. L'armée prenant le peuple en mains, voilà très simplement de quoi il s'agit.

Mais l'armée a évité de se montrer, puisqu'elle n'en avait pas besoin. Elle n'est pas descendu du ciel. Elle n'est pas montée sur Paris. Elle a pris un gérant consciencieux, obéissant, docile, et pourtant propre à donner le change par des dehors arrogants : l'un des siens, un général.

EN FACE DE CETTE FORCE REELLE, DE CETTE REALITE DE LA FORCE DES INVENTIONS BURLESQUES TELLES QUE LE GAULLISME DE GAUCHE SONT EDIFIANTES. Il n'est pas question de rester maître de ses jugements. La part du citoyen à la souveraineté devient la possibilité de posséder son petit bout du chef, censé être le bon. On doit aider le chef en étant avec lui, en ne le laissant pas seul avec les autres. On se déclare secrètement favorisé. On n'est pas aussi imprudent que Charlotte et Mathurine qui au terme d'une bonne scène de farce exigent de Don Juan qu'il se déclare. C'est de l'indiscrétion. Et d'ailleurs Don Juan enseigne la manière de s'en tirer aux politiques de l'avenir. « Tous les discours », dit-il, « n'avancent point les choses. Il faut faire, et non pas dire, et les effets décident mieux que les paroles... Et l'on verra quand je me marierai laquelle des deux a mon cœur. »

Or il y a des intellectuels parmi les gaullistes de gauche, des intellectuels pour jouer Charlotte et Mathurine.

Mais les autres ? Mais nous ? Que dire de notre soumission de fait, du peu d'ardeur que nous avons mis à défendre l'autonomie de la pensée, le principe du libre jugement, le droit à la clarté. Comment expliquer que nous ayons si faiblement dénoncé le scandale intellectuel et moral du nouveau double jeu ?

Je pense qu'il s'est agi, pour une bonne part, de découragement, d'écœurement et qu'ils étaient sinon justifiés, au moins excusables. Le stalinien, le maotsétoungien, le fasciste, l'homme quelconque lecteur de *France-Soir*, n'eussent-ils qu'un point sur lequel s'entendre, ce serait en effet la haine de l'intellectuel de gauche. Et la tentation lui vient un jour de hausser les épaules. Au lendemain du 13 mai il est des abstractions et des formes d'actions qui sont apparues dérisoires. « Défense de la République »? Mais où étaient les Républicains à défendre ? On manque d'inspiration à ne défendre que soi-même.

Opposer la pensée au pouvoir ? Il va de soi que sans cette « contestation » toujours renouvelée il n'y a plus de pensée vivante, et que la figure de l'homme prend l'aspect dérisoire que nous sommes de plus en plus habitués à lui voir à la face de la Terre. C'est là que nous en sommes. Il n'y a pas beaucoup de temps à perdre pour proclamer que la pensée n'a pas plus besoin des hommes que les hommes n'ont besoin de la pensée. Nous nous sommes sentis sans forces, soudain, au milieu de l'indifférence. Il faut donc apprendre à émouvoir. IL FAUT RAMENER TOUT CE QUI RESTE DE VIVANT DANS CETTE NATION AUX SOURCES DE L'IMAGINATION. C'est une œuvre immense à laquelle il ne faut pas moins de poètes que de pamphlétaires. L'action, pour la pensée, en un temps comme celui-ci, c'est de chercher l'homme, l'humain ; c'est d'en redresser la figure. Comment s'opposer efficacement au clinquant de la grandeur ou à l'hystérie (le paradoxe n'est que dans les termes) de la virilité, si l'on reste soi-même enfermé dans le contentement égoïste de ses idées, de sa réputation et, au mieux, de sa gloire. La critique elle-même, pour être de nouveau efficace contre ce régime d'imposture, doit se revêtir de chair et retrouver les chemins du cœur. Ce n'est plus le temps de la solitude.

LE 14 JUILLET

Direction :

Dionys MASCOLO, Jean SCHUSTER

Rédaction - Administration :

37, rue Pergolèse, PARIS (16e)

Abonnements : 1 an (6 numéros) : 500 fr.

Abonnements de soutien : à partir de 2.000 fr.

C.C.P. : C. GARRIGUES 11.627.65, Paris

Dans plusieurs réponses, la Rédaction du « 14 Juillet » s'est autorisée à souligner certains passages qui lui ont paru situer avec exactitude tel problème posé par l'enquête. Ces passages sont exprimés typographiquement en lettres capitales. Les termes soulignés normalement le sont par les auteurs.

Armand Lanoux

J'ai été profondément traumatisé par les événements du 13 mai, et cela depuis les premières informations transmises par radio. Cependant, je n'y ai pas vu, je n'y vois pas un fait radicalement nouveau, un « changement d'horizon ». J'y vois bien plutôt la réapparition, sous une forme qui nous paraît simplement nouvelle, des forces antidémocratiques, celles qui ont assuré le triomphe momentané de Napoléon III, de l'Ordre Moral, celles qui ont nourri le boulangisme, l'antidreyfusisme, le clémencisme plus tard (cette fois avec des raisons beaucoup plus justifiables historiquement) et tous les mouvements de même inspiration qui se sont relayés jusqu'à nous, dont le trait commun est le choix de l'ordre aux dépens de la justice, cette pierre de touche toujours valable des sentiments démocratiques.

Il ne me semble pas que les écrivains demeurent passifs. Un grand nombre d'entre eux ont pris position, et je ne crois pas qu'il faille attendre davantage d'eux. J'ai toujours été persuadé qu'on attachait une importance excessive aux propos d'hommes dont l'opinion, en bonne démocratie, ne vaut ni plus ni moins que celle des autres, qui appartiennent à d'autres catégories sociales ou professionnelles. Cependant, cette réserve faite, et en souvenir d'Alain, je crois que, plus que jamais, le destin des écrivains est de contester les Pouvoirs, que c'est leur manière à eux, essentielle, de servir leur pays et de servir l'homme tout court. C'est la ligne Alain. Il est bien évident que, dans cette perspective, la Ve République apparaît à la fois bâtarde et inquiétante. Quant au mouvement de résistance intellectuelle, il me paraît exister déjà et puissamment, en ce sens que l'une des forces traditionnelles de la pensée libre s'est déjà manifestée, l'Université qui, dans son ensemble a retrouvé sa vocation millénaire. Cette remarque a d'autant plus d'intérêt que je n'en fais pas partie. Les « chers professeurs » tant détestés constituent le noyau fonctionnel d'une résistance morale qui ne pourra que s'accroître sous la pression de l'événement, si celui-ci ne ramène pas le respect essentiel des libertés, ce dont je doute avec vous.

André Pieyre de Mandiargues

Votre enquête m'embarrasse un peu. Cependant je ne voudrais pas m'y dérober. Au risque de vous déplaire par ma franchise, j'avouerai que, personnellement, je ne me suis jamais beaucoup inquiété du problème politique. Je ne me sens pas attaché à un pays ni à un peuple plus qu'aux autres, et le destin de la France et des Français ne me préoccupe pas beaucoup plus que celui de l'Islande ou des Patagons. Mais la langue française m'intéresse beaucoup plus passionnément que tout au monde, et ce n'est que par elle et à son sujet que je veux me soucier des gens qui la parlent et qui s'en servent comme moi. Les « grands problèmes » m'ont toujours un peu dépassé, et puis il y a tant de personnes capables de s'en occuper beaucoup plus raisonnablement que moi que je ne me sens pas très coupable de leur préférer de petits problèmes qui sont plus à ma portée et qui me paraissent beaucoup plus intéressants, celui du langage en particulier. En outre, je me trouvais au Mexique pendant les « grands événements » auxquels vous faites allusion, et les journaux que je lisais leur donnaient l'importance que je crois qu'ils méritent : celle d'un coup d'Etat de quelque sergent cubain (presque oublié déjà). L'impression était fâcheuse, parmi ceux qui aiment la France (on n'aime la France à l'étranger qu'en souvenir du rôle magnifiquement *libérateur* que son peuple a joué dans l'histoire), de voir ce pays déchu jusqu'à l'imitation des petites petites républiques fiévreuses d'Amérique centrale. Passons. Au retour, une escale de deux jours à Marseille me fit voir un grand étalage de gueules, de calots et de casques qui rappelaient à s'y méprendre l'époque (regrettée par certains) de l' « Etat français » et de sa « milice ». J'allai à Venise et m'y enfermai pendant plusieurs mois. J'aime bien ce lieu qui est hors de l'actualité plus qu'aucun autre que je sache. Mais, depuis mon retour à Paris, je n'ai pas l'impression que l'actualité pèse sur moi beaucoup plus qu'à Venise. Sans doute ai-je tort de le constater...

En vérité, il est extrêmement triste de voir les Français porter à leur tour cette sorte de goître affreux et ridicule qui se nomme le culte de la grandeur nationale. Contrairement à certain de nos anciens amis, je ne pense pas que le peuple doive être crétinisé. Les récents événements suffisent à montrer les inconvénients d'une telle « crétinisation ». L'origine de cette crétinisation ne fait aucun doute : elle est dans la guerre d'Algérie, qui a fait naître chez la plupart de ceux qui sont, comme on dit, « fiers d'être français », un étrange complexe d'humiliation et un fâcheux sentiment de colère patriotique que nous avons plusieurs fois aperçus chez des gens que nous prenions jusque-là pour des esprits libres. Qu'il me soit permis de dire ici que JE NE FAIS AUCUNE DIFFERENCE ENTRE LE PATRIOTISME ET LE NATIONALISME, QUI SONT AUSSI MALENCONTREUX L'UN QUE L'AUTRE ET QUI SE TIENNENT COMME LE TREPONEME ET LE CHANCRE.

Je crois que c'est surtout sur le plan de la guerre d'Algérie que devrait se maintenir et pourrait se développer cette « résistance intellectuelle » dont vous parlez. Il est absurde de penser que le peuple français soit du jour au lendemain devenu militariste, colonialiste, raciste ou fasciste. Mais il faut essayer de lui faire comprendre où est la véritable humiliation : dans la solidarité avec une injuste oppression et une répression impitoyable. Il faut essayer de lui faire apercevoir les vrais visages de ses nouveaux maîtres. IL FAUT ESSAYER DE DEVELOPPER A NOUVEAU CHEZ LUI L'ANTIMILITARISME, CETTE ANCIENNE VERTU QUI DISTINGUAIT AUTREFOIS LES FRANÇAIS D'UNE FAÇON TOUT DE MEME ASSEZ SYMPATHIQUE. Car je pense (selon mon faible jugement) que le danger véritable est dans le rôle de plus en plus autoritaire de l'armée de métier. Et l'on ne répètera jamais suffisamment cette chose pourtant évidente : QUE LES MILITAIRES DE CARRIERE NE SONT QUE LES PROFESSIONNELS DE LA MORT ET QU'UN GOUVERNEMENT REGI PAR DES MILITAIRES N'EST PAS AUTRE CHOSE QUE LE REGNE DE LA MORT.

Il y a certainement dans le caractère des hommes un penchant morose à se laisser aller à une telle inversion du sens vital. Par ignorance ou refus du grand courant positif de la nature, ils ne sont que trop aisément disposés, comme le montre l'histoire, à se donner pour chefs des prêtres macabres, des fossoyeurs, des fonctionnaires de la mort, et à s'unir sous le signe d'une communication négative qui les engouffre dans les religions de la mort.

Un tel régime repose sur une inversion profonde de toutes les valeurs naturelles, il ne peut avoir l'assentiment que des idiots et des misérables, ou de quelques pervers désireux de la catastrophe. C'est à ce point de vue-là, celui de la vie opposée à la mort, que je le refuse absolument, sans chercher à feindre par ailleurs une « solidarité humaine » que je ne sens guère. Et à l'échelle universelle je répète que je ne lui donne pas plus d'importance qu'à la dernière petite dictature sud-américaine, et que je ne le crois pas beaucoup plus solide.

Une suggestion encore : comme à la caserne, l'une des meilleures armes pour se défendre contre les usagers de la mort n'est-elle pas l'humour ? Il ne faudrait pas y renoncer en prenant trop au sérieux ce qui ne mérite pas d'être considéré autrement qu'avec une inattention méprisante.

Jean Paulhan

I. — *Il est très vrai que l'événement en question dépasse le plan* politique. *Et c'est tant mieux, car...*

II. — *...dans un temps où la* tradition *intellectuelle la plus constante — et la tradition scientifique en particulier — porte les fruits (et les bombes) que l'on sait, je ne vois pas de tâche plus urgente que d'examiner de près cette tradition tout entière, d'en critiquer sévèrement les bases, et, s'il se peut, de la recommencer. Bref, de provoquer un complet* changement d'horizon.

III. — *Si la pensée est avant tout recherche de ce qui est, elle ne peut être à la fois contestation de ce qui est. Personne ne peut en même temps accepter et refuser* la vérité. *Il faut choisir et décider une fois pour toutes d'un point de départ, inflexible et obscur, où la pensée commence. Qui donc écrivait : « J'espère tout du côté impénétrable » ?*

IV. — *Je ne déteste pas, je trouve même hautement satisfaisant, que ce côté impénétrable nous soit parfois présenté — le fût-il d'une manière un peu brusque, et providentielle je le veux bien, privilégiée sans doute, religieuse pourquoi pas. Ce n'est pas non plus par raison que l'homme se fie à la raison, ni par intelligence à l'intelligence...*

V. — *...mais ici vous revenez au plan politique où je ne vous suivrai certes pas.*

Jean-Louis Bédouin

1° Je pense en effet que la crise du 13 mai 1958 à Alger et les événements dont elle a précipité l'évolution en France, auraient dû provoquer de la part des intellectuels de ce pays une riposte qui, pour être à la mesure des circonstances, aurait demandé à être largement concertée. Encore aurait-il fallu que ces intellectuels, dans leur majorité, se sentent également sous la menace du même danger. Or — et c'est à mon sens l'une des raisons de leur peu de réactions — si ce danger existe indubitablement, il ne s'est pas suffisamment précisé pour faire jouer des réflexes de défense et de solidarité que le climat d'irréalité politique dans lequel nous vivons depuis des années a passablement amenuisés.

De la guerre d'Indochine qui, vue d'ici, ne semblait pas être une « vraie » guerre, à la guerre d'Algérie qu'on nous présente comme une entreprise de « pacification », la France a vécu et vit encore sur le mensonge organisé, d'où procède directement l'irréalité politique dont nous sommes entourés. Quand je dis : la France, j'entends aussi les intellectuels. A un certain nombre d'exceptions près, eux aussi ont subi la contagion du mensonge, le mensonge qu'on finit par ne plus savoir distinguer de la vérité. Rien, en France, n'a été vrai, je veux dire rien ne s'y est montré à visage découvert, n'y a été perçu sous son véritable jour depuis près de vingt ans. La guerre de 1939 a été « une drôle de guerre » et l'occupation a développé, avec le « double jeu », le sens du marché noir des idées. Il semble que la misère elle-même n'ose plus, ici, être la vraie « misère ». L'exploitation de l'homme par l'homme s'y fait d'autant plus terrible qu'elle est plus insidieuse; brochant sur le tout, la dévalorisation des notions clés : la liberté, la révolte, la fraternité, l'égalité, la démocratie, achève de miner la moralité de ce pays.

C'est en cela, beaucoup plus qu'en l'instauration d'une Ve République, que me paraît résider le danger le plus grave. Plutôt que de changement d'horizon, susceptible d'imprimer une nouvelle orientation à la pensée, il faudrait, dans ces conditions, parler d'absence d'horizon. Repliée sur elle-même, son peuple étant « absent », ses intellectuels libres de parler mais comme on peut l'être dans le désert, la France semble être sur le point de devenir non pas le pays de la lâcheté, non pas terre soumise à la dictature, mais le morne séjour de l'indifférence.

2° Je crains que le peuple, tout comme une grande partie des intellectuels, ne finissent par prendre goût à cette indifférence, dans la mesure où elle leur est la garantie d'un certain confort moral. Ç'eût été le rôle des écrivains de dénoncer cette illusion égoïste et fatale, de troubler ce quiétisme, à l'entretien desquels le Parti « communiste » français a apporté une contribution délibérée. Mais les milieux intellectuels ont été précisément sous l'influence démoralisante et paralysante des staliniens, dans les années décisives qui suivirent la guerre. En dehors des écrivains ou des artistes qui se firent les complices de Staline, on sait assez que le Parti « communiste » a développé chez beaucoup d'intellectuels un complexe dont ils ne sont pas tous encore guéris. Il a réussi à leur donner peur d'être eux-mêmes, d'être en dehors du système qu'il contrôle et les a ainsi empêchés d'accomplir leur plus strict devoir d'écrivains et d'artistes envers la vérité. Une grande partie des intellectuels a donc vécu ces quinze dernières années dans l'irréalité, tout en croyant souvent de bonne foi s'en évader. Brusquement confrontée, au moment de Budapest, avec la réalité la plus dramatique, sommée, à partir du 13 mai à Alger, d'agir et d'agir vite, elle n'était pas préparée pour ces tâches. Je crois que la « passivité » prolongée de nombreux intellectuels devant les événements de ces dix derniers mois est l'effet d'une sorte d'ankylose, analogue à celle des prisonniers qui ont été longtemps gardés au secret.

3° - 4° Il me semble que le Pouvoir, tel que la propagande tente de le montrer aujourd'hui incarné dans un seul homme, est à l'image de l'effondrement moral qui menace la France. Ce pouvoir, à la différence du pouvoir royal que contesta la première grande levée de la pensée démocratique, n'est pas un pouvoir réellement souverain. Le chef, réceptacle « sacré » du pouvoir politique et religieux, n'est plus ici qu'un figurant. Je ne vois guère que Mauriac pour, non sans pathétique d'ailleurs, croire sincèrement à cette personne « providentielle », à cette incarnation du génie de la nation, à ce sauveur auquel il voue un culte. Pour le reste, le prestige de cet homme me paraît surtout tenir à la sentimentalité de la foule; là encore, je suis convaincu que nous sommes en pleine irréalité. Je suis bien d'accord pour dire que la pensée s'oppose au pouvoir. Mais quand ce pouvoir lui-même n'est qu'une façade, derrière laquelle des « gangs » adverses se livrent une véritable guerre de « rackets » ? Il faut d'abord abattre la façade et montrer ce qui se dissimule derrière elle.

5° S'il n'y a pas de « résistance » intellectuelle aujourd'hui en France, je redoute que l'évolution de la pensée n'en subisse prochainement dans le monde entier de graves répercussions, dans la mesure où, par sa tradition révolutionnaire, ce pays constitue l'un des centres nerveux de la civilisation et de la culture. Ce serait désespérer de l'esprit que de ne pas croire possible une telle résistance. Il suffit de se trouver hors de France pour constater que les intellectuels des autres pays prêtent encore aux intellectuels français toutes les vertus dont ils auraient besoin de faire preuve actuellement. POUR COMMENCER, JE CROIS QUE CEUX-CI DEVRAIENT PRENDRE L'ENGAGEMENT SOLENNEL, SOUS FORME DE CHARTE PAR EXEMPLE, DE NE SE SOUMETTRE A AUCUN IMPERATIF, DE QUELQUE ORDRE QU'IL SOIT, QUI TENDRAIT A LES DETOURNER DE LA RECHERCHE DE LA VERITE, ET DU TEMOIGNAGE QUE CELLE-CI EXIGE D'EUX. Un peu simple ? Serait-ce tellement plus mal ?

Daniel Guérin

1. — Je pense que le 13 mai 1958 a été non pas « sous-estimé » mais *sur-estimé*. J'y vois, plutôt qu'un changement de régime, une banale révolution de palais, astucieusement manigancée certes, mais anachronique, sans racines profondes et sans lendemain.

2. — La passivité quasi-unanime des écrivains provient, probablement, pour une part, de leur intuition que rien n'est profondément changé, mais aussi, bien entendu, pour une autre part, de leur servilité et de leur lâcheté.

3. — Pour contester le Pouvoir, tout Pouvoir, il faudrait être libertaire. Mais qui, aujourd'hui, dans l'avachissement général de l'exigence démocratique, est encore libertaire ?

4. — Le pouvoir issu du 13 mai n'est pas beaucoup plus en dehors de la démocratie que celui qui l'a précédé et qui s'est déshonoré à Suez comme à Sakhiet.

5. — Un mouvement de résistance intellectuelle me paraît, bien sûr, souhaitable et même possible. Sous quelle forme ? Par un retour au socialisme authentique — qui ne peut être que *libertaire*. Pour l'instant, et en attendant ce réveil qui se produira tôt ou tard, nous croupissons dans la stagnation et l'immobilisme d'un pouvoir vétuste qui ne vise à rien d'autre qu'à se maintenir au « musée » de l'Elysée et dont on pourrait dire, comme Lamartine le disait de Guizot, « qu'une borne y suffirait ».

Pierre Gascar

Il semble difficile de ne pas reconnaître qu'un an après le 13 mai 1958 les modifications apportées dans la vie de la nation par l'instauration d'un nouveau régime conservent un caractère purement juridique.

Le renforcement de l'exécutif et la mise en tutelle de l'Assemblée représentent l'essentiel de ce qu'on a pu considérer comme une révolution.

Contre toute attente, la situation économique du pays, en dépit de certaines réformes d'esprit réactionnaire, ne s'est pas sensiblement détériorée. Les libertés principales n'ont pas subi d'atteintes nouvelles. Les saisies de journaux, les interdictions de rassemblements, de meetings, les poursuites contre les individus ne sont ni plus nombreuses ni moins nombreuses que sous le régime précédent.

L'affaire d'Algérie n'a pas fait l'objet d'une option formelle de la part du Gouvernement et les fonctions politiques accordées à l'armée d'Algérie ne représentent guère que l'entérinement d'un état de fait déjà ancien. D'après les informations dont on dispose, les exécutions sommaires de suspects algériens, les tortures qu'ils subissent et les exactions exercées sur des collectivités semblent être moins nombreuses qu'auparavant. L'inhumanité du système de regroupement des populations contrebalançant cette sensible atténuation des rigueurs militaires ou policières, on peut considérer qu'en ce qui concerne le respect de la personne humaine la situation, en Algérie, équivaut, depuis un an, à un « statu quo ».

En France, l'opinion publique, un instant désorientée, est redevenue ce qu'elle était. Les dernières élections ont révélé un retour au point d'équilibre.

Cependant, et bien que les faits politiques ne le justifient pas, le sentiment prévaut qu'un nouveau style a été adopté dans la conduite des affaires. Bien qu'il soit revenu à ses habitudes électorales, à ses parti-pris, le peuple français accepte ce nouveau style. Par l'effet d'un sentimentalisme qui reste à étudier, par l'effet d'une certaine fatigue politique légitime chez un peuple rompu aux révolutions, par l'effet, aussi, d'un infantilisme survivant dans les nations adultes, de Gaulle « va de soi ».

Sous le masque de la bienveillance, une autorité s'est substituée à la démocratie. Mais cela n'a rien du caractère abrupt de la dictature. La France n'a rien abandonné. Elle n'a fait qu'un effort de sagesse. ELLE A RENONCE A SA LIBERTE EN NE CROYANT RENONCER QU'A SA TURBULENCE.

Cela n'est pas encore senti aujourd'hui. Le Pouvoir et le peuple continuent de vivre dans la transition, dans une attente vague, sans objet.

Notre opposition ? Mais comment un pouvoir qui se cherche, sans, peut-être, souhaiter se trouver vraiment, pourrait-il susciter autre chose qu'une opposition dispersée et informe ?

De plus, il se peut que nous nous satisfaisions obscurément des hésitations d'un pouvoir qui, d'abord, révèle ainsi sa faiblesse et reflète, aussi, les incertitudes de pensée, le goût des nuances sans fin qui, dans le domaine politique, nous est propre, à nous, écrivains.

Le moment, cependant, approche où la lente asphyxie provoquée par l'affaire d'Algérie atteindra un degré tel qu'une issue devra être trouvée. Le rêve prendra fin. Par delà celui qui nous gouverne, même s'il reste présent, par delà l'opposition pensive que nous représentons, la parole sera à ceux qui voient, dans l'Histoire, autre chose que les jeux et les drames de cet humanisme, après tout, littéraire.

Alors, peut-être, nous nous réveillerons.

De quelle façon ?

Sans vouloir signifier que l'amour de la liberté n'a de pouvoir que s'il devient une ascèse, je crois que, comme beaucoup de Français, nous, les écrivains, nous deviendrons agissants le jour où nous serons arrachés à notre quiétude bourgeoise, où, délivrés de notre orgueil, blessés et enfin vivants, nous serons rendus au généreux mépris de nous-mêmes.

Marguerite Duras

1) *Lorsqu'un homme, seul au pouvoir, commente indéfiniment son propre avènement au pouvoir et son mérite de l'assumer, peut-on dire que son soliloque relève du seul jugement politique ? Une fois l'avènement de cet homme jugé, une fois fait le procès de « son apparition au pouvoir », que peut faire d'autre le jugement politique que s'ennuyer et tourner en rond autour de cette borne, si grandiose soit-elle ?*

Et le risque que court alors la pensée, pour employer votre expression, n'est-il pas celui d'être à la fois déterminée, provoquée et limitée — à son insu — par les limites qui lui sont opposées ? Même si elle croit, en s'exerçant, les outrepasser ? N'est-ce pas le pire risque, pour la pensée, d'en avoir à passer par les frontières de la honte ou de la colère — même si elle croit que celles-ci ont été dressées pour d'autres pensées qu'elle-même — pour s'exprimer plus avant que la honte et la colère ?

2) *Oui, je trouve extraordinaire la passivité des écrivains français. L'explication, il me semble, de cette passivité, n'est pas dans une adhésion de l'intelligentsia française au gaullisme. A peu près tous les propos entendus prouveraient le contraire. Non. Je crois que l'explication de cette passivité tient à la désespérance d'eux-mêmes dans laquelle se tiennent les écrivains français. Les écrivains français sont désespérés par le regret de n'avoir couru depuis quatorze ans aucune risque d'erreur. Ils se rendent compte, maintenant, qu'une erreur plus généralisée, en 1945, eut produit une unanimité plus grande, dans la faculté de la nation à redresser l'erreur. Et que cette erreur plus généralisée les aurait conduit, au moins, à l'habitude du risque de l'erreur plutôt qu'à celle d'un ménagement interminable de leur conscience. Car, à quoi aboutit ce ménagement en fin de compte, sinon à la perte de l'habitude de courir tout risque, y compris le risque de la non-erreur ? (Je ne suis pas de ceux qui regrettent d'avoir été du parti communiste en 1945. Je me devais de l'être, historiquement, à ce moment-là. Compte tenu de son horrible devenir par la suite, compte tenu de son passé déjà terrifiant, je crois que le communisme, en 1945, en France, à cause de son immense force oppositionnelle, était la seule chance offerte à la conscience politique française de sortir de l'enfance et de la crainte de l'erreur).*

Faute donc d'avoir vécu ce à quoi il aspirait le plus ardemment, mais à quoi il n'a pas pu se résoudre, un militantisme de quel qu'ordre soit-il, l'écrivain français trouve maintenant dans le gaullisme, un militantisme à rebours. Il est malheureux. C'est son mode d'être, politiquement. Il est martyre, même. Et, bien entendu, son martyre est confortable à bien des égards, et par définition. Parce que si le lait des discours gaullistes empoisonne, il nourrit cependant l'épilogue et il ouvre la voie d'un militantisme tracé, naturel. Sans l'avoir choisi, l'écrivain français milite enfin, comme il le souhaitait, chez lui, dans la surveillance de ses confrères, en attendant le jour meilleur où il pourra de nouveau se poser d'insolubles problèmes. (Je gage que la plupart d'entre eux trouveront votre enquête inutile et même ridicule et qu'ils n'y répondront pas, qu'ils laisseront ce soin à quelques-uns qu'ils se doivent de surveiller. Répondre ici, pour l'écrivain français serait se trahir : enfin dépassé par l'événement, pourquoi le ramènerait-il à des dimensions exprimables ?)

3) *Votre proposition affirmative m'échappe. Si j'avais été Polonaise il y a deux ans, je n'aurais pas été dans l'opposition. Je ne crois*

pas que le sens profond de l'exigence démocratique soit dans le mouvement systématique de la pensée contre le pouvoir pour la raison que je crois que le sens profond de l'exigence démocratique n'existe pas encore, qu'il n'est qu'empiriquement et que personne au monde ne peut encore se prévaloir de le posséder. Parler d'une vigilance de l'esprit démocratique à l'instar d'une vigilance de l'esprit antiraciste me paraîtrait préférable.

4) *Le pouvoir issu du 13 mai est en dehors de la démocratie par définition. Même si ce pouvoir a été instauré par le vote d'une nation entière et suivant le processus démocratique, ce pouvoir n'est pas démocratique et son instauration n'est pas démocratique. Lorsque les gens ont voté, ils ont voté pour le caractère religieux d'un homme qui se présentait comme providentiel, ils ne votaient pour personne puisque le caractère religieux et providentiel d'un homme est un leurre, un appat factice qui ne prête au choix que par le truchement de la superstition. Le sauveur perd son caractère humain et ne peut prêter au choix humain qu'en apparence. Du moment que le sauveur (le guérisseur) perd son caractère contestable, il perd sa réalité dans le même temps. Le vote alors ne me paraît plus un choix qui porte sur l'homme, un choix qui procède du jugement et de la réflexion, mais au contraire un choix de la folie (donc, plus un choix) qui procède de la fin du jugement et de la réflexion, un choix, précisément, superstitieux.*

5) *Un mouvement de résistance intellectuelle me paraît souhaitable bien entendu. Sous toutes ses formes sans exception. Mais parallèlement à une résistance communiste et non dans une fusion avec la résistance communiste qui s'est déshonorée (sur le plan français, le vote des pleins pouvoirs est le premier pas vers le gaullisme) et qui est devenue vicieuse, tentaculaire, qui ne travaille plus que pour elle-même, dans un narcissisme monstrueux. EN COMMUNION AVEC UNE RESISTANCE ALGERIENNE, GUINEENNE, DAHOMEENNE, MALGACHE, etc. CELA S'IMPOSE.*

François-Régis Bastide

1. — Je ne crois pas du tout que l'importance du 13 mai soit sous-estimée par l'ensemble des Français. Il me semble même qu'ils n'ont pas fini de « digérer ». Cette révolution était fatale, souhaitée par les uns, redoutée par les autres. Personne ne peut savoir encore si la digestion est achevée. Le Préfet de Police dit que les 3/4 des accidents sont provoqués par « l'euphorie pré-accidentelle ». La France vit en euphorie post-accidentelle.

2. — Que peuvent faire les intellectuels? Répondre à des questionnaires. Nous le faisons, avec tristesse et masochisme. Quand Voltaire, Zola, France, Malraux militaient, ils avaient tout de même le sentiment d'agir en hommes plus qu'en « intellectuels ». Les intellectuels français sont devenus une spécialité française, entre la cuisine du Périgord et les parfums de Dior. C'est notre fonction de protester. Mais nous savons que c'est inutile. Peut-être serions-nous moins nombreux si l'on nous reconnaissait le droit aux *tâches*. Il suffirait qu'un homme nous désigne ces tâches pour que nous nous y appliquions, si elles comportaient les doses nécessaires de folie et de raison. Mais quoi ? Voulons-nous agir? Supposons qu'un Mendès-France, moins noir, noirci, moins abattu, nous tende la cause qui en vaudrait la peine, le parti d'union, groupant les électeurs communistes « récupérables », les socialistes démolletisés, etc., jusqu'à la gauche de l'U.N.R (elle existe, elle est saine), lesquels d'entre nous accepteraient d'agir pratiquement, dans l'ombre, l'humble et sainte ombre des sections locales, de faire le boulot, et non de le rêver ? Qui, d'Adamov à Weil (selon la présente liste) ?

3. — Of course, mais la phrase est compliquée, pour une section locale.

4. — Certainement. Mais je reste persuadé, malgré tout le mal qu'on peut penser des silences du Général de Gaulle, qu'il serait heureux de voir monter en face de lui une résistance lucide, implacable, farouche, organisée, capable de dire : vous avez dit et promis ceci et cela. Or nous voyons ceci et cela. En fait, de Gaulle n'a pas besoin des contestations de la Pensée. Il a le silence de son cabinet, de son oratoire, pour se contester lui-même. Il n'y manque pas. Il a besoin d'unité active de la gauche. Malheureusement, je n'y crois pas. Nous pouvons bien, maintenant, regretter la grande espérance suscitée par Mendès, à Genève, à Carthage, etc. N'oublions pas qu'à l'époque, il s'est trouvé de très nombreux Claude Bourdet pour saper cette espérance, la dé-mythifier, etc.

Aujourd'hui, sans plus de mythe, sans plus d'espoir, sans plus de moyens, même, de les réclamer, il faut savoir, avant d'agir, et même de parler, ce que nous voulons ; la résistance intellectuelle, la «passiver widerstand » allemande au nazisme, cela fait des bonnes pages pour anthologies, après les nazismes. Nous ne pouvons que vouloir l'union totale de la gauche, sans lésiner, sans nous amuser aux petites scissions, nous ne pouvons que vouloir nous réconcilier (que d'absents, dans cette liste, ici !) ou nous taire, et nous tenir pour battus.

Jean-Louis Bory

1. — Le fait même que l'on parle (adversaires et partisans) de « l'Esprit du 13 Mai » prouve que la révolution d'Alger n'entend pas se borner (et ne se borne pas, en effet) au seul changement de régime. Nous savons d'ailleurs par expérience qu'un coup d'Etat politique ne se limite pas au domaine politique.

Cette fois-ci moins que jamais : politiciens et militaires ont enfin compris l'importance de l'armement psychologique, et ce que représente dans une épreuve de force à plus ou moins long terme l'existence d'un « front intellectuel ». Tout cela me paraît très clair, nullement caché — et les camps aussi nettement dessinés que lors de l'Affaire Dreyfus. D'un côté, ceux qui veulent, souhaitent ou acceptent que soient Respectées (manu militari, si besoin est) les Valeurs (les majuscules ont beaucoup d'importance) décrétées Respectables ; de l'autre, ceux qui n'ont pas la bosse du respect, ou qui aiment, avant de respecter quoi que ce soit, d'aller y voir d'un peu plus près. D'un côté, la Pensée Respectueuse (comme dirait Sartre) ; de l'autre, celle qui ne l'est pas.

2. — Passivité ? Tous mes camarades ont réagi. Il n'est que de remarquer le nombre d'écrivains participant aux comités de vigilance de mai-juin 58, dans mon arrondissement. Il est vrai qu'il s'agit du VIe, l'arrondissement menacé par excellence : l'Esprit du 13 Mai ne se pose-t-il pas en adversaire mortel de l'Esprit Rive Gauche, plus communément connu sous l'étiquette Esprit Saint-Germain des Prés ? On a donc écrit, crié, meetingué. Et quoi faire d'autre ? Descendre dans la rue avec nos pointes BIC ? Dresser des barricades avec nos manuscrits ?

3. — Pleinement d'accord avec votre définition. Mais peut-être n'en sommes-nous déjà plus au temps des définitions.

4. — Oui. Mythologie et Religion (sur tous les plans, et dans l'acception la plus large) nous menacent. Avec tous les dangers que comportent pour la pensée libre (c'est-à-dire **non-respectueuse a priori**) toute mythologie, quelle qu'elle soit, toute religion, quelle qu'elle soit, lorsqu'elles deviennent toutes-puissantes.

5. — Souhaitable ? Vital.

Possible ? Tant que nous ne serons pas dans des camps de concentration. Sous quelle forme ? Déterrer l'arsenal qui a fait ses preuves aux XVIIIe et XIXe siècles. Protester, inquiéter, pamphléter, etc. Des caricaturistes comme Siné et Maurice Henry ont déjà pris la relève de Daumier. Imitons-les. Contre les baudruches, la meilleure arme est encore l'épingle. Il faut que la France redevienne le pays où le ridicule tue.

QUI NOUS DELIVRERA DE LOUIS XIV ?

Stendhal

Pierre Garrigues

Pour éclairer ma réponse au questionnaire, je dirai qu'il a pour moi la signification suivante : nous sommes quelques-uns, nous dit-on, à penser que les événements politiques symbolisés par la date du 13 mai 1958 exigent des esprits contemporains une prise de conscience déterminée et la volonté d'une action commune qui reste à déterminer. Partagez-vous cette conscience et voulez-vous participer à cette action, tout en contribuant à la définir ? Tel est, semble-t-il, le thème.

L'opération est d'envergure. Sérieusement conduite, elle devrait inciter l'intelligence française à la conquête d'un pouvoir qu'elle n'a jamais possédé. La circonstance est peut-être exceptionnelle du nombre et de la qualité des esprits capables d'entrer aujourd'hui, en France, en communication les uns avec les autres, à une époque où la convergence mentale ne demande qu'à cristalliser. Or l'éparpillement des forces intellectuelles a toujours été la seule force des adversaires de l'esprit.

Pour suivre la ligne tracée par l'enquête, je dirai d'abord que le choix d'une date comme celle du 13 mai, dans l'intention de marquer le commencement d'un clivage essentiel, était certes recommandable. Ce 13 Mai est un anti-14 Juillet à bien des égards. Dire que la subversion de la démocratie en France, au profit d'un régime autocratique, ait été dès lors accomplie, ne serait probablement pas la vérité. Mais ce n'est pas le problème.

De même que les auteurs du 13 Mai ont choisi leur date avec une certaine avance pour imposer le coup de force que nous connaissons, ainsi peut-on parfaitement décider par la suite de la signification mythique de cette même date à des fins tout autres et prendre en conséquence un départ.

Pourquoi les écrivains contemporains n'ont-ils pas réagi davantage ? Parce que seules deux races d'esprits pouvaient manifester une pleine réaction : ceux qui ont tout espéré du 13 Mai, ceux qui choisissent d'en craindre tout. Cela fait peu de personnes.

Or il se passe ce phénomène important que les seules conséquences vraiment historiques du 13 Mai semblent se retourner contre les intentions que l'on peut prêter à ses initiateurs : une prise de conscience désormais générale du problème algérien, l'impossibilité reconnue d'une solution militaire, l'accélération de la décolonisation africaine.

Pour que l'histoire avance du même pas en France, ne suffirait-il pas que les craintes énoncées puissent se changer en mobiles d'action ? Autrement dit, ne s'agirait-il pas de substituer au 13 Mai qu'on a voulu nous imposer un anti-13 Mai à figure de 14 Juillet ? C'est la question posée. Après tout, l'histoire est écrite par ceux qui la pensent et non par ceux qui croient la faire.

S'agit-il d'événements, nous demande-t-on alors, relevant du seul jugement politique ? La question est ambiguë et si l'on voulait y répondre directement, il faudrait dire oui. J'imagine en effet que le jugement purement politique est celui qui porte sur des valeurs liées à la prise du pouvoir. Si je ne pense pas qu'il s'agisse ici d'une enquête destinée à déterminer précisément les moyens d'une prise de pouvoir politique, je crois par contre et j'espère qu'il s'agit de définir une action qui puisse ériger un pouvoir intellectuel capable de traiter d'égal à égal avec le pouvoir politique. Mais je réponds non à la question posée, comme d'ailleurs on me le suggère, car je discerne des préoccupations éthiques dans l'esprit des enquêteurs.

Ceux-ci n'ont pas le désir de gouverner le pays. Ils ont celui, bien supérieur, de fournir la méthode de l'établissement de la justice entre les hommes contemporains. Tout au moins je le pense. Ils raisonnent en termes de liberté, de justice, de vérité. Cela n'a bien souvent rien à voir avec le gouvernement. Ce sont les exigences humaines qui les émeuvent, non pas la discipline ou l'épargne.

Qu'il s'agisse d'un changement d'horizon pour la pensée, selon la deuxième question posée, est la matière d'un choix. Les événements du 13 Mai n'ont pas bouleversé d'une manière évidente la structure du monde actuel, notoirement fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme et de la nation pauvre par la nation riche. C'est par une décision, qu'on pourra qualifier d'arbitraire, que la date du 13 Mai sera choisie comme point de départ de ce changement d'horizon. Je pense qu'il faut le faire, en observant que face à la majoration historique ainsi acceptée dans un ordre, il conviendra d'en fournir une autre au même instant dans l'ordre de la pensée.

Les questions suivantes de l'enquête développent le thème des rapports de la pensée avec le pouvoir, tout justement. Il existe un dilemme : la pensée doit-elle occuper le pouvoir, ou doit-elle s'opposer à lui ? Il y a là quand même un problème de métier. Et s'il faut un pouvoir politique contestable pour que la pensée puisse s'exercer à le contester, si la pensée est d'autant plus dans son rôle que le pouvoir est plus contestable, nous n'aurions, d'après le questionnaire, pas à nous plaindre. Cependant nous nous plaignons : telle n'est donc pas la question.

Quelle est alors celle-ci ? Nulle autre, semble-t-il, que celle de la définition, ou mieux : de l'exercice, des pouvoirs de la pensée. Le Pouvoir, avec majuscule, n'a pas besoin d'être imbécile pour que la pensée puisse enfin commencer à disposer d'un rôle. Le Pouvoir est ce qu'il est, malhabile, cerné de toutes parts, opportuniste, impuissant, virulent, contraignant : en un mot, il est contingent au possible. Il ne nous intéresse pas. Le seul problème est d'ériger la puissance de la pensée au niveau de la puissance du pouvoir, quelle que soit cette dernière, quel que soit ce dernier. Cela au moins regarde les intellectuels et c'est leur métier spécifique.

Cependant les intellectuels usent encore moins de la puissance qui est la leur que le pouvoir, aujourd'hui tout puissant, n'use de la sienne vers des fins que pourtant chaque intellectuel, pris isolément, pourrait à l'instant même définir en détail.

Je voudrais alors répondre en toute sincérité à la question posée en fin de questionnaire, au sujet d'un mouvement de résistance intellectuelle à opposer au régime qui nous est imposé.

Pourquoi parler seulement de résistance ? N'est-ce pas adopter d'emblée une position d'infériorité, accepter que la réalité politique existe d'abord, comme une donnée fondamentale à laquelle on ne peut rien, et à l'assaut de laquelle, à tout hasard, la pensée pourrait diriger quelques banderilles ? Cela n'est pas satisfaisant. Au moment de fédérer les énergies des meilleurs esprits contemporains, il y a autre chose à proposer, de créateur.

C'est une idée que je voudrais exprimer de la façon suivante.

Si l'on admet que le problème du monde actuel est de faire cesser l'exploitation de l'homme par l'homme, que celle-ci soit le fait d'un capitalisme, privé ou d'Etat d'une bureaucratie, d'un colonialisme ou d'un impérialisme, il me semble que la pensée devrait ériger en règle absolue, dans son ordre, celle d'une exploitation sans mesure de l'homme par l'homme au niveau intellectuel. Je veux dire que chacun des esprits lucides et féconds de notre monde français devrait être mis par les autres dans les conditions de pouvoir à la fois aller au bout de son intuition personnelle du monde et aussi de ne jamais lâcher le dialogue.

L'esprit contemporain fait eau de toute part, tellement sont nombreuses les failles d'une intelligence à l'autre. La justice intellectuelle n'existe pas, comment fournirait-elle l'exemple de la justice tout court ? Comment la pensée pourrait-elle imposer les formes de la justice, ne parvenant pas même à les définir dans son domaine propre ?

Cette justice intellectuelle dont je parle, ce n'est pas la reconnaissance mutuelle des esprits les uns par les autres, une sorte de bienveillance générale de la pensée. Ce n'est pas du tout la tolérance : c'en est précisément le contraire. IL S'AGIRAIT D'UNE VOLONTE D'EXIGENCE MUTUELLE, LA VOLONTE EN CHACUN D'EXIGER DE CHAQUE AUTRE L'EXTREMITE POSSIBLE DE SA PENSEE. Je pense qu'un groupe qui réussirait à instituer une telle loi parmi ses membres disposerait d'un pouvoir inédit. Cela suppose une discipline, dira-t-on, et l'esprit n'en supporte point. Mais face aux disciplines venant de l'extérieur dont on nous menace, comment penser pouvoir résister autrement que par une discipline intérieure ? Et quoi de meilleur pour un esprit que de se voir contraint de manifester à tout prix son originalité ? Quelle loi plus douce, plus impérative aussi, que de se voir condamné à penser ce que l'on pense ?

Voilà ce que je crois souhaitable : c'est aussi ce que je crois possible. Et surtout nécessaire. On me demande sous quelle forme. La plus simple : aucun appareil spécifique n'est concevable. Il suffit qu'il existe un groupe enfin où la pensée soit libre.

Le départ est pris : la loi du groupe dépendra du groupe lui-même.

Noël Devaulx

C'est un lieu commun de dire que le pouvoir est toujours associé au mythe. Il est vrai que c'est une constatation affligeante pour la raison pure.

Le mythe actuel — je veux dire la coïncidence d'une vocation collective à la démocratie et d'un destin personnel — ne me paraît pas plus nocif que celui qui l'a précédé et ceux qui aspirent à le suivre.

OPPOSE A TOUTES LES DICTATURES, JE M'EFFRAYE DE VOIR MON ESPERANCE LIEE A LA FRAGILITE D'UN DESTIN PERSONNEL. Mais il faut en parler à ceux qui ont conduit la République dans une impasse.

Manuel de l'intelligence, mon outil n'est pas cet esprit dont le caractère est de s'opposer. Conscience, vigilance : oui. Résistance : le cas échéant. Je ne vois pas qu'il y ait lieu.

Jean Cassou

1. — Le mouvement du 13 mai est un mouvement fasciste caractérisé. Sa menace, bien que noyée dans l'équivoque célébration officielle de son anniversaire, demeure toujours actuelle. On ne saurait dire encore si elle s'efface devant une autre menace ou se confond avec celle-ci, qui est constituée par l'armée. L'armée, traditionnellement, aspire à agir en tant qu'institution prise en soi ; son impulsion essentielle est centrifuge. Cette tendance s'affirme particulièrement dans le cas des armées proconsulaires, qui, loin de l'autorité métropolitaine, guerroient en terres coloniales. L'histoire romaine, mais plus récemment Franco ont fourni des exemples de cette loi historique, exemples dont on peut toujours redouter la reproduction.

2. — Si un pareil état de choses, à votre grande surprise, ne suscite pas plus d'inquiétude, c'est que l'obstacle à ces dangers est présentement fourni par un pouvoir fondé sur un acte général de confiance. C'est la nouveauté de cet acte politique qui me semble devoir susciter non seulement l'étonnement, mais aussi la réflexion, le retour sur soi. En effet, pour la première fois depuis longtemps, voici que le citoyen ne se sent plus appelé à participer par sa conviction et son choix à la chose publique, mais remet l'intégralité de son destin à un homme seul et doué d'une chance de caractère transcendant. C'est-à-dire que, de citoyen, chaque Français est redevenu, comme au temps de la monarchie, sujet. Seule, désormais, la confiance l'inspire et l'anime ; or c'est là un sentiment qui risque de conduire au détachement et à la passivité.

Cette abdication de la conscience privée se manifeste aussi dans la conscience de cette collectivité qui était considérée jusqu'à présent comme le moteur de l'histoire, à savoir les masses populaires. Celles-ci, dans leur majorité, ont délégué tout effort de pensée et d'action à une instance sacrée qui n'est plus qu'une petite machine au service d'une énorme machine impérialiste.

Qu'en ces conjonctures, chaque personne privée, chaque individu, intellectuel ou non, prenne conscience de son besoin d'analyser les choses, de les critiquer, de maintenir vivants certains principes essentiels, de faire valoir des réserves, des résistances et des scrupules, d'avancer des opinions, de proposer des solutions, bref d'aider à ce que se fomente cette force perpétuellement indispensable qui s'appelle une opposition, nul ne saurait en contester la nécessité ; elle est vitale. Mais cette opération demeure dénuée d'efficacité si elle ne s'étend à la conscience des masses. Là il s'agit de toute une démystification, entreprise longue et difficile. On ne démystifie pas les masses communistes, pas plus qu'on n'a dénazifié les masses nazies. Les poisons de la conscience collective sont diaboliques et dialectiques. Ils se réfugient au fond du subsconscient, se déguisent sous des arguties et des mensonges, se perdent dans les paralysies, les scléroses, les délires. On ne peut espérer la guérison d'un malade de cette sorte que par sa mort. Il faut donc veiller dans l'attente de nouvelles générations qui en prendront la relève et auront à faire front, d'elles-mêmes, à des situations nouvelles qui n'avaient pas été prévues dans le catéchisme. La poussée démographique qui se produit actuellement en France souligne l'imminence de tels changements sociaux, économiques, techniques, et par conséquent de façons nouvelles de poser les problèmes politiques et de façons nouvelles de se comporter à leur égard. Dans tous les pays, d'ailleurs, aussi bien dans l'Espagne franquiste que dans les démocraties populaires, ce simple phénomène biologique se produit, qui doit entraîner de nouvelles conduites politiques.

Donc, quoique les circonstances immédiates semblent se conjurer pour aggraver cette passivité de la conscience privée et de la conscience publique qui vous surprend et incliner l'esprit au plus noir pessimisme, nous ne devons pas nous y abandonner au point d'oublier que l'histoire est un devenir. L'effort de la conscience est de coopérer aux forces de ce devenir, de maintenir le rappel obstiné des principes fondamentaux de la doctrine républicaine, d'activer le rajeunissement et le regroupement des forces de gauche, de leur rendre leur pouvoir d'attraction sur des masses de plus en plus réveillées de leur mécanique assoupissement et éclairées sur leur volonté et leur mission, en un mot de reconstituer, après tant de décevantes usures, une démocratie.

Yvon Belaval

1. — Les événements du 13 mai 1958 et leur suite annoncent-ils pour la pensée « comme un changement d'horizon » ? Il suffit pourtant de relire *L'état de la France*, par Henri Heine, pour vérifier combien les Restaurations se ressemblent. Au reste, depuis une quarantaine d'années, tout se passe comme s'il s'agissait de transformer l'Europe, et pas seulement l'Europe, en Canada intellectuel. En France, la démocratie dont vous semblez parler est morte en 1940. Comment donc isoler les événements d'aujourd'hui ? Ils me suggèrent moins un « changement d'horizon » qu'un changement d'échelle, auquel notre jugement politique n'est pas encore accommodé.

2. — Pourquoi « la passivité quasi unanime des écrivains » surprendrait-elle davantage que la passivité non moins unanime des ouvriers, des syndicats, des députés, etc. ? Si tous les maquereaux de la politique, de tous les partis, nous ont traités d'intellectuels, c'est qu'ils entendent tous par intellectuel celui qui a choisi la générosité plutôt que l'ordre, traduisez : celui qui conteste la discipline du parti, celui qui préfère la charité à la volonté de puissance de son église, celui qui place la justice au-dessus de la technocratie. Ainsi, l'intellectuel dont vous attendez le plus est celui, justement, qui se trouve le plus désarmé, le plus isolé, que ce soit à droite ou à gauche. Isolé, car nous n'avons plus, comme au XVIII[e] siècle, cette République des Lettres qui unissait, dans tous les cas, les écrivains, même ennemis, contre les adversaires de la République des Lettres. Désarmé, car la radio, les journaux, toutes les armes n'appartiennent qu'à ceux qu'on ne traite jamais d'intellectuels. Et le public ? Au temps de l'affaire Dreyfus, il existait une conscience publique ; au temps de l'affaire Audin, après tant de massacres hitlériens et autres, où est le public qui s'inquiète d'une crime de plus ou de moins ?

3. — Je ne crois pas que la pensée s'affirme nécessairement « comme contestation de ce qui est et, en particulier, comme contestation du Pouvoir ». D'abord parce que cette opposition du fait à la valeur est devenue scolaire avant même d'avoir été analysée. Et puis, qu'a-t-on fondé sur elle ? *Le Contrat social* qui a si vite fait de nous conduire, en quelques chapitres, de la liberté personnelle à l'esclavage collectif. A mon sens, la pensée s'affirme en appelant un chat un chat. Or toute la logique de notre époque a, au contraire, pour principes : 1) la traduction de tout événement en significations ; 2) l'impossibilité de prouver les propositions négatives.

4. — C'est ici, il me semble, que vous attendez la réponse à votre première question : les événements actuels relèvent-ils « du seul jugement politique » ? J'entends : depuis que Sartre, dans un brillant article contre le général de Gaulle, a réveillé des thèmes de Frazer et de Max Weber sur l'origine magique de la royauté et le pouvoir charismatique, on explique de tous côtés le 13 mai par l'investissement d'une tendance religieuse sur « l'homme providentiel », « sacralisé » par son passé. Là-dessus, quelques broderies psychanalytiques sur le Père, le Surmoi, la culpabilité, etc. Eh bien, non ! Ce serait oublier trop vite que de Gaulle est un général — et qu'on avait la frousse des parachutistes. Je ne crois guère au religieux en politique. Je n'y crois même pas quand (pour me souvenir d'un entrefilet des *Temps Modernes*) il s'agit de M. Garaudy en transes aux « approches du sa-

cré » : Staline. Encore moins quand il s'agit d'un intellectuel.

5. — Le mouvement de résistance intellectuelle que vous souhaitez serait « de gauche ». Mais existe-t-il toujours une pensée de gauche ? La « droite » n'a pas besoin tellement de pensée : elle a la force. La gauche, elle, est vaincue en France. Elle s'est asphyxiée de marxisme. Nul ne demanderait sérieusement si l'on peut dépasser Platon, Epicure, voire Hegel. On doit le demander devant une doctrine pour laquelle la raison se dialectise selon l'infra-structure économique — alors, précisément, que cette infra-structure a évolué, évolue, évoluera d'une façon de plus en plus imprévisible. Le marxisme est peut-être la seule philosophie qui exigeait d'être dépassée, la révolution permanente : on l'a figée en dogmatisme. On objectera que la crise du Budapest multiplie les auto-critiques : je crains seulement qu'il en aille des marxistes indépendants comme des chrétiens progressistes dont on saurait mettre en doute ni la sincérité, ni, lorsque l'Eglise le jugera utile, la soumission à la hiérarchie qu'ils condamnent (l'expérience des prêtres ouvriers demeure significative). Hors du marxisme ? Des essayistes de talent. Surtout des journalistes courageux qui démasquent les hypocrites. Mais nulle part une idée-force. Séparé de tout positif, la contestation de ce qui est devient trop facilement critiqueuse, rabâche, s'essouffle, déprime, engendre ennui et scepticisme. Le positif, ce serait de nous dire ce que l'on mettrait à la place de ce qui est et qui vaille la peine d'être mis à la place, ce serait de nous indiquer les moyens d'éviter une bureaucratie, d'arrêter les progrès de la civilisation policière, de sauver l'*habeas corpus*, de faire respecter la tolérance. Toute critique doit naître d'un espoir. Et avec qui agir ? Les partis rejettent « l'intellectuel », et chacun de ces partis a son syndicat à ses ordres. Il est vrai que, la résistance, c'est d'abord la brutalité de l'adversaire qui la rend possible, comme l'ont fait les Allemands en massacrant les otages de Nantes. Ensuite vient la décision. Et la générosité ne suffit pas, il faut une pensée déterminante. Je constate pour le moment — peut-être je me trompe — l'absence d'une telle pensée. Je ne vois donc encore, en ce qui concerne l'écrivain, d'autres formes possibles de résistance que celles de toujours : l'honnêteté intellectuelle, la mise en garde contre le préjugé systématique, la dénonciation inlassable du mensonge, l'attaque sur des points limités (par exemple, dans l'affaire Audin, réclamer d'abord, seulement, la nomination, promise et toujours retardée, d'un magistrat à Rennes), l'économie des mouvements (que de pétitions inutiles !), l'effort pour éviter le bavardage (un poème — rappelez-vous ce qu'a été la *Liberté* d'Eluard durant la Guerre — peut avoir plus de poids que l'analyse de la conjoncture par un auteur qui ne saurait gérer une épicerie de village).

Alfred Rosmer

Au lendemain du coup du 13 mai, un groupe d'intellectuels rassemblés autour d'un nouvel organe, Le 14 Juillet, *a tenu à souligner l'importance et la signification de l'événement et à y riposter par une prise de position très nette : Non ! Jamais ! Pas de compromis avec l'émeute. Après cette première année du nouveau régime, la justesse de cette attitude est pleinement confirmée par les faits. Les récits des complots en ont révélé les traits classiques de la prise du pouvoir par le fascisme : le mensonge, le bluff, le chantage, la terreur, le spectre de la guerre civile ; puis on a vu honorer la clique civile et militaire des comploteurs ; les fraudeurs flattés et récompensés tandis que le poids de la grande politique retombait sur les travailleurs, la guerre d'Algérie se prolongeant comme sous Lacoste. Impossible désormais de se tromper sur la nature du nouveau régime : il n'est pas encore le fascisme mais il possède déjà tous les attributs nécessaires pour y conduire ; un de ces types nouveaux d'Etat comme il en est surgi en divers pays depuis la première guerre mondiale — quand les privilégiés, les hommes d'ordre se font émeutiers — et que Trotsky a étudiés et décrits dans des essais rassemblés sous le titre : « Où va la France ? »*

Comment dès lors expliquer cette « passivité quasi unanime des écrivains » que les rédacteurs du questionnaire trouvent surprenante ? Ils sont déçus sans doute de n'avoir pas été mieux entendus. Mais la passivité n'est pas particulière aux écrivains ; celle des ouvriers et de leurs organisations est infiniment plus grave et plus inquiétante ; c'est, depuis le 13 mai, en France, un engourdissement généralisé. Il conviendrait d'en rechercher et d'en préciser les causes, mais en cette brève réponse, je voudrais aller au plus urgent, aux interrogations des dernières lignes du questionnaire. C'était une illusion de croire que cette passivité des écrivains était une rupture avec la tradition intellectuelle de ce pays. *PARMI LES ECRIVAINS IL Y A EU DE TOUT TEMPS DES DEFENSEURS DE LA SERVITUDE ; LES MAURASSIENS METTENT LA RAISON D'ETAT AU-DESSUS DE LA JUSTICE. LA VERITE N'EST PAS LEUR PREMIER SOUCI ; ET LE PLUS GRAND NOMBRE JUGE PLUS COMMODE DE SE LAISSER PORTER PAR LE COURANT.* *Sans doute, les rédacteurs du questionnaire ont-ils songé à Zola et à l'Affaire Dreyfus, mais c'est précisément dans ce passé qu'ils peuvent trouver la juste réponse à leurs questions. Quand Zola affronta la haute armée, l'Eglise, toutes les puissances établies résolues à couvrir un déni de justice, il était presque seul, mais il trouva vite des appuis, notamment parmi les intellectuels ; des écrivains, des savants, des professeurs, des artistes, jamais très nombreux mais formant une équipe solidement soudée. Comment agirent-ils ? Par des articles dans les publications qui leur restaient ouvertes, par des meetings convoqués dans les divers quartiers de Paris, où ils tenaient à paraître tous et qui faisaient si grande impression que les bandes nationalistes cependant maîtresses de la rue ne prétendirent jamais les empêcher ni même les troubler.*

Les possibilités d'action sont diverses, commandées naturellement par les situations changeantes. Le maintien d'une revue sur une position irréductible est déjà un acte, et permet de suivre au jour le jour l'activité gouvernementale, de marquer l'écart entre les promesses, les engagements et les actes ; de rappeler l'histoire d'hier pour en tirer les enseignements : le 6 février 1934, préfiguration du 13 mai 1958 ; surtout l'Affaire Dreyfus, riche de leçons et d'encouragements. Il faudrait aussi s'occuper de cette armée, de cette étonnante armée installée presque tout entière en Algérie, de grande muette devenue la grande bavarde, la dénombrer : combien de généraux, de colonels ; est-ce déjà, par leur proportion, une armée de type sud-américain ? Jusqu'ici c'étaient des généraux victorieux qui pouvaient menacer les libertés démocratiques ; ceux d'aujourd'hui n'ont à leur actif que l'humiliante débâcle de 1940, et il leur faut le service militaire de deux ans — avec rallonges variables selon leur bon plaisir. L'Etat-Major auquel Zola s'attaqua jouissait d'un autre prestige. Même peu nombreux les intellectuels résistants ne se sentent jamais isolés. L'aide qu'ils peuvent recevoir du dehors ne leur manque jamais ; au lendemain du 13 mai des meetings de sympathie pour la défense de la démocratie eurent lieu spontanément en divers pays ; d'Italie, où on sait mieux qu'ailleurs ce qu'est le fascisme et comment il s'implante, vinrent des offres d'aide, de coopération qui ne trouvèrent guère d'écho. Un autre exemple d'action est celui d'intellectuels anglais qui, au début de la première guerre mondiale — parmi eux Bertrand Russell, E. D. Morel, H. Brailsford — fondèrent une organisation et publièrent des brochures dénonçant les mensonges de guerre, qui trouvaient leur chemin chez tous les belligérants.

Les possibilités d'action existent ; en tout cas, le groupement de résistance qui s'est formé autour de la revue devrait se maintenir. Nécessaire aujourd'hui, il le serait plus encore demain.

Jean Beaufret

Entrant directement dans le sujet, je vous avouerai franchement que votre texte ne me plaît guère, car je ne le trouve pas exempt de présuppositions et d'obscurités.

1° Vous demandez par exemple si les événements actuels relèvent du « seul jugement politique » ou ont un « sens plus grave ». Mais qu'entendez-vous au juste par le « seul jugement politique » ? En quoi manquerait-il de « gravité » ? Ou alors qu'est-ce que cette myopie sans pensée que vous appelez cependant « jugement politique » ?

2° « S'il est vrai, dites-vous ensuite, que la pensée s'affirme comme contestation de ce qui est, etc... » Là encore, je me sens perplexe. Cette interprétation purement « contestative » de la pensée me paraît elle-même contestable. Ne prenez-vous pas une conséquence — peut-être essentielle — pour le principe ? Il est bien évident que penser n'est pas subir. Mais est-ce simplement contester ? En un mot, que signifie penser ? Définir la pensée par référence à « la tradition intellectuelle la plus constante de ce pays » ne me paraît ni suffisant, ni même clair.

3° « Le pouvoir issu du 13 mai.. mettant en jeu le destin privilégié d'un homme, la puissance d'un nom providentiel, le caractère religieux de son prestige, etc. » Que le pouvoir actuel soit chronologiquement consécutif au 13 mai, c'est bien clair. Trop clair. Car une question plus radicale serait : de quoi le 13 mai est-il lui-même issu ? D'autre part, je vous écris en ce moment du centre de la France, et je puis vous assurer que les catégories du *destin*, du *providentiel* et du *religieux* ne jouent rigoureusement aucun rôle dans la façon dont les gens d'ici se représentent les pouvoirs actuels. Faut-il pour autant les taxer d'inconscience ?

4° Vous en appelez enfin de la « passivité quasi unanime des écrivains » à l'éventualité d'un « mouvement de résistance intellectuelle » que vous demandez de définir. Appelez-vous « passivité » le fait que plusieurs écrivains non médiocres sont, dans les circonstances actuelles, pour le régime actuel, ou du moins ne sont pas formellement contre ? Je crois d'ailleurs que les écrivains sont moins passifs qu'interloqués. L'expectative silencieuse n'est pas nécessairement passivité.

Personnellement, je ne crois pas pouvoir dire plus que ce qui suit :

1° Oui, les événements consécutifs au 13 mai traduisent une évolution profonde qui peut être caractérisée sur le plan politique par le déclin en Occident de la démocratie de type parlementaire. La même évolution se laisse d'ailleurs constater sous une autre forme dans la patrie même du régime parlementaire où le « Cabinet » l'emporte de plus en plus sur le « Parlement ».

2° Penser une telle évolution me paraît être la tâche même de notre temps. Mais penser n'est pas déployer à l'égard de l' « état de choses » les ressources inépuisables d'un négativisme de surface aussi fertile en échappatoires moralisantes qu'en assimilations mystificatrices. Le 13 mai et ce qui a suivi ont déchaîné des flots de rhétorique creuse. Quelques études de Serge Mallet parues dans les *Temps Modernes* entre mai et octobre 1958 m'ont paru cependant être une tentative de pensée. Faut-il ajouter que personne, à ma connaissance, n'a songé à les mentionner, encore moins à les examiner d'un point de vue critique ?

3° C'est seulement quand la gauche se sera libérée de l'esprit de ressentiment — celui que nomme Nietzsche dans *Zarathoustra* — qu'elle pourra redevenir pensante comme elle l'a été dans le passé. Mais qu'elle ne croie plus pouvoir vivre de ses propres reliques qui se réduisent elles-mêmes de plus en plus à un simple reliquat verbal ! Penser n'est pas une affaire de nerfs, mais une affaire de cœur qui demande du temps, de la patience, de la ténacité et même, parfois, un effacement apparent.

Voilà, chers amis, tout ce que je puis dire pour le moment. Ne m'en veuillez pas de vous avoir un peu critiqués. Si je l'ai fait, c'est que je pense que nous sommes d'accord sur le fond et que nous nous trouvons, par la force des choses, du même côté de la barricade.

Gérard

1. — Le corps social dont les structures traditionnelles, ébranlées par la « saignée » de 1914-1918, n'ont pas résisté à la bousculade de 1940, n'avait pas réussi après la « Libération » à sécréter de nouvelles structures : il a atteint le 13 mai 1958 le point neutre de son éclatement. Sur cet émiettement, le régime pose le sceau d'une unité factice, paradoxale, l'homme qui l'incarne devant son actuel prestige au souvenir du moment où il s'était retranché de la « communauté française ». Célèbre pour s'être séparé, il a fondé sa carrière ultérieure sur la lutte contre le « séparatisme ».

Cette contradiction serait de peu de sens, si elle ne conduisait pas à penser que, loin de contredire le courant an-archique qui vaporise lentement depuis plus d'un siècle, la société la plus « civilisée » de l'Europe, le régime actuel, en cela même qu'il est un palliatif avoué à ce courant, en dénonce la secrète virulence. (Déjà rétrogrades par rapport au capitalisme moderne, les « intérêts » locaux côtoient dans le gaullisme des technocrates soucieux de « progrès » planifié. L'incohérence du gaullisme est une incohérence signifiante, qui traduit le désordre qu'elle prétend combattre : elle a donc pu « stupéfier » en partie la classe ouvrière). LE REGIME PLACE LA PENSEE DEVANT UN « PAYSAGE DANGEREUX » MAIS TONIQUE : SON APPARENCE ABSURDE IMPOSE LE DETOUR PAR L'ESSENCE.

Ceux que leurs tendances caractérielles et leurs préjugés métaphysiques tiennent, avant toute réflexion proprement politique, écartés du corps social, voire dressés contre les pouvoirs qui prétendent exprimer « l'âme » de ce corps, ceux-là auront pu se sentir plus directement concernés par cette « vague crise ministérielle » que par une autre, alors qu'elle n'est sanctionnée manifestement que par le blocage d'institutions parlementaires depuis longtemps discréditées.

2. — Une passivité qui serait le fait propre des écrivains apparaîtrait bien plus étrange On ne saurait négliger le « dopage » stalinien ou progressiste, mais je crois qu'on n'a pas assez mis en relief un détail gênant : le chantage aux parachutistes, avec la menace physique qu'il comportait, et qui fut renouvelée dans « l'opinion » lors du referendum, est l'expression du fait même que la vie publique s'est vidée de tout contenu idéologique. Parlons franc : de tout contenu intellectuel. Dominée en surface par quelques « penseurs » politiques, l'intelligentsia française s'est dépolitisée en profondeur à un rythme constant, parce que parallèlement, la « politique » véhiculée par la grande presse dite d'information, perdait tout contact avec la recherche de la vérité.

Rien de changé à cet égard : le gaullisme, par son vide doctrinal, correspond sans effort au vide mental et moral qui a envahi le corps social depuis 1945. Il en est la transcription sur un papier « vieille France ». Quelques maladresses financières peuvent ne pas empêcher l'expansion économique de se poursuivre. Dans ce cas, le régime n'aura même pas besoin de la presse de droite — aujourd'hui inexistante ou tentée par la surenchère fasciste — pour obtenir une majorité confortable et immobile à chaque referendum qu'il lui plaira d'instituer. De Gaulle est au pouvoir, les blés seront plus beaux. A moins que... (voir plus bas).

3. — S'IL EXISTE UN PASSAGE IDEAL DE LA DEMOCRATIE A LA REVOLUTION (car je ne saurais m'affirmer « démocrate » sans ajouter « révolutionnaire », IL EST EFFECTIVEMENT DANS CE MOUVEMENT DE PENSEE QUI, AU NOM DE LA VERITE TOUJOURS PERILLEUSE, CONTESTE LE POUVOIR EN TANT QUE REALITE SE DONNANT POUR DEFINITIVE, DONC NON-DIALECTIQUE ET FONCIEREMENT IMMORALE. Cette opposition n'est pas verbale : développée par le freudisme, elle avait été aperçue par Nietzsche. Sous la IVe République, il eût été exact de dire, aux termes de Maurras, que le

Jean Reverzy

1. — *Les événements du 13 mai (prise du pouvoir, sans coup férir, par une petite bande d'individus plus ou moins résolus) se placent dans un contexte moral et social que caractérisent :*

1) *la débilité extrême de la gauche pensante — j'y reviendrai en répondant à la question suivante ;*

2) l'embourgeoisement *récent de la classe ouvrière et plus généralement de tous les salariés. Le progrès social, résultant d'un siècle de luttes ouvrières, a fait du prolétaire d'hier un petit-bourgeois (le plus souvent famélique) à courte vue, qui avec sa voiture, sa télévision, les congés payés sur la Côte, de bonnes lectures* (Match, Elle) *n'est pas mécontent de son sort. Chez lui l'esprit de révolution est à tout jamais perdu : la question de salaire prime et efface toutes les autres. Peu importe qui gouverne, peu importe que le sang coule en Algérie si on a assez d'essence pour la bagnole... Rien n'est plus navrant que cet « ilotisme » de ce qui fut la classe ouvrière. Il y eut, dit-on, 200.000 manifestants pour protester, en mai dernier, contre le coup d'Alger. Dans une ville de l'importance de Paris, en 1936, si l'on avait alors touché à la République, il y en aurait eu deux millions et plus.*

2. — *Je trouve au contraire que les écrivains, pour protester contre le coup d'Alger et ce qui suivit, s'en donnent à cœur joie, sans d'ailleurs attendre quelque chose de leurs protestations. Car il me paraît bien que, pour maint écrivain engagé, la politique, comme l'amour ou le désespoir, est essentiellement un* thème *littéraire. La décadence morale de la classe ouvrière, dont j'ai parlé, va d'ailleurs de pair avec une pareille décadence des écrivains politiques, de gauche ou de droite. Sans vouloir m'étendre en considération sortant du cadre de ce questionnaire, je dois ici marquer, qu'à mon sens, les catholiques dits de gauche en portent la responsabilité. LES GRANDS IDEAUX DE GAUCHE, MEME NON-MARXISTES, NE SE CONÇOIVENT QUE DANS L'IRRELIGION. Contre la gauche montante, l'Eglise a pratiqué la politique du Cheval de Troie : des hommes comme Mauriac, Mounier ou leurs équivalents mineurs (P. H. Simon, Domenach, etc.), confisquant ses idées et ses forces, ont puissamment contribué à la dégradation de la gauche d'aujourd'hui, réduite à l'inaction et au verbalisme. L'attitude de quelques-uns, au lendemain du 13 mai, avec les réserves et les prudences d'usage, me paraît significative. IL EST CERTES D'AUTRES CAUSES A LA CARENCE DE LA GAUCHE PENSANTE, MAIS LA POLLUTION DES IDEAUX REVOLUTIONNAIRES PAR LE CATHOLICISME MILITANT ME PARAIT PRIMORDIALE.*

3. — *Oui.*

4. — *Oui.*

5. — *Une certaine résistance se manifeste dans le milieu littéraire : ce seul questionnaire, si l'on en doutait, le prouverait. Toutefois un esprit sérieux ne peut aujourd'hui avoir que peu de confiance dans l'action politique de l'écrivain, action qui se résoud à quelques beaux morceaux sans portée. L'auteur, de notre temps, en matière politique, m'apparaît d'ailleurs éminemment futile ; le milieu littéraire lui-même, où il manœuvre, ne forme, dans le pays, qu'une petit cercle d'initiés, quelque peu compères, avec leurs rites, leurs clients, leur mythologie. L'adhésion au nouveau régime d'une de leurs idoles, Malraux, sans que cela paraisse étonner ou offusquer personne, me semble en tout point significative. Et devant la résistance, sans grands risques, qui s'amorce, je pense que* cela n'est pas très sérieux.

Legrand

« pays réel » ne gouvernait pas. D'un même geste, les profiteurs de la collaboration et ceux de la résistance avaient provisoirement passé la main aux revenants du radicalisme « empirique ». La pensée politique était « libre » mais sans objet : le pétrole, le vin du Midi, les vieux généraux et les jeunes organisateurs « libéraux », le clergé, — bref, le désordre de la réalité française, ne tenait le pouvoir que par personne interposée. A la limite, on pourrait soutenir que le piège stalinien, où ne pouvaient pas ne pas tomber les antistaliniens (j'entends la préférence donnée aux événements « extérieurs » sur l'absence d'événements français) était logique : c'était bien là la réalité de la pensée. Le synchronisme Algérie-Hongrie commença de perturber cet exil.

A partir de mai 1958, la pensée n'est plus formellement libre : un Comité des Intellectuels, agissant au grand jour, est devenu inconcevable. Mais elle a enfin trouvé son objet, sa réalité : non plus une succession de guerres coloniales aux responsabilités dispersées, mais une souveraineté qui prétend lui échapper, et donc la réveille. Pour éviter la contestation, le régime actuel risque la condamnation. Circonstance aggravante : des intellectuels, ou se donnant pour tels, sont au pouvoir. Installés dans la glorieuse « Réalité », leur nostalgie honteuse de la vérité les conduira tôt ou tard à vouloir se justifier, donc à trébucher, ou à se taire. Un silence toujours plus lourd couronnera la personne irremplaçable du général-président.

4. — La France ne s'est jamais tout à fait pardonné d'avoir guillotiné Louis XVI. Par un tour de passe-passe religieux, le roi ramasse sa tête et marche. La nation est de nouveau menée par un symbole, et quel symbole ! l'homme dont personne, il y a deux ans, n'eût sérieusement attendu le retour au pouvoir.

J'imagine que ce n'est pas sans allégresse que les innombrables imbéciles scandalisés en 1945 par le procès de Pétain ont vu celui qui le précipita à terre reprendre aujourd'hui son pèlerinage. Nous enchaînons l'histoire, dit-il aux environs de Vichy. Singulier lapsus : il veut être l'histoire, ce personnage lui-même enchaîné, constamment prêt à retourner dans son village pour y « mourir de chagrin ». Il est le bouc émissaire des erreurs commises en son nom depuis la Libération, et même de « celles des autres » : y compris, — clin d'œil vers quelques intimes « de gauche » —, du cri poussé par Salan au balcon d'Alger. Il n'a jamais songé à reprendre le pouvoir. Il n'a jamais songé qu'il ne le reprendrait peut-être pas. Cette victime expiatoire domine néanmoins l'histoire du genre, de par la seigneurerie particulière et intangible qu'il s'est tracée, et qu'il a imposée : de l'Ecce Homo nous remontons jusqu'au Père terrible et miséricordieux, d'ailleurs peu efficace, qui a créé le monde d'un coup et ne s'en occupe que par l'intermédiaire d'une Providence, capricieuse aux yeux des seuls impies. La France, à coup sûr, est chrétienne.

5. — Pour la première fois depuis Napoléon III, autre période de grande presse dépolitisée et d'expansion économique, la résistance au régime non seulement se fera avec le concours des intellectuels, mais se fera à partir d'eux, ou ne se fera pas. La vérité ne s'incarne point dans la classe ouvrière et c'est lui faire injure que de la regarder avec fidéisme. Renonçant à une démagogie que le stalinisme a outrée plus qu'il ne l'a inventée, la résistance doit moins être diffusée que concentrée. Au dieu visible dont nous gratifie le gaullisme, n'allons pas opposer le dieu absent que sera peut-être le prolétariat pour la seconde moitié du siècle. Je crois que c'est toute l'opinion publique à laquelle il faut d'abord communiquer le sens de son vaste et inconscient malaise. Que ce malaise doive, selon toute probabilité, déboucher sur une sorte de guerre civile, j'avoue en conscience que je ne le regrette pas. Que l'épreuve de force puisse être appelée par la pensée n'est en aucune manière à la honte de celle-ci, mais témoigne à quel point elle a dû se retirer d'une réalité réduite à une collection d'images pieuses, réalité impensable et donc invivable.

Georges Ribemont-Dessaignes

1. — La « Libération » a vu la faillite de ses espoirs : on sait ce qu'il est advenu de l'usage d'une pseudo-liberté. La croyance vite généralisée dans l'absurdité de l'univers (l'univers n'est pas absurde ; ce qui est absurde c'est de lui accorder une intelligence) a fait le reste. Les deux défaillances n'ont rien de politique. Si on ajoute la dégradation de la chose collective sous l'action des politiciens aveuglés par l'anticommunisme, rien d'étonnant dans le coup du 13 mai profitant d'un effondrement de la gauche populaire et de toute foi en quelque valeur que ce soit. Politique et éthique, tel est le terrain prêt pour tout ce qu'on voudra, pour n'importe quelle aventure. Les intellectuels portent une grande responsabilité sur leurs épaules : c'est avant le coup du 13 mai qu'ils auraient du redresser la tête.

2. — Le fait que l'enquête du 14 *Juillet* ait lieu rend la question inutile : surprenante la passivité intellectuelle ? Les intellectuels sont dans le bain, métaphysiciens et moralistes, sans religion certes, mais demeurés *prêtres*, pour ne pas dire vulgairement *curés*. Très beau le discontinu, l'informalisme, l'anti-anthropomorphisme... Mais quand vient le 13 Mai...

3. — Il faut donc se demander si vraiment la « pensée » organe de contestation du Pouvoir, ne devrait pas cesser de tant « penser » pour regarder en face non pas l'homme, mais les hommes, irrémédiables individus assemblés en foule et se pencher sur leurs *bonheurs* libérés de toute métaphysique. Abolir cette grandeur, cette conquête, cette puissance, cette domination apocalyptique sans cesse coiffée par l'inhumain et la mort. La démocratie et l'antidémocratie, c'est le fait des hommes. A la « pensée » d'y songer. Mieux vaut tard que jamais.

4. — Bien sûr le coup du 13 Mai n'a aucun rapport avec la démocratie ! Bien sûr le pouvoir qui s'est présenté est de forme religieuse, monarchique de droit divin. Mais quoi, ce n'est pas seulement ce qu'il en faut voir. Car derrière cela, c'est l'Aventure qui veut forcer la main. La « pensée » est-elle prête à s'y opposer ? Piètre consolation que de dire, après coup : « Et pourtant elle tourne ».

5. — Un mouvement de résistance intellectuelle ? Aux intellectuels de commencer par leur petite « auto-critique », comme on dit, et de ne pas participer, par la moindre fibre, le moindre mouvement de « pensée » à ce qui a préparé le terrain propice au coup du 13 Mai. Une non-participation au régime (il ne s'agit pas d'une « grève » ridicule, mais de ne rien faire, absolument rien dont le régime puisse se nourrir).

La pensée a d'abord à se soigner avec les antibiotiques appropriés. Et puis méditer un mot de Brecht que je lis ces jours-ci, et qui me paraît de circonstance : *Pour diffuser la vérité, il importe d'employer la ruse.*

Enfin, qu'on m'excuse si je dis en guise de conclusion : Est-ce de la passivité des intellectuels (je veux dire de la « pensée » contestation du pouvoir) qu'il faut s'étonner, ou de celle du peuple lors du « Coup » ? Je crois pour ma part que c'est au peuple de « faire » le pouvoir qu'il veut. Ou mieux, qu'il en a la possibilité. Sans lui, nous sommes ridicules.

Jean Grosjean

Vos questions m'embarrassent beaucoup : comment croire que l'histoire et la pensée puissent quoi que ce soit l'une sur l'autre ? Quand la pensée rencontre l'histoire c'est avec la stupeur de Saint-Just le dix thermidor ou celle du prophète Daniel au bord du fleuve Oulaï. Quant à l'histoire si elle rencontre la pensée c'est pour dire, distraite : « Qu'est-ce que la vérité ? » et aussitôt ordonner la torture et la mort en se lavant les mains. Toute puissance, ne serait-ce que sur soi-même, est essentiellement destructrice de vérité, parce que la vérité ne se fie jamais à la puissance. Que les envahisseurs de l'époque s'appellent industrie, natalité, enrégimentement, colonat, etc., je ne vois guère quelle métaphysique les arrêterait, mais plutôt les vieilles passions telluriques par qui chaque site, même d'abord vaincu, triomphe. Et si par hasard les actuelles sciences hénochiennes venaient enfin à flairer la pensée donc à l'exécuter (sic) ce serait alors la célèbre fin des temps dont la postface, en proie aux hommes d'action et à leurs cobayes, ne concerne personne. L'esprit pourtant, rien que par sa façon de regarder ailleurs, détrempe peut-être encore assez le terrain pour que le cours de l'histoire continue à ne s'embourber qu'en soi, sans soupçonner la lumière qui se perpétue chez les laboureurs de Villafans et les bergers de Nejran.

Julien Gracq

1. — Oui, il s'agit bien là pour moi d'événements relevant au sens exact du terme du jugement politique. Et de quoi d'autre pourrait-il s'agir ?

2. — Peut-être y a-t-il en fait, dans l'attitude actuelle des écrivains, moins de passivité que de réserve, — réserve née de l'expérience encore toute fraîche de trop d'erreurs de jugement passées. Les faits ont châtié durement — et plus d'une fois — depuis vingt-cinq ans, l'habitude prise par beaucoup d'écrivains de trancher au fur et à mesure sur les problèmes du jour, trop souvent en insuffisante connaissance de cause. Trop d'entre eux, pour se faire encore les guides de l'opinion — et ce n'est pas par hasard que l'année semble être aux **autocritiques** — ont des raisons de se sentir aujourd'hui disqualifiés.

3. — Le sens de l'exigence démocratique me paraît être seulement de placer la source du pouvoir dans l'expression de la volonté populaire — étant entendu que ce pouvoir ne peut attenter à aucune des libertés fondamentales de l'individu. Le questionnaire me semble ajouter ici au mot **démocratie** un sens ésotérique qu'on n'est pas obligé d'accepter.

4. — Même réponse. Si le pouvoir actuel se donne lui-même comme charismatique, comme échappant par sa nature aux contestations de la pensée, c'est de sa part une prétention des plus singulières. Se donne-t-il vraiment pour tel ? Je ne vois pas de raisons absolument convaincantes de l'affirmer.

5. — Il appartient à chaque écrivain de prendre position vis-à-vis du régime actuel selon ses tendances politiques, qui ont une assez grande variété d'expression dans le pays. Je ne vois pas clairement à quoi au juste se proposerait de résister ce « mouvement de résistance intellectuelle » s'il se place, comme le questionnaire l'indique, en dehors des catégories politiques. Nébuleux dans son principe, il sera en définitive — cela s'est vu — l'instrument du parti qui manœuvrera le mieux pour le contrôler. Je ne crois pas une telle création viable et je ne la souhaite pas. Je n'y « adhérerais » pas plus pour ma part que je n' « adhère » au régime actuel.

Henri Thomas

C'est, en effet, sous-estimer l'importance du changement survenu depuis le 13 Mai que d'y voir, comme votre questionnaire nous y invite, l'instauration d'un régime de pouvoir personnel, fondé sur « le destin privilégié d'un homme, la puissance d'un nom providentiel, le caractère religieux de son prestige ». Le mouvement actuel m'apparaît plutôt (je parle en tant que Français vivant à l'étranger) comme un effort de la nation pour ne pas périr, et pour ne pas laisser périr ce qui fait la France, sa culture, la nuance de sa civilisation. Le destin de de Gaulle est évidemment privilégié, en ce sens que de Gaulle s'est révélé seul capable de mener cette tâche. Il ne tenait qu'au régime précédent de rendre inutile l'homme providentiel.

Les écrivains français sont actuellement parmi les plus libres de s'exprimer au monde ; c'est là un privilège que l'américanisation des masses, l'analphabétisme scientifique, menacent bien autrement que le prestige d'un homme auquel, il est vrai, on pourrait reprocher de s'être opposé à l'entrée de Paul Morand à l'Académie française...

Edgar Morin

Le 13 mai nous contraint à deux efforts contradictoires : 1) regarder le réel en face ; 2) contester le réel.

En effet, si l'on admet que le changement de régime n'est pas seulement l'aboutissement fortuné d'un habile complot (autrement dit s'il ne peut se comprendre seulement en fonction d'une vision conspirative-policière de l'histoire) il apparait que nous avons gravement ignoré la situation réelle des forces sociales en France ; nous avons vécu sur un capital rassurant de mythes : mythe de la « démocratie », mythe de la « gauche », mythe du « prolétariat ». Nous n'avons presque pas perçu que l'armée coloniale devenait une force politique, la grande force politique réelle. Nous n'avons pas examiné sérieusement le problème d'une colonisation à rebours de la France par son armée coloniale. Une soi-disant confiance dans les masses populaires n'était autre chose que la confiance en des mythes autour desquels les masses populaires devaient monter la garde. Le 13 mai nous oblige à regarder la France en face. Et comme la France n'est pas « seule », à regarder en face le problème européen et le problème international. Le 13 mai nous oblige à une sociologie.

Mais en même temps, le 13 mai nous oblige à une politique : c'est ce que j'entends par « contester le réel », puisque je me situe dans une perspective de gauche. Ici commence la difficulté : beaucoup ont peur de regarder le réel en face parce qu'ils ont peur, en vérité, de capituler devant le réel. Ils ont peur de glisser de la constatation à la résignation. ILS CRAIGNENT LA VIRULENCE PESSIMISTE DU REEL PARCE QU'ILS CRAIGNENT QUE LA CONTESTATION DU REEL MANQUE DE BASES « REALISTES » ET DEVIENNE UTOPIE.

Or le 13 mai nous contraint à réexaminer et à réanimer notre principe de contestation, à le réaffronter au réel : quelle intransigeance maintenir, quelle part de compromis accepter avec le réel ? Chacun élude plus ou moins cette question, en se réfugiant soit dans l'opportunisme politique, soit dans l'apolitisme du refus. Il y a le double écueil : les uns, en découvrant le réel, vont devenir des « réalistes », les autres, pour mieux contester le réel, vont continuer à l'ignorer. Ainsi le 13 mai, et le nouveau régime posent un problème ardu, profond et radical à la pensée. Ce problème est d'une part sociologique, d'autre part moral, et enfin politique, mais il ne se pose pas seulement en additionnant cette triple problématique. Il est un problème de fond pour la conscience. IL OBLIGE A UNE CONSCIENCE QUI MALTRAITE LES SCHEMAS DE L'ANCIENNE CONSCIENCE.

Notre tâche est difficile : nous sommes placés devant une extraordinaire possibilité régressive (la colonisation à rebours de la France par ses légions) et devant une incroyable décomposition de la gauche. La reconstruction de la gauche est une tâche de longue haleine, théorique et pratique, sociologique, philosophique et morale. Elle implique une critique de cette « gauche » actuelle. Comment mener à la fois cette critique indispensable et la résistance à l'ordre des choses ?

Beaucoup d'entre nous sont comme pris à revers idéologiquement parce que le schéma qui oppose la démocratie socialiste à l'ordre bourgeois parlementaire s'est vidé de sens concret dans le contexte actuel : le substratum d'une démocratie socialiste — les aspirations et les besoins des travailleurs — est étouffé, dévié, atrophié sous la croûte politique d'une gauche fossile ou bureaucratisée. L'ordre bourgeois parlementaire a fait place à un régime présidentiel, de caractère mixte et contradictoire, et la logique de la guerre d'Algérie entretient la possibilité d'un autre régime, la dictature de l'armée. Dans cette situation régressive, l'adaptation au réel signifie l'acceptation de certaines formes régressives de la politique, d'une régression politique par rapport à l'ancien schéma. Les attitudes non régressives, je veux dire rationnelles et émancipatrices, sont rejetées dans l'utopie, la protestation pure ou verbale, l'isolement intellectuel. Provisoirement sans doute, mais nous sommes dans le provisoire, sans pouvoir encore en percevoir le terme. Alors le débat entre le « réalisme » et l' « idéalisme », l'opportunisme et l'utopie se trouve à nouveau posé. Le problème de l'incarnation se pose à nous, fantômes. Nous devons partir de cette contradiction, en sachant qu'il est vain d'imaginer une impossible synthèse, mais en essayant de surmonter la contradiction au maximum possible. Nous avons un immense effort de lucidité, de rigueur et de courage à entreprendre.

Bernard Frank

Le 13 mai 1958, la démocratie en France n'existait plus depuis longtemps. Un pays qui combat la liberté d'un autre pays n'est plus un pays libre. C'est l'évidence. Les conjurés d'Alger et de Paris n'ont fait que profiter d'un état de fait. Il n'y avait aucune raison qu'ils laissassent le pouvoir et ses « délices » à des socialistes, des modérés, des radicaux, des M.R.P. qui se conduisaient en fascistes sous prétexte d'éviter à la France le fascisme.

⁂

Si la clase ouvrière n'a pas bronché le 13 mai, c'est qu'elle n'avait aucune envie de se faire casser la gueule pour protéger une démocratie bourgeoise qui ne jouait plus le jeu, son jeu. Pourquoi voudrait-on d'ailleurs que la classe ouvrière qui a d'autres soucis — des soucis plus lourds — que le non fonctionnement de la démocratie, fût infaillible !

⁂

Les intellectuels français ne s'intéressaient que médiocrement à la France. Ils la trouvaient médiocrement provinciale. Mollet, Gaillard, Bourgès-Maunoury, Pleven, Laniel, ce n'est pas *snob*. Gomulka, le siège de Budapest, les communes chinoises, ce qui se passait au Kremlin, cela avait tout de même une autre allure que nos miteuses guerres coloniales qui rappelaient « la casquette du père Bugeaud » et l'œuvre « admirable » de Joseph Galliéni à Madagascar.

La démocratie française était un sujet de plaisanterie, la cassette familiale qui vous permet de continuer en paix vos « chères études », mais pour laquelle on n'éprouve aucune gratitude. Bien mieux, dès qu'on aura une minute, on lui réglera son compte. Cette démocratie bourgeoise qui était « une pure et simple mystification » on éprouve un malaise à la défendre. On se voit obligé de multiplier les parenthèses. Bref, si les intellectuels français se sont tus, c'est qu'ils n'étaient pas préparés à ce qu'il se passe quelque chose dans leur pays. Nous avons tellement de fois crié « au loup » que nous sommes sans voix.

⁂

L'avantage du régime actuel, c'est de renvoyer les intellectuels à leur solitude, de les *contraindre* à l'opposition. Ils ne joueront plus au petit parti politique, ils diront au revoir à l'efficacité, à la tactique, bref, ils redeviendront peut-être des écrivains, c'est-à-dire des **opposants**.

Brice Parain

I. — Je ne crois pas qu'il faille jamais se contenter du « seul jugement politique », si l'on entend bien par là ce qu'on dit couramment sur le 13 mai par exemple, à savoir qu'il n'y avait pas d'autre solution, ce jour-là, la IVe République impuissante, la menace de putsch armé, le recours au général de Gaulle qui s'imposait pour éviter la guerre civile. Je crois, au contraire, que toute situation manifeste des mouvements de fond, où je distingue, au reste, des courants d'idées, plutôt que des influences purement économiques ou sociales. Je vois le 13 mai dans une crise générale de la démocratie parlementaire, provoquée par la guerre de 1914-18. Dans la suite des événements on constate qu'il y a eu depuis 1920, en Europe, après la poussée communiste de 1917-1920, qui était déjà une offensive contre le socialisme parlementaire, Mussolini, Horthy, Franco, Hitler, autrement dit le mouvement fasciste, national-socialisant. La France, au XIXe siècle, avait balancé à peu près constamment entre la République et la Monarchie : 1793, l'Empire, la Restauration 1830, 1848, 1851, 1871. La IIIe République avait été accompagnée très vite par la doctrine de Maurras. Après la grande guerre nous avons eu chez nous le rappel de Poincaré en 1926, celui de Doumergue en 1934, Pétain en 1940 au moment de la débacle. Le national-socialisme se présente comme une réponse au communisme, mais il est surtout, je pense, une réaction nationaliste à l'humiliation de la défaite, le socialisme y étant secondaire. La guerre de 14-18 a été une défaite, généralement, pour l'Europe, mais qui s'est distribuée en défaites particulières, selon les temps et les lieux. Nos défaites coloniales ont été le lot qui nous a été réservé, le reste s'étant trouvé masqué pour nous. LA Ve REPUBLIQUE M'APPARAIT COMME LA FORME FRANÇAISE DU MOUVEMENT NATIONAL-SOCIALISTE QUI S'EST DEVELOPPE EN EUROPE DEPUIS 1920, sur les insuffisances de la démocratie parlementaire, dans une situation générale de décadence, soi-disant pour conserver les valeurs de notre civilisation. Mais ces valeurs n'existent plus. Notre civilisation les a détruites, elle-même.

II. — Chez nous, la grande majorité des écrivains, depuis 1918, s'est tenue à l'écart de la pensée politique, même ceux qui privément s'occupaient de politique, comme on dit. Les raisons en ont été les suivantes, il me semble : d'abord la culture de l'art pour l'art, comme si l'art était une méthode de connaissance pure ; ensuite l'idée que la politique serait une technique, celle du pouvoir, d'ailleurs nécessairement impure, sur laquelle la pensée n'aurait pas suffisamment de prise pour qu'elle ait à s'y appliquer. Il en est résulté, et c'était logique, que les écrivains n'ont pas réagi au 13 mai d'une façon particulière, mais plutôt comme tout le monde, les uns pour, les autres contre, et le reste acceptant ce qui paraissait inévitable, dans une sorte de stupeur patiente.

III. — La pensée n'est nullement à définir comme « contestation de ce qui est, et en particulier comme contestation du Pouvoir ». Cette attitude ne serait qu'une spécialisation de la pensée à l'exercice du deuxième moment de la dialectique hégélienne, celui de la négation. Il me paraîtrait important au contraire de ne pas donner dans ce préjugé de la philosophie moderne et généralement d'en finir avec la doctrine du citoyen contre les pouvoirs, qui est une vue aussi fausse qu'immorale, particulièrement, d'ailleurs, en démocratie. La pensée est faite pour connaître et gouverner, en politique comme en physique. Sinon ce serait le règne du hasard, et du caprice, c'est-à-dire de la tyrannie.

IV. — Aucun pouvoir ne peut échapper aux contestations de la pensée. C'est la définition même de la pensée qui le dit. Que le pouvoir issu du 13 mai soit, ou non, de caractère irrationnel, il sera jugé à ses actes, par les évènements et par les hommes.

V. — Première question à laquelle il importe de répondre : qu'avons-nous fait de notre liberté ? Le moment est favorable pour se demander ce que c'est que la liberté et ce qu'on peut en faire.

Arthur Adamov

Ce qui s'est passé le 13 Mai 1958 constitue, en effet, un ensemble dont l'importance me paraît avoir été en général sous-estimée. Je crois, par contre, qu'il s'agit là d'événements relevant du **seul jugement politique,** les « changements d'horizon » que vous évoquez faisant encore partie de la politique. Et puis, quels changements d'horizon ? La politique menée depuis le 13 Mai n'est que la continuation et le renforcement de celle qui l'a précédée. Ce qui n'empêche pas, bien au contraire, de s'interroger sur la passivité de la plupart des écrivains français. Seulement cette passivité est-elle si surprenante ? Regardons-y de plus près : d'où vient-elle ? De ce que les uns, précisément, ne pensent pas en termes politiques et que les autres, bel et bien politisés, ont tout intérêt à proclamer que « la politique est une pauvre chose ». Je ne vous apprendrai rien en disant que ces écrivains politisés sont les écrivains « dégagés ».

Je ne comprends pas votre troisième question, celle où vous parlez de l' « exigence démocratique » et du pouvoir. De quel pouvoir et de quelle démocratie s'agit-il ? J'ai peur des généralités, qui aboutissent à ce que Roland Barthes nommait le « ninisme ». C'est là une redoutable **tentation.** Quant à l'idée que « la pensée s'affirme comme contestation de ce qui est, et en particulier comme contestation du pouvoir », je me permets de la **contester.** Certes, tout pouvoir peut et **doit** être contesté dans ses applications, mais non (forcément) dans son principe. Si le mouvement issu du 13 Mai me paraît odieux, c'est que lui, comme vous le dites, du reste, échappe à ces contestations par son origine et son essence : origine cléricale et militaire, essence réactionnaire au sens le plus banal du mot.

Sous quelle forme est possible la résistance des « intellectuels » ? Sous la forme d'une protestation individuelle, mais aussi sous la forme collective la plus simple. Je m'explique : quoi qu'on pense du Parti Communiste Français, aucune lutte tant soit peu efficace contre la réaction et ses valets ne peut être menée en dehors de lui (1). En d'autres termes, j'estime que devant la guerre d'Algérie qui s'éternise, d'une part, et d'autre part les mensonges éhontés, les facéties grotesques de la propagande officielle, toute considération étrangère à cette guerre, à ses facéties et à ses mensonges, doit être, en mai 1959, écartée.

(1) Certes, il serait souhaitable que cette efficacité fût plus grande, mais nous qui ne sommes ni Alleg ni Serge Magnien, qu'avons-nous à dire ?

Pierre Klossowski

Les questions I et II suggèrent que le « changement d'horizon » — depuis longtemps intervenu — est **tel,** en effet, qu'il échappe aux critères de « la tradition intellectuelle la plus constante de ce pays » — ainsi la passivité que vous imputez aux écrivains face aux événements ne serait que l'envers de votre propre désarroi — celui dont témoigne l'étrange formulation de l'enquête — et il y a donc nécessairement une rupture avec les critères de cette tradition — une rupture non plus à déplorer, mais à effectuer sciemment avec ces critères selon lesquels vous en êtes encore à faire dépendre des institutions une garantie de ce qui nous est essentiel. Mais qu'est-ce qui est essentiel ?

La pétition de principes insinuée par la question III : « S'il est vrai que la pensée s'affirme comme contestation de ce qui est... » revient à définir la pensée comme l'impuissance même, et attribue à la démocratie le supplice de Sisyphe comme sa fonction propre. « S'il est vrai que... » alors la démocratie doit être l'organe de la conscience malheureuse. Saint-Just disait : « Les malheureux sont les puissances de la terre... » et l'on envoyait les « heureux » à la guillotine, encore qu'il ait dit : « Le bonheur est une idée neuve en Europe... » Quelle pensée « contestait » donc « ce qui était » alors ? Sade ! Vous le savez parfaitement, Breton ! Vous le savez parfaitement, Blanchot ! Voilà pour ce qui est à l'origine de la passivité des intellectuels. Est-ce que je brouille les questions ? Non pas, mais les questions de l'enquête brouillent les problèmes.

La crise de la démocratie française bien avant le 13 mai 1958 s'inscrit dans un double contexte : la fossilisation du parti communiste en France d'une part, et la vaste convulsion afro-asiatique d'autre part, et que sommes-nous dans ce processus ? Attiser nos indignations contre le changement de régime qui en est résulté et qui ne constitue, pour les susceptibilités nationales éprouvées par les prodromes de cette évolution, qu'un fragile emplâtre — revient à perdre de vue le véritable changement d'horizon : mais avant de l'appréhender, est-il besoin de rappeler que :

le socialisme cherche à se « réaliser » sous des formes contraires aux structures morales de la démocratie traditionnelle, coïncidant à l'origine avec des communautés limitées à un petit nombre d'individus ; tendance laquelle, résultant des facteurs conjugués de l'industrialisation (dévalorisatrice de la pensée) et de la pression démographique (toujours plus de naissances, toujours plus de « main-d'œuvre » et de ressources favorables à l'oppression des « anciennes libertés », au nom du Bien universel) entraîne une « biologisation » des principes démocratiques par le souci du bien-être du plus grand nombre, et l'abandon progressif de notions morales telles la liberté d'opinion, dans cette compétition (ouverte entre l'Ouest et l'Est) de « l'élévation du niveau de vie » ; toutes conditions requises pour qu'à plus ou moins longue échéance se produisent, selon les lois démographiques, la prise en main de cette partie de l'Occident que nous sommes par les peuples de couleur, et notre lente absorption (violente ou pacifique) par des communautés afro-asiatiques, industrialisées à leur tour.

Nous vivons sur une plate-forme de plus en plus exiguë : votre nostalgie, pourtant si pénétrée de la sagesse orientale, en est encore à une protestation... anachronique, parce que limitée à cette plate-forme : en quoi votre nostalgie va se perdre dans l'histoire qui ne laisse que des fantômes... au lieu de vous faire les receleurs de secrets transmis à nous par les vieux peuples de l'Asie (les « sous-développés » ! ! !) eux qui, pour se « technocratiser » (ils ne peuvent faire autrement !) s'apprêtent à démolir leurs structures META-PHYSIQUES, les seules qui aient subsisté jusqu'alors... Il est une autre plate-forme dans le monde qui se nomme le Thibet : « anachronique » aussi, du point de vue de la nôtre, où nous agissons ou bien croyons agir d'après notre « sens historique » ; mais sur cette plate-forme-là qui en est dépourvue, on cherche à s'opposer vivement à pareil sens, parce que l'on a très nettement, là-bas, le sens des fantômes... Voilà un exemple de « sous-développés » volontaires !... Je sais bien tout ce qu'il y aurait de cynique à brandir pareille formule, quand on sait le prix que cela suppose de la part de ces peuples où l'on meurt de faim en masse tous les jours, pendant que je vous écris, ici, en toute sécurité ; on ne saurait se méprendre sur le sens de ce que je dis : dans le réseau industrialiste universel, ces vieux peuples étaient les nations « inutiles » et voici que « l'idée neuve », le Bonheur vient chasser leurs vautours rituels, devenu vautour lui-même et les contraint à l'utilité. Voilà un sort étrangement semblable que dans notre passivité nous nous faisons à nous-mêmes : le sort du type de pensée que nous sommes quelques-uns à représenter. Ne sommes-nous pas, aux yeux de tous les régimes, des inutiles, et voici que, dans notre désarroi historique, nous serions tentés de nous racheter historiquement, à cause de cette inutilité, de justifier notre Thibet ? Quand nous ne croyons guère, au fond de nous-même, que nous puissions jamais assigner un but, une raison de vivre autres que de sauvegarder la contemplation — cette vertu des peuples « sous-développés » ?

Votre colère s'accroche à cette notion, pour moi vide de sens, d'une vie publique sanctionnée par la légitimité : qui doute sous ce rapport que la légitimité majoritaire ait jamais été autre chose qu'une violence sourde faite à une fraction d'individus ? « Il n'y a pas de liberté pour les ennemis de la liberté », certes ; ainsi la démocratie se détruit dans ses propres ennemis, leur ayant accordé la liberté d'opter pour le pire. Dès lors que c'est le **peuple** qui est source de la souveraineté légitime, où est ce **peuple ?** Les conditions mêmes du travail et de l'économie modernes, les lois industrialistes l'on depuis longtemps fait disparaître.

Si nous maintenons cette fiction du légitime et de l'illégitime, nous avons alors une tout autre notion de liberté.

J'ose affirmer ici que la liberté est toujours clandestine, que la vérité et la justice le sont également. Et qu'elles ne sont que simulacres et agents d'intimidation dès qu'elles s'érigent sur la place publique ; que l'isoloir de l'électeur — cette sécularisation du confessionnal — est une caricature de la vie morale et des cas de conscience.

Les consciences individuelles ne s'additionnent pas !

Roland Barthes

Ce qui a désorienté dans l'avènement du général de Gaulle, c'est qu'il constitue un changement moins politique qu'idéologique : les structures libérales restent, grosso modo, en place, mais le Pouvoir est officiellement sacralisé, remis par la collectivité entre les mains d'un Etre d'essence différente, désigné par Dieu (comparaison du Général avec Jeanne d'Arc), inspiré par l'Esprit Saint (propos de Mgr Théas), doué de la puissance et du droit de prédiction (« Je dis que... »), enfin dieu lui-même, dieu arbitre, dieu-spectateur (d'où le vide de la politique gaulliste, qui est un vide d'essence). Comme vous le suggérez, l'interprétation politique des faits (rôle de l'armée, action du capitalisme national, faiblesse de la gauche), semble en quelque sorte subsumée sous une interprétation mythique : il y a abdication générale des fils entre les mains d'un Père, mouvement qui définit bien d'autres mythes actuels du peuple français (promotion de l'Homme qui voit clair dans la Presse, la Publicité, le Cinéma) : le paternalisme, et non le fascisme, qui est mythe (sexuel) de l'Homme fort et non pas de l'Homme qui sait, semble s'imposer comme l'idéologie qui convient le mieux à la promotion générale des classes moyennes.

Comme vous le soulignez, il est à première vue surprenant que les intellectuels français n'aient pas réagi plus essentiellement devant cette sacralisation du Pouvoir, puisque le sacré, c'est là vraiment leur ennemi : CONTESTER PERPETUELLEMENT DES ESSENCES PERPETUELLEMENT RENAISSANTES, TELLE EST LA RAISON D'ETRE DU TRAVAIL INTELLECTUEL. Mais d'abord, il se peut que nous nous trompions sur nous-mêmes ; que nous soyons en somme assez indifférents à l'image du Père, bien davantage liés passionnellement à l'image de l'Homme fort, policier ou bourreau, et par conséquent déçus, presque, que le gaullisme ne soit pas du fascisme : passé le danger fasciste de Mai 58, nous ne nous sommes plus sentis passionnellement concernés. Et puis, surtout, en tant que régression idéologique, et non politique, l'avènement du gaullisme nous a trouvés très mal préparés : depuis des années, le cancer du militantisme politique a étouffé chez l'intellectuel la perception de l'idéologique ; nos armes habituelles étaient des armes para-politiques, tirées de la panoplie révolutionnaire (manifestes, signatures, cercles et revues de groupe, etc.) ; la contestation intellectuelle, d'ailleurs bien plus dirigée contre le régime stalinien que contre le régime bourgeois, partait d'une morale politique, c'est-à-dire d'une gestuelle dont il me semble encore voir quelque trace dans votre enquête même, qui sous-entend, à côté du sens littéral des questions, un sens comminatoire, destiné à départager moralement les écrivains qui répondront et ceux qui ne répondront pas.

Si vraiment le sens du gaullisme est au niveau de l'idéologique, ce sont des armes idéologiques qu'il faut retrouver :

1) il faut peu à peu corriger l'objet même de la contestation intellectuelle : LA FAIRE PORTER MOINS SUR LES ABUS DU POUVOIR QUE SUR SES ALIBIS, SES RAISONS, L'ORGANISATION IMPLICITE DE SES VALEURS, A TOUS LES NIVEAUX.

2) il faudrait alourdir, en quelque sorte, lester la technique du combat intellectuel : rassembler collectivement des matériaux sur la nouvelle idéologie, entretenir un dossier permanent, ouvrir peut-être une sorte de Bureau d'Information Mythologique, substituer aux protestations éthiques, des analyses de contenu, quelle qu'en soit la forme.

3) ENFIN ET SURTOUT, IL FAUDRAIT PEUT-ETRE ABORDER FRANCHEMENT UNE REFORME DU STATUT INTERNE (NON-ECRIT) DE L'INTELLIGENTSIA FRANÇAISE ; examiner les conditions dans lesquelles pourrait se faire peu à peu une fusion des revues d'opposition ; essayer de diminuer le fractionnisme intellectuel, tout au moins l'analyser ; d'un mot, chaque fois qu'il est possible, substituer l'acte au geste, et l'acte intellectuel à l'acte politique.

Etaient, en outre, destinataires de cette enquête :

Ferdinand Alquié, Robert Antelme, Georges Arnaud, Raymond Aron, Jacques Audiberti, Gaston Bachelard, Georges Balandier, Georges Bataille, Simone de Beauvoir, Paul Benichou, Maurice Blanchard, Jean Blanzat, Yves Bonnefoy, A. du Bouchet,, Marcel Brion, Michel Butor, Roger Caillois, Albert Camus, Jean Cayrol, Aimé Césaire, René Char, Victor Crastre, Simone Debout, Jean-Marie Domenach, Jacques Dupin, Jean Duvignaud, Mircea Eliade, René Etiemble, Dominique Fernandez, Louis-René des Forêts, Max-Pol Fouchet, André Frénaud, Georges Friedmann, Maurice de Gandillac, Jean Genêt, Edouard Glissant, Lucien Goldmann, Jean Grenier, Jean Guehenno, Louis Guilloux, Jean Hyppolite, Philippe Jacottet, Jacques Lacan, Henri Laugier, Henri Lefebvre, Claude Lefort, Michel Leiris, Claude Levi-Strauss, Georges Limbour, Clara Malraux, André Mandouze, François Mauriac, Maurice Merleau-Ponty, Pierre Monatte, Marcel Moré, Maurice Nadeau, Pierre Naville, Marcel Péju, Benjamin Péret, Bernard Pingaud, Francis Ponge, Raymond Queneau, Jean-François Revel, Jean Rostand, Claude Roy, Nathalie Sarraute, Jean-Paul Sartre, Marcel Schneider, Pierre-Henri Simon, Jean Wahl, Eric Weil.

FERMETURE POUR TRAVAUX

Les intellectuels français sont d'une exemplaire sagesse et taillés dans un bois dont on fait les chaises longues. Il y avait, certes, dans ce questionnaire, une sommation; il n'était pas trop présomptueux, de notre part, d'exiger que l'intelligence se départit de quelques réserves qu'il est dans sa fonction de formuler, en temps de paix; car nous avions la faiblesse de croire, au lendemain du 13 mai 1958, que l'intelligence se reconnaîtrait elle-même comme en guerre, d'emblée. Il en allait, à nos yeux, non pas d'une sanctification a priori *de cette intelligence, mais de l'espoir qu'enfin le moment était venu de la faire passer du côté de la conscience. D'une conscience soudain mise à vif (toute distinction abolie entre la chair et l'esprit, entre le cœur et l'âme) par une aspiration du nouveau pouvoir, non seulement au gouvernement de la cité mais aussi, mais surtout, à la régence de tout acte, de toute pensée, de tout sentiment préalablement déclarés français, enfermés dans un cadre géographique et historique sans aucun rapport avec la situation réelle de la France, aujourd'hui, dans le monde. Ainsi, tout ce qui refuse les normes simplistes définies à partir d'une grandeur nationale d'autant plus fictive qu'on éprouve le besoin de la proclamer à tous vents, tout ce qui ne souscrit pas à cette idée démentielle que la France est une idée se promet à la honte et à la malemort.*

Ce que nous appelons la conscience est ce qui, en tout état de cause, rejette les prémisses d'un tel marché. L'intelligence, elle, peut les accepter; elle divorce alors d'avec la conscience et nous vivons ce drame.

Les résultats de l'enquête qu'on vient de lire témoignent, à leur manière, de la faillite de l'intelligence française, d'une intelligence qui a désappris de dire non ou qui dit non avec précaution, un non enchâssé dans de subtils scrupules, précédé de son propre remords, blanchi par une infinité d'attendus restrictifs et en définitive plus utile au pouvoir que le plus pur des oui.

La vigueur ne fait pas défaut pour autant à la race des penseurs. Mais ils la réservent soigneusement à ceux qui s'avisent de perturber leur sieste. C'est simple. Trop simple.

Toute interrogation située ailleurs que dans une zone convenue, là où l'esprit s'interdit de charger les mots d'un sens plus ample et plus profond que celui distribué par le Larousse, est reçue comme une mise en demeure; toute suggestion d'une interprétation un peu moins conventionnelle des événements est prise pour un piège; toute invitation à la réflexion sur quelques options fondamentales, toute sollicitation de cette part de l'homme qui échappe encore à l'« historicisme » et au « sociologisme » sont assimilées à un dilettantisme dévergondé; on imagine, en fin de compte, et sous prétexte qu'il y a des noms de contemporains plus ou moins vivants pour concrétiser la destination d'une enquête, je ne sais quel palmarès; on flaire le manichéisme, le bon grain et l'ivraie, la sanction morale.

Cette attitude est bien commode. Elle autorise à la plus parfaite désinvolture et justifie, par ses allures pseudo-anarchisantes, une position de repli tout-confort. Le monsieur-à-qui-on-ne-la-fait-pas, quand il daigne répondre à quelques questions passablement anxieuses, feint de considérer l'interlocuteur comme un professeur de morale.

Mais à force de le prendre de haut avec la morale, les moralistes, le moralisme et la moralisation, le monde intellectuel, en France, se transforme en monde clos où chacun, comme les filles dans les bordels de luxe, vit de sa petite spécialité.

Finalement la fraternité des professeurs de philosophie (voir le récent éloge de Bergson (!) par ses collègues), des professeurs de roman à l'affût du Goncourt et des professeurs de poésie résignés à leur goutte de néant, finalement ces intellectuels veufs de la générosité offriraient un spectacle de bon aloi pour un Satan hautain.

La preuve est faite, croyons-nous, que les intellectuels français n'ont plus à déclarer la liberté au monde, cette liberté qui est le plus fragile, le moins acquis des biens et qu'il importe de toujours conquérir et de toujours donner.

La mission historique de l'intelligence française s'achève à l'instant qu'elle ne reconnaît pas l'essence de l'actuel pouvoir, et qu'elle ne la reconnaît pas comme intolérable.

Ce questionnaire, de par le nombre et la diversité de ses destinataires, nul ne pourra lui dénier une valeur de test. L'abstention des maîtres à penser, grands et petits, les réponses frivoles comme à des questions sur la pluie et le beau temps, la mauvaise humeur de beaucoup de correspondants, pesant à la balance de leur tranquille certitude chacun des mots de l'enquête, tout ceci démontre à l'évidence que la tâche sera difficile d'opposer une fin de non-recevoir positive au nouveau langage officiel : du ciel bleu de Toulon à la Loire magnifique, il dispense sa somptueuse rhétorique et est, lui aussi, compris, profondément, de la fraction la plus spirituelle de la nation.

Quoi qu'il en soit, la qualité de quelques rares réponses nous fait un devoir d'attendre activement la fin de cette étrange nuit.

Jean SCHUSTER.

Dionys MASCOLO

Sur le pouvoir temporel de l'intelligence

« La France a perdu une bataille, elle n'a pas perdu la guerre », affirma en juin 1940 le général de Gaulle en appelant à la résistance. C'était faux. C'était bel et bien la guerre et non pas une bataille que la France venait de perdre. Cet audacieux mensonge empruntait sans doute son air de vérité à une proposition tout autre, incontestable, celle-là, mais qu'aucune logique n'autorisait à retourner de la sorte : c'est que l'Allemagne hitlérienne, une fois la France hors de combat, n'avait encore gagné qu'une bataille, et non déjà la guerre. Qu'avec Pétain la majeure partie de l'armée française ait voulu voir dans son écrasement le signe d'une victoire allemande totale et définitive sur le monde, il n'y avait là qu'une autre forme, complémentaire, de la même présomption, et qui conduisait, elle, à la collaboration. Mais les Anglais seuls pouvaient à ce moment soutenir que la guerre n'était pas encore perdue pour eux. Incapables de nous avouer notre déclin sans essayer d'y entraîner tout le monde avec nous, nous avons travaillé à nous le dissimuler, tous conspirant à épargner à la nation française cet aveu, qui lui aurait permis d'apercevoir quelles conclusions il fallait logiquement en tirer.

De cette dissimulation fondamentale découlent les principaux traits de l'histoire de la France contemporaine et de sa politique, bâtie sur ce mensonge énorme. La Résistance en fut dès l'origine détournée du sens qu'elle aurait pu d'elle-même désigner comme la tâche historique lui incombant, œuvre inédite, que la pression du malheur même forçait d'imaginer. Egarement irrémédiable. La part de génie populaire qui l'animait se trouva constamment refoulée. Les mots nouveaux et vrais qui commençaient à monter du fonds commun d'une imagination renouvelée furent rentrés dans les gorges. L'occasion offerte au peuple de se reconstituer comme peuple lui fut dérobée par le jeu de la « haute politique » tout de suite repris par la *France libre*. Cette « haute politique », long bluff obstiné, buté, étroitement convaincu plutôt qu'inspiré, dont l'âme n'était au vrai que le génie d'avarice nationale élevé à la puissance mystique, atteignit apparemment son but : de faire, contre toute vérité, recon-

naître la France, devenue à jamais une petite puissance, comme une grande puissance.

⁂

Il en résulta — nous pouvons dire aujourd'hui : pour l'essentiel — la reconstitution de l'armée vaincue, et ce fut ce spectre, à peine soutenable à soi-même, d'une transcendance humiliée et offensée, société d'hommes « d'honneur » perdue d'honneur, qui devint bientôt l'armée de reconquête de peuples colonisés jadis, mais que la défaite provoquait à se libérer du joug doublement humiliant que la métropole impérialiste diminuée entendait maintenir sur eux. Une armée de vaincus pouvait encore servir à des opérations de police comme celle d'Indochine. Armée de métier alors, elle fut de nouveau vaincue, pour se remettre à l'œuvre sans désemparer en Algérie, où elle fut tenue en respect de telle sorte qu'elle dut renoncer, honteusement faire appel au contingent, c'est-à-dire AU PEUPLE FRANÇAIS *partiellement mobilisé*. Cette monstruosité accomplie, on sait par quels chemins l'armée s'est finalement repliée sur le pouvoir politique.

⁂

En la personne du général de Gaulle, c'est en effet l'Armée, l'Armée seule et l'Armée tout entière qui se trouve au pouvoir, et nul autre moyen que de Gaulle n'existait pour elle d'y accéder. Une naïveté aberrante fait imaginer que de Gaulle au pouvoir barrerait la route du pouvoir à l'armée. Mais cette vue simple ne devrait pas se laisser obscurcir : qu'elle l'y a porté pour s'y trouver elle-même, et qu'il l'y met en effet. « Cela pouvait être pire » ? Non, cela ne pouvait être pire. Le pire, justement, ne pouvait *être* : il ne pouvait d'aucune manière se hisser à la direction politique des choses. La part réalisable du pire se trouve ainsi réalisée. Comble d'habileté de la part d'un pays qui n'a fait montre depuis la Commune que des vertus de prudence, d'économie et de préservation, on a cherché refuge entre les pattes reposantes du sphinx. De toute évidence, le *pronunciamiento* dont on nous effraya, ceux qui le préparaient *au grand jour* n'y croyaient pas. A supposer que quelques-uns, pris à leur propre jeu, aient tenté d'aller jusqu'au bout de ce qui ne fut qu'un chantage destiné à *faire sortir* de Gaulle, les officiers du complot savaient bien qu'ils auraient été chassés aussitôt. Aujourd'hui encore, on feint de nous menacer d'un nouveau 13 mai auquel de Gaulle ferait rempart. Mais qui ne voit que cette providentielle erreur ne sera pas commise : la fiction qui permet au régime de durer s'écroulerait, et avec elle toutes les chances de ceux qui feignent de l'attaquer, en pleine harmonie et complicité avec lui.

⁂

En même temps que la France devenait une petite puissance, en ce milieu du vingtième siècle, elle voyait se développer incroyablement sa classe intellectuelle. La société française, à la suite sans doute d'un long processus, s'est devenue *l'homme cultivé* du monde. Tout en France est culture, pourrait-on dire. Ce que représentent en d'autres lieux le savoir inconscient des mœurs, la sagesse collective, la grande philosophie populaire, son humour et son verbe, réalité spirituelle anonyme et vivante, c'est la culture en France qui en est l'équivalent. Tout s'y trouve médiatisé par la culture. Et laissons ici de côté la question de savoir à quelle misère singulière peut entraîner pareille richesse et profusion — mais il ne suffit pas, pour souligner l'importance de cette transformation, de relever que le nombre et la qualité des intellectuels, des écrivains et des artistes y sont plus grands que n'importe où ailleurs, que Paris est sociologiquement la capitale universelle des arts et des lettres... Le public lui-même, et non seulement la bourgeoisie, mais déjà une large partie du peuple, y constitue une *masse cultivée* qui n'existe en aucun autre lieu du monde. C'est à cette masse cultivée que correspond la classe intellectuelle, véritable classe sociale.

⁂

Une chance fut offerte à la France au lendemain de la guerre. Si elle avait su reconnaître quelle grande reconversion lui était imposée par la défaite, chance digne d'exciter la jalousie d'autres peuples : on n'a pas les malheurs qu'on veut, il lui était offert de devenir, entre toutes les nations, sinon la nation sage, du moins la nation maîtresse d'intelligence et d'art, de l'esprit d'hypothèse et du risque spéculatif (et non pas du tout la nation raisonnable au sens de la démission pétainiste). Il y fallait peut-être une certaine audace, et en tout cas la juste appréciation de ce que serait une véritable grandeur : le contraire à peu près de ce qui fait la fortune actuelle de ce mot. Mais d'abord les circonstances étaient favorables, et le simple respect d'irréfutables faits facilitait l'audace, et mettait de plain-pied avec cette utopie. Il s'agissait d'une opportunité, sans espoir ni crainte. Une telle vue, qu'on eût hésité il y a un an à mettre en avant, peut se soutenir mieux *maintenant qu'il est trop tard*. Le général de Gaulle au pouvoir concrétise en effet pour un temps l'abandon de pareils espoirs et la trahison du génie propre de ce pays et de ce peuple. Cela correspond si bien à une *occasion perdue* qu'il n'est probablement pas un écrivain français qui ne se souvienne d'avoir ainsi rêvé. Sartre, sans doute celui qui, de façon obscure, eut le plus de peine à y renoncer, a témoigné admirablement de ce drame, à sa manière, avec maladresse et fougue, liquidateur brouillon d'un monde qui se rebâtissait devant nous sur des assises de mensonge.

⁂

De la politique à grand spectacle inaugurée en France l'été dernier, on rit. Mais, ayant ri, qu'on cesse un peu de rire. La société où règnent les raffinements de l'intelligence et de la sensibilité les plus rares et les plus exigeants aura donc souffert sans réplique le règne d'une grandeur grotesque, et sa célébration quotidienne, dans le renouvellement des attentats à ce qui constitue la *dignité* de chacun, au sens, le plus simple, où du maintien de cette dignité dépend la survie du dernier comme du plus souverain des hommes : toute terreur exclue. Cette absence même de terreur rend la patience infâme. L'actuel régime ne serait supportable que s'il s'était imposé au terme d'une guerre civile. L'abattement alors serait justifié. Il est vrai que la nation est en sursis de guerre civile. Mais enfin le consentement de tous, nécessaire à la poursuite du spectacle, fait la honte : tout est en place pour le fascisme — autrement dit la place est *vide* — mais ce n'est pas le fascisme, et nous attendons, nous regardons les uns les autres attendre, les regards échangés de plus en plus stupides, vraiment bétail.

⁂

La classe intellectuelle, actuellement, en France, détient un pouvoir certain, que le pouvoir politique ne saurait négliger. Elle forme ou pourrait former l'opinion, au moins autant que les machines de la propagande. Plus qu'ailleurs les membres de la classe intellectuelle sont connus, attendus, on les écoute et les comprend, ils sont suivis. Disposer d'un tel pouvoir, fût-ce malgré soi — mais ce n'est jamais malgré soi, et peu importe, puisqu'aucune manière de s'en démettre n'existe — cela doit comporter certains devoirs, hors du respect desquels l'intelligence se renverse en son contraire : il s'agit moins de règle de morale que de loi pour survivre.

Jusqu'en des temps récents, l'écrivain pouvait peut-être plaider l'impuissance. Il ne le peut plus. S'il est vrai que la « culture » est aujourd'hui répandue à ce point qu'il est possible de parler de *masses cultivées*, alors la vue traditionnelle selon laquelle l'écrivain serait impuissant doit être abandonnée, et les écrivains qui le soutiennent encore, soupçonnés de manquer de franchise. A l'existence de masses cultivées correspond une efficacité propre de la pensée, dont il ne tient qu'à elle de ne pas s'amputer.

D'autres raisons encore interdisent à l'écrivain de se prétendre impuissant. C'est, généralement, que l'expérience russe a maintenant livré à peu près tous les enseignements qu'elle comportait. A cet égard, une période historique de la pensée est close. Depuis cent cinquante ans peut-être, la pensée comptait sur le peuple pour réaliser la part universelle de ses exigences. Mais bien davantage encore depuis 1917. Un certain quiétisme n'a pas manqué d'en naître, teinté d'espoir ou de résignation selon les cas. Ce quiétisme n'est plus concevable. Abominable au premier regard, ce que l'on désigne comme *la régression de mai 58* fut plutôt la révélation d'un fait : l'absence du peuple. A trois reprises, le 13 mai, le 1er juin, le 28 septembre, cette absence se trouva réaffirmée, chant de coq aux oreilles d'une pensée récalcitrante à prendre sur elle les péchés du monde. Dès ce moment, les membres de la classe intellectuelle étaient mis en demeure d'assurer la relève. ILS SONT EN VERITE LE PEUPLE ABSENT. L'ordre antérieur entretenait une séparation tranchée : les écrivains écrivaient, à sa manière le peuple s'exprimait : agissait, l'armée se taisait. Aujourd'hui l'armée parle et le peuple se tait. C'est alors que la classe intellectuelle devient de droit le représentant de la communauté tout entière : précisément au moment où l'armée brigue le rôle d'éducatrice de la nation (et des intellectuels tout les premiers, cela va de soi).

⁂

L'affectation d'impuissance pouvait se soutenir encore d'autre manière. Certains écrivains spécialisés jouissaient d'une compétence dont à plaisir on s'accusait soi-même de manquer. Mais les penseurs politiques ont vu avec le 13 Mai toutes leurs perspectives dépassées, la suite de leur réflexion remise *sine die*. Il n'y a plus de spécialistes de la pensée politique. Plus; les événements français ont mis en évidence comment vingt, trente ans de piétinante critique de la « démocratie » bourgeoise avaient fini par émousser la sensibilité démocratique de ces spécialistes eux-mêmes. Ils avaient trop de bonnes raisons, et depuis trop longtemps, de se méfier, pour ne pas se laisser à la fin arracher cette naïveté de l'âme. Toute pensée doit dans ces conditions s'avouer comme politique, puisqu'elle se trouve politiquement bafouée *comme pensée*.

⁂

La pire erreur de conscience fut commise, excès de prudence et d'habileté. Le nouveau régime rassure pour ce qu'il a gardé du régime antérieur. Ce qui se trouve ainsi préservé de la IVe République fait oublier ce que le nouveau régime recouvre et prépare : une épreuve de force engagée dans des conditions défavorables. Une inconséquence frappante éclaire ici la résignation quasi générale, à tout le moins l'absence d'émotion dont ont fait montre les démocrates les plus fermes. Le précédent régime n'était pas digne d'être défendu. Cependant le nouveau est accepté pour ce qu'il conserve de ce régime antérieur *indéfendable*. Bien plus : la nature mauvaise de la IVe République est prouvée par le fait qu'elle n'a su que frayer le chemin au régime actuel, sans jamais être capable de lui opposer de vraie résistance. L'actuel régime devrait être par suite reconnu comme le pire. Il n'en est rien. Toute la hargne se reporte sur celui qui précédait. Le mal actuel n'était pas seulement en germe dans l'ancien : l'innocent mal actuel est l'œuvre du mauvais mal ancien. Ainsi — ce ressentiment rétrospectif mis à part, qui fait trouver pire que le mal ce qui laissa le mal venir — rien n'aurait vraiment changé. Et en effet, qu'y a-t-il de changé ? Jamais, nous répète-t-on, nous n'avons été plus libres de parler, d'écrire, et de publier... (Mais Diderot : « La liberté d'écrire et de parler impunément marque ou l'extrême bonté du prince, ou le profond esclavage du peuple; on ne permet de dire qu'à celui qui ne peut rien. ») Où se situe enfin le changement ?

Ce qui a changé (presque rien en effet, sociologiquement parlant), c'est que :

1° *Nous avons aujourd'hui un chef spirituel*. Nous nous sommes donné, la communauté française s'est donné un chef spirituel. Cela, qui ne change rien, encore une fois, à la distribution apparente des choses, et qui échappe à la description scientifique, modifie du tout au tout le sens des attitudes et des conduites, la portée des paroles émises, le jeu des pensées communiquées. *C'est l'émancipation METAPHYSIQUE déjà séculaire de toute une collectivité qui se trouve remise en question*. Un peuple qui donnait l'exemple d'une tentative de vie adulte (et pour l'essentiel cette tentative de vie adulte se poursuivait sous la IVe République) avec

tous les risques et toutes les misères que comporte une telle tentative, se voit brusquement replacé en tutelle. Il faut, pour ne pas ressentir l'horreur de cette réduction en enfance, n'avoir jamais été enfant soi-même. La démocratie est certainement une maladie. Mais alors la vie de l'esprit aussi est une maladie. Il est toujours loisible de tenter de guérir de l'une et de l'autre. On sait bien que l'ordre (maurassien par exemple) est la guérison de l'une, comme la foi est tenue pour la guérison de l'autre, et que ces guérisons sont la mort et de l'une et de l'autre.

2° Historiquement, ce chef spirituel s'est trouvé jeté aux rivages du pouvoir par les flots d'une crise nationaliste. Sous couvert de défendre les valeurs d'une civilisation, nous avons remis notre sort entre les mains du militaire, type d'homme dressé à ne comprendre que les valeurs de mort. Notre civilisation serait de telle nature qu'il lui faudrait essentiellement cultiver encore l'art militaire pour se faire reconnaître comme civilisation... Cette conception, classique depuis Rome, n'a simplement aucune application à la France du XXe siècle.

⁂

Si l'on veut reprendre à nouveau l'examen, à un autre niveau, les écrivains pouvaient, avant le changement de régime, craindre raisonnablement de sacrifier quelque chose de leur autonomie en intervenant dans les affaires publiques. Le 13 Mai les a rendus en principe à l'anonymat ; ils se retrouvent membres de la classe universelle. Hissés hors du destin commun par ce choix qu'ils avaient fait un jour de prendre la parole pour *donner une voix* à l'anonyme universalité (l'intime attente de tous, d'entendre à l'extérieur la parole qui se murmure intarissablement dans les têtes), ils pouvaient bien être dupes, selon l'éclipse habituelle, de ce pouvoir dont ils jouissaient, et qui les *personnalisait*. Alors le pouvoir politique était l'anonymat même. Le pouvoir aujourd'hui a pris lui-même voix personnelle. Les écrivains s'en trouvent dépassés, ou, comme on dit, coiffés. L'actuel pouvoir les bafoue, du fait déjà que la parole est exercée en haut lieu, comme s'ils s'étaient derechef, et par choix, cette fois, entre tous, d'eux-mêmes désigné un chef spirituel. Qu'il se taise, l'écrivain mérite aussitôt d'être considéré comme perdu dans la foule des croyants. La nostalgie d'une voix personnelle empreinte des marques de la souveraineté (fût-elle misérable ou risible) a certainement joué un grand rôle dans l'abstention de la classe intellectuelle. Ils déléguaient ainsi leurs pouvoirs, en quelque sorte, à l'un d'entre eux.

L'écrivain qui se tait cesse aujourd'hui d'apparaître comme un écrivain qui s'abstient d'intervenir dans un ordre de choses auquel il n'était pas préparé. L'écrivain qui s'abstient de faire connaître les sentiments ou pensées ébranlés en lui par le régime de tutelle nouvellement instauré (tutelle intellectuelle et morale aussi bien qu'affective, puisqu'elle va jusqu'à dicter un *style*) cesse en fait d'intervenir dans l'ordre de choses qu'il avait désigné de son propre chef comme son domaine, librement élu comme sa vocation, sa compétence, son plaisir ou son but. Ne pas se trouver de raison d'intervenir aujourd'hui, c'est, tout de même qu'hier intervenir sans cesse et trancher de tout sur-le-champ, trahir la recherche qui vous avait mobilisé. Et cela fait douter des excuses que l'on eut à se retirer un jour dans une féconde retraite, à la honte possible de ceux qu'on laissait à l'extérieur.

⁂

Qu'ils le veuillent ou non, les membres de la classe intellectuelle forment une sorte de société secrète, sans initiation, ni signe de reconnaissance, dont la réalité par suite n'est jamais manifeste, et qui peut toujours être niée — ne serait que les événements, quelquefois, viennent lever les obstacles qui les empêchaient de s'en reconnaître les membres. « Je ne pourrais pas vivre sans écrire » — cela sépare de l'humanité qui recherche par d'autres voies, par exemple celles de l'amour, la chose même recherchée par celui qui écrit. Lorsque c'est cette chose même, objet de la recherche universelle, qui se trouve contestée, la contestation porte contre tous sans exception. Dans cette atteinte est annoncée aussi la fin de la séparation. La pensée peut apparaître alors soudainement comme étant l'œuvre de tous et de chacun, de même que la dispersion dont elle était victime, cessant d'être prise pour une malchance, apparaît comme permise jusque là par la lourdeur ou la timidité individuelle. L'incommunicable complicité qui liait les écrivains au monde en raison même de la distance qu'ils avaient prise à son égard, peut enfin s'avouer (en même temps qu'elle s'avoue comme telle, la société secrète s'élargit à la société tout entière, de même que la société entière tend à se pénétrer de secret).

⁂

Il fallait enfin nier hier une réalité qui n'était niable qu'à un certain niveau, celui où l'on oppose à l'état de fait une exigence plus haute. Cette négation difficile, dont il était normal qu'on se laisse distraire, s'impose maintenant comme *dénégation* élémentaire. Il n'est plus question d'opposer telles exigences, présupposant un saut dans la vision d'une humanité future, à un état de choses. Il s'agit de refuser un déshonneur collectif, une indignité nationale, blessants pour les esprits autant, voire plus que pour les cœurs.

Il est juste, il est vrai, il ne peut qu'être fécond d'ignorer ce que l'on veut, de ne rien vouloir. Cela n'est admissible (n'est vrai) que si l'on sait en même temps ce dont on ne voudra jamais à aucun prix. « Je ne sais pas ce que je veux », dit l'esprit libre — et cette proposition n'évite d'être la platitude insensée qu'elle est aussi qu'à la condition de sous-entendre : « Je sais ce dont je ne veux d'aucune manière, ce qui existe et à quoi je ne reconnais pas le droit d'exister, ce que je refuse. »

⁂

Un colonel déjà célèbre pour l'entrain qu'il mettait à accomplir l'œuvre de mort prit néanmoins le temps de composer un livre à l'exaltation de ceux qui aiment tuer, faire tuer, et se faire tuer, et qui n'ont de goût à rien d'autre. Placé comme il se doit sous le signe de Saint-Exupéry (maître de ces « écrivains », aviateurs ou autres, qui doivent leur audience à la plus grossière des confusions entre l'altitude et l'élévation de pensée, entre le plat ennui de vivre et la passion de la connaissance jusqu'au risque de mort), cet ouvrage, qui consacrait l'entrée du parachutiste dans les Lettres, fut accueilli par le plus extraordinaire des saluts de l'épée, de la part d'adversaires politiques déclarés, comme s'ils se souvenaient d'avoir longtemps gardé ensemble les cochons de la grandeur. Le directeur de *l'Express* se retrouvait soudain *lieutenant*, celui de *France-Observateur*, *capitaine*, devant ce *colonel* écrivain. Croit-on qu'il s'agisse de cas isolés, que la contagion qui s'est signalée là ne doit pas être plus largement répandue ?

⁂

L'esprit de résistance consiste à opposer grandeur à grandeur, sans nulle habileté, sans modestie ni calcul, comme sans concession ni crainte. Au pouvoir spirituel du politique, le pouvoir temporel de l'intelligence. La classe intellectuelle se déshonore par son silence. Ne pas manquer de grandeur (et qu'est-ce que la parole qui se résignerait à l'avance, sans renoncer à s'exercer tout à fait, à *manquer de grandeur ?*) serait de déclarer la guerre à l'armée, de dénoncer sans lassitude comme déshonorante la guerre d'Algérie, déshonorante la survivance de l'Empire, déshonorants les marchandages « indépendance - équipement », déshonorante l'imitation de Louis XIV dans la patrie du régicide, déshonorant l'envoi de la jeunesse française à l'école de dégradation et de corruption qu'est la guerre de reconquête, déshonorant l'usage que font les Pouvoirs, enfin, des œuvres de l'intelligence, présentée comme complice.

L'actuel pouvoir joue sur cette dernière équivoque. Elle est pour lui vitale. *Il ne peut se passer de la classe intellectuelle.* A la classe intellectuelle de savoir si elle trouvera en réplique la forme de *grève* appropriée. A elle de décider si elle aura la constance de déserter en bloc les institutions, cercles, écoles, publications, tribunes... complices du régime et de ses œuvres : de lui retirer sa caution. « Si nous, *les amis de la vie*, n'inventons pas quelque organisation propre à nous conserver, dit Nietzsche, ce sera la fin de tout. »

D. M.

Maurice BLANCHOT

LA

Quand on réfléchit calmement, comme il faut, sur les événements de mai 58, on s'aperçoit bientôt de ceci : lorsqu'on n'en retient que l'aspect politique, et si l'on pense que cet aspect suffit à les définir, le jugement que l'on portera sur eux, même défavorable, leur sera implicitement favorable. C'est pourquoi le refus des hommes politiques a souvent paru sans force, et plus obstiné que ferme. Que se passe-t-il dans le cas d'une analyse politique ? C'est que précisément elle analyse, elle dissocie : elle voit dans ce qui est arrivé une pluralité de faits d'origine distincte et de sens opposé, se corrigeant, se neutralisant les uns les autres — de Gaulle compensant les gens du 13 mai ; ce qu'il y avait de sombre en ceux-ci faisant seulement valoir la claire lumière de l'apparition unique ; de même, si la révolte de l'armée a pu sembler regrettable, de Gaulle, militaire, mais militaire d'une sorte spéciale, était précisément bien désigné pour désamorcer les ambitions politiques de l'armée ; enfin, il y avait le médiocre régime antérieur, son incapacité à se réformer et à régler de graves problèmes ; là encore, nous avons obtenu, dans des conditions suffisamment légales, une solution intéressante, même si elle est critiquable : qui se battrait contre cette Constitution, et pour l'autre ou pour une autre ? D'où la conclusion : tout de même, de Gaulle, c'est mieux et, quand l'on pense à ce que nous pourrions avoir, c'est inespéré.

Ce jugement de bon sens est si naturel qu'il doit être présent en chacun de nous. C'est la politique entendue comme conduite opportune ; l'opportunisme est alors la vérité politique. Considérée comme décision opportune, la solution qui porte le nom de Gaulle, peut paraître douteuse ou satisfaisante (on trouve toujours des faits à son actif, comme d'autres à son passif), la discussion est sans fin et presque inutile.

Toutefois, même chez ceux qui se servent des arguments de l'opportunisme pour justifier leur approbation ou leur désapprobation, comme chez le plus grand nombre des hommes qui restent silencieux à cause de ce mélange difficile du bien et du mal qu'ils ne peuvent trancher, il y a le sentiment que quelque chose de tout autre a eu lieu, une mutation grave qui échappe en partie au jugement politique, car elle met en cause les décisions d'un accord ou d'un désaccord plus fondamental. Ici, nous pouvons continuer à

PERVERSION ESSENTIELLE

approuver ou à désapprouver mollement ; nous pouvons aussi maintenir une attitude neutre ; mais nous sentons, par le malaise et la gêne, quel tort (en un sens presque physique) cette manière de se dérober à des événements qui l'interrogent fait subir à la pensée. Une entente, une mésentente plus profonde se cache derrière notre choix. Et le refus de voir clair fait déjà partie du « oui » qui nous incline et nous contraint secrètement.

⁂

Le pouvoir issu des événements de mai est d'apparence singulière. Ce caractère de singularité contribue à la gêne du jugement, comme à l'apaisement dont il se contente. C'est un pouvoir qui porte un nom, celui de de Gaulle ; ce nom le qualifie et le couvre, mais ne suffit pas à le déterminer. Est-ce une dictature ? Non. La dictature est la puissance remise à un individu qui a lutté pour le pouvoir et le concentre autour de sa présence fortement individuelle. Ce n'est certes rien de bon, mais pour la pensée non plus rien d'inquiétant. La dictature est un pouvoir humain, le dictateur est un homme manifeste, son régime l'exercice d'une force sans contrainte. Naturellement, la dictature s'altère rapidement. Les dictateurs usent de la magie de leur personne ; ils se font empereurs, ils dominent. Mais c'est toujours comme individus qu'ils s'élèvent. Ce sont des hommes. Le combat contre eux est un combat simple et sans parole. Aucun de ces traits ne convient à de Gaulle, ni directement au régime qu'il représente. De Gaulle n'a pas conquis le pouvoir ; ce n'est pas un homme d'action. Il s'est jadis quelque temps politisé, avec gêne, avec maladresse, entraîné à ce rôle par la bizarre passivité qui lui est propre, mais rapidement convaincu de son erreur ; c'est pourquoi l'attaquer en lui rappelant qu'il fut jadis un homme de parti ne signifie rien. Ce n'est pas une homme d'action. Agir ne le concerne pas. L'extrême souci qu'il a eu de ne pas prendre le pouvoir, mais de laisser le pouvoir s'approcher de lui, s'offrir à lui, à l'aide des gens de l'impure action avec lesquels cependant il ne voulait pas paraître avoir partie liée, est remarquable. Etait-ce le désir de sauvegarder les apparences légales ? Non, puisqu'il se refusait d'abord à accomplir même les petites démarches nécessaires à son intronisation. Est-ce à cause d'une idée trop fière, et un peu vaine, de lui-même ? Je ne le crois pas. Non par le respect de sa personne, mais par le respect de la puissance impersonnelle qu'il représente, par le sentiment de la souveraineté qu'il lui appartient d'affirmer et qui ne se concilie qu'avec un minimum d'action.

Cette souveraineté qu'il incarne est apparemment l'exaltation d'un homme. D'un côté elle glorifie un nom dont elle utilise aussi le souvenir glorieux ; elle dit que cette personne est irremplaçable, qu'elle est unique (unique signifiant que, du point de vue de l'utilité politique, de Gaulle n'a pas de rival, mais d'autre part qu'il n'a pas de pair, unique alors parce qu'il représente la valeur sacrée et mystérieuse de l'unique ; c'est pourquoi, psychologiquement, on met l'accent sur sa solitude, il est à part, il est séparé, c'est l'oint) ; enfin, cette personne est providentielle. Ce titre qui lui a tout de suite été attaché est déjà explicite. Providentiel veut dire désigné par une providence et s'affirmant comme providence. Le pouvoir dont est investi un homme providentiel n'est plus un pouvoir politique, c'est une puissance de salut. Sa présence telle quelle est salutaire, efficace par elle-même et non par ce qu'elle fera.

A partir de là, la perspective se modifie. La toute-puissance dévolue dès le commencement à ce seul homme était fort extraordinaire ; chacun se demandait : que n'en fera-t-il pas ? Mais on dut constater avec surprise (et un lâche soulagement) qu'il n'en faisait rien. C'est qu'il n'en pouvait rien faire. C'est que le sens de l'autorité qui lui appartient est que celle-ci est trop haute et trop grande pour pouvoir s'exercer. D'où cette situation peu à peu aperçue : de Gaulle peut tout faire, mais, en particulier, rien. Tout-puissant, le respect qu'il a de cette toute-puissance (le sentiment d'être ce tout qu'est la France, non pas seulement de la représenter, mais de la rendre visible et lointainement présente en sa réalité intemporelle), lui interdit de l'utiliser à aucune décision politique déterminée. De là que, même s'il avait des idées politiques, il ne pourrait les appliquer. Il n'est pas l'homme d'une politique, mais la Souveraineté compréhensive (« Je vous ai compris »), qui comprend tout et, en cette compréhension, satisfait à tout. Souveraineté lointaine, non partagée, toujours en retrait par rapport aux manifestations qu'on attend d'elle. Nous sommes loin de la simple et profane dictature. Un dictateur ne cesse de parader ; il ne parle pas, il crie ; sa parole a toujours la violence du cri, du dictare, de la répétition. De Gaulle se manifeste, mais par devoir. Même quand il apparaît, il est comme étranger à son apparence ; il est retiré en lui-même ; il parle, mais secrètement ou sous le voile de lieux-communs majestueux, et le peuple des fidèles vit de l'exégèse de ses paroles incertaines. Vraiment l'homme providentiel, si la Providence, selon Malebranche, est incapable d'aucune action particulière et ne peut se manifester que selon les voies les plus générales.

⁂

J'admets que cette vue soit un peu simplifiée, mais elle n'altère pas le caractère principal. Le trait principal, c'est la transformation du pouvoir politique en une puissance de salut. Le destin est maintenant au pouvoir : non pas un homme historiquement remarquable, mais quelque puissance qui est au-dessus de la personne, la force des plus hautes valeurs, la souveraineté, non pas d'une personne souveraine, mais de la souveraineté elle-même, en ceci qu'elle s'identifie avec les possibilités rassemblées d'un Destin. Quel destin ? Ici, répondre est facile : c'est l'affirmation auguste, supérieure à tous ses accidents historiques, d'une nation comme destin. Le passé de de Gaulle éclaire cette réponse, qui n'est pas nécessairement liée à ce qu'il peut penser de lui-même. Jadis, on l'a appelé le Symbole. Durant des instants graves, il a eu à représenter, au-dessus d'un vide désastreux, la permanence et la certitude nationales. Il a été la présence visible d'une grande nation absente. Il l'a personnifiée. Il est toujours dangereux d'identifier à une personne la réalité d'un pays et, plus encore, d'élever idéalement au-dessus de l'histoire son histoire ; mais alors de Gaulle lui-même n'était rien, homme sans passé, sans avenir, et la valeur de sa démarche venait de la fermeté d'un refus auquel ne correspondait aucun pouvoir. Expérience surprenante. Il ne cesse, d'une certaine manière, d'être passif ; il ne fait rien, il ne peut rien faire, il préserve tout au plus, il sauvegarde par sa présence, il maintient avec hauteur des droits nuls, une autorité sans contenu, et les immenses forces actives auxquelles il n'a qu'une part nominale, travaillent peu à peu à traduire en réalité les affirmations d'une Idée.

A partir de cette expérience s'est formée la conscience d'une souveraineté d'exception, coïncidant, aux heures dramatiques du vide, avec la présence essentielle du Destin national. Ce qui est, là, caractéristique, c'est la manifestation de ce vide : en 40, rien de plus pathétique et de plus évident ; là où était la France, il n'y avait plus que le vide et, au-delà de ce vide d'histoire, l'affirmation presque visible, presque sensible, en un homme lui-même inconnu et sans visage, de la France comme Destin persistant, comme la prophétie même de son salut. De ce vide, de Gaulle a gardé la hantise, mais aussi la connaissance intime et le sentiment de sa nécessité. Il l'a inscrit dans la Constitution. Il l'a rendu en quelque sorte légal. Pour que la France se hausse en Destin et pour que le pouvoir qui la représente devienne

une souveraineté de salut, il faut qu'elle prenne conscience de ce vide qui, par suite de ses institutions et de ses divisions, ne cesse de la menacer. En 1946, de Gaulle se retire brusquement pour que le pays, découvrant son vide, en vienne aux décisions qui assureraient son intégrité, mais le pays ne voit rien, l'opération est manquée. En 1958, l'opération réussit magistralement. Face aux problèmes d'une guerre déraisonnable et dans le désespoir, transformé en agitation, que provoquent les problèmes de cette guerre, le doute s'organise (et est organisé). Le vide se fait pressentir, tandis que s'approche, sous l'apparence de l'homme du destin, l'essence même de la Souveraineté nationale qui pourra seule le combler. Or, c'est frappant, à peine de Gaulle est-il au pouvoir qu'en effet il n'y a plus (apparemment) que lui et le vide. Les forces politiques s'effrondent. Les forces sociales se retirent. Tout se tait. C'est comme un mystérieux réflexe conditionné. Même les hommes, capables pour de fortes raisons intérieures de s'opposer, demeurent silencieux et comme absents. Il ne faut pas troubler le vide. Le Oui du referendum n'est que la parole démesurée de ce vide. Et le vide fait son œuvre, qui est de *consacrer* en puissance de salut l'autorité d'un homme seul. Que se passerait-il si un tel homme nous manquait ? La réponse est maintenant claire : il n'y aurait plus que le vide.

⁂

Mais c'est une réponse trompeuse. L'histoire ne se répète pas. En 40-44, les grandes forces actives, celles des Alliés, laissaient de Gaulle en arrière, mais pourtant libre de son autorité idéale. Les alliés d'aujourd'hui, ceux dont l'action l'ont amené comme passivement au pouvoir, ne se sont nullement évanouis, et d'autant moins que, par suite de la souveraineté inagissante du pouvoir sacré, ils ont toute latitude pour agir, donnant son contenu politique à un pouvoir majestueusement sans contenu. Ces forces sont connues, encore qu'insuffisamment, et selon leur aspect anecdotique qui sert plutôt à les cacher qu'à les déterminer. Surtout, en s'en tenant à l'anecdote et à l'analyse, on les a présentées comme des forces isolées et n'ayant pas de rapport significatif avec le pouvoir qui est issu d'elles ; ou bien, au contraire, on a cherché à établir qu'il y avait des rapports anecdotiques entre de Gaulle et les conjurés. C'est là voir les choses du seul point de vue du spectacle. L'important, c'est que ce qui s'est passé le 13 mai, ce qui s'est passé ensuite constituent un ensemble, qui n'a de réalité et de sens qu'ensemble, c'est que, dans leurs rapports enchevêtrés, d'origine, de forme et de caractère différents, ces mouvements qu'on peut grossièrement désigner : un mouvement d'affirmation colonialiste, une poussée nationaliste, la pression des exigences technocratiques, la transformation de l'armée en forces politiques, la transformation du pouvoir politique en une puissance de salut, constituent un même phénomène, de sens instable, mais unique et en tant que tel : grave.

L'une des conséquences, c'est que ce régime n'est pas ce qu'il apparaît, constamment occupé par des forces différentes qui travaillent à se réaliser en lui et dont il ne peut se distinguer sans manquer à son apparence. Au premier plan, nous avons la Présence Souveraine, affirmant un pouvoir non pas politique, mais d'essence religieuse et mettant en jeu les valeurs grossièrement perverties du sacré (le destin privilégié d'un homme, son apparition prédestinée : il nous a sauvés une fois, il nous sauvera toutes les fois, c'est le sauveur ; il est la patrie éternelle ; chaque fois que la patrie est en danger, elle s'incarne en cet homme, dépositaire des décisions providentielles).

Dans la mesure où le sursaut colonialiste est un mouvement de désespoir (comme la poussée nationaliste est à forme de détresse), désespoir collectif, rassemblé dans une agitation collective donnant lieu à des mouvements d'effervescence qu'on peut appeler tantôt racistes, tantôt fascistes, on voit bien comment le Destin de Salut symbolisé par de Gaulle a constitué une réponse appropriée. Seulement, l'effervescence a besoin de slogans, de mots-fétiches (qu'on prononce le mot intégration, et la paix sera faite, le beau passé revenu) ; elle veut des satisfactions violentes, des entreprises spectaculaires, des exécutions, des opérations guerrières ou, à défaut, des conjurations clandestines (le secret et le spectacle sont également nécessaires à de tels mouvements), et cette forme d'affirmation désordonnée ne convient pas à la Souveraineté altière qui est fort éloignée de cette vulgarité, n'entend pas s'identifier à elle, mais ne peut non plus lui donner tort, puisqu'elle est là pour la comprendre, la reconnaître et protéger l'essentiel de ses desseins, sans toutefois les réaliser directement, ce qui serait du reste impossible.

Par toute une suite d'émanations se dégradant insensiblement, il faut donc que l'autorité suprême de l'Un se communique, sans s'altérer, à des zones de pouvoir de plus en plus réalistes, de forme autoritaire, de visée dictatoriale, destinées à rejoindre les fins au nom desquelles s'est décidé le 13 mai (l'Algérie française ; la guerre poursuivie à outrance et dominant tout de sa logique ; au nom de cette logique l'armée continuant à exercer son autorité qui sera nécessairement politique). C'est ainsi que derrière la Souveraineté de forme religieuse (et anachronique) s'annoncent ou s'affirment les manifestations beaucoup plus modernes de l'activisme politique, allant des intrigues permanentes des factions à la menace des prétoriens (si de Gaulle s'en va, vous aurez les parachutistes), en passant par le réseau déjà serré du contrôle policier, pour descendre jusqu'au pur et simple gangstérisme politique. De même, nous voyons les puissances du néocapitalisme utiliser la mystique de l'unité souveraine, la détourner de son sens idéal pour la faire répondre aux exigences de la domination économique, qui a besoin d'un pouvoir centralisé, au service des plans et en vue de l'efficacité technocratique. Ici, le souverain n'est plus le Sauveur qu'appelle le désespoir des foules instinctives ; il n'est pas le Chef de guerre que souhaite l'armée, et capable de prendre le pouvoir au nom de la guerre et au nom de l'armée ; il est le Directeur, un être de caractère impersonnel, qui dirige, surveille et décide selon les nécessités de l'organisation capitaliste moderne.

⁂

J'entends bien que ces forces sont divisées, qu'elles se combattent secrètement et que les contradictions violentes, loin de s'être apaisées derrière la noble façade de l'unité, se sont installées au pouvoir ou aux abords du pouvoir, essayant, par l'entremise du nationalisme simple et étroit de style Debré, de traduire chacune à leur façon l'hymne à la Souveraineté. Cette lutte ne fait que commencer. Nous sommes au début d'un processus dont la guerre, une guerre insensée, privée de sens comme privée d'issue, reste le facteur déterminant. Qu'en résultera-t-il ? Je n'ai pas à prophétiser. Je constate seulement que rarement régime fut plus faux, non par la fausseté des hommes, mais par l'altération essentielle du pouvoir politique : régime autoritaire, mais sans autorité ; sous la figure de l'unité, le plus divisé ; sous l'apparence de la puissance agissante, incapable de se déterminer et de choisir ; prétendant à la responsabilité et à la désignation personnelles et couvrant du nom d'une personne la multiplicité d'actions irresponsables, ainsi que la suprématie des forces économiques impersonnelles. Etrange régime, histoire grave, et non seulement grave, mais pénible, où tout se pervertit en une confusion malheureuse, où l'on voit les adversaires de de Gaulle mettre tout leur espoir en lui, ses zélateurs le profaner (le blasphème fait partie de la religion) et ses amis les plus proches, ceux qu'il a lui-même établis au gouvernement, n'avoir d'autre soin que de ruiner ce qu'il voudrait représenter. D'où l'on serait parfois tenté de conclure à l'étrangeté irréelle de toute cette situation, irréalité qui malheureusement est souvent la lumière des fins d'histoire.

Quant à ceux qui disent (ouvertement, silencieusement) : Oui, nous sommes pour de Gaulle, nous nous en remettons à lui et nous sommes heureux de cette vocation de souveraineté qui l'élève religieusement au-dessus de toutes les contestations, parce que, lui disparu, nous aurions le pire, nous aurions la dictature, il faut leur répondre : Vous n'avez rien sauvé en trahissant l'essentiel, car derrière la Souveraineté qui est tout et ne peut rien, vous avez, déjà, latente, vous aurez demain éclatante cette dictature qui suit nécessairement, dès que le pouvoir politique se corrompt en puissance de salut.

M. B.

Le gérant : Dionys MASCOLO   Distribué par le N.M.P.P.   Imp. « E.P. », 232, rue de Charenton, Paris-12e.